Plan d'Action de Réinstallation Abrégé (PARA) du projet de la centrale solaire de 100 MW

Rapport actualisé pour le site d'implantation de la centrale solaire

Projet d'Energie Solaire de 100 MW de Kairouan - Tunisie

Environmental Assessment & Management

Mars 2024

Projet : **Actualisation du Plan d'Action de Réinstallation Abrégé (PARA) du projet de la centrale solaire de 100 MW – Kairouan**

Version : Rapport actualisé

Préparé par : Abdellatif MRABET, Abdelhafidh CHRIKI, Adel BAYOUDH, Asma DOUZI, Insaf CHRIKI, Khouloud MAALAOUI, Fedia NASRI, Anis RIAHI, Yosr TURKI & Zeinab HAFEZ (EcoConserv).

Contrôlé par : Tahar KHOUAJA

Pour et au nom de : Environmental Assessment and Management (EAM)

Approuvée par : Raja KHOUAJA

Signature :

Position : Directeur Général

Date : 08 Mars 2024

Ce rapport a été préparé par Environmental Assessment and Management « EAM », avec toute l'expérience, le soin et la diligence raisonnables selon les termes de notre contrat avec le client, incluant nos Conditions et Procédures Générales de Travail et prenant en compte les ressources allouées en accord avec le client.
Nous déclinons toute responsabilité vis-à-vis du client et des autres parties en ce qui concerne toute question hors du domaine d'application ci-dessus décrit.
Ce rapport est confidentiel pour le client et nous n'acceptons aucune responsabilité de quelque nature que ce soit vis-à-vis des tiers qui prendraient connaissance, en entier ou en partie, de ce rapport.

Ce rapport a été réalisé conformément au Système de Management Intégré de EAM.

TABLE DES MATIERES

0.0 RESUME EXECUTIF 10

0.0 EXECUTIVE SUMMARY 50

ملخص غير فني 85

1.0 INTRODUCTION 10
1.1 OBJECTIF DU PARA 112
1.2 COMPOSANTES DU PARA 114
1.3 METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PARA 115

2.0 CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL 116
2.1 CADRE JURIDIQUE 116
2.2 CADRE INSTITUTIONNEL 118
2.3 PRESENTATION ET ANALYSE DES STANDARDS INTERNATIONAUX 123

3. DESCRIPTION DU PROJET, DE LA ZONE DU PROJET ET DE LA ZONE D'INFLUENCE DU PROJET 135
3.1 DESCRIPTION DU PROJET 135
3.2 SITE D'IMPLANTATION DE LA CENTRALE SOLAIRE 137
3.3 DESCRIPTION DES COMPOSANTES QUI OCCASIONNENT LA REINSTALLATION 138

4.0 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT HUMAIN ET SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'INFLUENCE DU PROJET 140
4.1 DECOUPAGE ADMINISTRTIF 140
4.2 POPULATION 140
4.3 TAUX DE CHOMAGE 140
4.4 TAUX D'ACTIVITE 141
4.5 ÉDUCATION ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
4.6 INFRASTRUCTURES 141
4.7 ZONES INDUSTRIELLES 141
4.8 SANTE 142

5.0 IMPACTS POTENTIELS DU PROJET 143

6.0 PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE ET CONSULTATIONS PUBLIQUES 146
6.1 RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE LA PARTICIPATION CITOYENNE AU NIVEAU LOCAL 146
6.2 PROGRAMME D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES EXECUTE 146

7.0 ETUDE SOCIOECONOMIQUE 152

8.0 ÉLIGIBILITÉ/DROITS À L'INDEMNISATION-RÉINSTALLATION ET DATE BUTOIR 163

9.0 ESTIMATION DES PERTES 166
9.1 ESTIMATION DES PERTES DE LA CENTRALE SOLAIRE 166

10.0 METHODOLOGIE, ESTIMATION DES PERTES ET LEUR INDEMNISATION 167
10.1 METHODOLOGIE DE COMPENSATION 167
10.2 MODALITE DE COMPENSATION PROPOSEE 167
10.3 MODALITE DE COMPENSATION PROPOSEE 168
10.4 SOLUTION DE COMPENSATION RETENUE 169
10.5 CALCUL DE LA QUANTITE EN UNITE FOURRAGERE A COMPENSER AUX ELEVEURS 169
10.6 COUT GLOBAL DE LA COMPENSATION 170
10.7 COUTS ET BUDGET POUR LA REINSTALLATION COMPLETE 170
10.8 MISE EN ŒUVRE DE LA COMPENSATION 170
10.9 CALENDRIERS DE DISTRIBUTION DE LA COMPENSATION AUX PAPS 172

11.0 PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE 174

12.0 MECANISME DE GESTION DE PLAINTE 175
12.1 INTRODUCTION ET PORTEE 175
12.2 OBJECTIF 175
12.3 DIVULGATION 175
12.4 ENREGISTREMENT ET CONSIGNATION DES GRIEFS 176
12.5 ENQUETE SUR LE GRIEF ET TENTATIVE DE RESOLUTION 177
12.6 CHOIX DE LANCER UN APPEL 179
12.7 DOCUMENTS JUSTIFICATIFS 180
12.8 ENREGISTREMENT ET CLASSIFICATION DE LA PLAINTE 180
12.9 SCHEMA MGP 181
12.10 SURVEILLANCE ET REPORTING 181

13.0 SUIVI ET EVALUATION 183

14.0 RESPONSABILITES ORGANISATIONNELLE DE MISE EN OEUVRE DU PARA 186
14.1 BUDGET DE COMPENSATION 191

15.0 CALENDRIER D'EXÉCUTION 193

16.0 CONCERTATION ET INFORMATION DU PUBLIC 197

ANNEXES 198
ANNEXE I – LISTE DES ELEVEURS 199
ANNEXE II : PHOTOS LORS DE L'ENQUETE SOCIO-ECONOMIQUE 201
ANNEXE III : QUESTIONNAIRE DES ELEVEURS (CONFIDENTIEL) 202
ANNEXE V – ENQUETE PUBLIQUE ET AFFICHAGE DE LA DATE BUTOIR 204
ANNEXE VI – MECANISME DE REGLEMENT DES GRIEFS 205
ANNEXE VII – DONNEE DE LA DIRECTION GENERALE DES FORETS (DGF) 206
ANNEXE VIII – REUNIONS AVEC LES ENTITES GOUVERNEMENTALES ET LOCALES LE 29/12/2023 ET LE 05/01/2024 207
ANNEXE IX– CONVENTION D'ACCORD SUR LA METHODE DE COMPENSATION ENTRE LE PREMIER DELEGUE DE KAIROUAN ET AMEA POWER 208
ANNEXE X – ACCEPTATION DES MESURES COMPENSATOIRES SOUS FORME D'UNITES FOURRAGERES PAR LES ELEVEURS 209

LISTE DES FIGURES

FIGURE 3.1: CARTE DE LOCALISATION DU SITE (PROJET SOLAIRE ET LEAHT) 135
FIGURE 3.2: SITE D'IMPLANTATION DE LA CENTRALE SOLAIRE 138
FIGURE 10.1: CULTURE AGROPASTORALE DANS LA REGION DE METBASTA A EL ALEM *(SOURCE EAM, JUIN 2022)* 169
FIGURE 12.1: LOGIGRAMME DU MGP 181

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 2.1 : COMPARAISON ENTRE LA LEGISLATION TUNISIENNE ET LES STANDARDS INTERNATIONAUX (LA BAD ET LA SFI) 130

TABLEAU 3.1 : RESUME DES PRINCIPALES COMPOSANTES DU PROJET 136

TABLEAU 4.1 : TAUX DE CHOMAGE DANS LA DELEGATION DE SBIKHA 140

TABLEAU 4.2 : CARACTERISTIQUES EDUCATIONNELLES DE LA DELEGATION DE SBIKHA 141

TABLEAU 5.1 : MATRICE DE SYNTHESE : FEUILLE RECAPITULATIVE DES DONNEES DE LA COMPENSATION 144

TABLEAU 8.1 : MATRICE ET DROIT D'ELIGIBILITE DES PAPS 165

TABLEAU 13.1 : MESURES DE SUIVI DU PARA 185

ACRONYMES & ABREVIATIONS

AMEA	Africa – Middle – East - Asia
ANGED	Agence Nationale de Gestion des Déchets
ANME	Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie
ANPE	Agence Nationale de Protection de l'Environnement
BAD	Banque Africaine de Développement
CA	Courant Alternatif
CAO/PPA	Contrat d'Achat d'Electricité/ Power Purchase Agreement
CC	Courant Continu
CLO	Community Liaison Officer (Agent de Liaison Communautaire)
CRDA	Commissariat Régional au Développement Agricole
CPR	Cadre de la Politique de Réinstallation
DGF	Direction Générale des Forêts
EAM	Environmental Assessment & Management
EIES	Étude d'Impact Environnementale & Sociale
ER	Energie Renouvelable
E&S	Environnemental et Social
GDA	Groupements de Développement Agricole
GIIP	Good International Industry Practice
GWh	Gigawatt-Heure
HT	Haute Tension
ICP	Indicateurs Clés de Performance
IFI	Institution Financière Internationale
INP	Institut National du Patrimoine
IPP/PEI	Independent Power Producer / Producteurs d'Electricité Indépendants
KWh	Kilowattheure
LEAHT	Ligne Électrique Aérienne à Haute Tension
PARA	Plan d'Action de Réinstallation Abrégé
ME	Ministère de l'Environnement
MW	Mégawatt
NP	Norme de Performance
ONAS	Office national de l'assainissement
ONG	Organisations Non-Gouvernementales
PAP	Personnes Affectées par le Projet
SEAH	Exploitation, Abus et Harcèlement Sexuels
VBG	Violence Basée sur le Genre

GLOSSAIRE DES TERMES

Banque Africaine de Développement (BAD)	Institution régionale multilatérale de financement ayant pour objectif de contribuer au développement économique durable et au progrès social des pays africains, qui constituent les pays membres régionaux (PMR) de la BAD.
Société Financière Internationale (SFI)	Organisation du Groupe de la Banque mondiale consacrée au secteur privé. Créée en 1998, son capital est détenu par 185 pays membres.
Acquisition de Terre (temporaire et permanente)	Processus par lequel une administration publique, généralement en échange d'une indemnisation, amène un individu, un ménage ou un groupe communautaire à renoncer aux droits sur la terre qu'il occupe ou utilise d'une autre façon.
Assistance à la réinstallation	Appui fournie aux personnes dont un projet entraîne le déplacement physique. Cela peut englober le transport, l'alimentation, le logement, les services, etc.
Cadre de Politique de Réinstallation	Ce cadre comporte, autant que faire se peut, une estimation de la population totale à déplacer, ainsi que les coûts d'ensemble de la réinstallation.
Compensation (indemnisation)	C'est en raison de toutes les privations que la mise en œuvre de certaines mesures pourrait entraîner que les personnes affectées par le Projet (PAP) seront correctement compensées pour leur perte (de terre, propriété ou accès) soit en nature, soit en espèces, la première étant la forme préférée. Cette compensation se fera dans le respect des principes du droit et de l'équité.
Date butoir	Date d'achèvement du recensement et de l'inventaire des biens des personnes touchées par le projet. Les personnes qui occupent la zone du projet après la date butoir n'ont pas droit à une indemnisation et/ou une aide à la réinstallation. De même, les actifs fixes (constructions, cultures, arbres fruitiers, parcelles boisées, etc.) établis après la date d'achèvement de l'inventaire des biens, ou une autre date fixée d'un commun accord, ne donneront pas lieu à indemnisation.
Groupes vulnérables	Personnes qui, de par leur orientation sexuelle ou de genre, leur appartenance à un groupe ethnique ou d'âge minoritaire et fragile, du fait d'un handicap physique ou mental ou de facteurs de marginalisation économique ou sociale, risquent d'être plus affectées que d'autres par le processus de déplacement et de réinstallation ou, dont la capacité à se prévaloir ou à bénéficier de l'assistance à la réinstallation et des avantages connexes peut se trouver limitée. Coût de remplacement : coût brut permettant de définir la valeur de remplacement économique d'un actif. C'est le montant d'argent qu'il faudrait défrayer au moment présent pour remplacer un bien affecté par le projet.
Parties prenantes	Toute entité (personne, groupe, organisation, institution) concernée et potentiellement affectée par un projet ou en mesure d'influer sur un projet.
Personne Affectée par le Projet (PAP)	Toute personne qui, du fait de la mise en œuvre d'un projet, perd le droit de posséder, d'utiliser ou de tirer autrement avantage d'une construction, d'un terrain (résidentiel, agricole ou de pâturage), de cultures arbustives et autres annuelles ou pérennes, ou de tout autre bien fixe ou meuble, que ce soit en totalité ou en partie, à titre permanent ou temporaire.
Plan d'action de réinstallation abrégé (PARA)	Désigne un document de planification complet préparé par le Bénéficiaire conformément aux exigences de la Banque qui spécifie les procédures qu'un processus de réinstallation involontaire impliquant moins de deux cent (200) personnes affectées par le Projet (PAP) et entraînant l'acquisition de terres, le déplacement potentiel et la perturbation des moyens de subsistance qui sont moins importants, doivent suivre, et les mesures qui doivent être prises pour indemniser les PAP et les communautés, car elles peuvent être modifiées, complétées ou mises à jour de temps à autre en accord avec la Banque.

Réinstallation involontaire	Réinstallation qui intervient sans le consentement éclairé des personnes déplacées ou sans que ces personnes, à supposer qu'elles donnent leur consentement, aient la possibilité de refuser d'être réinstallées.
Valeur intégrale de remplacement	C'est une indemnité due par la personne responsable d'un dommage, tenue à la réparation intégrale du préjudice.
Coût de remplacement	Le coût de remplacement est la valeur marchande d'un bien, à laquelle sont ajoutés les coûts de transaction. En appliquant cette méthode d'évaluation, la dépréciation des structures et actifs ne doit pas être prise en compte. La valeur marchande est définie comme la valeur requise afin de permettre aux Communautés et Personnes Affectées par le Projet de remplacer les actifs perdus par des actifs de même valeur.
Mécanisme de plainte et de recours	Représente le système adopté par le promoteur qui permet à toutes les parties prenantes, en particulier les personnes et les communautés touchées, de fournir un retour d'information, d'exprimer leurs préoccupations et, ainsi, d'accéder à des informations et, le cas échéant, d'exercer un recours et une réparation. Ce mécanisme doit être efficace, car il doit être légitime, accessible, prévisible, équitable, transparent, compatible avec les droits de l'homme, fondé sur l'engagement et le dialogue et source d'apprentissage pour toutes les parties prenantes, y compris le promoteur. Le champ d'application d'un tel mécanisme concerne l'ensemble de l'opération, mais il n'est pas destiné à servir les relations entre l'employeur et le personnel, une structure de règlement des griefs distincte étant exclusivement dédiée à cet effet.
Droits à prestations	Une série de mesures comprenant l'indemnisation, la restauration des revenus, l'aide au transfert, la substitution des revenus et la réinstallation qui sont dues aux personnes touchées, selon la nature de leurs pertes, pour rétablir leur base économique et sociale.
Recensement	Enquête sur les ménages et les entreprises qui couvre toutes les personnes affectées par le projet, indépendamment de leur droit ou de leur propriété. Elle fournit un inventaire complet de toutes les personnes affectées par le projet et de leurs biens. Elle peut être utilisée pour minimiser les demandes frauduleuses faites par les personnes qui s'installent dans la zone affectée par le projet dans l'espoir d'être indemnisées et/ou réinstallées.
Supervision et évaluation	Il s'agit du mécanisme prévu par le Projet pour suivre les indicateurs de mesure des progrès et succès de la procédure de réinstallation (incluant indemnisations, compensations et Restauration des Moyens de Subsistance), incluant la supervision et l'évaluation externe.
Consultation publique	Lorsque des communautés sont, ou sont susceptibles d'être, affectées par les effets négatifs d'un projet, le promoteur entreprendra un processus de consultation significatif de manière à donner aux parties concernées l'occasion d'identifier et d'exprimer leurs points de vue sur les risques, les impacts et les mesures d'atténuation du projet, et de s'engager dans un processus de collaboration avec le projet pour répondre aux considérations soulevées et les traiter.

0.0 RESUME EXECUTIF

MATRICE DE SYNTHESE

Tableau 1: Matrice de synthèse : Feuille Récapitulative des données de compensation

#	Variables	Données
A. Générales		
1	Gouvernorat	Kairouan
2	Délégation	Sbikha
3	Arrondissement/Village/Quartier de ville …	Metbasta
4	Activité induisant à la perturbation des moyens de subsistance (pâturage)	Activités de construction et d'exploitation de la centrale solaire de 100MW
5	Budget du Projet	99 500 000 USD
6	Budget du PARA	477 000 USD
	Budget d'appui au PAPs vulnérables (inclus dans le CDP)	193 000USD
7	Date (s) butoir (s) appliquées	24 Février 2021
8	Dates des consultations avec les personnes affectées	17 septembre 2022
9	Dates de négociations des taux des compensations/impenses/indemnisations	29 décembre 2023 05 janvier 2024 2 et 5 février 2024
B. Spécifiques consolidées		
10	Nombre de personnes affectées par le projet (PAP)	20 éleveurs
11	Nombre des ménages affectés	19 ménages
12	Nombre des femmes affectées	0 (tous les éleveurs sont des hommes)
13	Nombre de personnes vulnérables affectées	9 éleveurs
14	Nombre de PAP majeures	20 éleveurs
15	Nombre de PAP mineures	-
16	Nombre total des ayants-droits	20 éleveurs
17	Nombre de ménages ayant perdu une habitation	0
18	Superficie totale de terres à usage pastoral pour la centrale solaire (ha)	200 ha
19	Nombre de ménages ayant perdu des cultures	0
20	Superficie totale de terres agricoles perdues (ha)	0
21	Superficie totale de terres agricoles définitivement perdues (ha)	0
22	Nombre de maisons entièrement détruites	0
23	Nombre de maisons détruites à 50%	0
24	Nombre de maisons détruites à 25%	0
25	Nombre total d'arbres fruitiers détruits	0
26	Nombre de kiosques commerciaux détruits	0
27	Nombre de vendeurs ambulants déplacés	0
28	Nombre total d'infrastructures sociocommunautaires détruites	0
29	Nombre total de poteaux téléphoniques à déplacer	0
30	Nombre total de poteaux électriques à déplacer	0
31	Nombre/longueur total de tuyaux de réseau d'adduction d'eau à déplacer	0

CONTEXTE DU PROJET

Dans le cadre du Plan Solaire Tunisien (PST), le Gouvernement Tunisien, représenté par son Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, a sélectionné le consortium dirigé par AMEA Power (ci-après dénommé « le Promoteur »), pour le développement d'une centrale solaire photovoltaïque (PV) de 100 Méga Watt (MW) dans le gouvernorat de Kairouan, en Tunisie.

Le consortium dirigé par AMEA Power (ci-après dénommé « le Promoteur »), s'est vu attribuer en décembre 2019, un Accord pour le développement d'une centrale solaire photovoltaïque (PV) de 100 Méga Watt (MW) dans le gouvernorat de Kairouan, en Tunisie (ci-après dénommé "le Projet ").

AMEA Power est une société émiratie active dans les énergies renouvelables. Elle acquiert, développe, possède et exploite des projets d'énergie thermique et renouvelable en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

Le Projet de Kairouan comporte deux volets :

- La centrale solaire (100MW), qui sera construite et exploitée par le Promoteur ;
- La Ligne Électrique Aérienne à Haute Tension de transport (8 km de long – 225kV), qui sera construite et exploitée par la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG).

La Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz est une entreprise publique sous tutelle du Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines qui a le monopole du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz. Sa mission principale est de couvrir les besoins du pays en énergie électrique dans les meilleures conditions économiques, techniques et environnementales.

Il est à noter que le projet solaire photovoltaïque de 100 MW de Kairouan et ses installations connexes est classé dans la " catégorie B " conformément aux Normes de Performance (PS) de la Société Financière Internationale (SFI) en matière de durabilité environnementale et sociale, et dans la Catégorie 2 d'après le Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la Banque Africaine de Développement (BAD).

DESCRIPTION DU PROJET

Localisation de la zone projet

Le Projet Solaire est situé dans le secteur El Alem qui relève de la délégation de Sbikha, du Gouvernorat de Kairouan. L'agglomération la plus proche du site du Projet est Metbasta, située à environ 2,2 km au Sud du site du Projet.

Composantes du projet

Le Photovoltaïque (PV) est une méthode de production d'électricité grâce à l'énergie solaire. Les cellules solaires convertissent l'énergie solaire en électricité. Les cellules solaires produisent de l'électricité à courant continu (CC) à partir de la lumière du soleil, qui peut être utilisée pour la production d'électricité connectée au réseau. L'électricité sur le réseau est généralement sous forme différente (courant alternatif (CA)). Les onduleurs sont utilisés pour convertir le courant continu en courant alternatif. Les transformateurs sont utilisés pour convertir la tension de sortie des cellules solaires à une tension plus élevée qui correspond au réseau.

Les composantes principales du projet sont :

- Les éléments clés du projet sont les panneaux photovoltaïques. Chaque rangée est équipée d'une structure de montage qui se compose d'un suiveur horizontal à axe unique qui supporte le panneau PV et l'oriente vers le soleil.
- La centrale solaire est constituée de quatre blocs. Chaque bloc comprendra une station d'onduleur centrale qui convertit l'électricité produite du courant continu (CC) au courant alternatif (CA).
- Les stations centrales d'onduleurs seront reliées par des câbles électriques souterrains aux emplacements des sous-stations sur le site. La sous-station convertit ensuite la tension produite en une tension appropriée pour la connexion au réseau national.
- L'infrastructure du bâtiment comprendra principalement des bureaux pour le travail quotidien normal lié aux opérations, un bâtiment de contrôle comprenant un système de données, de contrôle et de communication vocale pour le bon fonctionnement et la maintenance du site ainsi qu'un entrepôt/atelier pour le stockage des équipements et des machines et pour la maintenance et le stationnement des voitures.
- En plus, des éléments d'infrastructure tels que (i) un réseau routier interne pour faciliter l'accès aux modules à des fins d'exploitation et de maintenance et (ii) une route de sécurité autour du périmètre du site du Projet pour les patrouilles de sécurité ; et (iii) une route d'accès au site.
- Des clôtures autour de l'ensemble de l'installation ainsi que des caméras à distance, un éclairage nocturne automatique seront nécessaires pour assurer la sécurité contre l'intrusion de personnel non autorisé.
- Un système de surveillance pour suivre les performances de l'équipement de la centrale pour l'exploitation et la maintenance.

Phasage des travaux

Les activités susceptibles d'avoir lieu pendant le développement du Projet comprennent trois (3) phases distinctes : (i) la construction, (ii) l'exploitation et (iii) le démantèlement.

Délai des travaux

La construction du projet devrait commencer au deuxième trimestre 2024, sur une période d'environ 16,5 mois. L'exploitation du projet devrait commencer à la mi-2025 pour une durée de 20 ans.

Justification du projet

Les principales justifications du projet sont :

- Montrer l'engagement du gouvernement tunisien à réaliser sa stratégie énergétique à l'horizon 2035 qui vise le renforcement de la sécurité énergétique, la réduction des importations des énergies fossiles, la lutte contre la précarité énergétique et la contribution à la neutralité carbone d'ici 2050 ;
- Réaliser un développement durable basé sur un équilibre entre les dimensions économique, environnementale et sociale ;
- Soutenir l'économie tunisienne en matière d'infrastructure de production d'énergie électrique ;
- Réduire le déficit de la balance énergétique ;
- Permettre de réduire la consommation de gaz naturel utilisé dans les centrales thermiques pour la production d'électricité et de réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi que les émissions de polluants atmosphériques ;
- Amélioration des conditions socio-économiques en offrant des opportunités d'emploi et de services.

OBJECTIFS DU PARA

Un Plan d'Action de Réinstallation Abrégé (PARA), est requis, sauf exception pour toutes les opérations impliquant une réinstallation involontaire, telles que pour les personnes qui sont déplacées de terre ou des ressources productives et subissant les conséquences suivantes :

- Le déménagement, la perte d'un abri, la perte de biens ou d'accès à des atouts importants pour la production ;
- La perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance ;
- La perte d'accès à des endroits qui offrent des revenus plus élevés ou des plus faibles dépenses pour les entreprises ou personnes.

Un PARA complet est requis dans les cas où plus **de 200 personnes** sont touchées. Si l'échelle et la gravité des impacts sont limitées ou bien lorsque **moins de 200 personnes** sont déplacées, **un plan succinct de réinstallation peut répondre à ces exigences**.

Le PARA vise essentiellement à concevoir et à planifier, sur la base d'une connaissance approfondie de la situation des personnes affectées par le projet et d'une concertation continue avec elles, les actions qui leur permettent d'échapper aux risques d'appauvrissement qu'il est susceptible de leur fait encourir et qui leur permettent d'en faire une opportunité pour améliorer leur niveau de vie et leurs moyens de subsistence.

Il est réalisé lorsque que l'impact social sur la population du point de vue, de pertes de terres, de ressources et d'activités n'est pas connu avec précision. Son but est de clarifier les règles applicables et identifier les principes directeurs et les procédures à suivre en vue d'évaluer, de dédommager et de porter assistance aux personnes négativement touchées par le projet. Ses objectifs sont : (i) minimiser, autant que possible, les acquisitions des terres privées ; (ii) éviter dans toute la mesure du possible la destruction de biens et (iii) indemniser les personnes affectées par la compensation de la perte de terres, (iv) d'apporter de l'assistance aux personnes affectées.

Le PARA permettra de prévenir et gérer de façon équitable les impacts négatifs qui pourraient découler de la mise en œuvre du projet et garantir la conformité des actions menées au regard des dispositions de la loi Tunisienne, les exigences de la Norme de Performance 5 (NP5) de la Société Financière Internationale (SFI) et les exigences de la Sauvegarde opérationnelle 2 (SO2) de la Banque Africaine de Développement (BAD) portant sur la réinstallation involontaire, l'acquisition de terres, le déplacement et l'indemnisation des populations.

PRINCIPAUX CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES DES LOCALITES ABRITANT LES PAPs

a. Aspects socioéconomique et enjeux de la zone d'influence du projet

Population

La zone d'influence du Projet appartient à la délégation de Sbikha qui relève sur le plan administratif du gouvernorat de Kairouan.

Selon le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014 de l'Institut National de la Statistique, la délégation de Sbikha comptait 71 922 habitants regroupés en 16 168 ménages et 18 115 logements (INS, 2014). Selon la même source, la population de la délégation de Sbikha comptait 74 464 habitants en 2018.

La structure démographique de la région de Sbikha est caractérisée par sa jeunesse, composée presque d'autant d'hommes que de femmes. En effet, en 2014, la population âgée entre 20-29 années représentait environ 17% de la population totale de la région (INS, RGPH 2014).

Taux de chômage

L'information associée au chômage indique que le taux de 15,30 % à Sbikha est inférieur à celui du gouvernorat (16,96 %), est supérieur au niveau national (14,82%) en 2014 et que les femmes sont largement plus touchées par le chômage (22,72%) que les hommes (12,41%). De plus, il touche principalement la jeunesse (29,50 %) et spécifiquement les jeunes femmes (33,24 %) (INS, 2014). Chez les diplômés, le taux de chômage est de 30,45% avec 42,61% pour les jeunes femmes diplômées (INS, 2014).

L'activité économique de la délégation de Sbikha est centrée principalement sur trois secteurs : le secteur agriculture (44,6%), bâtiment et travaux publics (21,2%) et le secteur de l'éducation, santé et services administratifs (10,8 %) (INS, 2014).

Évolution Éducationnelle

En ce qui concerne l'évolution éducationnelle de la population, on note l'importance de l'effectif de scolarisation dans la région : la scolarisation de la tranche d'âge entre 6-14 ans présente 89,21%. Cependant, il est important de noter que le taux de scolarité du supérieur est très faible, il est de l'ordre de 3,5 %. Selon les statistiques de l'INS, la délégation de Sbikha a un taux d'analphabétisme égal à 40,5 % en 2014 contre 35,01 % au niveau de tout le gouvernorat de Kairouan.

b. ***Régimes, statuts, contraintes foncières de la zone d'influence du projet***

Le terrain alloué pour la construction de la centrale photovoltaïque de Kairouan, d'une superficie de 200 hectares, relève du domaine privé de l'État. Ce terrain est l'objet du titre foncier n° 9796/20323 K qui couvre une superficie de 7323 hectares 23 ares et 47 centiares à Metbasta, délégation de Sbikha, gouvernorat de Kairouan, Tunisie. Une convention d'occupation du terrain a été signée le 22 juin 2021 entre le gouvernement tunisien, représenté par le Ministre des Domaines de l'État et des Affaires Foncières (le Propriétaire), et le Promoteur.

L'ensemble de la zone d'implantation de la centrale solaire a toujours été la propriété du gouvernement et n'a pas fait l'objet d'une acquisition foncière ou d'un processus de compensation.

Aucune activité agricole n'a été constatée sur le site de la centrale solaire, excepté le

pastoralisme extensif qui concerne toute la région.

Le site de la centrale photovoltaïque projetée est un terrain de parcours. L'arrondissement des forêts de Kairouan est chargé de la gestion de ce parcours (subdivision Kairouan-Nord). Les résultats de l'enquête du CRDA (mai 2022) montrent que le nombre d'éleveurs utilisant potentiellement le site de la centrale solaire et une section de la LEAHT est limité à vingt (20) d'éleveurs affectés (10 éleveurs de Dallousi et 10 éleveurs de Metbasta). La taille du bétail des éleveurs identifiés varie de 17 à 430 têtes.

c. Profils des acteurs locaux et dépendants dans la zone d'influence du Projet

Pour le secteur industriel, le potentiel humain est très important, la main d'œuvre est disponible mais limitée en qualification. Le potentiel naturel est lui aussi important surtout celui de l'agro-alimentaire, de transformation, de matériaux de construction et de stockage. Un tissu industriel assez diversifié et une activité fondée autour de 178 unités industrielles qui offrent en 2018, le nombre de 10 211 postes d'emploi.

Les zones industrielles de Kairouan sont au nombre de 6 et couvrent une superficie de 133,5 ha.

Il convient de noter que trois zones industrielles sont notamment programmées : la zone industrielle Oueslatia, l'extension de la zone industrielle Sbikha II et la zone industrielle Nasrallah.

Il est à noter que l'activité de pastoralisme extensif est entreprise dans les terres ouvertes de la région de Metbasta qui s'étendent sur une superficie qui dépasse les 10 000 hectares qui font l'objet des titres fonciers 20321 Kairouan, 20523 Kairouan, 20323 Kairouan et 33767 Kairouan.

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES SUR LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET

Impacts positifs potentiels du projet

Un tel projet d'énergie solaire aura des impacts positifs importants et cruciaux sur l'environnement et l'économie au niveau stratégique et national, étant donné les défis actuels auxquels le secteur de l'énergie en Tunisie est confronté, qui ont de sérieuses implications sur la sécurité énergétique de la Tunisie. Ces impacts positifs qui sont importants à souligner, à considérer et à prendre en compte peuvent se traduire comme suit :

- Contribuer à un développement durable en montrant l'engagement du gouvernement tunisien à réaliser sa stratégie énergétique et à atteindre les objectifs fixés pour les

sources d'énergies renouvelables ;

- Réduire le déficit de la balance énergétique en s'appuyant sur une ressource énergétique indigène, inépuisable et majoritairement indépendante des importations. La production d'électricité de la centrale solaire est estimée à 230 GWh par an ; ce qui permettra de répondre aux besoins annuels en électricité de plus de 43 000 ménages locaux ;
- Permettre de réduire la consommation de gaz naturel utilisé dans les centrales thermiques pour la production d'électricité et de réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi que les émissions de polluants atmosphériques - le projet devrait compenser plus de 117 000 tonnes métriques de CO_2 par an ;
- Amélioration des conditions socio-économiques en offrant des opportunités d'emploi et de services.

a. Les besoins fonciers du Projet

Il est à préciser que le terrain dédié au projet est utilisé par des éleveurs occasionnels qui fréquentent le site du projet pendant certaines périodes de l'année avec du bétail, principalement des moutons, des chèvres et des chameaux, la superficie totale de terres à usage pastoral (ha) pour la centrale solaire est de 200 ha.

Il est important de noter que les résultats de la cartographie de l'habitat naturel révèlent la présence de trois types d'étendue de la couverture végétale comme suit : élevée sur 27 ha, moyenne sur 147 ha et sol nu sur 26 ha.

Seule une zone d'environ de 4,5 ha, ce qui est très faible et représente 2,5 % de l'ensemble de la couverture végétale du site du Projet, présente un intérêt pour le pâturage. Ces terres s'étendent le long de la RR171 avec une forte densité d'espèces annuelles connues pour être présentes pendant des périodes limitées de l'année et qui sont appréciées par le bétail.

Le principal impact sur l'utilisation des terres pourrait être la réduction de la superficie des pâturages des éleveurs. Dix (10) éleveurs de Dalloussi et dix (10) éleveurs de Metbasta qui sont identifiés comme utilisant le site du projet pour le pâturage. La taille du bétail des éleveurs identifiés varie de 17 à 430 têtes. Au total le projet va affecter 20 personnes. La liste des éleveurs est fournie en Annexe (voir annexe I).

Par conséquent, le projet ne nécessite pas de réinstallation physique, mais plutôt un déplacement économique (pâturage) pour les 20 éleveurs de bétail identifiés.

b. ***Profils des personnes affectées par la réinstallation incluant leur degré de vulnérabilité***

L'enquête socio-économique a été menée le 17/09/22 et du 28 février au 01 mars 2024 par l'équipe EAM composée de 8 enquêteurs. Au total 19 éleveurs soit 95% des personnes identifiées par le CRDA ont été consultés.

L'éleveur (01) qui n'a pas été consulté a été présent le jour de l'enquête mais il a refusé de répondre au questionnaire par crainte d'être suivi par la Direction Générale des forêts pour le non-paiement de la redevance. Toutefois, il est à noter que cet éleveur a participé à la réunion pour la discussion de la compensation et a été informée et a accepté la compensation (Voir Annexe X).

Les enquêtes socioéconomiques ont permis d'identifier 19 ménages qui peuvent dépendre de bétail des éleveurs.

Résultats de l'enquête socio-économique des PAPs

Les conclusions de l'enquête socio-économique révèlent des données pertinentes sur la situation socioéconomique des éleveurs consultés. Tous les éleveurs sont adultes (100%), En effet, environ 69 % (13 éleveurs) sont des adultes entre 25 et 64 ans et 31 % (6 éleveurs) sont des aînés (>65 ans).

Il ressort des enquêtes que le niveau d'instruction des PAPs est plutôt bas. En effet 42% analphabètes ; (ii) 26% niveau primaire ; (iii) 11% niveau secondaire ; et (iv) 16% niveau supérieur et 5% en formation professionnelle.

58% des éleveurs enquêtés ne sont pas des analphabètes ; ce niveau d'instruction permet de bien négocier avec la responsabilité institutionnelle le processus de compensation et de la mise en oeuvre du PARA. Cela permet à la fois d'assimiler le projet et de bien négocier avec les parties concernées.

Environ 42 % des éleveurs enquêtés sont des analphabètes. Il est à noter que ce dernier constat n'aura pas d'incidence sur l'assimilation des informations contenues dans le PARA puisque l'intervention de la mission avait pris en compte cet éventuel cas de figure (existence de PAPs analphabètes) notamment dans le cas de la population étudiée.

En effet, dans ce souci de garantir une bonne information & implication des PAPs, des mesures méthodologiques et communicationnelles ont été adoptées par l'équipe de l'enquête. Ces mesures sont :

- Adoption d'une communication interactive lors des contacts et réunions d'informations, (questions-réponses) ; l'équipe s'est assurée de la compréhension auprès de chaque PAP

en posant des questions d'évaluation de leur compréhension et d'assimilation.

- Répétition de l'information si nécessaire ;
- Un accent a été mis sur la diversification des messages (écrit et oral).

L'analyse de la situation familiale montre que 95 % (18 éleveurs de bétail) sont mariés et 5% sont célibataires (un seul éleveur de bétail est célibataire).

Le nombre de personnes par ménage est de :(i) célibataire 5% (un éleveur est célibataire, 11 % lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué de 4 personnes, (ii) 32 % lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué de 5 personnes, (iii) 26% lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué de 6 personnes, (iv) 11% lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué 8 personnes et 16% lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué d'un nombre supérieur à 8 personnes.

La majorité des logements des PAPs (éleveurs) sont de taille petite à moyenne, appartenant à la fourchette de (2-4) chambres avec la présence de WC et cuisine. Il s'agit essentiellement de logements populaires.

Ces logements sont raccordés à l'eau potable et à l'électricité. Chaque construction dispose au minimum d'un réfrigérateur, et d'une cuisinière à gaz.

En ce qui concerne le secteur de santé, 26% des éleveurs ont recours au secteur privé pour l'hospitalisation, contre 74% qui ont recours aux hôpitaux publics.

- Concernant leur situation financière la taille du troupeau des PAPs varie entre 17 et 430 têtes (ovins et caprins), le revenu mensuel des PAPs est plus ou moins faible, 16% ont déclaré avoir des revenus inférieur à 500 dt/mois, 26 % environ 500 dt/mois et 58% entre 500 et 1000dt. Il a été constaté que 84 % des revenus des éleveurs proviennent du seul pâturage, et 16 % du pâturage et d'autres activités.
- Les dépenses liées aux frais de pâturage (pour 100 têtes de bétails) : entre 500 et 600 dt/mois.

Avis des PAPs sur le projet et leurs attentes

Les éleveurs consultés ont exprimé leur acceptation et leur intérêt pour le projet. Ils ont également exprimé leurs attentes vis-à-vis du projet lors de l'enquête :à savoir :

- Répondre aux besoins annuels en électricité des ménages locaux ;
- Assurer le développement communautaire de la région ;
- Améliorer les conditions socio-économiques des habitants de la région en offrant des opportunités d'emploi et de service.
- Améliorer les conditions de vie des éleveurs.

Il est important de noter que les éleveurs ont insisté sur le fait que le projet ne devait pas

affecter leurs moyens de subsistance en termes de pâturage.

c. ***Identification des groupes vulnérables du projet***

Le processus d'évaluation de la vulnérabilité des personnes affectées et de leurs ménages porte sur les étapes suivantes :

- Une analyse de certains aspects sociaux, qui sont souvent facteurs de vulnérabilité, est proposée en plus de ceux déjà étudiés lors de la présentation du profil démographique et socioéconomique des personnes affectées par le projet ;
- Une identification des PAP potentiellement vulnérables est faite, à partir de la base de données socioéconomiques, en utilisant des critères d'éligibilité.

Comme discuté dans le préambule du présent rapport, les PAPs pour lesquelles la vulnérabilité a été analysée sont au nombre de 19 PAPs (sur un total de 20 PAPs) ayant répondu au questionnaire socio-économique.

Dans le cadre du projet, la démarche utilisée pour l'identification des PAPs vulnérables a consisté à définir des critères et des indicateurs à partir des données fournies par les enquêtes socioéconomiques.

Ainsi, suivant l'importance du critère dans l'analyse de la vulnérabilité, des pondérations ont été affectées à chaque critère identifié avec des scores allant de 25 à 5.

Tableau 2 :Pondération des critères d'éligibilité à la vulnérabilité

Critères de vulnérabilité	Pondérations
Être une PAP chef de ménage vivant avec un handicap ou une maladie chronique invalidante.	25
Être une PAP chef de ménage ne possédant pas d'autres sources de revenus outre que celle procuré par le bien affecté	20
Être une PAP homme chef de ménage âgée de 70 ans et plus	10
Être une PAP chef de ménage mineure (moins de 18 ans)	10
Être une PAP ayant un revenu mensuel inférieur au revenu moyen mensuel de sa catégorie	20
Être une PAP ayant un nombre de personnes à charge supérieur ou égal à 10 avec au moins 5 personnes mineures ou âgées (moins de 15 ans et 65 ans et plus)	10
Être une PAP analphabète	5

Est considérée comme vulnérable, toute PAP ayant obtenu une note supérieure ou égale à **30** points sur **100** points.

L'examen des critères de vulnérabilité révèle que **9 PAPs** (**47%**) sont vulnérables sur un total de 19 PAPs ayant répondu au questionnaire socio-économique (voir matrice d'analyse de vulnérabilité dans la base de données socioéconomiques).

La matrice d'identification des personnes vulnérables est présentée dans la page excel de la base de données des éleveurs.

Mode de gestion/formes de compensation des groupes vulnérables

Des mesures d'appui aux PAPs vulnérables sont nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre du PARA du projet aux fins de minimiser et d'atténuer les risques sociaux auxquels elles seraient exposées.

Les **mesures de compensation à offrir aux personnes vulnérables identifiées** dans le cadre du processus de compensation, devront comprendre les éléments suivants :

- ✓ Compenser chaque PAP vulnérable sans discrimination ;
- ✓ S'assurer que les structures facilitatrices disposent d'une équipe dédiée à l'assistance des personnes vulnérables, afin de leur apporter un appui continu pendant tout le processus de compensation pour qu'elles puissent bien comprendre les étapes à suivre et être bien informées de leurs droits à la compensation ;
- ✓ Organiser lors de la mise en œuvre des séances d'information pour les PAPs vulnérables incluant des séances ciblées directement aux personnes vulnérables ;
- ✓ Offrir des explications claires sur les droits des PAPs vulnérables à être compensées pour leurs pertes ;
- ✓ Assister les PAPs vulnérables (analphabètes en particulier) dans le processus de réclamation (explications supplémentaires sur le processus, vérification de la compréhension du processus et des documents à remplir s'ils existent, etc.) ;
- ✓ Donner aux PAPs vulnérables la possibilité de se faire représenter par une tierce personne pour la récupération des compensations et pour le suivi des procédures administratives et autres ;
- ✓ Autoriser les PAPs analphabètes à se faire accompagner par un proche lors de la signature des documents ;
- ✓ S'assurer que les PAPs vulnérables bénéficient d'amélioration de leur niveau de vie tel que prévu par le PARA.
- ✓ S'assurer que les PAPs vulnérables bénéficient d'amélioration de leur niveau de vie en leur offrant les mesures suivantes :

- ✓ Offrir aux PAPs une assistance médicale si nécessaire à des périodes critiques (les PAPs atteints de maladies chroniques et ne disposant pas d'une couverture sociale ou d'un revenu mensuel fixe.), aide médicale et soutien d'accès aux soins adaptés aux PAPs âgées
    - Priorisation des opportunités d'emploi pour aider à l'insertion professionnelle des jeunes, y compris les analphabètes et les fils des PAPs âgées.
    - Les programmes d'appui inclus dans le PDC et dont bénéficieront les PAPs sont :
        - Bénéficier les PAPs vulnérables des dons de Ramadan.
        - Soutenir la fourniture de panneaux photovoltaïques et leur installation en vue d'améliorer leurs niveaux de vie en allégeant la facture de l'électricité et aider ainsi à économiser les dépenses et même générer des revenus en revendant l'électricité produite.

d. Impacts et effets indirects lies aux pertes temporaires ou permanentes de leur source de revenus/moyens de subsistance

La centrale solaire sera construite sur un terrain privé de 200 hectares. Le terrain est actuellement utilisé par des éleveurs occasionnels qui fréquentent le site pendant certaines périodes de l'année avec du bétail, principalement d'ovins, de caprins et de camelins. Le principal impact sur l'utilisation des terres pourrait être la réduction de la superficie des terres. En effet, le site sera clôturé de façon permanente et les éleveurs n'auront plus accès aux zones de pâturage qu'il contient. Bien que le pâturage se fasse dans la zone de parcours plus large de Metbasta, d'autres développements tels que le projet agricole de 400 ha en cours de développement en amont pourraient encore réduire la disponibilité des pâturages, augmenter la compétition pour les pâturages restants et conduire à une dégradation supplémentaire. Cela pourrait entraîner une perte potentielle des moyens de subsistance liés au pâturage.

Toutefois, selon la consultation des utilisateurs des terres entreprise, le pâturage n'est pas limité au site de la centrale solaire ; il est pratiqué dans d'autres zones environnantes suffisantes présentant des caractéristiques biologiques similaires au niveau du parcours de Metbasta.

Il est à noter que l'activité de pastoralisme extensif est entreprise dans les terres ouvertes de la région de Metbasta qui s'étendent sur une superficie qui dépasse les 10 000 hectares qui font l'objet des titres fonciers 20321 Kairouan, 20523 Kairouan, 20323 Kairouan et 33767 Kairouan. L'arrondissement des forêts de Kairouan est chargée de la gestion de ce parcours (subdivision Kairouan-Nord).

Les résultats de l'enquête du CRDA (mai 2022) ont conclu que le nombre d'éleveurs utilisant potentiellement le site de la centrale solaire et une section de la LEAHT est limité à 20 éleveurs affectés (10 éleveurs de Dallousi et 10 éleveurs de Metbasta). La taille du bétail des bergers identifiés varie de 17 à 430 têtes.

À partir du moment où les clôtures de construction seront installées, l'accès aux terres à l'intérieur sera prohibé aux éleveurs. Il n'y a pas de structures résidentielles ou d'autres types de structures dans les zones à clôturer et les terres sont actuellement utilisées uniquement par les éleveurs.

Les restrictions foncières pendant la construction de la centrale solaire entraîneront une perte marginale de pâturages disponibles pour les éleveurs. Cependant, sur la base de la cartographie des habitats naturels réalisée à l'intérieur du site du projet, et à l'exception de l'unité située le long de la route Sbikha-Kairouan, qui présente un intérêt pastoral, en raison de la forte densité d'espèces annuelles, les autres unités n'ont pas ou peu d'intérêt pastoral, en raison de la nature des espèces qui les structurent (espèces annuelles consommées par le bétail).

En ce qui concerne la problématique du pâturage, seule une zone d'environ de 4,5 ha, ce qui est très faible et représente 2,5 % de l'ensemble de la couverture végétale du site du Projet, présente un intérêt pour le pâturage. Ces terres s'étendent le long de la RR171 avec une forte densité d'espèces annuelles connues pour être présentes pendant des périodes limitées de l'année et qui sont appréciées par le bétail.

CADRE LEGAL ET INSTITUTIONNEL EN MATIERE DE REINSTALLATION

a. ***Les dispositions constitutionnelles, législatives et règlementaires relatives aux tenures foncières et aux procédures d'expropriation (en considérant les exigences de la SFI et de la BAD)***

- *Cadre institutionnel et organisationnel national*
  - Acquisition foncière : la loi tunisienne n°76-85 du 11 août 1976 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique telle que modifiée par la loi n°2003-26 du 14 avril 2003, et amendée en 2016 par la loi n°2016-53 du 11 juillet 2016, le décret n°2003-1551 du 2 juillet 2003, a créé une Commission de Reconnaissance et de Conciliation en matière d'expropriation (CRC) dans chacun des 24 gouvernorats de la Tunisie.

- *Politiques et procédures de la BAD et de la SFI en matière de sauvegardes sociales*
  - Exigences de la Norme de Performance de la SFI NP5 ;

- Exigences du Système de Sauvegardes Intégrées (SO2) de la BAD (2015) ;
- Politique de diffusion et d'accès à l'information ;
- Manuel de consultation et de participation des parties aux opérations de la BAD ;
- Stratégie du groupe de la BAD en matière de genre ;

- *Analyse comparative entre la loi tunisienne, les exigences de la BAD, les exigences de la SFI*
  - Dans la mesure où il y a des différences notoires entre les cadres légaux, en cas de différences entre la législation nationale et les standards internationaux : BAD et SFI, les exigences des standards internationaux prennent préséance.

b. *Cadre institutionnel en matière d'expropriation pour utilité publique / paiement de la compensation*

- *Cadre légal d'expropriation, indemnisation et réinstallation*
  - Le cadre juridique est établi selon :

    Les modalités d'occupation des terres et d'expropriation de biens pour cause d'utilité publique sont régies par le texte de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 portant sur l'expropriation pour cause d'utilité publique modifiant et complétant la loi n° 76-85 du 11 août 1976 portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Le décret-loi n° 2022-65 du 19 octobre 2022, modifiant et complétant la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et son article 5 qui prévoit la possibilité de la conclusion d'un accord entre l'administration et le propriétaire du bien, sous forme d'indemnisation en nature conformément à la législation et la réglementation en vigueur, dans la limite des réserves dont dispose l'expropriant. Une commission administrative permanente est créée dans chaque gouvernorat dénommée » la commission de reconnaissance et de conciliation », chargée de procéder à la reconnaissance de la situation légale et matérielle des immeubles à exproprier au vu du dossier y afférent.

  - Cadre de la Politique de Réinstallation (CPR) établi par la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG) conformément à la réglementation tunisienne en vigueur et à la Norme Environnementale et Sociale de la Banque

Mondiale (NES05) relative à l'acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire.

c. Rôle de la cellule ou unité de gestion de Projet

Les mécanismes de suivi et d'évaluation permettent d'évaluer le succès global et l'efficacité des différents processus et mesures mis en œuvre. Ils se divisent en deux composantes : le suivi interne et l'évaluation externe.

Une équipe dédiée sera mise en place pour assurer le suivi de la préparation et mise en œuvre du PARA. Le cœur de la structure est l'unité de gestion du projet (UGP), qui est composée du responsable des actions de réinstallation et des responsables du Projet. L'UGP rend compte au directeur du projet et au comité de pilotage, qui ont la responsabilité générale du projet. L'équipe de mise en œuvre et toutes les fonctions d'exploitation et de soutien dépendent de l'UGP.

Un plan de suivi et d'évaluation sera élaboré. Ce plan comprendra deux éléments-clés : (i) le suivi interne et (ii) l'évaluation externe.

- Le suivi interne consistera en un suivi des performances et de l'impact et sera mené par l'équipe de mise en œuvre du projet. Il comprendra la création d'un système de suivi des finitions et d'un mécanisme de saisie et d'analyse des données de manière cohérente et structurée.
- Un suivi externe sera entrepris dans le but d'évaluer le processus de mise en œuvre du PARA, d'évaluer le succès global de la réinstallation et de déterminer si le PARA a été respecté.

Un rapport mensuel de la mise en œuvre du PARA sera remis aux bailleurs de fonds (SFI et la BAD).

d. Rôles et responsabilités des autorités dans la mise en œuvre du PARA

Au niveau national

Ministère des domaines de l'État et des Affaires foncières : Il assure le contrôle, la gestion et l'usage des biens mobiliers et immobiliers qui appartiennent à l'état, la conception de la politique de l'État ayant relation aux domaines public et privé et aussi L'acquisition et l'expropriation des biens immobiliers au profit de l'État et des établissements publics à caractère administratif sur leur demande en collaboration avec les ministères concernés ;

L'Agence Foncière Agricole : le seul organisme public habilité à faire des opérations de réaménagement foncier dans les zones agricoles en plus de ses opérations de remembrement, l'AFA donne des avis sur les opérations immobilières dans ses zones

d'intervention. L'agence est placée sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture.

***L'Office de la Topographie et du Cadastre* :** L'Office de la Topographie et du Cadastre (OTC) est chargé des activités suivantes **:**

- ✓ Exécuter les travaux nécessaires pour assurer, sur tout le territoire national, l'implantation et la conservation d'un réseau géodésique et d'un réseau de nivellement de précision ;
- ✓ Exécuter et contrôler les travaux techniques d'immatriculation de la propriété foncière et du cadastre ;
- ✓ Délimiter les terres et domaines publics, ainsi que les circonscriptions administratives ;
- ✓ Assurer les travaux de lotissement au sol et en copropriété ;
- ✓ Assurer le rétablissement des limites de propriété ;
- ✓ Assurer les travaux topographiques divers ;
- ✓ Assurer les prises de vues aériennes et l'établissement des plans topographiques à grande échelle.

Au niveau régional

***Le Gouverneur* :** Il assure la présidence de la Commission des Acquisitions au profit des projets publics, l'affichage et l'information du public, et le suivi du processus de la réinstallation jusqu'à l'expropriation.

Grâce à ces représentants, et surtout les délégués, il est possible de connaître les personnes affectées par le projet et leurs conditions de vie.

En août 2023, le Président de la République a annoncé la révocation du Gouverneur de Kairouan. Actuellement, le Premier Délégué est chargé de la gestion des affaires courantes du gouvernorat de Kairouan.

La coordination pour la mise en œuvre de la compensation est assurée par AMEA POWER et le Premier Délégué et ses représentants (Délégué de Sbikha et Kairouan Nord).

***Le Commissariat Régional au Développement Agricole (CRDA)* :** est placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture. Chaque gouvernorat a son propre CRDA. Le CRDA est chargé dans le cadre du Gouvernorat de la mise en œuvre de la politique agricole arrêtée par le Gouvernement. Dans le cadre de ce projet, le CRDA est impliqué dans l'évaluation de la superficie des terres perdues pour l'usage pastoral et des dommages qui peuvent être causés aux activités agricoles. Des représentants du CRDA étaient présents lors de la négociation du type de compensation.

La Commission des acquisitions au profit des projets publics : En vertu de la Loi n°2016-53 du 11 juillet 2016, la Commission est chargée, sous la présidence du Gouverneur ou son représentant, d'accomplir toutes les procédures préliminaires de proposition du projet du décret d'expropriation pour cause d'utilité publique au niveau de la région.

Commission de Reconnaissance et de Conciliation en matière d'expropriation **(CRC)** : En vertu du décret n.2003-1551 du 2 juillet 2003, une CRC a été créée dans chacun des 24 gouvernorats de la Tunisie. Les membres de la commission sont désignés par arrêté du Ministre des Domaines de l'État et des Affaires Foncières sur proposition des ministres, des gouverneurs, des présidents des municipalités et des chefs des entreprises concernées. La CRC veille sur le déroulement de toutes les mesures préliminaires de l'opération d'expropriation, ainsi que les enquêtes effectuées concernant l'immeuble à exproprier, les ayants-droits et autres titulaires de droits existants sur l'immeuble à exproprier. La CRC est formée par un magistrat, un représentant du gouverneur, le directeur général des domaines de l'État et des affaires foncières, un représentant du ministère expropriant, l'expert des domaines de l'État, un représentant de la conservation de la propriété foncière et un représentant de/des municipalité (s) affectée (s).

Le Tribunal immobilier : Un tribunal immobilier est instauré par région pour statuer en matière de :

- ✓ Immatriculation foncière facultative par les requêtes des particuliers et obligatoire par le recensement cadastral sur toute l'étendue du territoire de la République,
- ✓ Mise à jour des titres fonciers,
- ✓ Demandes de révision et de rectification des jugements,
- ✓ Recours contre les décisions des commissions régionales de mise à jour des titres ou des décisions du conservateur de la propriété foncière.

La Direction Générale des Forêts (DGF) : est un établissement public tunisien chargé de la gestion des forêts, placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture. La Direction générale est basée à Tunis. La DGF est chargé de :

- ✓ Promouvoir les activités forestières et pastorales dans le secteur agricole ;
- ✓ Élaborer les études relatives à **l'aménagement des parcours** situés dans les terres collectives et domaniales et contribuer à leur mise en œuvre ;
- ✓ **Programmer et contrôler les projets de création de réserves fourragères et d'amélioration pastorales et en assurer le suivi et arrêter la liste des bénéficiaires et actualiser le nombre de leur bétail.**
- ✓ Élaborer et contrôler les plans d'aménagement des nappes alfatières ;

- ✓ Concevoir et mettre en œuvre les mesures visant la lutte contre la désertification.

L'office des céréales constitue un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, soumis à la tutelle des Secrétaires d'État au Plan et aux Finances et à l'Agriculture, Il est chargé d' 'organiser, surveiller et améliorer la production des céréales en Tunisie, d'établir le programme d'équilibre des ressources et des besoins et d'organiser la production et la distribution des aliments de bétail et éventuellement des autres produits nécessaires à l'agriculture.

L'Office de l'élevage et des pâturages est une entreprise publique à caractère non administratif (EPNA), sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, l'OEP est chargé du développement et de la promotion du secteur de l'élevage et des pâturages, dans le cadre de ce projet, L'Office a été présent par ses représentants lors des négociations sur le type et la méthode de compensation, et a assuré un rôle de conseiller et de référent technique.

PLAN DE COMPENSATION

a. Propriétaires légaux, évaluation des droits de propriété et critères éligibilité

Les terrains affectés par le site de la centrale sont de 200 ha. Il s'agit d'un domaine privé de l'État qui n'a pas fait l'objet d'une acquisition foncière ou d'un processus de compensation. Par conséquent, aucun titre foncier privé ne sera directement affecté sur le site du projet. Mais, en adéquation avec la politique SO2 de la BAD et la NP5 de la SFI, toutes les Personnes (physiques et morales) qui ont été recensées dans les emprises du Projet sont éligibles à la compensation pour les pertes de terres, les biens et activités sur ces terres ainsi que les revenus.

Dans le cadre de ce projet, les personnes les plus susceptibles d'être affectées sont :

- Les éleveurs qui seront privés de l'accès aux zones de pâturage.
- Les groupes vulnérables identifiés comme les ménages en dessous du seuil pauvreté, les femmes vivant en milieu rural ayant peu ou pas d'accès à des moyens de subsistance. Les jeunes, diplômés ou sans formation au chômage, les agriculteurs qui ne détiennent pas de terre et qui exploitent des terres de l'état etc.

La Déclaration de politique de sauvegarde intégrée de la BAD fournit une définition des groupes vulnérables et demande que les effets des opérations de la Banque sur ces groupes vulnérables soient établis, et que les intérêts de ces groupes à l'égard des opérations de la Banque et leurs opportunités à en profiter soient protégés

Les résultats de l'enquête du CRDA (mai 2022) ont conclu que le nombre d'éleveurs utilisant potentiellement le site de la centrale solaire est limité à 20 éleveurs affectés (10

éleveurs de Dallousi et 10 éleveurs de Metbasta). La taille du bétail des éleveurs identifiés varie de 17 à 430 têtes.

b. Recensement incluant la date limite, et critère d'éligibilité

Critère d'éligibilité

En adéquation avec la politique SO2 sur la réinstallation involontaire du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) et la NP5 de la SFI, les critères d'éligibilité sont définis ci-dessous :

- La **SO2** prévoit un droit à indemnisation de toutes les personnes ayant subi un déplacement physique ou économique du fait du Projet.
- **SFI-NP5**- Toute personne déplacée physiquement ou économiquement à la suite l'acquisition de terres liées au Projet, a droit à une indemnisation (Paragraphe 9).
- **SFI manuel de PAR** - une personne ne se verra pas refuser une aide à la Réinstallation du fait de ne pas détenir un titre de propriété.

Les personnes éligibles sont :

- Les éleveurs qui seront privés de l'accès aux zones de pâturage.

Date limite d'éligibilité

La date butoir (24/02/2021) a été publiée et clairement communiquée aux populations dans le gouvernorat de Kairouan. Elle a été aussi publiée au Journal Officiel, affichée au siège du gouvernorat de Kairouan et notifiée de façon individuelle aux éleveurs (voir annexe V). D'après l'attestation d'affichage, aucun grief n'a été reçu par la population concernée.

Pour les non-titulaires, la date limite d'attribution de droits sera la date de démarrage des opérations de recensement destinées à déterminer les personnes et les biens éligibles à compensation. A partir de cette date, les personnes qui arrivent pour occuper les emprises ne seront pas éligibles à la compensation sauf les absents au moment du recensement ou autres cas s'avérant éligibles selon la réglementation nationale et/ou aux politiques de la SFI et BAD.

c. Principes et taux applicables

Sur la base des données de la Direction Générale des Forêts de 2021, présentée en annexe VII, le parcours naturel de Metbasta produit 100 UF/ha/an et peut atteindre 300 UF/ha/an par année pluvieuse, soit une moyenne de 200 UF/ha/an.

Les terrains affectés par le site de la centrale sont de 200 ha.

d. Estimation des pertes actualisées et leur de coût de compensation

Estimation des pertes

Les pertes associées au projet de la centrale photovoltaïque de Kairouan subies par les éleveurs de bétail sont estimées respectivement à 40 000 UF/an (200 UF/ha/an* 200 ha).

Sur la base des réunions tenues dans le gouvernorat de Kairouan le 29/12/2023 et le 05/01/2024 avec les entités régionales concernées, il a été convenu d'éviter les compensations en espèces et de privilégier les compensations sous forme d'unités fourragères équivalentes en quantité aux pertes subies.

Un total de 40 000 UF équivalent à 40 tonnes d'orge ou de concentré N°5 de type C pour ovins, sera distribuée sous forme de compensation aux éleveurs affectés par le projet (20 éleveurs recensés lors du PARA) au prorata de leur cheptel.

La quantité de 40 tonnes d'orge ou de concentré sera fournie pendant toute la durée du projet qui est de 22 ans (2 ans phase de construction et 20 ans pour la phase exploitation).

Coût global de la compensation

En tenant compte du taux d'inflation du prix sur une période de 22 ans, le coût global de la compensation est estimé à 1 379 000 DT = 455 000 USD.

Mise en œuvre de la compensation

AMEA POWER, en coordination avec les autorités régionales et locales déterminera la période et le lieu de livraison des desdites quantités.

Il est à noter que les représentants de l'Office des céréales, du CRDA et de l'Office de l'Élevage et des Pâturages présents à la réunion du 05/01/2024 au siège du gouvernorat ont recommandé de fournir la quantité d'orge ou de concentré de type C prévue annuellement entre le mois de novembre/décembre, période où l'accès au pâturage est limité (période critique).

Une liste signée des PAPs ayant reçus cette compensation sera fournie en conséquence, une fois l'activité terminée.

Chaque année, la liste des éleveurs affectés par le projet sera actualisée par les autorités régionales et locales, en coordination avec les structures impliquées à cet effet. Il est à noter que l'actualisation concernera toujours la liste des 20 éleveurs identifiés initialement comme éligibles à la compensation. Cette actualisation portera sur l'intérêt de ces 20 éleveurs identifiés qui demeurent en pratique du pâturage dans la zone de projet ainsi toute modification qui peut avoir lieu sur le nombre de PAPs et leurs bétails pour pouvoir régler les quantités de fourrages à offrir et qu'aucun PAP identifiée (sa famille ou ménage) ne pourra pas être retiré de la liste sauf s'il ne dispose plus de bétails.

A cet effet, une **convention** incluant l'accord sur cette modalité de compensation est signée entre le Promoteur (AMEA POWER) et les autorités régionales représentées par le Premier Délégué du Gouvernorat de Kairouan (Annexes VIII et IX).

Il est à noter que la quantité d'unités fourragères mentionnée dans la convention concerne l'indemnisation des éleveurs en tant que PAPs pour la centrale solaire et la LEAHT (47.000 UF/an, dont 40.000 pour la centrale solaire et 7.000 UF/an pour le tronçon LEAHT).

* **Le PARA de la LEAHT fournit une estimation détaillée et un calcul des pertes associées à la ligne à usage pastoral.**

e. Consultations et négociations tenues / conduites

Plusieurs consultations ont été menées au cours de la phase de préparation de l'EIES et dans le cadre du présent PARA, afin d'identifier toutes les personnes affectées par le projet. Les consultations clés sont les suivantes :

- Principales entités gouvernementales régionales et locales : Gouvernorat de Kairouan, les députés du gouvernorat de Kairouan à l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP), la Direction du Développement Régional (DDR), Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG), l'Agence pour la Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII), l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP), la Municipalité de Sbikha, la Direction régionale des Domaines de l'État et des Affaires Foncières (DRDEAF), le Commissariat Régional au Développement Agricole (CRDA).
  - Une consultation publique a été réalisée le 27 /10/2020 afin de présenter le Projet.
  - Une réunion de divulgation a été réalisée le 03/03/2022 afin de présenter les différents résultats de l'EIES.
- Des consultations avec les entités locales, Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGed), Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE), Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG), Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE), Office Nationale de l'Assainissement (ONAS) et le Commissariat Régional au Développement Agricole (CRDA), entreprises pendant la phase de due diligence environnementale et sociale en août et septembre 2021.
- Consultations *des communautés affectées*

  Une série de consultations a eu lieu le 19 octobre 2020 dans cinq secteurs :
  - Secteur El Alem : 13 hommes et une femme
  - Secteur El Dalloussi : 10 hommes et 2 femmes

- Secteur Bir Jdid : 7 hommes
- Secteur El Bechechma : 10 hommes et 3 femmes
- Secteur Metbasta : groupe d'hommes

Une deuxième série de réunions a été menée avec des groupes de discussion de la communauté de Metbasta :

- Groupe d'hommes (15 personnes), consulté le 04 février 2022.
- Groupe de jeunes diplômés actifs et non actifs (8 personnes), consulté le 04 février 2022.
- Groupe de femmes (8 personnes), consulté le 06 février 2022.

- *Enquête Socio-économique (dans le cadre du PARA)*

Consultation de 19 éleveurs de bétail (9 à Metbasta et 10 à Dalloussi) à la date du 17 septembre 2022.

En outre, les points suivants ont été révélés lors de la consultation :

- ✓ La zone de Metbasta est la principale zone d'activités de pâturage ;
- ✓ Pour les éleveurs, la quantité de fourrage distribuée par la DGF (100 kg/mois) est insuffisante et son prix de vente est élevé sur le marché ;
- ✓ Absence de service vétérinaire public dans la région ;
- ✓ La situation financière est dégradée ces dernières années, les dépenses sont supérieures aux revenus, la plupart d'entre eux n'ont pas de couverture sociale ;
- ✓ Manque d'assainissement dans les secteurs de Metbasta et Dalloussi.

- *Réunions avec les entités gouvernementales régionales et locales dans le cadre du de la preparation du PARA*

Deux réunions avec les entités gouvernementales et locales ont eu lieu dans le cadre du PARA LE 29/12/2023 et le 05/01/2024 au siège du gouvernorat de Kairouan en présence de : Premier Délégué chargé de la gestion des affaires courantes du gouvernorat de Kairouan, les délégués de Sbikha et de Kairouan Nord, les représentants du CRDA, les représentants de l'Office des Céréales, les représentants de l'Office de l'Élevage et des Pâturages, les représentants de la Direction des Domaines de l'État et des Affaires Foncières, pour valider le moyen d'indemnisation des éleveurs (voir annexe VIII).

Les résultats des réunions sont les suivants :

- ✓ AMEA POWER s'engage à fournir et à livrer chaque année une quantité de 40000 Unités Fourragères, équivalentes à 40000 kg d'orge ou de concentré n°05 destinée

aux ovins pendant la période de construction et d'exploitation du projet dont la durée totale est estimée à 22 ans.

- ✓ La liste des éleveurs de bétail bénéficiaires dans les délégations de Sbikha et de Kairouan Nord sera mise à jour annuellement, en fonction de l'existence ou non des troupeaux, de la survivance des éleveurs ou de leurs héritiers et de la poursuite du pâturage.
- ✓ Une coordination sera effectuée avec les autorités régionales et locales en ce qui concerne les dates et les lieux de livraison des quantités susmentionnées.
- ✓ Une convention sera préparée et signée à cet effet par AMEA POWER et le Premier Délégué chargé de la gestion des affaires courantes du gouvernorat de Kairouan.

▪ Consultation directe des PAPs pour la méthode et le type de compensation

Une réunion a été tenue en février 2024 avec les éleveurs de bétail en présence des autorités locales. Au cours de cette séance de travail, des discussions sur les mesures la méthode et le type de compensation ont été menées avec les PAPs au siège des délégations de Sbikha et de Kairouan Nord.

La méthode de calcul de l'indemnisation des pertes subies par les éleveurs ainsi que les résultats de ces calculs en termes de quantités qui seront fournies, la méthode de distribution des fourrages proportionnelle au nombre de bétail par éleveur ont été expliqués. En plus, l'expert social a expliqué que la liste des PAPs actualisée annuellement portant ainsi toute modification qui peut avoir lieu sur la survivance des éleveurs de bétails et de leurs bétails pour pouvoir régler les quantités de fourrages qu'ils sont en droit de recevoir.

Il a été aussi noté que l'actualisation concernera toujours la liste des 20 éleveurs identifiés initialement comme éligibles à la compensation. Cette actualisation portera sur l'intérêt de ces 20 éleveurs identifiés qui continuent de pratiquer du pâturage dans la zone de projet. Ainsi toute modification qui peut avoir lieu sur le nombre de PAPs et leurs bétails pour pouvoir déterminer les quantités de fourrages dont ils sont en droit de recevoir et qu'aucune PAP identifiée (sa famille, ses héritiers ou son ménage) ne pourra pas être retiré de la liste sauf s'il ne dispose plus de bétails.

En outre, il a été proposé de recevoir ces quantités de fourrage pendant la période critique de pâturage limité (novembre et décembre), lorsque les besoins en fourrage augmentent.

Compte tenu de leurs prix élevés, cela souligne l'intérêt de distribuer des indemnisations au bon moment pour les éleveurs, et aura un impact positif sur l'image de la société de projet.

Le procès-verbal de la réunion, signé par les PAPs et témoignant de leur acceptation de la méthode et du budget de compensation, est annexé au présent document (voir annexe X).

- Réponses du PARA aux préoccupations des PAPs

  Les préoccupations émises par les PAPs et capitalisées dans le cadre des séries de consultations complétés pour les communautés affectées ainsi que durant l'enquête socio-économique effectuée ont été soulevés et discutées avec les PAPs durant la réunion de discussion des mesures de compensations et de la méthode et du budget de compensation aux prés des éleveurs et qui a lieu en février 2024.

Le tableau ci-dessous récapitule les réponses aux principales préoccupations des PAPs formulées et discutées.

Préoccupation	Réponses formulées	Commentaires
La quantité de fourrage distribuée par la DGF est insuffisante et son prix de marché est élevé.	L'indemnisation proposée peut résoudre ce problème pour la durée du projet	Acceptation par les PAPs du type et de la méthode de compensation proposés.
Absence de service vétérinaire public.	La confirmation que le service des forêts et de pâturage met à la disposition de tous les éleveurs ce service	Éviter de dupliquer des services qui sont opérationnels par les représentants du ministère de l'agriculture dans la région.
Répondre aux besoins annuels en électricité des ménages locaux.	L'électricité produite par le projet sera injectée dans le réseau de la STEG qui sera le responsable de règles les besoins des ménages	Le Plan de développement communautaire envisagera des activités de la fourniture de panneaux solaires pour les centres de santé de base et les écoles primaires et quelques ménages pour agir sur les coûts de l'électricité.
Assurer le développement communautaire de la région.	Un plan de développement communautaire a été préparé	Des actions sociales aux profits des communautés.
Améliorer les conditions socio-économiques des habitants de la région en offrant des opportunités d'emploi et de service.	Des emplois directs et indirects seront fournis pendant la phase de construction et d'opération. Le processus de recrutement priorisera la population locale	
Améliorer les conditions de vie des éleveurs.	Les éleveurs et des membres de leurs familles pourront bénéficier des emplois dans le projet	

Finalement, il s'est avéré qu'après discussion avec les éleveurs sur la méthode de compensation de leurs pertes subies, la meilleure méthode de compensation demandée et acceptée par les éleveurs de bétail serait de leur fournir du fourrage pendant la période critique (novembre et octobre), lorsque le prix du fourrage devient trop cher à l'échelle locale.

Au niveau national, les problèmes persistants d'importation d'aliments pour animaux, la hausse des prix des matières premières sur les marchés mondiaux, les lacunes du système de distribution et les défis de la production locale sont autant de facteurs qui expliquent la hausse des prix.

D'où la décision de créer un Conseil national de l'alimentation animale chargé d'identifier des solutions pour fournir des fourrages à des prix accessibles à tous les acteurs, mais des doutes subsistent quant à l'efficacité réelle de cet organisme pour résoudre un problème qui menace l'ensemble de l'industrie de l'élevage.

Mesures d'acconpagnement spécifiques aux PAPs vulnérables identifiées

Dans le cadre du processus de compensation, les mesures spécifiques devront comprendre les éléments suivants :

- Priorisation des opportunités d'emploi pour aider à l'insertion professionnelle des jeunes, y compris les analphabètes et les fils des PAPs âgées.
- Aide médicale et soutien d'accès aux soins adaptés aux PAPs âgées.
- Les programmes d'appui inclus dans le PDC et dont bénéficieront les PAPs sont :
- Bénéficier les PAPs vulnérables des dons durant le mois de Ramadan.
- Soutenir la fourniture de panneaux photovoltaïques et leur installation en vue d'améliorer leurs niveaux de vie en allégeant la facture de l'électricité et aider ainsi à économiser les dépenses et même générer des revenus en revendant l'électricité produite.

f. Mesures pour les relocalisations physiques

Aucune structure physique n'est présente sur le site solaire. Par conséquent, il n'y a pas de déplacement ou de relocalisation physique.

g. Coûts et budget pour la réinstallation complète

- Montant des indemnisations pour les pertes de l'activité de pâturage pour 20 éleveurs sur une période de 22 ans = **1 379 000 DT = 455 000 USD** ;
- Le montant consacré au Plan de développement communautaire est de 193000 USD.

h. Mesures additionnelles d'atténuation au cours de la mise en œuvre de la compensation

Il s'agit surtout du suivi et de la poursuite de l'assistance après au cours et après la mise en œuvre de la compensation. L'assistance apportée prendra les formes suivantes, selon les besoins et demandes des personnes impactées concernées :

- Assistance dans la procédure d'indemnisation (par exemple simplifier les procédures : utiliser un langage simple et des supports visuels pour expliquer les démarches à suivre, et proposer des accompagnateurs ou des médiateurs pour les aider à comprendre et remplir les documents nécessaires, surtout pour les personnes vulnérables analphabètes) ;
- Organiser la livraison de l'orge/concentrée directement au domicile de la personne âgée pour faciliter l'accès à la compensation.
- Solliciter l'aide d'un membre de la famille, d'un voisin ou d'un aidant pour récupérer l'orge/concentrée et le livrer à la personne âgée.
- Faire appel à des services de livraison spécialisés qui peuvent prendre en charge la livraison de l'orge à domicile.

i. Calendriers de distribution de la compensation aux PAPs

Il a été convenu que les quantités de fourrage seraient distribuées pendant la période critique de pâturage (novembre et décembre), lorsque les besoins en fourrage augmentent.

Activités	2024				2025				2026				2027				20XX				2046	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T3	T4
Phase construction																						
Phase exploitation																						

Le montant d'indemnisation des éleveurs de l'année 2024 sera déposé dans un compte avant la phase de démarrage des travaux.

MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

Un mécanisme de gestion des plaintes est prévu pour la gestion de toutes les questions, commentaires ou plaintes liés au projet. Ce mécanisme couvre les aspects sociaux et environnementaux et peut traiter des problèmes d'acquisition de terrain ou d'autres biens (par exemple, le montant de l'indemnité, la viabilité des parcelles résiduelles), des pertes, nuisances, ou dommages causés par les travaux de construction ou de toute autre question liée au projet.

Il sera mis en place dès le début du projet et doit se continuer jusqu'à l'achèvement des

travaux d'exécution du projet. Tout groupe/individu peut soumettre un grief/une plainte au Promoteur / à la STEG. Toutes les plaintes seront considérées et reconnues comme une opportunité d'amélioration ou une recommandation. Une plainte peut être déposée de l'une des manières suivantes :

- Gouvernorat de Kairouan
  - Adresse : Avenue de l'Environnement 3100, Kairouan, Tunisie
  - Tél : (+216) 77 226 777 / Fax : (+216) 77 228 450
  - E-mail Adresse : gouv.gouvkairouan@planet.tn
- Municipalité de Sbikha
  - Adresse : Rue 18 janvier 1952 Sbikha, Kairouan, Tunisie
  - Tél : (+216) 77 365 517 / Fax : (+216) 77 365 517
  - E-mail Adresse : contact@commune-sbikha.gov.tn
- En transmettant un message par l'intermédiaire du responsable social engagé par le Promoteur pour assurer la liaison avec les plaintes et toutes les questions sociales : Donia MEJRI : email : Donia.Mejri@ameapower.com;
  Tél : (+216) 98 643 339

La plainte doit être enregistrée à l'aide du registre électronique des griefs et du formulaire d'enregistrement papier, en notant les informations suivantes :

- Le nom du plaignant individuel (ou du représentant du groupe) (dans la mesure où la personne souhaite divulguer son nom), son adresse physique (le cas échéant), la communauté dans laquelle il réside ou le nom du groupe ;
- La date, l'heure et le lieu où l'incident a été vécu (lorsque la plainte porte sur un événement précis) ;
- La description de la plainte et les détails de toute société tierce impliquée ; et
- Les moyens de communication préférés pendant le processus de résolution de la plainte, en notant les préférences linguistiques, et si une personne souhaite impliquer son propre représentant (tel qu'un leader communautaire) dans toute communication future.

La confidentialité du grief doit être maintenue en conservant tous les dossiers papier dans un dossier verrouillé auquel seul le personnel autorisé du Promoteur/STEG a accès et en utilisant un mot de passe sécurisé pour garder les dossiers électroniques confidentiels.

Le registre électronique des griefs et les dossiers papier doivent être utilisés pour enregistrer, sur une base continue, les griefs au fur et à mesure qu'ils sont signalés, évalués et résolus.

Le mécanisme de règlement des griefs comprend des précautions telles qu'une politique claire de non-représailles, des mesures visant à garantir la confidentialité et la sauvegarde des données personnelles recueillies dans le cadre d'une plainte, ainsi qu'une option permettant de soumettre des griefs anonymes.

Le mécanisme de réclamation prévoit un système de retour d'information pour informer et mettre à jour le plaignant sur le traitement de sa plainte. Les réponses aux plaintes anonymes seront publiées sur les canaux publics du projet (site web, médias sociaux et documents distribués au bureau de l'agent de liaison communautaire).

Priorité et importance d'une plainte

La classification de la plainte dépend de sa complexité et son coût :

- **Niveau 1 : Incident social mineur ou plainte de priorité minimale** : une plainte locale, isolée et unique qui pourrait être traitée avec un effort limité. Habituellement, elle est générée et motivée par des intérêts individuels.
- **Niveau 2 : Incident social moyen ou plainte de priorité moyenne** : plaintes généralisées et/ou continues. Il s'agit d'une plainte généralisée, qui affecte probablement plusieurs personnes ou groupes. Elle est susceptible, si elle n'est pas traitée, de se dégénérer en un incident social majeur. (Par exemple, le bruit, les vibrations et la poussière pendant la construction).
- **Niveau 3 : Incident social majeur ou plainte prioritaire critique** : possibilité d'une violation significative de la législation applicable, des normes internationales, des politiques de l'entreprise et/ou d'une attention médiatique négative, de la sûreté et de la sécurité du site du projet, des employés et des parties prenantes (par exemple, abus par les forces de sécurité).

Processus de résolution d'un grief

Les étapes de résolution d'une plainte sont les suivantes :

1. Identification et réception d'un grief ;
2. Enregistrement du grief dans le registre des griefs dans les 2 jours qui suit ;
3. Évaluation du grief pour déterminer la priorité et l'importance ;
4. Envoi d'un accusé de réception dans les 5 jours suivant la réception d'un grief ;
5. Contact avec la personne qui a soulevé le grief afin d'en apprendre le plus possible sur

les détails du grief. Il sera important d'écouter attentivement la personne afin de refléter le fait que le Promoteur/ la STEG prend les griefs au sérieux, et d'essayer d'établir une relation positive avec la personne au début du processus de résolution.

6. L'agent de liaison communautaire ou le responsable social communique ensuite la réponse à la personne ou au groupe qui a soulevé la plainte dans le but de résoudre le problème. Le délai de réponse visé entre la date de réception de la plainte et l'envoi d'une réponse de résolution est inférieur à 20 jours ouvrables.
7. L'agent de liaison communautaire ou le responsable social doit examiner les recommandations nécessaires pour essayer de garantir que des plaintes similaires ne se reproduisent pas à l'avenir.
8. Avant que la plainte ne soit classée comme "résolue", Responsable des relations avec les Communautés locales doit vérifier auprès de la personne ou du groupe qui a soulevé la plainte qu'il est satisfait de la réponse fournie.

Si la personne ou le groupe qui soulève une plainte n'est pas satisfait de la réponse initiale, dans ce cas la plainte sera traitée par une entité externe (tel qu'un consultant, un représentant d'une ONG, etc.) qui examinera le dossier et fournira une recommandation sur la manière de résoudre les plaintes en suspens, éventuellement par le biais d'une discussion. L'objectif est d'éviter le recours à la justice et d'essayer de parvenir à des règlements à l'amiable dans la mesure du possible.

La date cible pour la résolution de la plainte est de 15 jours supplémentaires, à compter de la date d'envoi de la réponse initiale par le Promoteur / la STEG.

Dans le cas où le plaignant n'accepte pas la solution recommandée lors du deuxième examen, il peut recourir au système juridique Tunisien ou toute autre forme de procédure administrative.

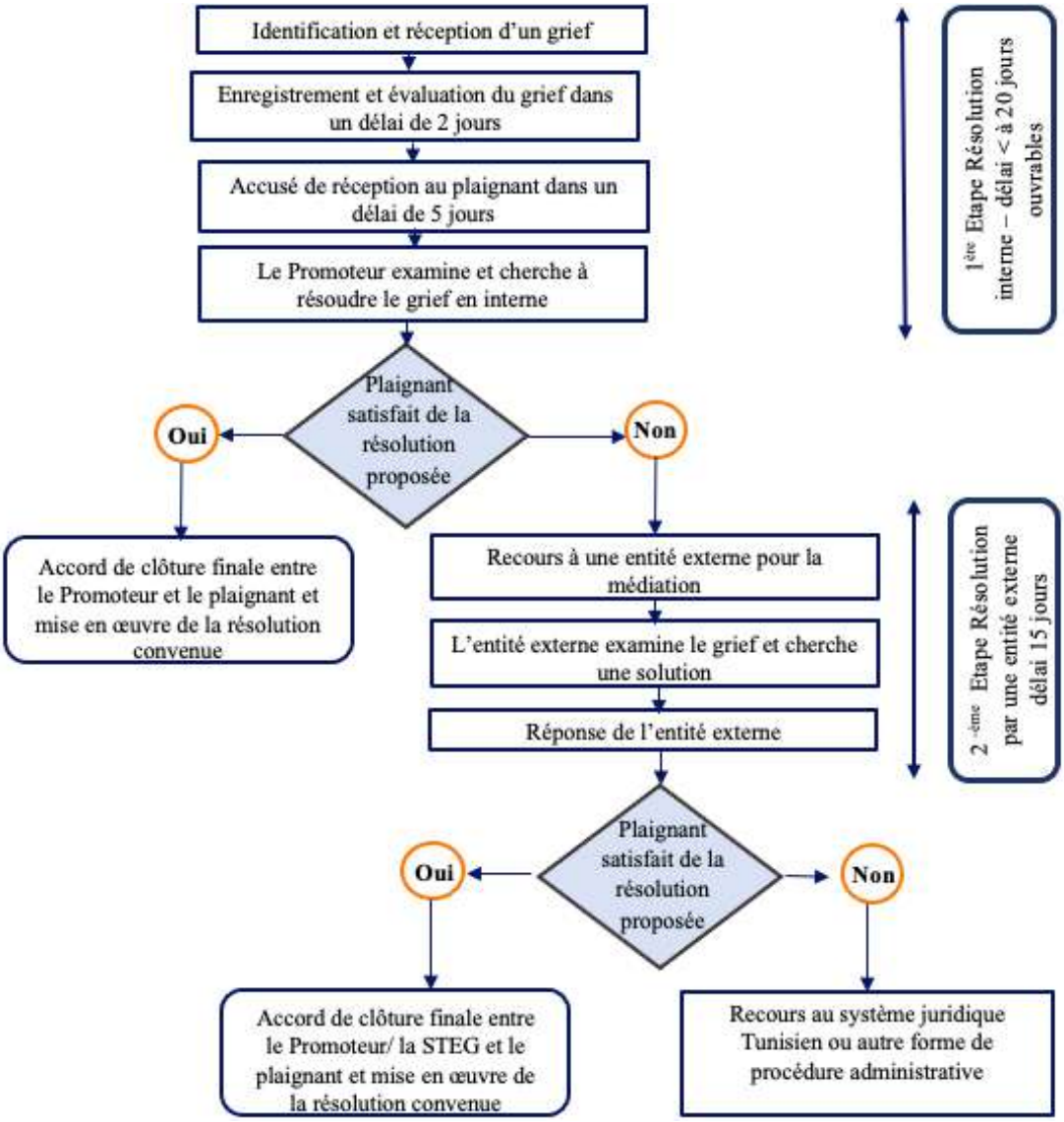
REMARQUE : *le recours à la justice est possible pour le plaignant à n'importe quel stade de processus de gestion des griefs.*

En outre, le mécanisme de règlement des griefs doit inclure des détails sur la manière dont une plainte pour exploitation, abus et harcèlement sexuels (SEAH) et violence basée sur le genre (VBG) sera traitée. Ainsi, une procédure efficace de traitement des plaintes pour harcèlement sexuel sera mise en œuvre, visant à :

- Transmettre le message que le Promoteur/ la STEG prend au sérieux tous les cas de harcèlement et qu'il est en mesure de le prévenir avec une tolérance zéro à toutes formes de représailles ;
- Permettre au plaignant de signaler tous types d'harcèlement avec une garantie de confidentialité et de protection de sa vie privée;
- Garantir que les plaintes sont traitées de manière cohérente et dans un délai déterminé ;
- Informer et alerte son personnel sur les modèles de conduite inacceptable ;
- Mettre en évidence la nécessité de stratégies de prévention ;
- En outre, en cas d'incident sur un site de projet, l'emprunteur s'engage à notifier immédiatement la Banque, au plus tard 48 heures après l'incident, à partager le rapport d'enquête de l'autorité nationale et, si la Banque le juge nécessaire, à préparer un rapport indépendant d'analyse des causes profondes qui sera approuvé par la Banque en vue de sa mise en œuvre.

Toutes les plaintes et préoccupations liées au SEAH et à la GBV doivent être traitées avec diligence, sérieux et de manière impartiale et confidentielle. De même, si une femme soulève une telle question, celle-ci doit rester confidentielle et ne pas être divulguée.
Un délai de 7 jours est accordé pour l'investigation et la vérification des faits en ce qui concerne le traitement des plaintes VBG, tout en tenant compte du caractère hypersensible de la plainte. Cette phase d'investigation est importante pour l'examen de l'existence ou non du lien entre l'auteur présumé de l'acte et le projet, pour garantir la redevabilité et par la suite imposer des mesures disciplinaires fiables et bien fondées. Les décisions finales de sanction restent une affaire entre l'employeur de l'auteur présumé.

Des canaux efficaces de signalement, y compris une option anonyme, incluant les plaintes et préoccupations liées au SEAH et à la GBV, peuvent contribuer à encourager les communautés à signaler leurs plaintes ou préoccupations. Les détails de la plainte doivent être conservés sur un ordinateur sécurisé, les dossiers papier sous clé, etc.
Il est à noter que les plaintes anonymes peuvent être déposées de manière anonyme dans une boite aux lettres dédiées à l'adresse de la municipalité de Sbikha ou à l'entrée de la centrale solaire.



Logigramme du MGP

CALENDRIER D'EXÉCUTION

Le planning général de la mise en œuvre du Plan de réinstallation et d'indemnisation (PRI) est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Calendrier d'Exécution

Activités	2021				2022				2023				2024				2025				2026				20xx				2046	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Phase préparatoire																														
Acquisition des terrains																														
Réalisation de l'enquête socio-économique																														
Préparation du PARA																														
Validation du PARA par toutes les parties prenantes																														
Estimation des compensations																														
Campagne d'information																														
Mise en œuvre du PARA																														
Mise en place du Comité de pilotage (Conciliation)																														
Paiement des compensations aux PAP																														
Mise en œuvre des mesures de restauration des moyens de subsistance et																														

Activités	2021				2022				2023				2024				2025				2026				20xx				2046	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
du plan de développement communautaire																														
Début des travaux de construction et imposition de restrictions d'accès aux terres.																														
Activités de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du PARA																														
Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes																														
Suivi interne des opérations de réinstallation																														
Négociation et signature des certificats de compensation avec les éleveurs																														

*Il est à noter que malgré le début des travaux prévu pour la 3ème trimestre 2024, la compensation des PAPs aura lieu pendant la 4ème trimestre 2024 étant donné que suite aux réunions avec les autorités, les administrations appropriées et les éleveurs dans le cadre des discussions de la méthode et le processus de compensation, il a été convenu avec toutes les parties d'effectuer l'indemnisation relative à la distribution des quantités de fourrage destinées en termes de compensation des pertes subies pendant la période critique de pâturage (besoins très élevé en fourrage) défini aux mois de novembre – décembre et qui succèdera juste à la période de commencement de travaux de construction

SUIVI ET EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PARA

a. Indicateur de suivi

Le suivi de la mise en œuvre permet de vérifier que les actions prévues dans le PARA sont réalisées dans les délais et que les coûts des mesures de compensation et de restauration des moyens de subsistance sont conformes aux budgets. Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de suivi de la mise en œuvre du PARA qui doivent être intégrées dans le programme de suivi du Promoteur.

Composantes	Suivi	Calendrier	Indicateurs
Divulgation du PARA	Vérifier que les PAP sont informées des résultats du PARA de manière transparente et détaillée.	Avant la phase de construction	- Nombre de séances de restitution organisées - Nombre de PAP ayant participé aux séances de restitution - Nombre de PAP vulnérable ayant participé aux séances de restitution - Niveau d'acception du PAR (Satisfaisant, non satisfaisant, etc..)
Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes	Vérifier la mise en place effective des différents niveaux de traitement des plaintes.	Avant la phase de construction	- Toutes les doléances (100%) soient acheminées par le mécanisme de règlement des griefs - Résolution des griefs est dans les 15 jours
Négociation et signature d'accords individuels avec les PAPs	Vérifier que les documents d'accords individuels ont été produits et signés par le Promoteur et par les PAPs concernées.	Avant la phase de construction	- Nombre de PAP ayant signé un accord individuel : pourcentage par rapport au nombre total de PAP
Paiement des compensations aux PAPs	Vérifier que les compensations des PAPs ont été effectuées.	Avant la phase de construction et entre novembre et décembre de chaque année	- Nombre de PAP ayant perçu leur compensation : pourcentage par rapport au nombre total de PAP
Accompagnement des personnes vulnérables	Vérifier que les mesures prévues pour les personnes vulnérables ont été appliquées.	Avant la phase de construction et entre novembre et décembre de chaque année	- Nombre de PAP vulnérable ayant bénéficié d'une assistance lors de la compensation - Nombre de PAP vulnérable dont le revenu et le niveau de vie se sont améliorés après la compensation - Nombre de personnes vulnérables satisfaites de leur situation après la compensation

b. Institutions de surveillance et leurs rôles

Le suivi et l'évaluation constituent des composantes clés des actions de compensation :

- Le suivi de la préparation et mise en œuvre des PARA afin de s'assurer que les procédures sont conformes aux dispositions et conditions établies ;
- Le suivi de la conformité des procédures et mesures mises en œuvre afin de répondre rapidement sur les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du PARA ;
- La mise en place d'un système d'informations qui permet de faire le suivi des indemnisations et des plaintes. Ceci inclura une base de données digitale des actifs et personnes affectés.

Tableau 3 : Arrangements institutionnels de mise en œuvre du PARA- Charte des responsabilités

	Activité à mener	Acteurs
1	Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes	Promoteur (AMEA Power)
2	Mise en place du comité de pilotage	Promoteur (AMEA Power)
3	Suivi interne des opérations de réinstallation	Promoteur (AMEA Power)
4	Négociation et signature des certificats de compensation avec les éleveurs	Promoteur (AMEA Power) / CRDA
5	Suivi et évaluation externe du projet	UGP / consultant externe

Composition du comité de pilotage

Il est proposé de créer un comité de pilotage de la mise en œuvre du PARA qui peut contenir en plus des autres spécialistes de l'UGP :

- Un représentant des PAPs,
- Un expert en sauvegardes sociales et un expert en communication à temps plein. Ils seront responsables de guider et faire le suivi de la mise en œuvre du PARA ;
- Un agent de liaison communautaire pour assurer l'animation des consultations avec les communautés et les PAPs ;
- Un représentant du Promoteur AMEA Power
- Un représentant de la STEG
- Un représentant du EPC Contractor
- Des représentants de la Direction Juridique pour le suivi des aspects « autorisations et décret » et le traitement des doléances non résolues à l'amiable .

c. Dissémination des rapports périodiques de suivi et d'audit d'achèvement

Pour ce faire, il est recommandé :

- Un Suivi interne chez le Promoteur ;
- Un Suivi externe (par des experts externes), et
- Audit final de la mise en œuvre du PARA.

- Un rapport trimestriel de mise en œuvre du PARA selon le canevas fourni par la BAD doit être remis à la BAD et à la SFI au plus tard 15 jours après la fin de chaque trimestre à partir de la date effective de mie en œuvre du projet (levée des conditions précédentes de déboursement) et ce jusqu'à la clôture du projet.
- Deux audits de performance de la mise en œuvre du PARA par des experts indépendants en la matière :
  - Un audit annuel de performance E&S du Projet qui porte sur la mise en œuvre du PARA.
  - Un audit d'achèvement de la mise en œuvre du PARA.

d. Coût de suivi et d'évaluation

Le coût de suivi et d'évaluation est intégré dans le budget global du PARA.

BUDGET DU PARA

Le montant global est estimé à 1 474 000 DT (477 000 USD).

Tableau 4 : Budget du PARA

Description de l'article	Coût (TND)	Incertitude / Notes
Compensation de privation de pâturage pour les éleveurs qui seront privés de l'accès aux zones de pâturage. La compensation se fera sous forme d'unités fourragères équivalentes en quantité aux pertes subies. *Le Promoteur n'effectuera* ***aucune compensation en espèce****. Cette approche est la meilleure pour aider les éleveurs à conserver leur situation économique.*	1 379 000	▪ Durée de compensation : 22 ans (2 ans pour la phase construction et 20 ans pour la phase exploitation du Projet). ▪ Au total, 40 000 unités fourragères équivalant à 40 000 kg d'orge ou de concentré n° 5 pour ovins (type C) seront distribuées aux éleveurs affectés par la réalisation de la centrale solaire projetée. ▪ Ce prix est estimé sur la base de l'inflation des prix sur une période de 22 ans.
Budget de fonctionnement du comité de pilotage sur 22 ans	45 000	La durée : 2 ans de construction et 20 ans d'opération pour couvrir les griefs et la période d'audit PARA
Mission de contrôle et suivi de mise en œuvre du PARA	15 000	
Audit indépendant de mise en œuvre du PARA et son achèvement	15 000	Deux (02) audits de performance de la mise en œuvre du PARA par des experts indépendants : ▪ Un audit annuel de performance E&S du Projet qui porte sur la mise en œuvre du PARA Un audit d'achèvement de la mise en œuvre du PARA.
Amélioration de la situation des personnes vulnérables	-	L'amélioration de la situation des personnes vulnérables est incluse dans le Plan de Développement Communautaire avec un budget global de 193 000 USD
Total = 1 474 000 DT		
Budget PARA: 477 000USD		

0.0 EXECUTIVE SUMMARY

SUMMARY MATRIX

Summary Matrix - Offset Data Summary Sheet

#	Variables	Data
A.	**General**	
1	Governorate	Kairouan
2	Delegation	Sbikha
3	Village/City neighborhood	Metbasta
4	Activity leading to disturbance of subsistence resources (grazing)	Construction and operation of the 100MW solar power plant
5	Project Budget	99,500,000 USD
6	ARAP Budget	477,000 USD
	Support budget for vulnerable PAPs (included in CDP)	193,000 USD
7	Cut off date applicable	24 February 2021
8	Dates for consultations with affected people	17 September 2022
9	Dates for negotiation of compensation/expenses/compensation rates	December 29, 2023 January 05, 2024 February, 2024
B.	**Consolidated specifics**	
10	Number of people affected by the project (PAP)	20 herders
11	Number of households affected	19 households
12	Number of women affected	0 (all herders are men)
13	Number of vulnerable people affected	9 herders
14	Number of major PAPs	20 herders
15	Number of minor PAPs	-
16	Total number of beneficiaries	20 herders
17	Number of households that lost a home	0
18	Total area of land in pastoral use for the Solar power plant (ha)	200 ha
19	Number of households that lost crops	0
20	Total area of agricultural land lost (ha)	0
21	Total area of agricultural land permanently lost (ha)	0
22	Number of houses completely destroyed	0
23	Number of houses destroyed at 50%	0
24	Number of houses destroyed at 25%	0
25	Total number of fruit trees destroyed	0
26	Number of commercial kiosks destroyed	0
27	Number of displaced street vendor	0
28	Total number of socio-community infrastructures destroyed	0
29	Total number of telephone poles to be moved	0
30	Total number of utility poles to be moved	0
31	Total number/length of water pipes to be relocated	0

PROJECT CONTEXT

Within the framework of the Tunisian Solar Plan (PST), the Tunisian Government, represented by its Ministry of Industry, Mines and Energy, has selected the consortium led by AMEA Power (hereinafter referred to as "the Promoter"), for the development of a 100 Mega Watt (MW) solar photovoltaic (PV) power plant in the governorate of Kairouan, Tunisia.

The consortium led by AMEA Power (hereinafter referred to as "the Promoter"), was awarded in December 2019, an Agreement for the development of a 100 Mega Watt (MW) solar photovoltaic (PV) power plant in the governorate of Kairouan, Tunisia (hereinafter referred to as "the Project").

AMEA Power is an Emirati company active in renewable energies. It acquires, develops, owns and operates thermal and renewable energy projects in Africa, the Middle East and Asia.

The Kairouan Project has two components:

- The solar plant (100MW), that will be built and operated by the Developer;
- The transmission line (8 km long – 225kV), that will be built and operated by the Tunisian Company of Electricity and Gas (Tunisian Electricity and Gas Company, STEG).
- The Tunisian Company of Electricity and Gas is a public company under the supervision of the Ministry of Industry, Energy and Mines which has a monopoly on the transport and distribution of electricity and gas. Its main mission is to cover the needs of the country in electrical energy in the best economic, technical, and environmental conditions.
- It should be noted that the 100 MW Kairouan solar photovoltaic project and its associated facilities are classified as "Category B" according to the International Finance Corporation's (IFC) Performance Standards (PS) for environmental and social sustainability, and as Category 2 according to the African Development Bank's (AfDB) Integrated Safeguard System (ISS).

PROJECT DESCRIPTION

Location of the project area

The Solar Project is located in the sector El Alem which falls under the delegation of Sbikha, Governorate of Kairouan. The closest agglomeration to the Project site is Metbasta, located at approximately 2.2 km south of the Project site.

Project component

PV is a method of generating electricity through solar energy. Solar cells convert the energy into electricity. Solar cells produce Direct Current (DC) electricity from sun light, which can be used for grid connected power generation. The electricity at the grid usually has a different form (Alternating Current, AC). Inverters are used to convert the DC current to AC current. Transformers are used to convert the output voltage from solar cells to a higher voltage that matches the grid it connects to.

The key component of the Project are the four blocks where each is composed of PV Power arrays. Each array is equipped with a mounting structure which consists of a single axis horizontal tracker that carries the array and orients it towards the sun.

The main components of the project are:

- The key elements of the project are the photovoltaic panels. Each row is equipped with a mounting structure that consists of a single-axis horizontal tracker that supports the PV panel and orients it towards the sun.
- The solar power plant consists of four blocks. Each block includes a central inverter station that converts the produced electricity from DC to AC.
- The central inverter stations are connected to the substation locations onsite by underground electrical cables. The substation then converts the produced voltage to an appropriate level for the connection to the National Grid.
- Building equipment for data, control, and voice communication systems for a proper operation and maintenance, as well as a warehouse for the storage or equipment and machinery and a car park will be needed.
- Besides, infrastructure elements like (i) internal road network to access the modules for operation and maintenance purposes; (ii) a security road around the perimeter of the Project Site for security patrolling; (iii) an access road from the highway to the Site; as well as (iv) onsite water reservoirs for potable purposes and cleaning are needed.
- Fencing around the entire facility and security along with remote cameras, automatic night lighting will be required to ensure safety from criminal activity and trespassing of unauthorized personnel.
- Besides, a monitoring system to track the plant equipment performance for operation and maintenance is needed.

Phasing of work

The activities likely to take place during Project development comprise three (3) distinct phases: (i) construction, (ii) operation and (iii) decommissioning.

Construction schedule

Construction of the project is scheduled to start in the second quarter of 2024, over a period of around 16.5 months. Project operation is scheduled to begin in mid-2025, for a duration of 20 years.

Project justification

The main justifications for the project are :

- Demonstrate the Tunisian government's commitment to achieving its 2035 energy strategy, which aims to strengthen energy security, reduce fossil fuel imports, combat fuel poverty and contribute to carbon neutrality by 2050;
- Achieve sustainable development based on a balance between the economic, environmental and social dimensions;
- Support the Tunisian economy in terms of electricity production infrastructure;
- Reduce the energy balance deficit;
- Reduce the consumption of natural gas used in thermal power plants for electricity generation, and cut greenhouse gas emissions and atmospheric pollutants;
- Improve socio-economic conditions by offering employment and service opportunities.

ARAP OBJECTIVES

An Abbreviated Resettlement Action Plan (ARAP) is required, with some exceptions, for all operations involving involuntary resettlement, such as for people who are displaced from land or productive resources and suffer the following consequences:

- Relocation, loss of shelter, loss of property or access to assets important for production;
- Loss of sources of income or means of subsistence;
- Loss of access to locations offering higher incomes or lower expenses for businesses or individuals.

A full ARAP is required in cases where more than **200 people** are affected. If the scale and severity of the impacts are limited, or where **fewer than 200 people** are displaced, **a brief resettlement plan may meet these requirements.**

Based on in-depth knowledge of the situation of the people affected by the project, and on ongoing consultation with them, the main aim of the ARAP is to design and plan actions that will enable them to escape the risks of impoverishment that the project is likely to

entail and turn it into an opportunity to improve their standard of living and livelihoods.

It is carried out when the social impact on the population in terms of loss of land, resources and activities is not precisely known. Its purpose is to clarify the applicable rules and identify the guiding principles and procedures to be followed in assessing, compensating, and assisting people adversely affected by the project. Its objectives are: (i) to minimize, as far as possible, the acquisition of private land; (ii) to avoid, as far as possible, the destruction of property; (iii) to compensate those affected by the loss of land; and (iv) to provide assistance to those affected.

The PFRA will help to prevent and equitably manage any negative impacts that may arise from project implementation and ensure that actions taken comply with the provisions of Tunisian law, the requirements of Performance Standard 5 (PS5) of the International Finance Corporation (IFC) and the requirements of Operational Safeguard 2 (OS2) of the African Development Bank (ADB) concerning involuntary resettlement, land acquisition, displacement and compensation of populations.

MAIN SOCIO-ECONOMIC CHARACTERISTICS OF LOCATIONS ABRITTING PAPs

a) Socio-economic aspects and issues in the area affected by the project Population

The area of the project belongs to the delegation of Sbikha which is administratively under the governorate of Kairouan.

According to the latest census conducted during the year 2014, the delegation of Sbikha had 71,922 inhabitants grouped 16,168 in households and 18,115 dwellings (INS, 2014).

According to the estimate of INS, the population of the delegation of Sbikha had 74,464 inhabitants in 2018.

The demographic structure of the Sbikha region is characterized by its youth, made up of almost as many men as women. Indeed, in 2014, the population aged between 20-29 years represented around 17% of the region's total population (INS, RGPH 2014).

Unemployment rate

Information associated with unemployment indicates that the rate of 15.30% in Sbikha is lower than that of the governorate (16.96%), is higher than the national level (14.82%) in 2014 and that women are largely more affected by unemployment (22.72%) than men (12.41%). What's more, it mainly affects young people (29.50%) and specifically young women (33.24%) (INS, 2014). Among graduates, the unemployment rate is 30.45% with 42.61% for young female graduates (INS, 2014).

Economic activity in the Sbikha delegation is centered mainly on three sectors: agriculture (44.6%), construction and public works (21.2%) and education, health and administrative services (10.8%) (INS, 2014).

Educational evolution

With regard to the educational evolution of the population, we note the importance of school enrolment in the region: school enrolment in the 6-14 age bracket is 89.21%. However, it is important to note that the tertiary education rate is very low, at around 3.5%. According to INS statistics, the Sbikha delegation had an illiteracy rate equal to 40.5% in 2014, compared with 35.01% for the whole of the Kairouan governorate.

b) Land tenure, status and constraints in the project's area of influence

The 200-hectare plot of land allocated for the construction of the Kairouan photovoltaic power plant is part of the State's private domain. The land is the subject of land title no. 9796/20323 K, covering an area of 7323 hectares 23 ares et 47 centiares in Metbasta, delegation of Sbikha, governorate of Kairouan, Tunisia. A land occupation agreement was signed on June 22, 2021 between the Tunisian government, represented by the Minister of State Domains and Land Affairs (the Owner), and the Developer.

The entire area in which the solar power plant is to be built has always been owned by the government and has not been the subject of any land acquisition or compensation process. No agricultural activity has been observed on the site of the solar power plant, with the exception of extensive pastoralism, which concerns the entire region.

The site of the proposed solar power plant is a rangeland. The Kairouan forestry district is responsible for managing this rangeland (Kairouan-Nord subdivision).

The results of the CRDA survey (May 2022) show that the number of breeders potentially using the solar power plant site and a section of the OHTL is limited to 20 breeders (10 breeders from Dallousi and 10 breeders from Metbasta). The size of the herders' livestock ranged from 17 to 430 head.

c) Profiles of local and dependent actors in the Project's area of influence

For the industrial sector, the human potential is very high, with an available but limitedly qualified workforce. The natural potential is also significant, especially in the agri-food, processing, building materials and storage sectors. Kairouan's industrial fabric is fairly diversified, with 178 industrial units providing 10,211 jobs in 2018.

There are 6 industrial zones in Kairouan, covering an area of 133.5 ha.

Three industrial zones are planned: the Oueslatia industrial zone, the extension of the

Sbikha II industrial zone and the Nasrallah industrial zone.

It should be noted that extensive pastoralism is undertaken in the open lands of the Metbasta region, which cover an area of over 10,000 hectares and are the subject of land titles 20321 Kairouan, 20523 Kairouan, 20323 Kairouan and 33767 Kairouan.

SOCIO-ECONOMIC IMPACTS ON PEOPLE AFFECTED BY THE PROJECT

Potential positive impacts of the project

Such a solar energy project will have significant and crucial positive impacts on the environment and the economy at a strategic and national level, given the current challenges facing the energy sector in Tunisia, which have serious implications for Tunisia's energy security. These positive impacts, which are important to underline, consider and take into account, can be translated as follows:

- Contribute to sustainable development by demonstrating the Tunisian government's commitment to implementing its energy strategy and achieving the targets set for renewable energy sources;
- Reduce the country's energy balance deficit by relying on an indigenous, inexhaustible and largely import-independent energy resource. The solar power plant will generate an estimated 230 GWh of electricity per year, enough to meet the annual electricity needs of more than 43,000 local households;
- Reduce the consumption of natural gas used in thermal power plants to generate electricity, and cut greenhouse gas emissions and atmospheric pollutants - the project is expected to offset more than 117,000 metric tons of CO2 per year;
- Improving socio-economic conditions by offering employment and service opportunities.

a) The Project's land requirements

It should be pointed out that the land dedicated to the project is used by occasional herders who frequent the project site during certain periods of the year with livestock, mainly sheep, goats and camels. The total area of land for pastoral use (ha) for the solar power plant is 200 ha.

It is important to note that the results of the natural habitat mapping reveal the presence of three types of vegetation cover extent as follows: high on 27 ha, medium on 147 ha and bare ground on 26 ha.

Only an area of about 4.5 ha, which is very small and represents 2.5% of the total vegetation cover on the Project site, is of interest for grazing. These lands extend along RR171, with a high density of annual species known to be present for limited periods of the year and

which are appreciated by livestock.

The main impact on land use could be a reduction in the amount of grazing land available to breeders. Ten (10) breeders from Dalloussi and ten (10) breeders from Metbasta are identified as using the project site for grazing. The size of the herders' livestock ranges from 17 to 430 head. In total, the project will affect 20 people. The list of herders is provided in Appendix (see Annex I).

Consequently, the project does not require physical relocation, but rather economic displacement (grazing) for the 20 livestock breeders identified.

b) Profiles of people affected by resettlement, including their degree of vulnerability

The socio-economic survey was carried out on 17/09/22 and from 28 February to 01 March 2024 by the EAM team of 8 interviewers. A total of 19 herders, i.e. 95% of those identified by the CRDA, were consulted.

The herder (01) who was not consulted was present on the day of the survey but refused to answer the questionnaire for fear of being followed up by the General Forestry Directorate for non-payment of the royalty.

The socio-economic surveys identified 19 households that may depend on livestock from herders.

Results of the socio-economic survey of PAPs

The conclusions of the socio-economic survey reveal relevant data on the socio-economic situation of the herders consulted. All the herders are adults (100%), with around 69% (13 herders) aged between 25 and 64 and 31% (6 herders) aged over 65.

The surveys show that the educational level of the PAPs is rather low. Indeed, (i) 42% are illiterate; (ii) 26% have primary education; (iii) 11% secondary education; and (iv) 16% higher education and 5% vocational training.

58% of the herders surveyed are not illiterate; this level of education makes it possible to negotiate the compensation process and the implementation of ARAP with institutional responsibility. This enables them to assimilate the project and negotiate with the parties concerned.

Some 42% of the herders surveyed are illiterate. It should be noted that this last observation will have no impact on the assimilation of the information contained in the ARAP, since the mission's intervention had taken into account this eventuality (existence of illiterate PAPs), particularly in the case of the population studied.

- In order to ensure that PAPs were properly informed and involved, the survey team adopted a number of methodological and communication measures. These measures

are:

- Adoption of interactive communication during contacts and information meetings, (questions and answers); the team ensured understanding with each PAP by asking questions to assess their comprehension and assimilation.
- Repetition of information if necessary;
- Emphasis was placed on diversifying messages (written and oral).

Analysis of family status shows that 95% (18 cattle herders) are married and 5% are single (only one cattle herder is single).

The number of people per household is:(i) single 5% (one herder is single, 11% when the household consists of 4 people, (ii) 32% when the household consists of 5 people, (iii) 26% when the household consists of 6 people, (iv) 11% when the household consists of 8 people and 16% when the household consists of more than 8 people.

The majority of PAP (herders) dwellings are small to medium-sized, in the (2-4) bedroom range, with WC and kitchen facilities. These are essentially low-income dwellings.

They are connected to drinking water and electricity. Each building has at least one refrigerator and a gas stove.

As far as the health sector is concerned, 26% of herders use the private sector for hospitalization, compared with 74% who use public hospitals.

Concerning their financial situation, the size of the PAPs' flocks varies between 17 and 430 head (sheep and goats), and their monthly income is more or less low. 16% declared an income of less than 500 dt/month, 26% around 500 dt/month and 58% between 500 and 1000dt. It was found that 84% of herders' income comes from grazing alone, and 16% from grazing and other activities.

Expenditure on grazing (per 100 head of cattle): between 500 and 600 DT/month.

PAPs' opinions on the project and their expectations

The breeders consulted expressed their acceptance of and interest in the project. They also expressed their expectations of the project during the survey:

- Meet the annual electricity needs of local households;
- Ensure community development in the region;
- Improve the socio-economic conditions of local residents by providing employment and service opportunities.
- Improve the living conditions of livestock breeders.

It is important to note that breeders insisted that the project should not affect their livelihood in terms of grazing.

e. Identification of vulnerable groups in the project

The process of assessing the vulnerability of affected people and their households involves the following stages:

- An analysis of certain social aspects, which are often factors of vulnerability, is proposed in addition to those already studied during the presentation of the demographic and socio-economic profile of the people affected by the project;
- Potentially vulnerable PAPs are identified from the socio-economic database, using eligibility criteria.

As discussed in the preamble to this report, the PAPs for which vulnerability was analyzed numbered 19 (out of a total of 20 PAPs) who responded to the socio-economic questionnaire.

Within the framework of the project, the approach used to identify vulnerable PAPs consisted in defining criteria and indicators based on the data provided by the socio-economic surveys.

Depending on the importance of the criterion in the vulnerability analysis, weights were assigned to each identified criterion, with scores ranging from 25 to 5.

Table 2 : Weighting of vulnerability eligibility criteria

Vulnerability criteria	Weights
Be a PAP head of household living with a disability or chronic disabling illness.	25
Be a PAP head of household with no source of income other than that provided by the affected property.	20
Be a PAP male head of household aged 70 or over	10
Be a minor PAP head of household (under 18)	10
Be a PAP with a monthly income below the average monthly income for its category	20
Be a PAP with a number of dependents equal to or greater than 10, with at least 5 minors or elderly people (under 15 and 65 and over).	10
Be an illiterate PAP	5

Any PAP scoring 30 points or more out of 100 points is considered vulnerable.

Examination of the vulnerability criteria reveals that 9 PAPs (47%) are vulnerable out of a total of 19 PAPs who responded to the socio-economic questionnaire (see vulnerability analysis matrix in the socio-economic database).

The vulnerable persons identification matrix is presented in the excel page of the herders database.

The vulnerable persons identification matrix is presented in the excel page of the herders database.

Management methods/forms of compensation for vulnerable groups

Compensation measures for vulnerable PAPs are required as part of the project's ARAP implementation in order to minimize and mitigate the social risks to which they would be exposed.

The compensation measures to be offered to vulnerable people identified as part of the compensation process must include the following elements:

- Compensate every vulnerable PAP without discrimination;
- Ensure that facilitating structures have a team dedicated to assisting vulnerable people, in order to provide them with ongoing support throughout the compensation process, so that they can fully understand the steps to follow and be well informed of their rights to compensation;
- Organize information sessions for vulnerable PAPs during implementation, including sessions targeted directly at vulnerable people;
- Provide clear explanations of the rights of vulnerable PAPs to be compensated for their losses;
- Assist vulnerable PAPs (illiterate in particular) in the claims process (additional explanations of the process, verification of understanding of the process and documents to be completed if they exist, etc.);
- Give vulnerable PAPs the possibility of being represented by a third party for the recovery of compensation and for the follow-up of administrative and other procedures.
- Allow illiterate PAPs to be accompanied by a relative when signing documents.
- Ensure that vulnerable PAPs benefit from improvements in their standard of living as set out in the ARAP.
- Ensure that vulnerable PAPs benefit from improved living standards through the following measures:
  - ✓ Prioritization of employment opportunities to help young people, including illiterate people and the sons of elderly PAPs, into the workforce.
  - ✓ Medical assistance and support for access to suitable care for elderly PAPs.

  The support programs included in the PDC and from which the PAPs will benefit are :
  - ✓ Benefit vulnerable PAPs with Ramadan donation.
  - ✓ Supporting the supply and installation of photovoltaic panels to improve their living standards by reducing their electricity bills, helping them to save on expenses and even generate income by reselling the electricity produced.

c) ***Impacts and indirect effects related to temporary or permanent loss of source of income/means of subsistence***

The solar power plant will be built on 200 hectares of private land. The land is currently used by occasional livestock breeders who frequent the site during certain periods of the year with livestock, mainly sheep, goats and camels. The main impact on land use could be a reduction in land area. This is because the site will be permanently fenced off, and livestock breeders will no longer have access to the grazing areas it contains. Although grazing takes place in the wider Metbasta rangeland area, other developments such as the 400 ha agricultural project being developed upstream could further reduce the availability of grazing land, increase competition for the remaining grazing land and lead to further degradation. This could lead to a potential loss of grazing-related livelihoods.

However, according to the land user consultation undertaken, grazing is not limited to the solar power plant site; it is practiced in other sufficient surrounding areas with similar biological characteristics to the Metbasta rangeland.

It should be noted that extensive pastoralism is undertaken in the open lands of the Metbasta region, which cover an area of over 10,000 hectares and are the subject of land titles 20321 Kairouan, 20523 Kairouan, 20323 Kairouan and 33767 Kairouan. The Kairouan forest district is responsible for the management of this area (Kairouan-Nord subdivision).

The results of the CRDA survey (May 2022) concluded that the number of herders potentially using the solar power plant site and a section of the OHTL is limited to 20 herders (10 breeders from Dallousi and 10 breeders from Metbasta). The size of the herders' livestock ranges from 17 to 430 head.

From the moment the construction fences are installed, access to the land inside will be prohibited to breeders. There are no residential or other types of structures in the areas to be fenced off, and the land is currently used solely by ranchers.

Land restrictions during construction of the solar power plant will result in a marginal loss of grazing land available to pastoralists. However, based on the mapping of natural habitats carried out within the project site, and with the exception of the unit located along the Sbikha-Kairouan road, which is of pastoral interest, due to the high density of annual species, the other units have little or no pastoral interest, due to the nature of the species that structure them (annual species consumed by livestock).

As far as grazing is concerned, only an area of around 4.5 ha, which is very small and represents 2.5% of the total vegetation cover of the Project site, is of interest for grazing.

This land extends along RR171, with a high density of annual species known to be present for limited periods of the year, and which are appreciated by livestock.

LEGAL AND INSTITUTIONAL FRAMEWORK FOR RESETTLEMENT

a) Constitutional, legislative and regulatory provisions relating to land tenure and expropriation procedures (taking into account IFC and ADB requirements) ;

National institutional and organizational framework

- Land acquisition: Tunisian law no. 76-85 of August 11, 1976 on expropriation for public use, as amended by law no. 2003-26 of April 14, 2003, and amended in 2016 by law no. 2016-53 of July 11, 2016.

AfDB and IFC policies and procedures on social safeguards

- IFC PN5 Performance Standard requirements;
- Requirements of AfDB's Integrated Safeguards (OS2) (2015);
- Information dissemination and access policy;
- Manual for consultation and participation of parties in ADB operations;
- AfDB Group Gender Strategy;

Comparative analysis between Tunisian law, AfDB requirements, IFC requirements

- Insofar as there are significant differences between legal frameworks, in the event of differences between national legislation and international standards: AfDB and IFC, the requirements of international standards take precedence.

b) Institutional framework for expropriation in the public interest / payment of compensation

Legal framework for expropriation, compensation and resettlement

- The legal framework is established as follows:
  - ✓ The modalities of land occupation and expropriation of property for public utility are governed by the text of law n° 2016-53 of July 11, 2016 on expropriation for public utility modifying and completing law n° 76-85 of August 11, 1976 overhauling the legislation relating to expropriation for public utility ;
  - ✓ Resettlement Policy Framework (CPR) drawn up by the Tunisian Electricity and Gas Company (STEG) in accordance with current Tunisian regulations and the World Bank's Environmental and Social Standard (NES05) on land acquisition, land use restrictions and involuntary resettlement.

c) Role of the project management cell or unit

Monitoring and evaluation mechanisms are used to assess the overall success and effectiveness of the various processes and measures implemented. They are divided into two components: internal monitoring and external evaluation.

A dedicated team will be set up to monitor the preparation and implementation of the ARAP. The heart of the structure is the Project Management Unit (PMU), made up of the resettlement manager and the Project managers. The PMU reports to the Project Director and the Steering Committee, who have overall responsibility for the project. The implementation team and all operational and support functions report to the PMU.

A monitoring and evaluation plan will be drawn up. This plan will comprise two key elements: (i) internal monitoring and (ii) external evaluation.

- Internal monitoring will consist of performance and impact monitoring and will be carried out by the project implementation team. It will include the creation of a completion monitoring system and a mechanism for capturing and analyzing data in a consistent and structured way.
- External monitoring will be undertaken with the aim of evaluating the ARAP implementation process, assessing the overall success of the resettlement and determining whether ARAP has been met.

A monthly report on the implementation of the ARAP will be submitted to the donors (IFC and AfDB).

d) Authorities' roles and responsibilities in ARAP implementation

At national level

The Ministry of State Domains and Land Affairs: responsible for the control, management and use of movable and immovable property belonging to the State, the design of State policy relating to public and private domains, and the acquisition and expropriation of real estate for the benefit of the State and public administrative establishments at their request, in collaboration with the relevant ministries;

Agricultural Land Agency (AFA): the only public body authorized to carry out land redevelopment operations in agricultural areas, the AFA, in addition to its land consolidation operations, provides advice on real estate transactions in its areas of intervention. The agency operates under the supervision of the Ministry of Agriculture.

Topography and Cadastre Office: The Topography and Cadastre Office (OTC) is responsible for the following activities:

- Carrying out the work required to ensure the establishment and maintenance of a geodetic and precision levelling network throughout the country;

- Carry out and supervise technical work to register land ownership and the cadastre;
- Delimit public lands and domains, as well as administrative districts;
- Carry out land subdivision and condominium work;
- Re-establish property boundaries;
- Perform miscellaneous topographic work;
- Aerial photography and large-scale topographic mapping.

At regional level

The Governor: He chairs the Public Project Acquisitions Commission, posts signs and informs the public, and monitors the resettlement process through to expropriation.

Thanks to these representatives, and especially the delegates, it is possible to get to know the people affected by the project and their living conditions.

In August 2023, the President of the Republic announced the dismissal of the Governor of Kairouan. At present, the Prime Delegate is responsible for managing the day-to-day affairs of the Governorate of Kairouan.

AMEA POWER and the Prime Delegate and his representatives (Delegate of Sbikha and Kairouan North) are responsible for coordinating the implementation of compensation.

The Regional Commissariat for Agricultural Development (CRDA): under the supervision of the Ministry of Agriculture. Each governorate has its own CRDA. The CRDA is responsible, within the framework of the Governorate, for implementing the agricultural policy set down by the Government. As part of this project, the CRDA is involved in assessing the area of land lost to pastoral use and the damage that may be caused to agricultural activities. Representatives of the CRDA were present when the type of compensation was negotiated.

The Commission for acquisitions for public projects: Under Law n°2016-53 of July 11, 2016, the Commission is responsible, under the chairmanship of the Governor or his representative, for carrying out all the preliminary procedures for proposing the draft decree of expropriation for public utility at regional level.

Expropriation Recognition and Conciliation Commission (CRC): Under Decree no. 2003-1551 of July 2, 2003, a CRC has been set up in each of Tunisia's 24 governorates. The members of the commission are appointed by decree of the Minister of State Property and Land Affairs on the recommendation of the ministers, governors, presidents of municipalities and heads of the companies concerned. The CRC oversees all the preliminary measures of the expropriation operation, as well as the investigations carried out concerning the property to be expropriated, the beneficiaries and other holders of

existing rights over the property to be expropriated. The CRC is made up of a magistrate, a representative of the governor, the director general of state property and land affairs, a representative of the expropriating ministry, the state property expert, a representative of the land registry and a representative of the affected municipality(ies).

The Real Estate Court: A Real Estate Court has been set up in each region to rule on :

- Optional land registration by private individuals and compulsory land registration by cadastral survey throughout the Republic,
- Updating of land titles,
- Requests for review and rectification of judgments,
- Appeals against decisions of regional title updating commissions or decisions of land registrars.

The General Directorate of Forests (DGF): is a Tunisian public establishment responsible for forest management, under the supervision of the Ministry of Agriculture. Based in Tunis, the DGF is responsible for :

- Promote forestry and pastoral activities in the agricultural sector;
- Draw up studies on the management of rangelands located on collective and state-owned land, and contribute to their implementation;
- Program and monitor forage reserve and pastoral improvement projects, and draw up a list of beneficiaries and update their livestock numbers.
- Draw up and monitor management plans for the alfatière aquifers;
- Design and implement measures to combat desertification.

The cereals office: is a public industrial and commercial establishment with legal personality and financial autonomy, under the supervision of the Secretaries of State for Planning and Finance and for Agriculture. It is responsible for organizing, monitoring and improving cereals production in Tunisia, drawing up a program to balance resources and requirements, and organizing the production and distribution of livestock feed and any other products needed for agriculture.

The Livestock and Pastures Office: is a non-administrative public enterprise (EPNA), under the supervision of the Ministry of Agriculture, the OEP is responsible for the development and promotion of the livestock and pastures sector. As part of this project, the Office was present through its representatives during negotiations on the type and method of compensation and acted as advisor and technical referent.

COMPENSATION PLAN

a) Legal owners, assessment of ownership rights and eligibility criteria

The land affected by the power plant site totals 200 ha. The land is privately owned by the State and has not been subject to any land acquisition or compensation process. Consequently, no private land titles will be directly affected on the project site. However, in line with the AfDB's OS2 policy and the IFC's PN5, all Persons (natural and legal) who have been identified within the Project rights-of-way are eligible for compensation for land losses, assets and activities on these lands, as well as income.

The people most likely to be affected by this project are:

- Breeders, who will be deprived of access to grazing areas.
- Vulnerable groups identified as households below the poverty line, women living in rural areas with little or no access to means of subsistence. Unemployed young people, graduates or untrained people, breeders who do not own land and who use state land, etc.

The AfDB's Integrated Safeguard Policy Statement provides a definition of vulnerable groups and calls for the effects of the Bank's operations on these vulnerable groups to be established, and for the interests of these groups in relation to the Bank's operations and their opportunities to benefit from them to be protected.

The results of the CRDA survey (May 2022) concluded that the number of breeders potentially using the solar power plant site is limited to 20 herders (10 breeders from Dallousi and 10 breeders from Metbasta). The livestock sizes of the breeders identified range from 17 to 430 head.

b) Census including deadline and eligibility criteria

Eligibility criteria

In accordance with the Bank Group's OS2 policy on involuntary resettlement

Development Bank (AfDB) Group and the IFC's PN5, the eligibility criteria are defined below:

- OS2 provides a right to compensation for all persons who have incurred physical or economic displacement as a result of the Project.
- IFC-PN5- Any person physically or economically displaced as a result of the acquisition of Project-related land is entitled to compensation (Paragraph 9).
- ARP SFI manual - a person will not be denied Resettlement assistance due to not holding a title deed.
- Eligible persons are:

- Livestock breeders who will be deprived of access to grazing areas.

Eligibility deadline

The deadline (24/02/2021) has been published and clearly communicated to the population in the governorate of Kairouan. It was also published in the Journal Official, posted at the Kairouan governorate headquarters and individually notified to breeders (see Appendix V). According to the posting certificate, no grievances were received by the population concerned.

For non-holders, the deadline for allocating rights will be the date on which census operations are launched to determine the persons and assets eligible for compensation. From that date onwards, people arriving to occupy the rights-of-way will not be eligible for compensation, except in the case of those absent at the time of the census, or in other cases deemed eligible under national regulations and/or IFC and AfDB policies.

a) Principles and applicable rates

Based on data from the General Forestry Directorate for 2021, presented in Appendix VII, the Metbasta rangeland produces 100 UF/ha/year and can reach 300 UF/ha/year in a rainy year, i.e. an average of 200 UF/ha/year.

The land affected by the power plant site is 200 ha.

b) Estimation of discounted losses and their compensation cost;

Estimated losses

The losses incurred by livestock breeders as a result of the Kairouan photovoltaic power plant project are estimated at 40,000 FU/year (40,000 FU/year=200 FU/ha/year* 200 ha).

On the basis of meetings held in the governorate of Kairouan on 29/12/2023 and 05/01/2024 with the regional entities concerned, it was agreed to avoid cash compensation and to favor compensation in the form of fodder units equivalent in quantity to the losses suffered.

A total of 40,000 FU, equivalent to 40 tonnes of barley or N°5 type C concentrate for sheep, will be distributed as compensation to the herders affected by the project (20 herders identified during the ARAP) in proportion to their flocks.

The quantity of 40 tonnes of barley or concentrate will be supplied for the duration of the project, which is 22 years (2 years for the construction phase and 20 years for the operation phase).

Total cost of compensation

Taking into account the rate of price inflation over a 22-year period, the overall cost of compensation is estimated at 1,379,000 TD = 455,000 USD.

Implementation of compensation

AMEA POWER, in coordination with regional and local authorities, will determine the time and place of delivery of said quantities.

It should be noted that the representatives of the Cereals Office, the CRDA and the Livestock and Pasture Office present at the 05/01/2024 meeting at the governorate headquarters recommended supplying the quantity of barley or type C concentrate planned annually between the months of November/December, a period when access to pasture is limited (critical period).

A signed list of PAPs having received this compensation will be provided accordingly, once the activity has been completed.

Each year, the list of herders affected by the project will be updated by the regional and local authorities, in coordination with the structures involved. It should be noted that the update will always concern the list of 20 herders initially identified as eligible for compensation. This update will focus on the interest of these 20 identified herders who continue to graze in the project area, as well as any changes that may occur to the number of PAPs and their livestock in order to adjust the quantities of fodder to be offered, and that no identified PAP (his family or household) may be removed from the list unless he no longer has any livestock. To this end, a convention including the agreement on this compensation modality is signed between the Promoter (AMEA POWER) and the regional authorities represented by the First Delegate of the Governorate of Kairouan (Annexes VIII and IX).

It should be noted that the quantity of fodder units mentioned in the agreement concerns the compensation of breeders as PAPs for the solar power plant and the OHTL (47,000 FU/year, including 40,000 for the solar power plant and 7,000 FU/year for the OHTL section).

**** Estimated and calculated losses associated with the OHTL section for pastoral use are provided in detail in the OHTL ARAP report.***

c) <u>Consultations and negotiations held/conducted</u>

Several consultations were carried out during the ESIA preparation phase and as part of this ARAP, in order to identify all the people affected by the project.

The key consultations were as follows:

<u>Main regional and local government entities:</u> Governorate of Kairouan, the deputies of the

governorate of Kairouan at the Assembly of People's Representatives (ARP), the Directorate of Regional Development (DDR), Tunisian Electricity and Gas Company (STEG), the Agency for the Promotion of Industry and Innovation (APII), the Tunisian Union of Agriculture and Fishing (UTAP), the Municipality of Sbikha, the Regional Directorate of State Domains and Land Affairs (DRDEAF), the Regional Commissioner for Agricultural Development (CRDA).

- A public consultation was conducted on 27/10/2020 to present the Project.
- A disclosure meeting was held on 03/03/2022 to present the different results of the ESIA.

Consultations with local entities, National Waste Management Agency (ANGed), National Environmental Protection Agency (ANPE), Tunisian Electricity and Gas Company (STEG), National Water Exploitation and Distribution Company (SONEDE), National Sanitation Office (ONAS), and the Regional Agricultural Development Commission (CRDA), undertaken during the environmental and social due diligence phase in August and September 2021.

Consultations *with affected communities*

A round of consultation was held on October 19, 2020 in five areas:

- Sector El Dalloussi: 10 men and 2 women
- Sector Bir Jdid : 7 men
- El Bechechma Sector: 10 men and 3 women
- Metbasta Sector: group of men

A second round of meetings was conducted with focus groups from the community of Metbasta:

- Men's group (15 people), consulted on February 04, 2022.
- Active and non-active young graduates' group (8 people), consulted on February 04, 2022.
- Women's group (8 people) accessed 06 February 2022.

Socio-economic survey (as part of the ARAP)

Consultation of 19 livestock herders (9 in Metbasta and 10 in Dalloussi) on September 17, 2022.

In addition, the following points were revealed during the consultation:

- The Metbasta area is the main area for grazing activities.
- For herders, the quantity of fodder distributed by the DGF (100 kg/month) is insufficient and its sale price is high on the market.

- The financial situation has deteriorated in recent years, with expenses exceeding income, and most of them have no social security coverage.
- Lack of sanitation in the sectors of Metbasta and Dalloussi.

Meetings with regional and local government entities within the framework of ARAP

Two meetings with government and local entities took place within the framework of ARAP on 12/29/2023 and 01/05/2024 at the headquarters of the Kairouan governorate in the presence of: Prime Delegate responsible for managing the current affairs of the governorate of Kairouan, the delegates of Sbikha and Kairouan North, the representatives of the CRDA, the representatives of the Office of Cereals, the representatives of the Office of Livestock and Pastures, the representatives of the Directorate of Estates of State and Land Affairs, to validate the means of compensation for breeders (see Appendix VIII).

- ✓ AMEA POWER undertakes to supply and deliver each year a quantity of 40,000 Fodder Units, equivalent to 40,000 kg of barley or concentrate n°05 intended for sheep during the construction and operation period of the project, the total duration of which is estimated at 22 years.
- ✓ The list of beneficiary livestock herders in the delegations of Sbikha and Kairouan North will be updated annually, depending on the existence or otherwise of herds, the survival of herders and the continuation of grazing.
- ✓ Coordination will be carried out with the regional and local authorities regarding the dates and places of delivery of the above-mentioned quantities.
- ✓ An agreement will be prepared and signed to this effect by AMEA POWER and the First Delegate in charge of the management of current affairs of the Governorate of Kairouan.

Direct consultation with PAPs on method and type of compensation

A meeting was held on February 2024 with livestock breeders in the presence of local authorities. During this working session, discussions on the method and type of compensation were held with the PAPs at the headquarters of the Sbikha and Kairouan North delegations.

The method of calculating compensation for losses suffered by breeders was explained, as were the results of these calculations in terms of the quantities to be supplied, and the method of distributing fodder in proportion to the number of livestock per breeder. In addition, the social expert explained that the list of PAPs will be updated annually, bringing any changes that may take place to the survival of livestock herders and their livestock to regulate the quantities of fodder to be offered.

It was also noted that the update will still concern the list of 20 herders initially identified as eligible for compensation. This update will focus on the interest of these 20 identified herders who continue to graze in the project area, as well as any changes that may occur in the number of PAPs and their livestock in order to regulate the quantities of fodder they are entitled to receive, and that no identified PAP (his family, his heirs or household) can be removed from the list unless he no longer has livestock.

In addition, it was proposed to receive these quantities of fodder during the critical period of limited grazing (November and December), when fodder requirements increase.

Given their high prices, this underlines the value of distributing compensation at the right time for breeders and will have a positive impact on the project company's image.

The minutes of the meeting, signed by the PAPs and testifying to their acceptance of the compensation method and budget, are appended to this document (see Appendix X).

ARAP responses to PAPs' concerns

The concerns raised by the PAPs and capitalized on during the series of consultations completed for the affected communities as well as during the socio-economic survey carried out were raised and discussed with the PAPs during the meeting to discuss the compensation measures and the compensation method and budget with the breeders, which took place on February 2024.

The table below summarizes the responses to the main concerns expressed and discussed by the PAPs.

Concern	Answers formulated	Comments
The quantity of fodder distributed by the DGF is insufficient and its market price is high.	The proposed indemnity can solve this problem for the duration of the project.	Acceptance by PAPs of the type and method of compensation proposed.
No public veterinary service.	Confirmation that the Forestry and Grazing Department makes this service available to all breeders	Avoid duplicating services that are already operational through the Ministry of Agriculture's representatives in the region.
Meet the annual electricity needs of local households.	The electricity generated by the project will be fed into the STEG grid, which will be responsible for meeting household needs.	The Community Development Plan will consider activities to provide solar panels for basic health centers and elementary school, and some households to help reduce electricity costs.
Ensure community development in the region.	A community development plan has been prepared	Social actions to benefit communities.
Improve the socio-economic conditions of the region's inhabitants by	Direct and indirect employment will be provided during the construction and operation	

Concern	Answers formulated	Comments
offering employment and service opportunities.	phases. The recruitment process will give priority to the local population.	
Improve breeders' living conditions.	Breeders and members of their families will benefit from employment in the project.	

In the end, it turned out that after discussions with the breeders on how to compensate for their losses, the best method of compensation requested and accepted by the livestock breeders would be to supply them with fodder during the critical period (November and October), when the price of fodder becomes too expensive locally.

On a national level, persistent feed imports problems, rising raw material prices on world markets, shortcomings in the distribution system and the challenges of local production are all factors behind the rise in prices.

Hence the decision to set up a National Feed Council to identify solutions for supplying fodder at prices affordable to all players, but doubts remain as to the real effectiveness of this body in resolving a problem that threatens the entire livestock industry.

d) Measures for physical relocation

No physical structures are present on the solar site. Therefore, there is no physical displacement or relocation.

e) Costs and budget for complete relocation

- Amount of compensation for loss of grazing activity for 20 breeders over a 22-year period = 1,379,000 TD = 455,000 USD ;
- The amount earmarked for the Community Development Plan is USD 193,000.

f) Additional mitigation measures during offset implementation

The main focus is on follow-up and ongoing assistance during and after the implementation of compensation. The assistance provided will take the following forms, depending on the needs and requests of the impacted persons concerned:

- Assistance with the compensation procedure (e.g. simplifying procedures: using simple language and visual aids to explain the steps to be taken, and offering escorts or mediators to help them understand and fill in the necessary documents, especially for vulnerable illiterate people) ;
- Organize delivery of barley/concentrate directly to the elderly person's home to facilitate access to compensation.
- Enlist the help of a family member, neighbor or caregiver to collect the barley/concentrate and deliver it to the elderly person.

- Use specialized delivery services to deliver barley to the home.

g) Timetable for distribution of compensation to PAPs

It was agreed that fodder quantities would be distributed during the critical grazing period (November and December), when fodder requirements increase.

Activity	2024				2025				2026				2027				20XX				2046	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T3	T4
Construction phase																						
Operation phase																						

GRIEVANCE MANAGEMENT SYSTEM

A grievance management system is in place to deal with any questions, comments or complaints relating to the project. This mechanism covers both social and environmental aspects, can deal with issues relating to the acquisition of land or other assets (e.g. the amount of compensation, the viability of residual plots), losses, nuisances or damage caused by construction work, or any other project-related issue.

It shall be established at the beginning of the project and shall continue until the completion of the project. Any group/individual may submit a grievance/complaint to the Promoter/STEG. All complaints will be considered and acknowledged as an opportunity for improvement or a recommendation. A complaint can be submitted in one of the following ways:

- Governorate of Kairouan
  - Address: Avenue de l'Environnement 3100, Kairouan, Tunisia
  - Phone : (+216) 77 226 777 / Fax : (+216) 77 228 450
  - E-mail Address : gouv.gouvkairouan@planet.tn
- Municipality of Sbikha
  - Address : Rue 18 Janvier 1952 Sbikha, Kairouan, Tunisie
  - Phone : (+216) 77 365 517 / Fax : (+216) 77 365 517
  - E-mail Address : contact@commune-sbikha.gov.tn
- By conveying a message through the social officer hired by the Developer to liaise with complaints and all social issues:
  - Donia MEJRI : email : Donia.Mejri@ameapower.com;
  - Phone : (+216) 98 64 33 39

The grievance must be registered using the electronic grievance register and the paper registration form, noting the following information:

- The name of the individual griever (or group representative) (insofar as the person wishes to disclose his/her name), his/her physical address (if applicable), the community in which he/she resides or the name of the group ;
- The date, time and place where the incident occurred (when the complaint concerns a specific event);
- Description of the complaint and details of any third-party companies involved; and
    - Put in place a zero-tolerance policy on reprisal against complainants or whistle blowers;
    - In the event of an incident on a project site, the Borrower is committed to notify immediately the Bank, no later than 48 hours after the occurrence, share the national Authority investigation report and when deemed necessary by the Bank to prepare an independent root-cause analysis (RCA) report to be cleared by the Bank for implementation;
    - Preferred means of communication during the complaint resolution process, noting language preferences, and whether a person wishes to involve their own representative (such as a community leader) in any future communication.

Grievance confidentiality shall be maintained by keeping all paper files in a locked file to which only Promoter/STEG personnel have access and by using a secure password to keep electronic files confidential.

The electronic grievance register and paper files shall be used to record, on an ongoing basis, grievances as they are reported, evaluated and resolved.

The grievance mechanism includes precautions such as a clear policy of non-reprisal, measures to ensure the confidentiality and safeguarding of personal data collected as part of a complaint, and an option to submit anonymous grievances.

The complaints mechanism includes a feedback system to inform and update the complainant on the handling of their complaint. Responses to anonymous complaints will be published on the project's public channels (website, social media and documents distributed at the Community Liaison Officer's office).

Priority and importance of a complaint

The classification of a complaint depends on its complexity and cost:

- **Level 1: Minor social incident or complaint of minimal priority**: a local, isolated, one-off complaint that could be handled with limited effort. Usually generated and motivated by individual interests.

- **Level 2: Medium social incident or medium-priority complaint**: widespread and/or ongoing complaints. This is a generalized complaint, probably affecting several individuals or groups. If left untreated, it is likely to degenerate into a major social incident (e.g. noise, vibration and dust during construction).
- **Level 3: Major social incident or critical priority complaint**: potential for significant violation of applicable legislation, international standards, company policies and/or negative media attention, safety and security of project site, employees and stakeholders (e.g. abuse by security forces).

Grievance resolution process

The steps for resolving a complaint are as follows:

1. Identification and receipt of a grievance ;
2. Registration of the grievance in the grievance register within 2 days;
3. Evaluation of grievance to determine priority and importance;
4. Acknowledgement sent within 5 days of receipt of grievance;
5. Contact with the person who raised the grievance to learn as much as possible about the details of the grievance. It will be important to listen carefully to the person to reflect the fact that the Promoter/ STEG takes grievances seriously, and to try to establish a positive relationship with the person early in the resolution process.
6. The Community Liaison Officer or Social Officer then communicates the response to the person or group who raised the complaint with the aim of resolving the issue. The target response time between the date of receipt of the complaint and the sending of a resolution response is less than 20 working days.
7. The Community Liaison Officer or Social Officer shall consider any recommendations necessary to try to ensure that similar complaints do not recur in the future.
8. Before the complaint is classed as "resolved", Local Community Relations Officer should check with the person or group who raised the complaint that they are satisfied with the response provided.

If the person or group raising a complaint is not satisfied with the initial response, in this case the complaint will be handled by an external entity (such as a consultant, NGO representative, etc.) who will review the case and provide a recommendation on how to resolve outstanding complaints, possibly through discussion. The aim is to avoid recourse to the courts and try to reach amicable settlements wherever possible.

The target date for resolving the complaint is a further 15 days from the date of dispatch of the initial response by the Promoter / STEG.

In the event that the complainant does not accept the solution recommended in the second review, he/she may have recourse to the Tunisian legal system or any other form of administrative procedure.

NOTE: Legal recourse is available to the complainant at any stage of the grievance management process.

In addition, the grievance mechanism must include details of how a complaint of sexual exploitation, abuse and harassment (SEAH) and gender-based violence (GBV) will be handled. In this way, an effective procedure for handling sexual harassment complaints will be implemented, aiming to:

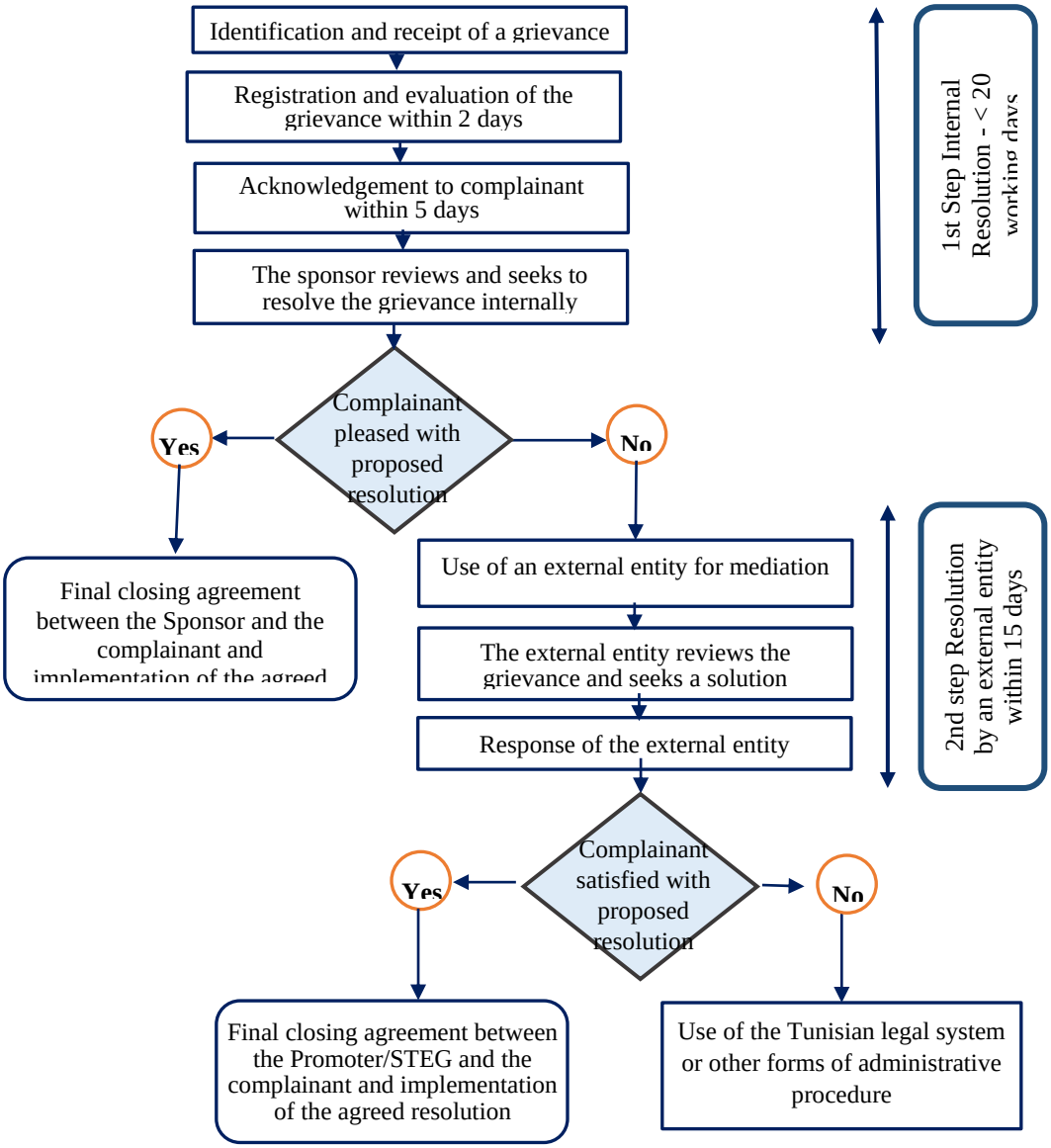
- Conveying the message that the Promoter/ STEG takes all cases of harassment seriously and is in a position to prevent it;
- Enable the complainant to report all types of harassment;
- Guarantee that complaints are dealt with consistently, confidentiality and within a set timeframe;
- Alert to patterns of unacceptable conduct;
- Highlight the need for prevention strategies.

All complaints and concerns relating to SEAH and GBV must be treated seriously, impartially and confidentially. Similarly, if a woman raises such an issue, it must remain confidential and not be divulged without any form of reprisal.

A period of 7 days is allowed for investigation and verification of the facts regarding the handling of GBV complaints, taking into account the hypersensitive nature of the complaint. This investigation phase is important for examining whether or not there is a link between the alleged perpetrator and the project, to ensure accountability and subsequently impose reliable and well-founded disciplinary measures. Final sanction decisions remain a matter for the employer of the alleged perpetrator.

Effective reporting channels, including an anonymous option, can help encourage communities to report complaints or concerns. Complaint details should be kept on a secure computer, paper files under lock and key, etc.

It should be noted that anonymous complaints can be delivered anonymously to a dedicated letterbox at the Sbikha municipality address or at the entrance to the solar power plant.



MGP flowchart

IMPLEMENTATION SCHEDULE

The general schedule for implementation of the Resettlement and Compensation Plan (RCP) is shown in the table below:

Table 2 - Implementation schedule

Activities	2021				2022				2023				2024				2025				2026				20xx				2046	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Preparatory phase																														
Land acquisition																														
Socio-economic survey																														
Preparation of ARAP																														
Validation of ARAP by all stakeholders																														
Compensation estimates																														
Information campaign																														
ARAP implementation																														
Setting up the Steering Committee (Conciliation)																														
Payment of compensation to PAPs																														
Implementation of livelihood restoration measures and community development plan.																														
Start of construction work and imposition of land access restrictions.																														
ARAP implementation																														

Activities	2021				2022				2023				2024				2025				2026				20xx				2046	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
monitoring and evaluation activities																														
Implementation of the GMP																														
Internal monitoring of resettlement operations																														
Negotiation and signing compensation agreements with herders																														

***It should be noted that despite the start of work scheduled for the 3rd quarter of 2024, compensation for PAPs will take place during the 4th quarter of 2024, given that following meetings with the authorities, the appropriate administrations and herders to discuss the compensation method and process, it has been agreed with all parties that compensation for the distribution of forage quantities intended to compensate for losses incurred during the critical grazing period (very high forage requirements) defined in the months of November - December and which will follow on just after the period of commencement of construction work.**

MONITORING AND EVALUATION OF ARAP IMPLEMENTATION

a) Monitoring indicators

Monitoring of implementation makes it possible to check that the actions set out in the ARAP are being carried out on schedule, and that the costs of compensation and livelihood restoration measures are on budget. The table below shows the main indicators for monitoring ARAP implementation, which should be included in the Promoter's monitoring program.

Components	Monitoring	Schedule	Indicators
Disclosure of ARAP	Verify that PAPs are informed of ARAP results in a transparent and detailed manner.	Before the construction phase	- Number of feedback sessions organized - Number of PAPs participating in feedback sessions - Number of vulnerable PAPs attending feedback sessions - Level of acceptance of ARAP (Satisfactory, unsatisfactory, etc.)
Implementation of complaint management mechanism	Verify the effective implementation of the different levels of complaint handling.	Before the construction phase	- All grievances (100%) are channeled through the grievance mechanism - Grievances resolved within 15 days
Negotiation and signature of individual agreements with PAPs	Check that individual agreement documents have been produced and signed by the Promoter and by the PAPs concerned.	Before the construction phase	- Number of PAPs who signed an individual agreement: percentage of total number of PAPs
Payment of compensation to PAPs	Check that PAPs have been compensated.	Before the construction phase and between November and December of each year	- Number of PAPs who received compensation: percentage of total number of PAPs
Support for vulnerable people	Check that the measures planned for vulnerable people have been applied.	Before the construction phase and between November and December of each year	- Number of vulnerable PAPs who received assistance during compensation - Number of vulnerable PAPs whose income and standard of living improved after compensation - Number of vulnerable people satisfied with their situation after compensation

b) Monitoring institutions and their roles

Monitoring and evaluation are key components of compensation actions:

- Monitoring the preparation and implementation of ARAPs to ensure that procedures comply with established provisions and conditions;
- Monitoring the conformity of procedures and measures implemented, in order to respond rapidly to any difficulties encountered during ARAP implementation;
- Set up an information system to track compensation and complaints. This will include a digital database of assets and people affected.

Table 3 - Institutional Arrangements for ARAP Implementation - Charter of Responsibilities

	Activity to be carried out	Actors
1	Establishment of the complaint management mechanism	Developer (AMEA)
2	Setting up the steering committee	Developer (AMEA)
3	Internal monitoring of resettlement operations	Developer (AMEA)
4	Negotiation and signing of compensation certificates with the herders	Developer (AMEA)
5	Monitoring and external evaluation of the project	UGP / External Consultant

Composition of the steering committee

It is proposed that an ARAP implementation steering committee be set up, which in addition to other PMU specialists may include:

- Representatives of the PAPs
- A full-time social safeguards expert and a full-time communications expert. They will be responsible for guiding and monitoring ARAP implementation;
- A community liaison officer to facilitate consultations with communities and PAPs;
- A representative of the promoter AMEA Power;
- A representative of STEG ;
- A representative of the EPC Contractor;
- Representatives of the Legal Department to monitor the "authorizations and decree" aspects and deal with grievances not resolved amicably.

c) Dissemination of periodic monitoring and completion audit reports

To this end, it is recommended:

- Internal monitoring by E&S specialists from the Project Management Unit (PMU);
- External monitoring and supervision (by external experts), and

- A liaison officer with communities and impacted people in charge of managing the MGP
- An annual (no later than March 15 of the following year) and final (no later than 6 months after completion of the work) audit of ARAP implementation by an independent E&S auditor.
- A quarterly ARAP implementation report based on the template provided by AfDB must be submitted to AfDB and IFC no later than 15 days after the end of each quarter from the effective project implementation date (lifting of previous disbursement conditions) until project closure.

Two performance audits of ARAP implementation by independent experts in the field:

d) Monitoring and evaluation costs

The cost of monitoring and evaluation is included in the overall ARAP budget.

- An annual project E&S performance audit covering ARAP implementation.
- A completion audit of ARAP implementation.

ARAP BUDGET

The total amount is estimated at 1,474,000 TD (477,000 USD).

Table 4 - ARAP budget

Description	Cost (TND)	Incertitude / Notes
Compensation for pasture deprivation for livestock herders who will be deprived of access to grazing areas. Compensation will take the form of fodder units equivalent in quantity to the losses incurred. *The Promoter will not provide any cash compensation. This is the best approach to help herders maintain their economic situation.*	1 379 000	▪ Compensation period: 22 years (2 years for the construction phase and 20 years for the operation phase). ▪ A total of 40,000 fodder units equivalent to 40,000 kg of barley or No. 5 concentrate for sheep (type C) will be distributed to breeders affected by the construction of the planned solar power plant. ▪ This price is estimated on the basis of price inflation over a 22-year period.
Operating budget of the steering committee over 3 years	25 000	Duration: 2 years of construction and 1 year to cover grievances and the ARAP audit period
ARAP Implementation monitoring and follow-up mission	25 000	
Independent audit of ARAP implementation and completion	45 000	Two (02) performance audits of ARAP implementation by independent experts: ▪ An annual E&S performance audit covering the implementation of ARAP. ▪ A completion audit of ARAP implementation.

Improving the situation of vulnerable people	-	Improving the situation of vulnerable people is included in the Community Development Plan with an overall budget of USD 193,000.
Total =1 474 000 TD		
ARAP Budget = 477 000USD		

ملخص غير فني

ملخص بيانات التعويض

الجدول 1: ملخص بيانات التعويضات

#	المتغيرات	البيانات
أ عموميات		
1	الولاية	القيروان
2	المعتمدية	السبيخة
3	الحي/ القرية/العمادة	المتبسطة
4	نشاط يستوجب التعويض	إنشاء محطة الطاقة الشمسية بقدرة 100 ميجاوات وتشغيلها
5	ميزانية المشروع	99 500 000 دولار
6	**ميزانية خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين**	477 000 دولار
	ميزانية دعم الفئات الضعيفة (المدرجة في خطة التنمية المجتمعية)	193 000 دولار
7	تاريخ فوات الأجل	-
8	تاريخ استشارة الأشخاص المتضررين	17 سبتمبر 2022
9	تاريخ مناقشة التعويضات	29 ديسمبر 2023 5جانفي 2024 فيفري 2024
ب خصوصيات مدعمة		
10	(PAP)عدد الأشخاص المتضررين بالمشروع	20من مربي الماشية
11	عدد الأسر المتضررة	19
12	عدد النساء المتضررات	0(جميع مربي الماشية رجال)
13	عدد الفئات الضعيفة المتأثرة	9 من مربي الماشية
14	عدد المتضررين الراشدين	20 من مربي الماشية
15	عدد المتضررين القاصرين	0
16	العدد الإجمالي للمستحقين	20 راعي
17	عدد الأسر التي فقدت منزلها	0
18	المساحة الجميلة للأراضي المستخدمة لغرض الرعي في محطة الطاقة الشمسية (هكتار)	200
19	عدد الأسر التي فقدت غراستاها	0
20	المساحة الجميلة للأراضي الزراعية المفقودة (هكتار)	0
21	مساحة الأراضي الفلاحية المفقودة بصفة دائمة بالهكتار	0
22	عدد المنازل المهدمة كليا	0
23	عدد المنازل المهدمة بنسبة 50%	0
24	عدد المنازل المهدمة بنسبة 25%	0
25	عدد الأشجار المثمرة المزالة	0
26	عدد دكاكين التجار المزالة	0
27	عدد الباعة المتجولين المبعدين	0
28	إجمالي عدد البنى التحتية الاجتماعية والمجتمعية المدمرة	0
29	عدد أعمدة الهاتف المبعدة	0
30	عدد الأعمدة الكهربائية المبعدة	0
31	عدد/قنوات جلب المياه المزالة	0

سياق المشروع

في إطار المخطط التونسي للطاقة الشمسية (PST)، تم التعاقد مع شركة AMEA Power (المشار إليه فيما يلي باسم "المطور")، في ديسمبر 2019، لتطوير توليد الطاقة الشمسية الكهروضوئية بقدرة 100 ميجاوات في ولاية القيروان بتونس (يشار إليه فيما بعد باسم "المشروع").

شركة AMEA Power شركة إماراتية تنشط في مجال الطاقات المتجددة تسعى لتطوير وامتلاك وإدارة مشاريع الطاقة الحرارية والمتجددة في إفريقيا والشرق الأوسط وآسيا.

يتكون مشروع القيروان من عنصرين:

- محطة لتوليد الطاقة الكهربائية الضوئية (100 ميغاواط) يتم انشاؤها وتشغيلها من قبل المطوّر.
- خط كهرباء علوي ذو جهد عالي (بطول 8 كم - 225 كيلوفولت) يتم إنشاؤه وتشغيله من قبل الشركة التونسية للكهرباء والغاز (STEG) .

تعد الشركة التونسية للكهرباء والغاز (STEG) مؤسسة عمومية تحت إشراف وزارة الصناعة والطاقة والمناجم تنفرد حصرياً بنقل الكهرباء والغاز بالبلاد التونسية. وتتمثل مهمتها الرئيسية في تغطية احتياجات البلاد من الطاقة الكهربائية في أفضل الظروف الاقتصادية والتقنية والبيئية.

وبناء على ذلك، يسعى المطوّر للحصول على تمويل للمشروع من المؤسسات المالية الدولية (IFIs) بما في ذلك مؤسسة التمويل الدولية (IFC) والبنك الإفريقي للتنمية (AfDB) عبر تصميم المشروع وتطويره وفقًا لأفضل المعايير الدولية ومنها:

(1) سياسة الاستدامة البيئية والاجتماعية ومعايير الأداء لمؤسسة التمويل الدولية (IFC, 2012) و كذلك الإرشادات بشأن البيئة والصحة والسلامة (EHS) التابعة لها، و

(2) نظام الضمانات المتكاملة (ISS) التابع البنك الأفريقي للتنمية(AfDB)

(3) القوانين الوطنية والمحلية المعمول بها.

(4) تجدر الإشارة إلى أن المشروع قد تم تصنيفه ضمن الصنف "ب" وفقًا لمعايير الأداء PSs التابعة لمؤسسة التمويل الدولية و ضمن الصنف 2 وفقًا لنظام الضمانات المتكاملة (ISS) للبنك الإفريقي للتنمية (AfDB) .

وتعرض هذه الوثيقة بخطة العمل المختصرة لإعادة التوطين والمتعلق بمشروع محطة الطاقة الشمسية بالقيروان.

وصف المشروع

<u>موقع المشروع</u>

يقع مشروع الطاقة الشمسية في عمادة العلم التابع لمعتمدية السبيخة في ولاية القيروان. وأقرب مدينة إلى موقع المشروع هي متبسطة، وتقع على بعد 2.2 كم تقريباً جنوب موقع المشروع.

<u>مكوّنات المشروع</u>

- يعتمد توليد الكهرباء من الطاقة الشمسية على الخلايا الكهروضوئية التي تنتج تيارا مستمرا يقع تحويله إلى تيار متردد بواسطة عاكسات ***(Inverter)*** ولربط المحطة بالشبكة الكهربائية يقع رفع الجهد إلى مستوى جهد الشبكة الكهربائية الناقلة للطاقة .

- يتمثل المكون الرئيسي للمشروع في أربع أقسام متكونة من مصفوفات لألواح كهروضوئية. تم تجهيز كل مجموعة بهيكل تركيب يتكون من متتبع أفقي بمحور واحد يحمل المصفوفة ويوجهها نحو الشمس.
- يتصل كل قسم بعاكس مركزي لتحويل الكهرباء المنتجة من التيار المستمر إلى التيار المتردد.
- ولربط المحطة بالشبكة الكهربائية التابعة للشركة التونسية للكهرباء والغاز يتم رفع الجهد بواسطة بمحول كهربائي إلى 225 كيلو فولت.
- تضاف إلى ذلك معدات البيانات والتحكم وأنظمة الاتصالات من أجل التشغيل المحطة وصيانتها وخزانات مياه الشرب والتنظيف ومستودع لتخزين المعدات والآلات ومرآب للسيارات.

مراحل لمشروع

تتألف الأنشطة التي من المحتمل أن تتم أثناء تطوير المشروع من ثلاث (3) مراحل: (1) ا البناء، (2) التشغيل، (3) التفكيك

مدّة الأشغال

من المتوقع أن يبدأ إنشاء المشروع في الثلاثي الثاني من عام 2024، على مدار 16.5 شهرًا تقريبًا. ومن المتوقع أن يبدأ تشغيل المشروع في منتصف عام 2025 لمدة 20 عاماً.

مبررات المشروع

بالاستناد إلى مفهوم التنمية المستدامة فإن المشروع يهدف إلى خلق توازن بين أبعاده الاقتصادية والبيئية والاجتماعية و ذلك من خلال:

- تنفيذ استراتيجية الحكومة في مجال الطاقة وتحقيق الأهداف المرسومة فيما يخص الطاقات المتجددة؛
- السعي لتحقيق الاكتفاء الذاتي للبلاد التونسية في مجال الطاقة؛
- التقليل من استهلاك الغاز الطبيعي المستخدم في محطات الطاقة الحرارية لإنتاج الكهرباء والحد من انبعاثات غازات الاحتباس الحراري وانبعاثات ملوثات هوائية أخرى؛
- تحسين الظروف الاجتماعية - الاقتصادية بتوفير فرص العمل والخدمات.

أهداف خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين (PARA)

يلزم وجود خطة عمل مختصرة لإعادة التوطين، مع بعض الاستثناءات، لجميع العمليات التي تتضمن إعادة توطين قسري، مثل الأشخاص الذين يتم نزوحهم من الأراضي أو المورد الإنتاجية ويعانون من العواقب التالية:

- النزوح أو فقدان المأوى أو فقدان الممتلكات أو صعوبة الوصول إلى الموارد المهمة للإنتاج;
- فقدان مصادر الدخل أو وسائل العيش;
- فقدان إمكانية الوصول إلى الأماكن التي توفر دخلاً أعلى أو تكاليف أقل للشركات أو الأفراد.

يشترط وجود خطة عمل كاملة لإعادة التوطين عندما يتأثر أكثر من 200 شخص. أما إذا كان حجم وشدة الضرر محدودين، أو إذا كان عدد النازحين أقل من 200 شخص، يتم وضع إذا خطة عمل المختصرة لإعادة التوطين و التي يمكن أن تفي بهذه المتطلبات.

يتمثل الهدف الرئيسي من وضع خطة عمل إعادة التوطين في وضع إجراءات تهدف إلى الحد من مخاطر الفقر التي من المحتمل أن يسببها المشروع للأشخاص المتضررين وتحويلها إلى فرصة لتحسين مستوى عيشهم.

يتم وضع خطة عمل إعادة التوطين عندما يكون الأثر الاجتماعي على السكان من حيث فقدان الأراضي والموارد والأنشطة غير معروف بدقة. الهدف منها هو توضيح القواعد المعمول بها، وتحديد المبادئ التوجيهية والإجراءات الواجب اتخاذها لتقييم وتعويض وتقديم المساعدة الأشخاص المتضررين من المشروع. وتتمثل أهدافها في: (i) تقليل الاستحواذ على الأراضي؛

(ii) تجنب تدمير الممتلكات إلى أقصى حد ممكن؛ (iii) تعويض الأشخاص المتضررين بفقدان الأراضي؛ و(iv) تقديم المساعدة للأشخاص المتضررين.

ستضمن خطة عمل إعادة التوطين المختصرة منع أي آثار سلبية قد تنجم عن تنفيذ المشروع، كما ستضمن الامتثال للقوانين التونسية ومتطلبات معيار الأداء NP5 لمؤسسة التمويل الدولية (IFC) والضمانة التشغيلية (SO2) البنك الأفريقي للتنمية المتعلقة بإعادة التوطين غير الطوعي والاستحواذ على الأراضي والنزوح والتعويض

الخصائص الاجتماعية والاقتصادية الرئيسية الخاصة بالمناطق الأشخاص المتأثرين بالمشروع PAPs

أ. الجوانب الاجتماعية والاقتصادية في منطقة تأثير المشروع

تعداد السكان

تنتمي منطقة تأثير المشروع إلى معتمدية السبيخة التابعة لولاية القيروان.

وفقًا لآخر تعداد عام للسكان والمساكن لعام 2014 الذي أجراه المعهد الوطني للإحصاء في 2014، بلغ عدد سكان معتمدية السبيخة 71,922 نسمة موزعين على 16,168 أسرة و18,115 مسكنًا (المعهد الوطني للإحصاء، 2014). ووفقًا للمصدر نفسه، بلغ عدد سكان معتمدية سبيخة 74,464 نسمة في عام 2018. يتسم الهيكل الديموغرافي لمنطقة سبيخة بشبابها، حيث يتساوى عدد الرجال مع عدد النساء تقريبًا. وقد مثّل السكان الذين تتراوح أعمارهم بين 20 و29 سنة في عام 2014 حوالي 17% من إجمالي سكان المنطقة (المعهد الوطني للإحصاء، 2014).

معدل البطالة

تشير المعلومات المرتبطة بالبطالة إلى أن معدل البطالة في السبيخة (15.30%) أقل من معدل البطالة في الولاية (16.96%)، وهو أعلى من المستوى الوطني (14.82%) في عام 2014، وأن النساء أكثر تأثراً بالبطالة (22.72%) من الرجال (12.41%). بالإضافة إلى ذلك، فإنها تؤثر بشكل رئيسي على الشباب (29.50%) وعلى وجه التحديد الشابات (33.24%) (المعهد الوطني للإحصاء، 2014). وتصل نسبة البطالة بين الخريجين إلى 30.45% بين الخريجين والخريجات الشابات (المعهد الوطني للإحصاء، 2014).

يتركز النشاط الاقتصادي في مندوبية السبيخة بشكل رئيسي في ثلاث قطاعات: الزراعة (44.6%)، والبناء والأشغال العامة (21.2%) والتعليم والصحة والخدمات الإدارية (10.8%) (المعهد الوطني للإحصاء، 2014).

التعليم

فيما يتعلق بالتعليم، يتمتع سكان المنطقة بمستوى عالٍ من الالتحاق بالمدارس: 89.21% من الفئة العمرية 6-14 سنة مسجلون في المدارس. ومع ذلك، من المهم ملاحظة أن معدل التعليم العالي منخفض للغاية، حيث يبلغ حوالي 3.5%. ووفقًا لإحصائيات المعهد الوطني للإحصاء، بلغت نسبة الأمية في معتمدية السبيخة 40.5% في عام 2014، مقارنةً بنسبة 35.01% في ولاية القيروان بأكملها.

ب. استخدام الأراضي لمحطة الطاقة الشمسية

تبلغ مساحة الأرض المخصصة لبناء محطة توليد الطاقة الكهربائية الضوئية في القيروان 200 هكتار، وهي على ملك خاص للدولة حسب رسم تملّك رقم 20323/9796 والذي يغطي مساحة 7323 هكتارا 23 آر و47 صنتآر في منطقة المتبسطة، التابعة لمعتمدية السبيخة من ولاية القيروان، بالجمهورية التونسية. وقد تم توقيع اتفاقية كراء الأراضي في 22 جوان 2021 بين الحكومة التونسية ممثلة بوزير أملاك الدولة والشؤون العقارية والمطور.

لم تخضع الأرض المخصصة لمحطة الطاقة الشمسية لحيازة عقارية أو عملية تعويض مسبقة كما لم يلاحظ أي نشاط زراعي باستثناء الرعي الذي تختص به بكاملها .

اظهرت نتائج مسح المندوبية الجهوية للتنمية الفلاحية (ماي 2022) أن عدد المربين الذين يحتمل استخدامهم لموقع محطة الطاقة الشمسية وقسم من مسار خط الكهرباء العلوي ذو الجهد العالي يقتصر عشرين مربي ماشية (10 مربين من الدلوسي و10 مربين من المتبسطة). يتراوح حجم قطيعهم من الماشية بين 17 و430 رأس غنم.

بيانات عن أصحاب المصالح المحليين في منطقة تأثير المشروع

بالنسبة للقطاع الصناعي، فإن الإمكانات البشرية مهمة جداً، فاليد العاملة متوفرة، ولكنها محدودة من حيث المؤهلات. كما أن الإمكانات الطبيعية كبيرة أيضاً، خاصة في قطاعات الزراعية، ومواد البناء والتخزين. وكما يوجد نشاط صناعي متنوع قائم على 178 وحدة صناعية وفرت 10,211 فرصة عمل في عام 2018.

توجد 6 مناطق صناعية في القيروان تغطي مساحة 133.5 هكتار ومن المخطط إنشاء ثلاث مناطق صناعية أخري: منطقة الوسلاتية الصناعية، وتوسيع المنطقة الصناعية السبخة 2 ومنطقة نصر الله الصناعية.

ومن الجدير بالإشارة أنه يتم الرعي على نطاق واسع في الأراضي المفتوحة في منطقة متبسطة، والتي تغطي مساحة تزيد عن 10000 هكتار وهي موضوع سندات ملكية الأراضي 20321 القيروان و20523 القيروان و20323 القيروان و33767 القيروان.

الأثر الاجتماعي والاقتصادي على الأشخاص المتأثرين بالمشروع

التأثيرات الإيجابية المحتملة للمشروع

سيكون لمشروع الطاقة الشمسية هذا آثار إيجابية كبيرة وحاسمة على البيئة والاقتصاد على المستوى الاستراتيجي والوطني، نظراً للتحديات الحالية التي تواجه قطاع الطاقة في تونس، والتي لها انعكاسات خطيرة على أمن الطاقة في تونس. ويمكن تلخيص هذه الآثار الإيجابية، التي من المهم تسليط الضوء عليها وأخذها بعين الاعتبار، على النحو التالي :

- المساهمة في التنمية المستدامة من خلال إظهار التزام الحكومة التونسية باستراتيجيتها في مجال الطاقة وتحقيق الأهداف المحددة لمصادر الطاقة المتجددة;
- تقليل العجز في ميزان الطاقة في البلاد من خلال الاعتماد على مورد طاقة محلي لا يُنفد ومستقل إلى حد كبير عن الاستيراد. ستنتج محطة الطاقة الشمسية ما يقدر بـ 230 جيجاوات من الكهرباء سنوياً، وهو ما يكفي لتلبية الاحتياجات السنوية من الكهرباء لأكثر من 43,000 أسرة محلية;
- الحد من استهلاك الغاز الطبيعي المستخدم في محطات الطاقة الحرارية لإنتاج الكهرباء، والحد من انبعاثات غازات الاحتباس الحراري والملوثات الجوية - من المتوقع أن يعوض المشروع أكثر من 117,000 طن من ثاني أكسيد الكربون سنويًا;
- تحسين الظروف الاجتماعية والاقتصادية من خلال توفير فرص العمل والخدمات.

أ. احتياجات المشروع من الأراضي العقارية

ينبغي الإشارة إلى أن الأرض المخصصة للمشروع تُستخدم من قبل مربي الماشية الذين يستخدمون موقع المشروع في فترات معينة من السنة. وتبلغ المساحة الإجمالية للأراضي المخصصة لمحطة الطاقة الشمسية 200 هكتار.

ومن المهم الإشارة إلى أن نتائج رسم خرائط البيئة تكشف عن وجود ثلاثة أنواع من الغطاء النباتي على النحو التالي: غطاء نباتي مرتفع على مساحة 27 هكتاراً: غطاء نباتي متوسط على مساحة 147 هكتاراً، وأرض جرداء على مساحة 26 هكتاراً.

تقريباً مساحة 4.5 هكتار، وهي مساحة صغيرة جداً وتمثل 2.5% من إجمالي الغطاء النباتي لموقع المشروع، وهي مساحة ذات أهمية للرعي. تمتد هذه الأرض بمحاذاة الطريق RR171 بكثافة عالية من الأنواع النباتية الموسمية المعروفة بتواجدها لفترات محدودة من السنة والتي تعتبر ذات أهمية للماشية.

قد يكون التأثير الرئيسي على استخدام الأراضي هو انخفاض المساحة التي يرعاها الماشية. وقد تم تحديد عشرة (10) مربي الماشية من دلوسي وعشرة (10) مربي الماشية من متبسطة يستخدمون موقع المشروع للرعي. يتراوح حجم مواشي الرعاة من 17 إلى 430 رأس. سيؤثر المشروع على 20 شخصاً. توجد قائمة مربي الماشية في الملحق الأول (انظر الملحق الأول). وبالتالي، فإن المشروع لا يتطلب أي نقل مادي، وإنما نقل اقتصادي (رعي) لمربي الماشية العشرين الذين تم تحديدهم.

ب. بيانات الأشخاص المتضررين بإعادة التوطين، بما في ذلك مستوى ضعفهم

تم إجراء الدراسة الاستطلاعية الاجتماعية والاقتصادية في 22/09/17 ومن 28 فيفري إلى 01 مارس 2024 من قبل فريق EAM المكون من 8 أشخاص. تمت استشارة ما مجموعه 19 من مربي الماشية، أي 95% من الرعاة الذين حددتهم المندوبية الجهوية للتنمية الفلاحية أما مربي الماشية الذي لم تتم استشارته فقد كان حاضرًا أثناء الدراسة الاجتماعية والاقتصادية لكنه رفض الإجابة على الأسئلة خوفًا من ملاحقته من قبل الادارة العامة الغابات لعدم دفع الإتاوة. حيث حددت الدراسات الاستطلاعية الاجتماعية والاقتصادية 19 أسرة قد تكون معتمدة على تربية الماشية.

تكشف نتائج الاستطلاع الاجتماعي-الاقتصادي عن بيانات ذات صلة بالوضع الاجتماعي-الاقتصادي لمربي الماشية الذين تمت استشارتهم.

جميع مربي الماشية هم من البالغين (100%)، وحوالي 69% (13 مربيًا) تتراوح أعمارهم بين 25 و64 عامًا، و31% (6 مربين) من كبار السن (أكثر من 65 عامًا).

تُظهر الدراسات الاستقصائية أن المستوى التعليمي لمربي الماشية منخفض إلى حد ما. ففي الواقع، 42% منهم أميون؛ و26% منهم حاصلون على تعليم ابتدائي؛ و11% منهم حاصلون على تعليم ثانوي؛ و 16% منهم حاصلون على تعليم عالٍ و5% منهم في التدريب المهني.

58% من مربي الماشية الذين شملهم المسح ليسوا أميين؛ وهذا المستوى من التعليم يجعل من الممكن التفاوض بشأن عملية التعويض.

ويظهر الإحصاء الخاص بالحالة الأسرية أن 18 من رعاة الماشية متزوجون راعي ماشية واحد أعزب.

وعدد الأشخاص في كل أسرة معيشية هوراعي ماشية واحد أعزب(5%) ، و11 % عندما تتكون الأسرة المعيشية من 4 أشخاص، 32% عندما تتكون الأسرة المعيشية من 5 أشخاص، 26% عندما تتكون الأسرة المعيشية من 6 أشخاص، 11% عندما تتكون الأسرة المعيشية من 8 أشخاص، و 16% عندما تتكون الأسرة المعيشية من أكثر من 8 أشخاص.

وغالبية مساكن مربي الماشية صغيرة إلى متوسطة الحجم، في نطاق (2-4) غرف نوم، مع مرافق مراحيض ومطبخ. وهي في الأساس مساكن منخفضة الدخل .وهي موصولة بمياه الشرب والكهرباء. ويوجد في كل مبنى ثلاجة واحدة على الأقل وموقد غاز.

أما فيما يتعلق بالرعاية الصحية، فإن 26% من الرعاة يستخدمون القطاع الخاص، مقارنة بـ 74% يستخدمون المستشفيات العامة.

فيما يتعلق بوضعهم المالي، يتراوح حجم قطعان الرعاة بين 17 و430 رأسًا (أغنام وماعز)، كما أن دخلهم الشهري منخفض إلى حد ما. فقد أعلن 16% منهم أن دخلهم الشهري أقل من 500 دينار في الشهر، و26% منهم حوالي 500 دينار في الشهر، و58% منهم ما بين 500 و1000 دينار. وتبيّن أن 84% من دخل الرعاة يأتي من الرعي وحده، و16% من الرعي وأنشطة أخرى.

الإنفاق على الرعي (لكل 100 رأس من الماشية) يتراوح ما بين 500 و600 د. د.أ/شه

آراء الأشخاص المتضررين من المشروع**(PAPs)** وتطلعاتهم

عبّر مربي الماشية الذين تمت استشارتهم قبولهم للمشروع واهتمامهم به. كما أبدوا توقعاتهم من المشروع وقت إجراء الاستطلاع:

- تلبية الاحتياجات السنوية من الكهرباء للأسر المحلية;
- ضمان التنمية الاجتماعية في المنطقة;
- تحسين الظروف الاجتماعية والاقتصادية للسكان المحليين من خلال توفير فرص العمل والخدمات.
- تحسين الظروف المعيشية لمربي الماشية.

من المهم ملاحظة أن الرعاة أصروا على ألا يجب للمشروع أن يؤثر على سبل عيشهم من حيث الرعي.

فئات الأشخاص الذين يمكن تصنيفهم على أنهم من الفئة المستضعفة أو الفئات المهمشة

من بين الشرائح المتأثرة بالمشروع، ينبغي التركيز بوجه خاص على الفئات الضعيفة. تضم هذه الفئة مجموعة الأشخاص الّلذين يملكون موارد أو فرص أو أصول لكسب العيش أقل من موارد أو أصول أفراد المجتمع الآخرين أو يحتاجون إلى ما يتجاوز بكثير مواردهم من الأرض أو رأس مالهم العقاري والاجتماعي ويحتاج الأشخاص الضعفاء (المسنون، صغار السّن، المعوقون، الأميون، الذين يعيشون تحت خط الفقر، العمال الذين لا يملكون أرضا، إلخ) إلى دعم خاص.

ويقدم بيان نظام الضمانات المتكامل لمجموعة البنك الأفريقي للتنمية تعريفاً للفئات الضعيفة ويدعو إلى تحديد آثار عمليات البنك على هذه الفئات الضعيفة، وحماية مصالح هذه الفئات في عمليات البنك وفرصها في الاستفادة.

وفقاً للاستطلاعات الميدانية الأولية ومراجعة الوثائق، تم تحديد الفئات الضعيفة التي يحتمل أن تتأثر بالمشروع على النحو التالي

- الأسر المعيشية تحت خط الفقر (حسب التعريف الوطني الرسمي): تعد ولاية القيروان واحدة من أفقر الولايات في تونس، حيث تحتل المرتبة الثالثة (المعهد الوطني للإحصاء، 2015). في عام 2015، بلغت نسبة الفقر 29.3٪، مقارنة بالمعدل الوطني البالغ 15.3٪؛ وتبلغ نسبة الفقر في معتمديات منطقة المشروع 35.1٪ في معتمدية السبيخة و20.8٪ في معتمدية القيروان الشمالية.
- النساء الريفيات اللاتي لا يحصلن على سبل العيش: في سياق هذا المشروع، لا تشارك المرأة بشكل مباشر في سبل كسب الرزق لمربي الماشية ومع ذلك يمكن أن تتأثر النساء إذا انخفض دخله الشهري.
- الأطفال الذين تركوا المدرسة أو المعرضين لخطر ترك الدراسة، بما في ذلك الأميون: لا يوجد أطفال خارج المدرسة في حالة هذا المشروع.
- العاطلين عن العمل، سواء كانوا أصحاب الشهائد من الشباب العاطلين عن العمل أو شباب بدون شهائد عاطلين عن العمل:
  - معدل البطالة في السبيخة البالغ 15.30 % في عام 2014 أقل من معدلها في الولاية (16.96 %) وعلى المستوى الوطني (14.82 %)، والنساء أكثر تأثراً بالبطالة (22.72 %) من الرجال (12.41 %). بالإضافة إلى ذلك، تؤثر البطالة بشكل رئيسي على الشباب (29.50%) وعلى وجه التحديد الشابات (33.24%) (المعهد الوطني للإحصاء، 2014). وتصل نسبة البطالة بين الخريجين من أصحاب الشهائد إلى 30.45 % بين الخريجين والخريجات الشابات (المعهد الوطني للإحصاء، 2014)
- الفلاحين الصغار الذين تتراوح مساحتهم بين هكتار واحد و3 هكتارات ودخلهم محدود للغاية;
- الفلاحين الصغار الذين لا يملكون أراضٍ خاصة بهم ويستخدمون أراضي الدولة كمصدر دخلهم الوحيد;
- الأشخاص الذين ليس لديهم دعم مالي أو اجتماعي، بما في ذلك كبار السن والمصابين بأمراض مزمنة
- الأشخاص ذوي الإعاقة أو محدودي الحركة;

- بالإضافة إلى أي شخص آخر ستعتبره الدراسات الاجتماعية والاقتصادية المستقبلية من الفئات الضعيفة.

ت. تحديد الفئات الضعيفة في المشروع

تضمن عملية تحديد الفئات الضعيفة من المشروع المراحل التالية:

- يُقترح إجراء تقييم لجوانب اجتماعية معينة
- يتم تحديد الأشخاص المحتمل تعرضهم للخطر من قاعدة البيانات الاجتماعية والاقتصادية باستخدام معايير الأهلية.

بلغ عدد السكان المتضررين 19 شخصاً (من إجمالي 20 شخصاً) ممن أجابوا على الاستبيان الاجتماعي والاقتصادي.

واعتماداً على أهمية المعيار في تحديد الفئات الضعيفة تم تخصيص أوزان لكل معيار تم تحديده، مع تحديد درجات تتراوح بين 25 إلى 5 درجات.

الجدول 2 : وزن المعايير الترجيحية

معايير الضعف	وزن
أن يكون رب الأسرة من ذوي الإعاقة أو يعاني من أمراض مزمنة	25
أن يكون رب الأسرة ليس لديه مصدر دخل آخر غير الدخل من الرعي	20
أن يكون رب الأسرة يبلغ من العمر 70 عامًا أو أكثر	10
أن يكون رب الأسرة قاصرًا (أقل من 18 عامًا)	10
يجب أن يكون الشخص المتضرر من المشروع شخصًا يقل دخله الشهري عن متوسط الدخل الشهري الوطني)تحت خط الفقر(	20
أن يكون الشخص المتضرر من المشروع عدد أفراد أسرته يساوي أو يزيد عن 10 أشخاص ولديه في الأسرة من القصر أو كبار السن (أقل من 15 عامًا و65 عامًا فأكثر).	10
أن يكون الشخص المتضرر من المشروع أمياً	5

يكشف فحص معايير الضعف عن أن 9 أشخاص من مربي الماشية (47%) من بين 19 شخصاً تمت استشارتهم أثناء الاستبيان هم من الفئات الضعيفة (انظر مصفوفة تحديد الفئات الضعيفة في المشروع في قاعدة البيانات الاجتماعية والاقتصادية لمربي الماشية EXCEL).

ث. وسائل الإدارة/أشكال المساعدة الإدارية للفئات الضعيفة

ينبغي اتخاذ تدابير دعم للفئات الضعيفة كجزء من تنفيذ خطة العمل الخاصة بالمشروع من أجل تقليل المخاطر الاجتماعية التي قد يتعرضون لها والتخفيف من حدتها.

وينبغي أن تشمل تدابير المساعدة التي سيتم تقديمها للفئات الضعيفة التي تم تحديدها كجزء من عملية التعويض العناصر التالية:

- تعويض كل شخص من الأشخاص المستضعفين دون تمييز;
- التأكد من أن الهياكل الميسرة لديها فريق مخصص لمساعدة الأشخاص الضعفاء، من أجل تزويدهم بالدعم المستمر طوال عملية التعويض حتى يتمكنوا من فهم الخطوات التي يجب اتباعها بشكل كامل وأن يكونوا على دراية جيدة بحقوقهم في التعويض;
- تنظيم جلسات إعلامية للفئات المستضعفة أثناء التنفيذ، بما في ذلك الجلسات التي تستهدف المستضعفين مباشرةً;
- تقديم توضيحات واضحة لحقوق الفئات الضعيفة م في الحصول على تعويض عن خسائرهم;
- مساعدة الفئات الضعيفة (الأميين على وجه الخصوص) في عملية المطالبات (توضيحات إضافية للعملية، والتحقق من فهمهم للعملية والمستندات التي يجب استكمالها في حال وجودها، وما إلى ذلك) ;

- إتاحة الفرصة للفئات الضعيفة لتمثيلهم من قبل طرف أخر لاسترداد التعويضات ومراقبة الإجراءات الإدارية وغيرها من الإجراءات.
- السماح للفئات الضعيفة الأمية باصطحاب أحد الأقارب عند التوقيع على المستندات.
- التأكد من استفادة المستضعفين من التحسينات في مستوى معيشتهم على النحو المنصوص عليه في خطة العمل لإعادة التوطين (PARA).
- ضمان استفادة الفئات الضعيفة وتحسين مستوى معيشتهم من خلال توفير التدابير التالية لهم:
  - ✓ اعطائهم الأولوية في الحصول على فرص العمل
  - ✓ تقديم المساعدة الطبية والدعم للحصول على الرعاية الطبية المناسبة وخاصة كبار السن
  - ✓ الاستفادة من برامج الدعم المدرجة في خطة التنمية المجتمعية من خلال :
    - تقديم المساعدة في شهر رمضان.
    - دعم توريد وتركيب الألواح الكهروضوئية لتحسين مستوى معيشتهم من خلال خفض فواتير الكهرباء، وبالتالي مساعدتهم على توفير المال، بل وتوليد الدخل من خلال بيع الكهرباء المنتجة.

ج. التأثيرات والآثار غير المباشرة المتعلقة بالفقدان المؤقت أو الدائم لمصدر دخلهم/وسيلة عيشهم

سيتم بناء محطة الطاقة الشمسية على مساحة 200 هكتار وتستخدم الأرض حالياً من قبل مربي الماشية الذين يستخدمون الموقع في أوقات معينة من السنة مع الماشية، وخاصة الأغنام، والماعز، والإبل. قد يكون التأثير الرئيسي على استخدام الأراضي هو انخفاض مساحة الأرض. وذلك لأنه سيتم تسييج الموقع بشكل دائم ولن يتمكن مربو الماشية من الوصول إلى مناطق الرعي التي يحتوي عليها. على الرغم من أن الرعي يتم داخل منطقة رعي متبسطة الأوسع نطاقاً، إلا أن التطورات الأخرى مثل المخطط الزراعي الذي يجري تطويره على مساحة 400 هكتار في أعلى النهر يمكن أن يقلل من توافر أراضي الرعي ويزيد من المنافسة على أراضي الرعي المتبقية ويؤدي إلى مزيد من التدهور. وقد يؤدي ذلك إلى احتمال فقدان سبل الرعي.

ومع ذلك، ووفقًا للمشاورات التي أجريت مع مستخدمي الأراضي، فإن الرعي لا يقتصر على موقع محطة الطاقة الشمسية، بل يُمارس في مناطق أخرى محيطة كافية ذات خصائص بيولوجية مماثلة لمراعي متبسطة.

وينبغي الإشارة إلى أن الرعي على نطاق واسع يتم في الأراضي المفتوحة في منطقة متبسطة، والتي تغطي مساحة تزيد عن 10000 هكتار وهي موضوع سندات ملكية الأراضي 20321 القيروان و20523 القيروان و20323 القيروان و33767 القيروان. تتولى دائرة غابات القيروان مسؤولية إدارة هذه المنطقة (قسم القيروان - الشمال).

خلصت نتائج الدراسة الاستطلاعية التي أجرتها المندوبية الجهوية للتنمية الفلاحية (ماي 2022) إلى أن عدد مربي الماشية الذين يحتمل أن يستخدموا موقع محطة الطاقة الشمسية وقسم من منطقة خط لنقل الطاقة الكهربائية يقتصر على عشرين مربي الماشية (10 رعاة من الدلوسي و10 مربي الماشية من متبسطة). يتراوح حجم المواشي من 17 إلى 430 رأس.

ستؤدي القيود المفروضة على الأراضي أثناء بناء محطة الطاقة الشمسية إلى خسارة في أراضي الرعي المتاحة لمربي الماشية. ومع ذلك، وعلى أساس رسم خرائط البيئية التي أجريت داخل موقع المشروع، وباستثناء الوحدة الواقعة على طول طريق سبيخة - القيروان، والتي تعتبر ذات أهمية للرعي، بسبب الكثافة العالية للأنواع النباتية السنوية فإن الوحدات الأخرى ذات أهمية رعوية ضئيلة أو معدومة، بسبب طبيعة الأنواع التي تكوّنها

فيما يتعلق بالرعي، فإن مساحة 4.5 هكتار تقريباً، وهي مساحة صغيرة جداً وتمثل 2.5% من إجمالي الغطاء النباتي لموقع المشروع، هي فقط ذات أهمية للرعي. تمتد هذه الأرض بمحاذاة طريق RR171 بكثافة عالية من الأنواع النباتية السنوية المعروفة بتواجدها لفترات محدودة من السنة والتي تحظى باهتمام الماشية.

الإطار القانوني والمؤسسي لإعادة التوطين

أ. الأحكام الدستورية والتشريعية والتنظيمية المتعلقة بحيازة الأراضي وإجراءات نزع الملكية (مع مراعاة متطلبات مؤسسة التمويل الدولية وبنك التنمية الأفريقي) ;

- الإطار المؤسسي والتنظيمي الوطني
  - تخضع حيازة الأراضي ومصادرة الممتلكات للمرافق العامة لنص القانون رقم 2016– 53 المؤرخ في 11 جويلية 2016 المتعلق بنزع ملكية المرافق العامة المعدّل والمكّمل للقانون رقم 76–85 المؤرخ في 11 أوت 1976 الذي يعيد صياغة التشريع المتعلق بنزع الملكية لأسباب تتعلق بالمرافق العامة؛
- سياسات وإجراءات البنك الأفريقي للتنمية ومؤسسة التمويل الدولية بشأن الضمانات الاجتماعية
  - متطلبات معيار الأداء NP5 لمؤسسة التمويل الدولية
  - *متطلبات نظام الضمانات المتكاملة لبنك الأفريقي لتنمية SO2*
  - نشر السياسات الإعلامية والوصول إليها
  - دليل للتشاور ومشاركة الأطراف في عمليات البنك الإفريقي للتنمية
  - استراتيجية مجموعة البنك الإفريقي للتنمية

عند وجود اختلافات ملحوظة بين الإطارات القانونية، فإن متطلبات المعايير الدولية لها الأفضلية في حالة وجود اختلافات بين التشريعات الوطنية والمعايير الدولية ومنها معايير البنك الإفريقي للتنمية، ومؤسسة ا التمويل الدولية.

ب .الإطار القانوني لنزع الملكية للصالح العام/دفع التعويضات

-الإطار القانوني لنزع الملكية والتعويض وإعادة التوطين

تخضع حيازة الأراضي ومصادرة الممتلكات للمرافق العامة لنص القانون رقم 2016– 53 المؤرخ 11 في جويلية 2016 المتعلق بنزع ملكية المرافق العامة المعدّل والمكمّل للقانون رقم 76–85 المؤرخ في 11 أوت 1976 الذي يعيد صياغة التشريع المتعلق بنزع الملكية لأسباب تتعلق بالمرافق العامة؛

إطار سياسة إعادة التوطين التي وضعتها الشركة التونسية للكهرباء والغاز وفقاً للقوانيين التونسية السارية والمعيار البيئي والاجتماعي (NES-05) للبنك الدولي بشأن حيازة الأراضي والقيود المفروضة على استخدام الأراضي وإعادة التوطين غير الطوعي.

ح. دور خلية أو وحدة إدارة المشروع

- تُستخدم آليات المراقبة والتقييم لتحديد مدى نجاح وفعالية مختلف العمليات والتدابير المنفذة بشكل عام. وتنقسم إلى عنصرين: المراقبة الداخلية والتقييم الخارجي.
- سيتم إنشاء فريق مخصص لمراقبة إعداد وتنفيذ خطة إعادة التوطين. ويتمثل قلب الهيكل في وحدة إدارة المشروع (UGP)، والتي تتكون من مدير إعادة التوطين ومديري المشروع. وترفع وحدة إدارة المشروع تقاريرها إلى مدير المشروع واللجنة التوجيهية التي تتولى المسؤولية العامة عن المشروع.

سيتم وضع خطة للمراقبة والتقييم. وستشمل هذه الخطة عنصرين رئيسيين: (1) المراقبة الداخلية و (2) التقييم الخارجي.

- ستشمل المراقبة الداخلية مراقبة الأداء وتقييم الأثر وسيقودها فريق تنفيذ المشروع. وسيشمل إنشاء نظام لمتابعة الإنجاز وآلية لجمع البيانات وتحليلها بطريقة متسقة ومنظمة.

- سيتم إجراء التقييم الخارجي لمتابعة عملية تنفيذ خطة إعادة التوطين وتقييم نجاحها العام وتحديد ما إذا كان قد تم الوفاء بها. وسيُقدم تقرير شهري عن تنفيذ خطة إعادة التوطين إلى الجهات المانحة (للبنك الأفريقي للتنمية ومؤسسة التمويل الدولية).

خ. مهام ومسؤوليات السلطات في تنفيذ خطة إعادة التوطين المختصرة

على المستوى الوطني:

وزارة أملاك الدولة والشؤون العقارية وهي مسؤولة عن مراقبة وإدارة واستخدام الممتلكات المنقولة وغير المنقولة المملوكة للدولة، ورسم سياسة الدولة المتعلقة بالمجالين العام والخاص، وكذلك حيازة ونزع ملكية الممتلكات غير المنقولة لصالح الدولة والمؤسسات الإدارية العامة بناء على طلبها بالتعاون مع الوزارات المعنية

الوكالة العقارية الفلاحية هي الهيئة العامة الوحيدة المخولة بتنفيذ عمليات استصلاح الأراضي في المناطق الزراعية بالإضافة إلى عمليات تهيئة الأراضي، وتقوم الوكالة بإبداء الرأي في المعاملات العقارية في مناطق تدخلها. وتخضع الوكالة لإشراف وزارة الفلاحة.

ديوان قيس الأراضي والمسح العقاري يتولى ديوان قيس الأراضي والمسح العقاري (OTC) مسؤولية الأنشطة التالية:

- القيام بالأعمال اللازمة لضمان إنشاء وصيانة شبكة جيوديسية وشبكة تسوية دقيقة في جميع أنحاء البلاد;
- تنفيذ ومراقبة الأعمال الفنية المتعلقة بتسجيل ملكية الأراضي والسجل العقاري;
- ترسيم حدود الأراضي العامة والنطاقات العامة، وكذلك المناطق الإدارية;
- تنفيذ أعمال تقسيم الأراضي والملكية المشتركة;
- إعادة تعيين حدود الملكية;
- القيام بأعمال طبوغرافية متنوعة;
- التقاط صور جوية ورسم مخططات طبوغرافية واسعة النطاق.

على المستوى الإقليمي

الوالي

مسؤول عن تنفيذ السياسة الوطنية للتنمية على الصعيد الجهوي، وبهذه الصفة يدرس ويقترح على الحكومة الوسائل الكفيلة بتحقيق النهضة الاقتصادية والاجتماعية لدائرة ولايته. أيضاً يرأس لجنة انتزاع الأراضي من أجل المصلحة العمومية، ويوفر المعلومات اللازمة للمواطنين ويراقب عملية إعادة التوطين.

وبفضل المعتمدين، يمكن التعرف على الأشخاص المتضررين من المشروع ومستوى معيشتهم

في شهر أوت 2023، أعلن رئيس الجمهورية إقالة والي القيروان. في الوقت الحالي، تتولى شركة AMEA POWER والمعتمد الأول وممثله (المعتمد لسبيخة والقيروان الشمالية) مسؤولية تنسيق وتنفيذ التعويضات .

المندوبية الجهوية للتنمية الفلاحية

تخضع تحت إشراف وزارة الفلاحة. ويوجد في كل ولاية المندوبية الجهوية للتنمية الفلاحية الخاصة بها. وتتولى مسؤولية تنفيذ الخطة السياسية المتعلقة بالفلاحة التي وضعتها الدولة في إطار الولاية. وكجزء من هذا المشروع، تشارك المندوبية الجهوية للتنمية الفلاحية في تقييم مساحة الأراضي المفقودة للرعي والضرر الذي قد يلحق بالأنشطة الرعي. وكان ممثلو الهيئة حاضرين عند التفاوض على نوع التعويض.

لجنة الاقتناء لفائدة المشاريع العمومية

بموجب القانون عدد 53 لسنة 2016 مؤرخ في 11 جويلية 2016 تتولي لجنة الاقتناء لفائدة المشاريع العمومية" تحت رئاسة والي الجهة أو من ينوبه إتمام كافة الإجراءات الأولية لاقتراح إصدار أمر الانتزاع من أجل المصلحة العمومية على مستوى الجهة. وتضبط تركيبة وإجراءات سير هذه اللجنة بقرار من الوزير المكلف بأملاك الدولة .وتشرف هذه اللجنة على سير جميع الإجراءات الأولية المتعلقة بعملية نزع الملكية، وكذلك على التحقيقات التي تجرى بشأن العقار المراد نزع ملكيته والمستفيدين وأصحاب الحقوق الأخرى القائمة على العقار المراد نزع ملكيته. وتتألف اللجنة من قاضٍ، وممثل عن الوالي، والمدير العام لأملاك الدولة، وممثل عن الوزارة التي ستُنزع الملكية لصالحها، وخبير أملاك الدولة، وممثل عن السجل العقاري، وممثل عن البلدية المتأثرة.

المحكمة العقارية

يتم إنشاء محكمة عقارية في كل منطقة للنظر في العديد من المسائل ومنها :

- التسجيل العقاري بنوعيه الاختياري عن طريق المطالب الخاصة والإجباري عن طريق المسح وذلك في كامل تراب الجمهورية.

الادارة العامة الغابات التونسية

هي الهيئة المسؤولة عن إدارة الغابات تحت إشراف وزارة الفلاحة. يقع مقرها الرئيسي في تونس العاصمة. تتولى الإدارة العامة للغابات مسؤولية

- تنمية الأنشطة الغابية والأنشطة الرعوية في القطاع الفلاحي;
- إعداد الدراسات المتعلقة بإدارة أراضي الرعي
- برمجة ومراقبة مشاريع احتياطي الأعلاف وتحسين الرعي، ووضع قائمة بالمستفيدين وتحديث أعداد مواشيهم.
- وضع ورصد خطط لتنمية الطبقات المائية الجوفية الخاصة بالموارد العلفية;
- تصميم وتنفيذ خطط مكافحة التصحر.

ديوان الحبوب

أُحدث ديوان الحبوب بموجب المرسوم عدد 10 لسنة 1962 المؤرخ في 03 أفريل 1962 المصادق عليه بالقانون عدد 18 لسنة 1962 المؤرخ في 24 ماي 1962 والذي كان يسمى عند تأسيسه "ديوان الحبوب والبقول الغذائية وغيرها من المنتوجات الفلاحية.

يعتبر ديوان مؤسسة عمومية ذات صبغة صناعية وتجارية تتمتع بالاستقلال المالي ويتولى الديوان تنظيم ومراقبة وتحسين إنتاج الحبوب في تونس ووضع برنامج موازنة الموارد والمتطلبات وتنظيم إنتاج وتوزيع الأعلاف الحيوانية وأي منتجات أخرى لازمة للزراعة.

ديوان تربية الماشية وتوفير المرعى

هو مؤسسة عمومية غير إدارية، تحت إشراف وزارة الفلاحة، ويتولى ديوان تربية الماشية بتطوير وتنمية قطاع تربية الماشية وتوفير المرعى. في إطار هذا المشروع، كان الديوان حاضرا من خلال ممثليه خلال المفاوضات حول نوع وطريقة التعويض، وقام بدور المستشار والمرجع الفني

خطة التعويضات

أ. المالكون القانونيون وتقييم حقوق الملكية ومعايير الأهلية

تبلغ مساحة الأرض المتأثرة بموقع محطة الطاقة 200 هكتار. وهي أرض على ملك للدولة، ولم تخضع لأي عملية حيازة أو تعويض وبالتالي، لن تتأثر ملكية الأراضي الخاصة بشكل مباشر في موقع المشروع. ومع ذلك، وتماشياً مع سياسة البنك الأفريقي للتنمية SO2 و السياسة الخاصة بمؤسسة التمويل الدولية NP5 . فإن جميع الأشخاص الذين تم تحديدهم هم مؤهلون للحصول على تعويض عن فقدان الأراضي وموجوداتهم وأنشطتهم على هذه الأراضي،

في إطار هذا المشروع الأشخاص الأكثر عرضة للتأثر بهذا المشروع هم:

- مربي الماشية الذين سيتم حرمانهم من الوصول إلى مناطق الرعي.
- الفئات الضعيفة التي تم تحديدها على أنها الأسر التي تعيش تحت خط الفقر، والنساء اللاتي يعشن في المناطق الريفية مع قلة أو انعدام سبل الوصول إلى وسائل العيش.
- الشباب العاطلون عن العمل والخريجون أو الذين لم يتلقوا أي تعليم، والفلاحون الذين لا يملكون أراضٍ ويستخدمون أراضي الدولة، إلخ.

ويقدم بيان نظام الضمانات المتكامل لمجموعة البنك الأفريقي للتنمية تعريفاً للفئات الضعيفة ويدعو إلى تحديد آثار عمليات البنك على هذه الفئات الضعيفة، وحماية مصالح هذه الفئات في عمليات البنك وفرصها في الاستفادة

وقد توصلت نتائج المسح التي أجارتها المندوبية الجهوية للتنمية الفلاحية (ماي 2022) إلى أن عدد مربي الماشية الذين يحتمل أن يستخدموا موقع محطة الطاقة الشمسية يقتصر على عشرين (20) مربي الماشية (10 مربي من دلوسي و10 مربي من متبسطة). يتراوح عدد الماشية الذين تم تحديدهم من 17 إلى 430 رأس.

ب. التعداد بما في ذلك الموعد النهائي ومعايير الأهلية

معايير الأهلية

تماشياً مع متطلبات نظام الضمانات المتكاملة البنك الأفريقي للتنمية SO2 بشأن إعادة التوطين غير الطوعي و تماشياً مع متطلبات معيار الأداء NP5 لمؤسسة التمويل الدولية بتالي فإن معايير الأهلية محددة أدناه :

يضمن SO2 الحق في التعويض لجميع الأشخاص الذين عانوا من النزوح المادي أو الاقتصادي نتيجة للمشروع.

SFI-NP5- يحق لأي شخص نزح مادياً أو اقتصادياً نتيجة الاستحواذ على الأراضي المتعلقة بالمشروع الحصول على تعويض (الفقرة 9).

دليل برنامج عمل إعادة التوطين الخاص بالمشروع - لن يُحرم أي شخص من مساعدة إعادة التوطين لأنه لا يملك سند ملكية الأرض.

الأشخاص المؤهلون هم

مربو الماشية الذين سوف يُحْرَمون من الوصول إلى مناطق الرعي.

الموعد النهائي للأهلية

تم نشر الموعد النهائي (2021/02/24) وإبلاغ السكان في ولاية القيروان بشكل واضح. كما تم نشرها في الرائد الرسمي وتم نشرها في مقر ولاية القيروان وإبلاغها بشكل فردي للمربين (انظر المرفق الخامس). ووفقًا لشهادة النشر، لم يتم تلقي أي شكوى من السكان المعنيون.

واعتباراً من ذلك التاريخ فصاعداً، لن يكون الأشخاص الذين يأتون لرعى مؤهلين للحصول على تعويض، باستثناء الغائبين وقت التعداد أو الحالات الأخرى المؤهلة بموجب القوانين الوطنية والمحلية المعمول بها وسياسات مؤسسة التمويل الدولية وبنك التنمية الأفريقي.

ت. المعايير والنسب المعمول بها

استنادًا إلى بيانات الإدارة العامة للغابات لعام 2021، الواردة في الملحق السابع، تنتج مراعي المتبسطة 100 وحدة علفية /هكتار في السنة ويمكن أن تصل إلى 300/هكتار في السنوات الممطرة، أي بمعدل 200 وحدة علفية /هكتار في السنة.

تبلغ مساحة الأرض المتأثرة بموقع محطة توليد الطاقة الكهربائية 200 هكتار.

ث. تقديرات الخسائر

تقدر الخسائر التي تكبّدها مربو الماشية نتيجة مشروع محطة القيروان لتوليد الطاقة ا بـ 40,000 وحدة علفية في السنة (40,000 وحدة علفية في السنة = 200 وحدة علفية في السنة* 200 هكتار).

وبناءً على الاجتماعات التي عقدت في ولاية القيروان في 2023/12/29 و2024/01/05 مع الهيئات الجهوية المعنية، تم الاتفاق على تجنب التعويض النقدي وتفضيل التعويض في شكل وحدات علفية تعادل في كميتها الخسائر التي لحقت بها.

سيتم توزيع ما مجموعه 40,000 وحدة علفية، أي ما يعادل 40 طناً من الشعير أو مركزات من النوع C للأغنام، على شكل مساعدات (دعم) لمربي الماشية المتضررين من المشروع (20 مربيًا تم تحديدهم خلال اتفاق الشراكة الزراعية) بما يتناسب مع ماشيتهم.

سيتم توفير كمية 40 طناً من الشعير أو المركزات من النوع C طوال مدة المشروع، وهي 22 سنة (سنتان لمرحلة البناء و20 سنة لمرحلة التشغيل).

التكلفة الإجمالية للتعويض

وباحتساب معدل تضخم الأسعار على مدى فترة 22 عاماً، تُقدر التكلفة الإجمالية للتعويضات بـ 1,379,000 دينار = DT 455,000 دولار أمريكي.

تنفيذ التعويض

ستحدد شركة AMEA POWER، بالتنسيق مع السلطات الإقليمية والمحلية، موعد ومكان تسليم هذه الكميات.

وتجدر الإشارة إلى أن ممثلي ديوان الحبوب والمندوبية الجهوية للتنمية الفلاحية وديوان تربية الماشية وتوفير المرعى الذين حضروا الاجتماع الذي عقد في 2024/01/05 بمقر الولاية، أوصوا بتوريد كمية الشعير أو المركز من النوع C المقررة سنويًا بين شهري نوفمبر/ديسمبر، عندما يكون الوصول إلى المراعي محدودًا (الفترة الحرجة).

سيتم تقديم قائمة موقّعة بأسماء المزارعين المتضررين الذين حصلوا على هذا التعويض، بمجرد الانتهاء من النشاط.

في كل عام، سيتم تحديث قائمة مربي الماشية المتأثرين بالمشروع وفقًا لوجود أو عدم وجود قطعان وبقاء الرعاة واستمرار الرعي.

وتحقيقا لهذه الغاية، تم توقيع اتفاقية تتضمن تحديد طريقة التعويض بين المطور (AMEA POWER) والسلطات الجهوية ممثلة في المعتمد الأول لولاية القيروان (المرفقان الثامن والتاسع).

وتجدر الإشارة إلى أن كمية وحدات العلف المذكورة في الاتفاقية تتعلق بتعويض مربي الماشية كمتضررين من المشروع (47,000 وحدة علفية/سنوياً، منها 40,000 وحدة علفية/سنوياً لمحطة الطاقة و7,000 وحدة علفية/سنوياً للخط الكهربائي).

توفر خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين الخاص بخط نقل الطاقة الكهربائية تقديراً مفصلاً وحساباً للخسائر المرتبطة بالخط للاستخدام الرعي.

ج. المشاورات والمفاوضات التي تم عقده

أجريت مشاورات خلال هذه المرحلة وشملت المشاورات الرئيسية ما يلي:

الكيانات الحكومية الإقليمية والمحلية الرئيسية: ولاية القيروان، نواب ولاية القيروان بمجلس نواب الشعب (ARP)، إدارة التنمية الجهوية، الشركة التونسية للكهرباء والغاز (STEG)، وكالة النهوض بالصناعة والتجديد (APII)، والاتحاد التونسي للفلاحة والصيد البحري (UTAP)، وبلدية السبيخة، و الإدارة الجهوية لأملاك الدولة و الشؤون العقارية (DRDEAF)، والمندوبية الجهوية للتنمية الفلاحية (CRDA).

عُقدت مشاورة عامة بشأن تقديم المشروع بتاريخ 27/10/2020. وعُقد اجتماع للإفصاح ولعرض مختلف نتائج التقييم بتاريخ 03/03/2022.

مشاورات مع الكيانات المحلية، الوكالة الوطنية للتصرف في النفايات (ANGed)، الوكالة الوطنية لحماية المحيط (ANPE)، الشركة التونسية للكهرباء والغاز، الديوان الوطني للتطهير والمندوبية الجهوية للتنمية الفلاحية (CRDA) والتي التأمت خلال مرحلة التثبت الوجوبي في المسائل البيئية والاجتماعية للمشروع في أوت وسبتمبر 2021.

المشاورات مع المجتمعات المحلية المتضررة

- جرت سلسلة من المشاورات في 19 أكتوبر 2020 في خمسة عمادات:
  - عمادة العلم : 13 رجلا وامرأة واحدة
  - عمادة الدلوسي: 10 رجلا و2 امرأة
  - عمادة بير جديد: 7 رجال
  - عمادة البشاشمة: 10 رجال و3 نساء
  - عمادة المتبسطة : مجموعة من الرجال
- عُقدت سلسلة ثانية من الاجتماعات مع مجموعات التركيز من عمادة المتبسطة:
  - مجموعة الرجال (15 شخصًا)، تم التواصل معهم في 4 فيفري 2022.
  - مجموعة الخريجين الشباب النشطين وغير النشطين (8 أشخاص)، تم التواصل معهم في 4 فيفري 2022.
  - مجموعة النساء (8 أشخاص)، تم التواصل معهم في 6 فيفري 2022.

الدراسة الاستقصائية الاجتماعية ـ الاقتصادية (في إطار خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين)

التشاور مع 19 مربي للماشية (9 في المتبسطة و10 في الدلوسي) في 17 سبتمبر 2022 و تتمثل النتائج في ما يلي

- منطقة المتبسطة هي المنطقة الرئيسية لأنشطة الرعي ؛
- تدهور الوضع المالي في السنوات الأخيرة، والنفقات أعلى من الدخل، و 40٪ ليس لديهم تغطية اجتماعية؛
- لا توجد خدمة بيطرية عامة في المنطقة;
- تدهور الوضع المالي في السنوات الأخيرة، والنفقات أعلى من الدخل، وأغلبهم لا يتمتعون بتغطية الضمان الاجتماعي
- نقص المرافق الصحية في عمادتي المتبسطة والدلوسي

اجتماعات بين مربي الماشية والسلطات المحلية، الهدف منه إعلام المربين بطريقة التعويض التي سيتم اعتمادها والحصول على موافقتهم للانطلاق في إنجاز المشروع.

انعقدت بمقر ولاية القيروان يوم الجمعة 29 ديسمبر2023 ويوم الجمعة 05 جانفي 2024 جلستي عمل أشرف عليهما السيد المعتمد الأول المكلف بتسيير ولاية القيروان خصصتا للتفاوض عن التعويض العيني عن خسائر الأعلاف التي لحقت بمربي الماشية لا نجاز المشروع وذلك بحضور ممثل الشركة المعنية والسادة: معتمد السبيخة ومعتمد القيروان الشمالية و ممثلي

الإدارات الجهوية لكل من ديوان تربية الماشية و ديوان الحبوب و دائرة الغابات و أملاك الدولة و الشؤون العقارية. ويعد النقاش تم الاتفاق على ما يلي:

- تتعهد شركة AMEA POWER بتوفير وإيصال كمية 40 ألف وحدة علفية ما يعادل 40 ألف كغ من الشعير أو العلف المركب رقم 05 المخصص للأغنام سنويا وذلك طوال مدة إنجاز واستغلال المشروع والمقدرة ب22 سنة.
- يتم كل سنة تحيين قوائم المنتفعين من مربي الأغنام من معتمدية كل من السبيخة والقيروان الشمالية وفقًا لوجود أو عدم وجود قطعان وبقاء الرعاة واستمرار الرعي.
- يتم التنسيق بين الشركة والسلطة الجهوية والمحلية حول أجال ومكان ايصال الكميات المذكورة
- يتم إعداد اتفاق في الغرض يمضي من طرف الشركة والسيد المعتمد الأول المكلف بتسيير الولاية

استشارة مباشرة مع الأشخاص المتضررين من المشروع حول طريقة ونوع التعويضات

مربي الماشية

تم عقد اجتماع مع مربي الماشية بحضور السلطات المحلية وخلال جلسة العمل تم التفاوض مع المتضررين من المشروع في مقر معتمديتي السبيخة والقيروان الشمالية(فيفري 2024)على تدابير وطريقة ونوع التعويضات.

يمكن الاطلاع في الملحق الحادي عشر على محضر الجلسة، الذي وقّع عليه الأشخاص المتضررون من المشروع ويثبت قبولهم لطريقة التعويض.

يلخص الجدول أدناه الردود على المخاوف الرئيسية التي أبداها وناقشها الأشخاص المتضررون من المشروع

مخاوف	الإجابات	الملاحظات
كمية الأعلاف التي توزعها الإدارة العامة للغابات التونسية غير كافية وسعرها مرتفع في السوق.	يمكن لنظام التعويض المقترح حل هذه المشكلة طوال مدة المشروع.	قبول الأشخاص المتضررين من المشروع بنوع وطريقة التعويض المقترح
لا توجد خدمات بيطرية عامة.	تأكيد أن دائرة الغابات والرعي تتيح هذه الخدمة لجميع مربي الماشية	تجنب تكرار هذه الخدمة في المنطقة
تلبية الاحتياجات السنوية من الكهرباء للأسر القاطنة بالمنطقة.	ستتم إضافة الطاقة الكهربائية المولدة من المشروع إلى شبكة STEG	ستشمل خطة التنمية الاجتماعية أنشطة لتوفير ألواح الطاقة الشمسية للمراكز الصحية الأساسية والمدارس الابتدائية، ولبعض الأسر المعيشية لتقليل تكاليف الكهرباء.
ضمان التنمية الاجتماعية في المنطقة.	تم وضع خطة تنمية الاجتماعية	الإجراءات الاجتماعية لإفادة المجتمع
تحسين الظروف الاجتماعية والاقتصادية لسكان المنطقة من خلال توفير فرص العمل والخدمات.	سيتم توفير فرص عمل مباشرة وغير مباشرة خلال مرحلتي البناء والتشغيل. وستمنح الأولوية في التوظيف للسكان المحليين.	
تحسين الظروف المعيشية لمربي الماشية.	سيتمكن مربي الماشية وأفراد أسرهم من الاستفادة من فرص العمل في المشروع	

وفي النهاية، تبين بعد المناقشات مع مربي الماشية حول طريقة تعويضهم عن خسائرهم، أن أفضل طريقة للتعويض التي طلبها وقبلها مربو الماشية هي تزويدهم بالعلف خلال الفترة الحرجة (نوفمبروأكتوبر)، عندما يصبح سعر العلف باهظ الثمن.

على المستوى الوطني، فإن المشاكل المستمرة لاستيراد الأعلاف الحيوانية، وارتفاع أسعار المواد الأولية في الأسواق العالمية، ونقص نظام التوزيع، وتحديات الإنتاج المحلي، كلها عوامل تقف وراء ارتفاع الأسعار.

ومن هنا جاء قرار إنشاء مجلس وطني للأعلاف لإيجاد حلول لتوفير الأعلاف بأسعار في متناول جميع أصحاب المصلحة، ولكن لا تزال الشكوك تحوم حول مدى فعالية هذه الهيئة في حل مشكلة تهدد صناعة الثروة الحيوانية برمتها.

ح. تدابير لعمليات النزوح المادي

لا توجد هياكل مادية في موقع الطاقة الشمسية. وبالتالي، لا يوجد عمليات النزوح المادي

خ. الجدول الزمني لتوزيع التعويضات على المتضررين من المشروع

تم الاتفاق على أن يتم توزيع كميات العلف خلال فترة الرعي الصعبة (نوفمبر وديسمبر)، عندما تزداد متطلبات العلف.

الأنشطة	2024				2025				2026				2027				20XX				2046	
	ث1	ث2	ث3	ث4	ث1	ث2	ث3	ث4	ث1	ث2	ث3	ث4	ث1	ث2	ث3	ث4	ث1	ث2	ث3	ث4	ث3	ث4
مرحلة البناء																						
مرحلة التشغيل																						

آلية إدارة الشكاوى

تضمن آلية إدارة الشكاوى معالجة جميع الأسئلة أو التعليقات أو الشكاوى المتصلة بالمشروع. وتغطي هذه الآلية الجوانب الاجتماعية والبيئية كما تعالج مشاكل حيازة الأراضي أو غيرها من الممتلكات (مثل مبلغ التعويض، أو صلاحية قطع الأراضي المتبقية)، أو الخسائر، أو الإزعاج، أو الأضرار الناجمة عن أعمال البناء أو أي مسألة أخرى تتصل بالمشروع.

آلية إدارة الشكاوى ستكون جاهزة منذ بداية المشروع ويجب أن تستمر حتى الانتهاء من تنفيذ أعمال المشروع ويجوز لأي مجموعة/فرد تقديم تظلم/شكوى إلى المطور/الشركة التونسية للكهرباء والغاز كما أنه سيتم النظر في جميع الشكاوى والاعتراف بها كفرصة للتحسين أو التوصية. يمكن تقديم الشكوى بإحدى الطرق التالية

- ولاية القيروان
  - العنوان: شارع البيئة 3100، القيروان، تونس
  - الهاتف:777 226 77 (216+)
  - الفاكس:450 228 77 (216+)
  - البريد الإلكتروني: gouv.gouvkairouan@planet.tn
- بلدية السبيخة
  - العنوان: شارع 18 جانفي 1952، السبيخة، القيروان، تونس
  - الهاتف:517 365 77 (216+)
  - الفاكس:517 365 77 (216+)
  - البريد الإلكتروني:contact@commune-sbikha.gov.tn
- إرسال رسالة عبر المدير الاجتماعي الذي عينه المطور للاتصال بالشكاوى وجميع القضايا الاجتماعية :
  - مدير الشؤون الاجتماعية: Donia MEJRI
  - البريد الإلكتروني:contact@commune-sbikha.gov.tn

- هاتف(+216)98 643 339

يتعين تسجيل الشكوى بالاستعانة بسجل التظلمات الإلكتروني واستمارة التسجيل الورقية، مشيراً إلى المعلومات التالية :

- اسم المشتكي الشخصي (أو ممثل المجموعة) (إذا كان الشخص يرغب في الإفصاح عن اسمه)، وعنوانه الفعلي (إن أمكن)، والمنطقة التي يعيش فيها أو اسم المجموعة ;
- التاريخ والساعة ومكان وقوع الحادث (حين تتعلّق الشكوى بحدث معين);
- وصف الشكوى والتفاصيل الخاصة بأي شركة طرف ثالث ذات صلة ;
- وسائل الاتصال المفضلة أثناء إجراءات تسوية الشكاوى، مع مراعاة التفضيلات اللغوية، وإذا ما كان الشخص يرغب في إقحام ممثله الخاص (أحد ممثلي المجتمع المحلي) في أي تواصلاً مستقبلاً.

الحفاظ على سرية الشكوى يجب أن يتم من خلال الاحتفاظ بجميع الملفات الورقية في ملف مغلق لا يستطيع الوصول إليه سوى موظفو المطور/موظفو الشركة التونسية للكهرباء والغاز وباستخدام كلمة سر آمنة للحفاظ على خصوصية الملفات الإلكترونية.

يجب استخدام السجل الإلكتروني للتظلمات والملفات الورقية لتدوين التظلمات بشكل مستمر عند الإبلاغ عنها وتقييمها وحلها. تضمن آلية إدارة الشكاوى احتياطات مثل سياسة واضحة لعدم الانتقام، وإجراءات لضمان سرية وحماية البيانات الشخصية التي يتم جمعها ضمن الشكوى، وإمكانية تقديم شكاوى مجهولة المصدر.

توفر آلية إدارة الشكاوى نظاماً لإبلاغ مقدم الشكوى واطلاعه على آخر المستجدات بشأن التعامل مع شكواه. يتم نشر الردود على الشكاوى مجهولة المصدر على القنوات العامة للمشروع (الموقع الإلكتروني ووسائل التواصل الاجتماعي والوثائق الموزعة في مكتب موظف التواصل مع المجتمع).

❖ **أولوية وأهمية الشكوى**

تصنيف الشكوى يعتمد على مدى تعقيدها وكلفتها :

المستوى 1 : حادث اجتماعي بسيط أو شكوى ذات أولوية بسيطة :

شكوى محلية منعزلة وفريدة من نوعها يمكن معالجتها بجهد محدود وعادة ما تكون ناشئة عن مصالح فردية.

المستوى 2 : حادث اجتماعي متوسط أو شكوي متوسطة الأولوية

الشكاوى العامة و/أو المتواصلة. هذه الشكاوى واسعة الانتشار، وربما تؤثر على العديد من الأفراد أو المجموعات. إذا تُركت دون حل، فمن المحتمل أن تتحول إلى حادث اجتماعي كبير (مثل الضوضاء والاهتزازات والغبار أثناء البناء) .

المستوى 3 : حادث اجتماعي ضخم أو شكوى حرجة ذات أولوية قصوى

إمكانية حدوث خرق كبير للتشريعات المعمول بها، والمعايير الدولية، وسياسات الشركة و/أو اهتمام وسائل الإعلام السلبي، وسلامة وأمن موقع المشروع والموظفين وأصحاب المصلحة (مثل سوء المعاملة من قبل رجال الأمن).

عملية تسوية الشكاوى

الخطوات المتبعة في حل الشكوى هي كما يلي:

1. تحديد واستلام الشكوى;
2. تسجيل الشكوى في سجل الشكاوى خلال يومين;
3. تقييم الشكوى لتحديد الأولوية والأهمية ;

4. إرسال إقرار باستلام الشكوى في غضون 5 أيام من تاريخ تلقيها;
5. اتصل بالشخص الذي رفع الشكوى للتعرف على أكثر التفاصيل الممكنة حول الموضوع. من المهم الاستماع إلى الشخص بعناية ليعكس حقيقة أن المطور/ الشركة التونسية للكهرباء والغاز يأخذ الشكاوى على محمل الجد، ومحاولة إقامة علاقة إيجابية مع الشخص في بداية عملية التسوية.
6. يقوم موظف التنسيق المحلي أو مدير الشؤون الاجتماعية بعد ذلك بإبلاغ الرد إلى الشخص أو المجموعة التي قدمت الشكوى بهدف حل المشكلة. إن فترة الاستجابة المستهدفة بين تاريخ استلام الشكوى وإرسال ردّ التسوية هي أقل من 20 يوم عمل.
7. ينبغي أن يدرس مسؤول التنسيق المحلي أو مدير الشؤون الاجتماعية التوصيات الضرورية لمحاولة ضمان عدم حدوث شكاوى مماثلة في المستقبل.
8. قبل تصنيف الشكوى على أنها " سُويت"، ينبغي لمسؤول العلاقات المجتمعية المحلية أن يتحقق مع الشخص أو المجموعة التي قدمت الشكوى للتأكد من اقتناعها بالإجابة المقدّمة.

إذا لم يقتنع الشخص أو المجموعة التي تقدمت بالشكوى بالرد الأولي، فسيتم التعامل مع الشكوى من قبل هيئة خارجية (مثل استشاري أو ممثل منظمة غير حكومية أو غير ذلك) والتي ستقوم بمراجعة الحالة وتقديم توصية حول كيفية حل الشكاوى العالقة، ربما من خلال الحوار. والهدف من ذلك هو تجنب اللجوء إلى المحاكم ومحاولة التوصل إلى تسويات سلمية قدر الإمكان.

الموعد المحدد لتسوية الشكوى هو 15 يومًا أخرى من تاريخ إرسال الرد الأولي من قبل المطور/ الشركة التونسية للكهرباء والغاز.

إذا لم يقبل صاحب الشكوى بالحل المقترح في المراجعة الثانية، فيمكنه اللجوء إلى نظام القضاء التونسي أو أي شكل آخر من أشكال الإجراءات الإدارية.

ملاحظة: من الممكن أن يكون اللجوء إلى المحاكم متاحًا لمقدم الشكوى في أي مرحلة من مراحل عملية تسوية الشكوى.

بالإضافة إلى ذلك، يجب أن تتضمن آلية التظلم معلومات تفصيلية عن كيفية التعامل مع الشكوى المتصلة بالاستغلال والإساءة والتحرش والعنف القائم على النوع الجنسي. وسيتم تطبيق الإجراءات اللازمة للتعامل مع الشكاوى المتعلقة بالتحرش الجنسي، بهدف :

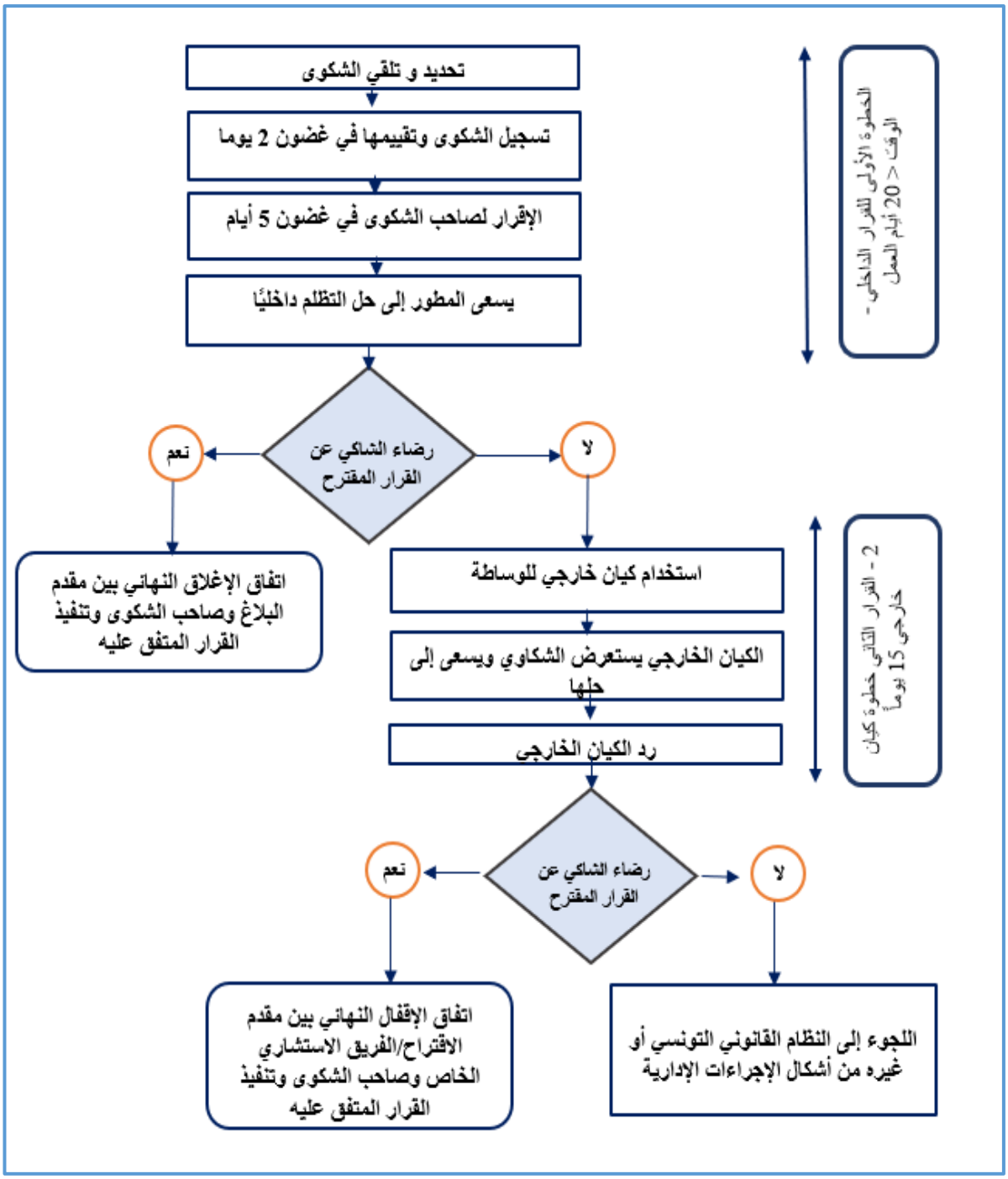
- إيصال رسالة مفادها أن الجهة المروّجة/مجموعة الدعم النفسي والاجتماعي تأخذ جميع حالات التحرش على محمل الجد وتسعى لمنعها;
- تمكين أصحاب الشكاوى بالإبلاغ عن جميع أنواع المضايقات;
- ضمان التعامل مع الشكاوى بشكل متسق وفي إطار زمني محدد;
- إنذار بخصوص أساليب السياقة المخالفة ;
- التأكيد على ضرورة وضع استراتيجيات وقائية.

يجب أن يتم التعامل مع جميع الشكاوى والمخاوف المتعلقة بالتحرش الجنسي والعنف القائم على النوع الجنسي بشكل جدي ومنصف وسري . وكذلك إذا طرحت المرأة سؤالاً من هذا القبيل، فيجب أن يبقى الأمر سرياً ولا يجوز إفشاؤه.

يُسمح بفترة 7 أيام للتحقيق والتحقق من الوقائع فيما يتعلق بالتعامل مع شكاوى العنف القائم على النوع الاجتماعي، مع مراعاة الطبيعة شديدة الحساسية للشكوى .تُعد مرحلة التحقيق هذه مهمة لفحص ما إذا كانت هناك صلة بين الجاني المزعوم والمشروع أم لا، لضمان المساءلة ومن ثم فرض تدابير تأديبية موثوقة ومبنية على أسس سليمة .تبقى قرارات العقوبة النهائية مسألة تخص صاحب عمل الجاني المزعوم.

قنوات الإبلاغ الفعالة، بما في ذلك خيار عدم الكشف عن الهوية، يمكن أن تساعد في تشجيع المجتمعات على الإبلاغ عن شكاواهم أو مخاوفهم. ينبغي حفظ تفاصيل الشكوى على جهاز كمبيوتر آمن، والملفات الورقية في مكان مقفل بإحكام، وما إلى ذلك.

كما يمكن تقديم شكاوى مجهولة الهوية في صندوق الرسائل المخصص لعنوان بلدية سبيخة أو عند مدخل محطة الطاقة الشمسية.



رزنامة التنفيذ

أ. يعرض الجدول أدناه رزنامة تنفيذ خطة إعادة التوطين المختصرة والتعويض:

الأنشطة	2021				2022				2023				2024				2025				2026				20xx				2046	
	ث1	ث2	ث3	ث4	ث1	ث2	ث3	ث4	ث1	ث2	ث3	ث4	ث1	ث2	ث3	ث4	ث1	ث2	ث3	ث4	ث1	ث2	ث3	ث4	ث1	ث2	ث3	ث4	ث1	ث2
المرحلة التحضيرية																														
حيازة الأراضي																														
مسح اجتماعي واقتصادي																														
إعداد برنامج تنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين																														
المصادقة على خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين من قبل جميع الجهاة المعنية																														
تقدير التعوضات																														
حملة إعلامية																														
تنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين																														
إنشاء اللجنة التسييرية (المصالحة)																														
دفع التعويضات																														
تنفيذ تدابير استعادة موارد العيش وخطة التنمية المجتمعية																														
بدء تنفيذ أشغال البناء وفرض قيود على الوصول إلى الأرض																														
أنشطة مراقبة وتقييم تنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين																														
تنفيذ آلية إدارة الشكاوى																														

المراقبة الداخلية عمليات إعادة التوطين																														
التفاوض والتوقيع اتفاقيات التعويض مع الرعاة																														

***تجدر الإشارة إلى أنه على الرغم من بدء الأشغال في الربع الثالث من عام 2024، إلا أن تعويض المتضررين سيتم خلال الربع الرابع من عام 2024 نظراً لأنه بعد الاجتماعات التي عقدت مع السلطات والإدارات المختصة والمربين كجزء من المناقشات حول طريقة وعملية التعويض، تم الاتفاق مع جميع الأطراف على أن يكون التعويض عن توزيع كميات الأعلاف المخصصة للتعويض عن الخسائر المتكبدة خلال فترة الرعي الحرجة (متطلبات العلف العالية جداً) المحددة في شهري نوفمبر - ديسمبر والتي ستعقب فترة بدء أعمال البناء مباشرة**

.

مراقبة وتقييم العمل المختصرة لإعادة التوطين

مؤشرات المتابعة

إنّ عملية متابعة التنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين تجعل من الممكن التحقق من تنفيذ الإجراءات المنصوص عليها واستعادة موارد المعيشة في الوقت المحدد، وأن تكاليف تدابير التعويض تتماشى مع الميزانيات.

يبيّن الجدول أدناه المؤشرات الرئيسية لمتابعة تنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين والتي يجب أن تدرج في برنامج المتابعة الخاص لمطور.

المكونات	المتابعة	رزنامة	المؤشرات
- الإفصاح عن خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين	التحقق من إبلاغ الأشخاص المتضررون بنتائج خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين بطريقة شفافة ومفصلة.	قبل مرحلة انطلاق البناء	- عدد جلسات النقاش التي تم تنظيمها - عدد الأشخاص المتضررون الذين حضروا جلسات - عدد السكان المتضررين الذين حضروا لجلسات النقاش - مستوى قبول خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين (مُرضي، غير مُرضي، إلخ)
- إنشاء آلية لإدارة الشكاوى	تحقق من وجود مستويات مختلفة من التعامل مع الشكاوى بشكل فعال.	قبل مرحلة انطلاق البناء	- يتم توجيه جميع الشكاوى (100%) من خلال آلية إدارة الشكاوى
- التفاوض وتوقيع وثائق التعويضات مع لأشخاص المتضررون	حقق من أن وثائق الاتفاقية الفردية قد تم إصدارها وتوقيعها من قبل المطور/ ومن قبل الأشخاص المتضررون	قبل مرحلة انطلاق البناء	- عدد لأشخاص المتضررون الذين وقعوا على اتفاقية فردية
- دفع التعويضات إلى لأشخاص المتضررون	تحقق من أنه قد تم تعويض الأشخاص المتضررون	قبل مرحلة البناء وبين شهري نوفمبر وديسمبر من كل عام	- عدد الأشخاص المتضررون الذين حصلوا على تعويضات
- دعم الأشخاص المستضعفين	تحقق من تطبيق التدابير المخططة للمستضعفين	قبل مرحلة البناء وبين شهري نوفمبر وديسمبر من كل عام	- عدد لأشخاص المتضررون الذين تلقوا المساعدة أثناء التعويضات - عدد لأشخاص المتضررون الذين تحسن دخلهم ومستوى معيشتهم بعد التعويض - عدد لأشخاص المتضررون الراضين عن وضعهم بعد التعويض

مؤسسات المراقبة وأدوارها

المراقبة والتقييم عنصران أساسيان في إجراءات التعويض:

- مراقبة إعداد وتنفيذ إجراءات خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين لضمان توافق الإجراءات مع الأحكام والشروط المنصوص عليها;
- متابعة الالتزام بالإجراءات والتدابير المنفذة من أجل الاستجابة السريعة لمواجهة كافة الصعوبات أثناء تنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين
- إنشاء نظام معلومات لرصد التعويضات والشكاوى. وسيشمل ذلك قاعدة بيانات رقمية للممتلكات والأشخاص المتضررين.

الجدول 3: الترتيبات المؤسسية لتنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين

	النشاط الذي سيتم تنفيذه	الأطراف
1	إنشاء آلية لإدارة الشكاوى	المطور(AMEA Power)
2		المطور(AMEA Power)
3	المراقبة الداخلية لعمليات إعادة التوطين	المطور(AMEA Power)
4	التفاوض وتوقيع وثائق التعويضات مع مربي الماشية	• المطور(AMEA Power)
5	المراقبة والتقييم الخارجي للمشروع	• خبير استشاري خارجي • وحدة إدارة المشروع (UGP)،

نشر التقارير الدورية لمتابعة وتدقيق الإنجاز

ولهذه الغاية، يوصى بما يلي:

- المراقبة الداخلية من قبل المطور;
- المراقبة الخارجية من قبل خبراء خارجيين
- المراجعة النهائية لتنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين
- سيتم تقديم تقرير كل ثلاثة أشهر عن تنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين إلى البنك الأفريقي للتنمية ومؤسسة التمويل الدولية في موعد أقصاه 15 يومًا بعد نهاية كل ثلاثة أشهر من تاريخ بدء تنفيذ المشروع.
- جراء تدقيقين (02) لمراجعة أداء خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين بالتزامن مع خطة الإدارة البيئية والاجتماعية من قبل خبراء مستقلين في هذا المجال:
- تدقيق نهائي في نهاية تنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين

تكاليف المراقبة والتقييم

تكاليف الرصد والتقييم مدرجة في الميزانية الإجمالية لبرنامج خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين

ميزانية (خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين)

يُقدر المبلغ الإجمالي لخطة العمل المختصرة لإعادة التوطين بـ 1,474,000 دينار DT (477,000 دولار أمريكي).

الجدول 4: ميزانية (خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين) PARA

وصف النشاط	القيمة بالدينار	لملاحظات
التعويض عن فقدان المراعي لمربي الماشية الذين سيتم حرمانهم من الوصول إلى مناطق الرعي. سيكون التعويض في شكل وحدات علفية تعادل في كميتها الخسائر التي لحقت بهم. لن يقدم المطور أي تعويضات نقدية. هذا الإجراء هو أفضل طريقة لمساعدة المزارعين في الحفاظ على وضعهم الاقتصادي.	1 379 000	• مدة التعويض: 22 سنة (سنتان لمرحلة البناء و20 سنة لمرحلة تشغيل المشروع). • سيتم توزيع مجموعه 40,000 وحدة علفية تعادل 40,000 كغ من الشعير أو مركز رقم 5 للغنم (TYPE C) على المربين المتضررين من بناء محطة الطاقة الشمسية المخطط لها. • تم تقدير هذا السعر على أساس تضخم الأسعار على مدى 22 عامًا.
الميزانية التشغيلية للجنة التسيير ستكون على مدى 22 سنة	45 000	لمدة: سنتان من البناء و20سنة مدة استغلال المشروع لتغطية شكاوى وفترة مراجعة حسابات خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين
إشراف على تنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين ومراقبتها	25 000	
إجراء تدقيق مستقل لتنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين	45 000	• إجراء تدقيقين (02) لمراجعة أداء خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين • تدقيق سنوي تدقيق خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين • تدقيق نهائي في نهاية تنفيذ خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين.
تحسين وضع الفئات الضعيفة	-	تحسين وضع الفئات الضعيفة في خطة التنمية الاجتماعية، بميزانية قدرها 193,000 دولار أمريكي.
المجموع = 1,474,000 دولار أمريكي		
ميزانية (خطة العمل المختصرة لإعادة التوطين)477,000 دولار أمريكي		

1.0 INTRODUCTION

Dans le cadre du Plan Solaire Tunisien (PST), le consortium dirigé par AMEA Power- (ci-après dénommé « le Promoteur »), s'est vu attribuer en décembre 2019, un Accord pour le développement d'une centrale solaire photovoltaïque (PV) de 100 Méga Watt (MW) dans le gouvernorat de Kairouan, en Tunisie (ci-après dénommé "le Projet ").

AMEA Power est une société émiratie active dans les énergies renouvelables. Elle acquiert, développe, possède et exploite des projets d'énergie thermique et renouvelable en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

La Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz est une entreprise publique sous tutelle du Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines qui a le monopole du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz. Sa mission principale est de couvrir les besoins du pays en énergie électrique dans les meilleures conditions économiques, techniques et environnementales.

Le Projet de Kairouan comporte deux volets :

- La centrale solaire (100 MW), qui sera construite et exploitée par le Promoteur ;
- La Ligne Électrique Aérienne à Haute Tension 225 kV de 8 km de long, qui sera construite et exploitée par la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG).

Il est à noter que le projet solaire photovoltaïque de 100 MW de Kairouan et ses installations connexes est classé dans la " Catégorie B " conformément aux Normes de Performance (PS) de la SFI en matière de durabilité environnementale et sociale (2012), et dans la Catégorie 2 d'après le Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la BAD.

Le présent document constitue le Plan d'Action de Réinstallation Abrégé (PARA) tel que prévu dans les Études d'Impact Environnemental et Social réalisées pour la centrale photovoltaïque de Kairouan. Il est réalisé conformément à la Norme de Performance de la SFI (NP5), au Système de Sauvegardes Intégrées (SO_2) de la BAD et à la réglementation tunisienne en vigueur.

1.1 Objectif du PARA

Un Plan d'Action de Réinstallation Abrégé (PARA), est requis, sauf exception pour toutes les opérations impliquant une réinstallation involontaire, telles que pour les personnes qui sont déplacées de terre ou des ressources productives et subissant les conséquences suivantes :

- Le déménagement, la perte d'un abri, la perte de biens ou d'accès à des atouts

importants pour la production ;

- La perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance ;
- La perte d'accès à des endroits qui offrent des revenus plus élevés ou des plus faibles dépenses pour les entreprises ou personnes.

Un PARA complet est requis dans les cas où plus **de 200 personnes** sont touchées. Si l'échelle et la gravité des impacts sont limitées ou bien lorsque **moins de 200 personnes** sont déplacées, **un plan succinct de réinstallation peut répondre à ces exigences**.

Le PARA vise essentiellement à concevoir et à planifier, sur la base d'une connaissance approfondie de la situation des personnes affectées par le projet et d'une concertation continue avec elles, les actions qui leur permettent d'échapper aux risques d'appauvrissement qu'il est susceptible de leur fait encourir et qui leur permettent d'en faire une opportunité pour améliorer leur niveau de vie et leurs moyens de subsistence.
Il est réalisé lorsque que l'impact social sur la population du point de vue, de pertes de terres, de ressources et d'activités n'est pas connu avec précision. Son but est de clarifier les règles applicables et identifier les principes directeurs et les procédures à suivre en vue d'évaluer, de dédommager et de porter assistance aux personnes négativement touchées par le projet. Ses objectifs sont : (i) minimiser, autant que possible, les acquisitions des terres privées ; (ii) éviter dans toute la mesure du possible la destruction de biens et (iii) indemniser les personnes affectées par la compensation de la perte de terres, (iv) d'apporter de l'assistance aux personnes affectées.

Selon le Système de Sauvegarde Intégré de la BAD, l'obligation de la Banque de débourser la subvention pour les travaux impliquant une réinstallation sera sous réserve de la satisfaction des conditions supplémentaires suivantes :

- a) Soumission d'un calendrier de travaux et d'indemnisation établi conformément au PARA et aux exigences de la Banque quant à la forme et au fond satisfaisant pour la Banque détaillant : (i) les travaux de construction du projet pour la centrale solaire et LEAHT, et (ii) le délai d'indemnisation et / ou de réinstallation de toutes les personnes affectées par le projet ;
- b) Présentation de preuves satisfaisantes que toutes les personnes affectées par le Projet (« PAPs ») ont été indemnisées et / ou réinstallées conformément au PGES et au PARA et / ou les travaux convenus et le calendrier d'indemnisation et les exigences de la Banque, avant le début des travaux et en tout état de cause avant le déménagement et / ou la prise de possession effective des terres et des biens connexes par les PAPs ;

- c) La présentation de preuves satisfaisantes indiquant que les ressources allouées pour l'indemnisation et / ou la réinstallation des PAP ont été déposées sur un compte dédié dans une banque acceptable par le Banque, lorsque le bénéficiaire peut prouver, à la satisfaction de la Banque, que l'indemnisation et / ou la réinstallation des PAPs conformément au paragraphe [a)] [b)] ci-dessus n'a pas pu être entrepris entièrement ou partiellement, pour les raisons suivantes :
  - ✓ (i) l'identification des PAPs par le bénéficiaire n'est ni faisable ni possible ;
  - ✓ (ii) les litiges en cours impliquant les PAPs et / ou affectant l'exercice d'indemnisation et / ou de réinstallation ; ou
  - ✓ (iii) toute autre raison indépendante de la volonté du bénéficiaire, telle que discutée et convenue avec la Banque.].

1.2 Composantes du PARA

Les composantes essentielles d'un tel Plan d'Action de Réinstallation Abrégé (PARA) sont les suivantes :

- Résumé exécutif du PARA ;
- Introduction ;
- Cadre juridique et institutionnel
- Description du projet, de la zone du projet et de la zone d'influence du projet ;
- Description de l'environnement humain et socio-économique de la zone d'influence du projet ;
- Impacts potentiels du Projet ;
- Responsabilité organisationnelle ;
- Participation communautaire et consultations publiques ;
- Études socioéconomiques ;
- Éligibilité/droits à indemnisation-réinstallation et date butoir ;
- Estimation des pertes ;
- Mécanisme de gestion des plaintes ;
- Suivi et évaluation ;
- Calendrier d'exécution ;
- Concertation et information public ;
- Coûts et budget.

1.3 Méthodologie d'élaboration du PARA

La méthodologie adoptée pour l'élaboration du présent PARA s'est articulée autour des activités suivantes :

- Réunion de coordination et de cadrage du projet avec les Parties Prenantes et les PAPs ;
- Revue documentaire, la collecte des données et toutes les informations en relation avec le Projet ;
- Consultations publiques effectuées dans le cadre des EIES de la Centrale Solaire et de la LEAHT dans le gouvernorat de Kairouan ;
- Enquête socioéconomique avec les PAPs (les propriétaires des terres et les éleveurs).

De façon spécifique, un questionnaire a été utilisé pour obtenir plus de renseignements sur les PAPs par famille.

2.0 CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

2.1 Cadre juridique

2.1.1 Droit foncier Tunisien

Dans le régime foncier tunisien, régis par le Code des droits réels, plusieurs statuts fonciers coexistent :

- Les terres privées : Ce sont des terres qui appartiennent à des particuliers exerçant le droit total de propriété dont on distingue :

  Les terres immatriculées au Livre foncier (Loi foncière du 1er juillet 1885), refondu par le Code des droits réels (Loi 65-5 du 12 février 1965 portant promulgation des droits réels).

  - Ce titre assure une protection complète contre tout type d'usurpation ou d'appropriation des terres.
  - Moins de la moitié des terres qui pourraient être immatriculées (pour manque de connaissances de la procédure ou au coût et aux délais nécessaires pour l'immatriculation).
  - Près de 60% des titres enregistrés au Livre foncier ne sont pas à jour. Les terrains titrés font en effet souvent l'objet de transferts de propriété (héritage, vente ou donation) qui ne sont pas enregistrés.
- Les terres faisant l'objet d'actes notariés : terres dont les documents de propriété sont des actes notariés. Ces terres ne sont pas enregistrées au Livre foncier et sont donc moins bien protégées juridiquement.
- Les terres objet de certificats de possession : le certificat de possession est un document administratif délivré aux exploitants de terres agricoles non titrées. Ce certificat est délivré à la demande d'un agriculteur qui peut démontrer d'une possession « paisible, publique, continue, non interrompue et non équivoque » de terres agricoles pendant cinq années consécutives. C'est un document qui permet à l'agriculteur de percevoir des crédits agricoles et de faire valoir un droit de préemption lors de l'immatriculation des terres.
- Les terres ne comportant aucune preuve de propriété (terres coutumières ou autres).
- Les terres collectives (loi N°64-28 du 4 juin 1964) : terres qui découlent de la propriété de tribus ou de collectivités ethniques. Ce droit s'applique surtout aux terres du Sud tunisien.
- Les terres domaniales à vocation agricole : ces terres appartiennent au domaine de l'État qui les met en valeur en recourant à diverses stratégies telles que l'affectation, le bail

ou l'usufruit accordé à établissements publics, des Unités coopératives de production agricole (UCPA), de jeunes agriculteurs ou techniciens agricoles, ou des Sociétés de mise en valeur et de développement agricole (SDMVA), etc.

- Les terres Habous : Ce sont des terres cédées à titre définitif aux Habous ; une pratique d'origine musulmane qui désigne des terres insaisissables, inaliénables et imprescriptibles dont les revenus sont dédiés pour des œuvres sociales. L'abolition de ces biens fut prononcée par décrets en 1957 et 1965. La liquidation des terres Habous s'est faite au profit des terres domaniales.

2.1.2 Droit foncier et genre

Le Code du Statut Personnel ou CSP consiste en une série de lois progressistes tunisiennes, promulguées le 13 août 1956 par décret beylical puis entrées en vigueur le 1er janvier 1957, visant à l'instauration de l'égalité entre l'homme et la femme dans nombre de domaines. Le droit foncier tunisien n'exclut pas la femme de l'accès à la propriété foncière, les droits maritaux institués par le CSP et hérités de la charia restreignent l'accès des femmes à la propriété foncière et privilégient les hommes en instaurant les deux règles suivantes :

- Les époux héritent l'un de l'autre mais différemment selon qu'il y a progéniture ou non : pour le mari le quart et pour la femme le 8ème de ce qui laisse son mari en présence de ces enfants. La fille hérite la moitié de son frère.
- Ces restrictions ne sont pas conformes aux exigences d'égalité entre les hommes et les femmes promues par les droits de l'homme et les institutions financières internationales.

2.1.3 Processus national d'expropriation pour utilité publique

L'expropriation pour cause d'utilité publique est régie par la loi n°2016-53 du 11 juillet 2016 portant expropriation pour cause d'utilité publique moyennant une compensation équitable et avec les garanties prévues par ladite loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée au profit de l'État, des collectivités locales, des établissements et des entreprises publiques y étant habilitées par leurs lois constitutives, ainsi que les autres établissements et entreprises publiques dans le cadre de leurs missions prévues par la loi (Art. 3).

La loi autorise l'expropriation et la prise de possession pour cause d'utilité publique, moyennant une indemnité fixée à l'amiable ou par voie judiciaire, après consignation ou paiement d'une indemnité provisoire selon le cas (Art.5).

Une commission des Acquisitions au profit des Projets publics est une commission administrative permanente créée dans chaque Gouvernorat.

La commission est chargée :

- D'accomplir toutes les procédures préliminaires de proposition du projet de décret d'expropriation pour utilité publique au niveau de la région ;
- de procéder à la publicité de l'intention d'exproprier par affichage et par dépôt d'une liste descriptive comportant les noms des propriétaires ou présumés tels, le plan parcellaire du projet, la valeur de l'indemnité provisoire des immeubles nécessaires à sa réalisation, les plantations, les bâtiments et les constructions tels que fixées par l'expert désigné, aux sièges du Gouvernorat, de la délégation, de la commune, de la direction régionale des domaines de l'État et des affaires foncières du lieu de l'immeuble et au siège des services régionaux de la partie concernée par le projet pour une période de deux mois, et par les moyens de communication auditifs et écrits ;
- De l'inscription et l'étude des oppositions dans un registre de reconnaissance ;
- De mettre à jour la liste des personnes affectées et les indemnités acceptées ; et
- De préparer les dossiers nécessaires pour les formalités des contrats avec les personnes affectées.

Il est à préciser que site de la centrale photovoltaïque de Kairouan projetée est un domaine privé de l'État qui n'a pas fait l'objet d'une acquisition foncière ou d'un processus de compensation.

Par conséquent, aucune autre propriété privée ne sera directement concernée par la construction de la centrale solaire de Kairouan.

2.2 Cadre institutionnel

2.2.1 Au niveau national

Ministère des Domaines de l'État et des Affaires Foncières (MDEAF)

Dans le cadre de ce projet, le MDEAF est chargée des attributions suivantes :

- L'acquisition et l'expropriation des biens immobiliers au profit de l'État et des établissements publics à caractère administratif sur leur demande et en collaboration avec les ministères concernés ;
- L'établissement d'expertises et la fixation des valeurs vénales et locatives des biens immobiliers avant toute opération d'achat, de vente, d'échange ou de location au profit de l'État et sur leur demande au profit des établissements publics à caractère

administratif, des collectivités publiques régionales et locales et des entreprises publiques ;

- L'établissement des opérations de délimitation des domaines public et privé de l'État en collaboration avec les départements ministériels concernés ;
- Le suivi des opérations d'immatriculation foncière et d'expropriation au profit des domaines public et privé de l'État et des établissements publics à caractère administratif ;
- Le suivi de l'exécution des jugements rendus dans les affaires concernant le domaine de l'État et des établissements publics à caractère administratif.

L'Agence Foncière Agricole : le seul organisme public habilité à faire des opérations de réaménagement foncier dans les zones agricoles en plus de ses opérations de remembrement, l'AFA donne des avis sur les opérations immobilières dans ses zones d'intervention. L'agence est placée sous la tutelle du ministère de l'Agriculture.

L'Office de la Topographie et du Cadastre : L'Office de la Topographie et du Cadastre (OTC) est chargé des activités suivantes :

- ✓ Exécuter les travaux nécessaires pour assurer, sur tout le territoire national, l'implantation et la conservation d'un réseau géodésique et d'un réseau de nivellement de précision ;
- ✓ Exécuter et contrôler les travaux techniques d'immatriculation de la propriété foncière et du cadastre ;
- ✓ Délimiter les terres et domaines publics, ainsi que les circonscriptions administratives ;
- ✓ Assurer les travaux de lotissement au sol et en copropriété ;
- ✓ Assurer le rétablissement des limites de propriété ;
- ✓ Assurer les travaux topographiques divers ;
- ✓ Assurer les prises de vues aériennes et l'établissement des plans topographiques à grande échelle.

2.2.2 Au niveau régional

Le Gouverneur :

Il assure la présidence de la Commission des Acquisitions au profit des projets publics, l'affichage et l'information du public, et le suivi du processus de la réinstallation jusqu'à l'expropriation.

Grâce à ces représentants, et surtout les délégués, il est possible de connaître les personnes affectées par le projet et leurs conditions de vie.

En août 2023, le Président de la République a annoncé la révocation du Gouverneur de Kairouan. Actuellement, le Premier Délégué est chargé de la gestion des affaires courantes du gouvernorat de Kairouan.

La coordination pour la mise en œuvre de la compensation est assurée par AMEA POWER et le Premier Délégué et ses représentants (Délégué de Sbikha et Kairouan Nord).

Le Commissariat Régional au Développement Agricole (CRDA) : est placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture. Chaque gouvernorat a son propre CRDA. Le CRDA est chargé dans le cadre du Gouvernorat de la mise en œuvre de la politique agricole arrêtée par le Gouvernement.

Dans le cadre de ce projet, le CRDA est impliqué dans l'évaluation de la superficie des terres perdues pour l'usage pastoral et des dommages qui peuvent être causés aux activités agricoles. Des représentants du CRDA étaient présents lors de la négociation du type de compensation.

La Commission des acquisitions au profit des projets publics : En vertu de la Loi n°2016-53 du 11 juillet 2016, la Commission est chargée, sous la présidence du Gouverneur ou son représentant, d'accomplir toutes les procédures préliminaires de proposition du projet du décret d'expropriation pour cause d'utilité publique au niveau de la région.

Commission de Reconnaissance et de Conciliation en matière d'expropriation (CRC) : En vertu du décret n.2003-1551 du 2 juillet 2003, une CRC a été créée dans chacun des 24 gouvernorats de la Tunisie. Les membres de la commission sont désignés par arrêté du Ministre des Domaines de l'État et des Affaires Foncières sur proposition des ministres, des gouverneurs, des présidents des municipalités et des chefs des entreprises concernées. La CRC veille sur le déroulement de toutes les mesures préliminaires de l'opération d'expropriation, ainsi que les enquêtes effectuées concernant l'immeuble à exproprier, les ayants-droits et autres titulaires de droits existants sur l'immeuble à exproprier. La CRC est formée par un magistrat, un représentant du gouverneur, le directeur général des domaines de l'État et des affaires foncières, un représentant du ministère expropriant, l'expert des domaines de l'État, un représentant de la conservation de la propriété foncière et un représentant de/des municipalité (s) affectée (s).

Le Tribunal immobilier : Un tribunal immobilier est instauré par région pour statuer en matière de :

- ✓ Immatriculation foncière facultative par les requêtes des particuliers et obligatoire par

le recensement cadastral sur toute l'étendue du territoire de la République,

- ✓ Mise à jour des titres fonciers,
- ✓ Demandes de révision et de rectification des jugements,
- ✓ Recours contre les décisions des commissions régionales de mise à jour des titres ou des décisions du conservateur de la propriété foncière.

La Direction Générale des Forêts (DGF)

La Direction générale des forêts (DGF) est un établissement public tunisien chargé de la gestion des forêts, placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture. La Direction générale est basée à Tunis.

La DGF est chargé de :

- ✓ Promouvoir les activités forestières et pastorales dans le secteur agricole ;
- ✓ Élaborer les études relatives à **l'aménagement des parcours** situés dans les terres collectives et domaniales et contribuer à leur mise en œuvre ;
- ✓ **Programmer et contrôler les projets de création de réserves fourragères et d'amélioration pastorales et en assurer le suivi et arrêter la liste des bénéficiaires et actualiser le nombre de leur bétail.**
- ✓ Élaborer et contrôler les plans d'aménagement des nappes alfatières ;
- ✓ Concevoir et mettre en œuvre les mesures visant la lutte contre la désertification.

OFFICE DES CEREALES

L'office des céréales, constitue un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, soumis à la tutelle des Secrétaires d'État au Plan et aux Finances et à l'Agriculture (Décret-loi N 62-10 du 3 avril 1962 (28 chaoual 1381), portant création d'un Office des Céréales, Légumineuses Alimentaires et autres produits agricoles).

Il est chargé de :

- ✓ D'organiser, surveiller et améliorer la production des céréales en Tunisie ;
- ✓ Établir le programme d'équilibre des ressources et des besoins ;
- ✓ Organiser et contrôler la commercialisation et le marché de produits visés au 1 et de leurs produits dérivés ;
- ✓ Faire toutes opérations d'achat et de vente en vue de compléter l'approvisionnement ou d'écouler les excédents ;
- ✓ Organiser la production et la distribution des aliments de bétail et éventuellement des autres produits nécessaires à l'agriculture ;

- ✓ Assurer pour le compte de l'État toutes opérations portant sur les produits agricoles et dans les conditions définies par des décrets spéciaux.

OFFICE DE L'ELEVAGE ET DES PATURAGES

L'Office de l'élevage et des pâturages est une entreprise publique à caractère non administratif (EPNA), sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, l'OEP est chargé du développement et de la promotion du secteur de l'élevage et des pâturages et il assure les missions suivantes :

- Développement de la productivité de l'élevage :
  - ✓ L'amélioration génétique du cheptel.
  - ✓ Développement de méthodes d'élevage
- Le développement des ressources fourragères et pastorales
  - ✓ La participation au développement de la production des semences fourragères.
  - ✓ Le développement des techniques agricoles relatives à la culture des fourrages, leu récolte, leur transformation et leur conditionnement.
  - ✓ La création, le développement et l'amélioration des parcours.
  - ✓ La valorisation des sous-produits agricoles et agro-industriels servant à l'alimentation du bétail.
- La promotion des techniques de l'élevage
  - ✓ L'élaboration des référentiels techniques et l'appui aux services de vulgarisation.
  - ✓ L'acquisition et le transfert de la technologie moderne.
  - ✓ L'encadrement des exploitations d'élevage.
- Le suivi du secteur et la contribution à son développement économique
  - ✓ L'analyse des indicateurs relatifs au secteur et leur suivi.
  - ✓ L'élaboration des études sectorielles et des analyses technico-économiques des projets d'élevage.
  - ✓ L'appui à l'organisation de la profession.
  - ✓ L'approvisionnement du secteur en produits non concurrentiels.
- Et d'une manière générale l'accomplissement de toutes les missions spécifiques qui lui sont confiées par l'état en vue de développer le secteur.

Dans le cadre de ce projet, l'office a été présent par ses représentants lors des négociations sur le type et la méthode de compensation, et a assuré un rôle de conseiller et de référent technique.

2.3 Présentation et analyse des standards internationaux

2.3.1 Exigences du Système de Sauvegardes Intégrées (SO2) de la BAD (2015)

Pour la BAD, le terme « réinstallation » désigne à la fois le déplacement physique et économique. La réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les personnes affectées par le projet ne sont pas en mesure de refuser les activités qui entraînent leur déplacement physique ou économique. Cela se produit dans les cas d'expropriation légale ou de restrictions temporaires ou permanentes de l'utilisation des terres, et de règlements négociés dans lesquels l'acheteur peut recourir à l'expropriation ou imposer des restrictions légales sur l'utilisation des terres au cas où les négociations avec le vendeur échouent.

La sauvegarde opérationnelle 2 – Réinstallation involontaire s'applique à tous les projets financés par la BAD qui entraînent la réinstallation involontaire de personnes. Elle se traduit par : i) la relocalisation ou la perte de logement par des personnes résidant dans le domaine d'influence du projet; ii) la perte d'actifs (notamment la perte de structures et de biens d'importance culturelle, spirituelle et sociale) ou la restriction de l'accès aux actifs notamment les parcs nationaux et les zones protégées ou les ressources naturelles; iii) la perte des sources de revenus ou des moyens de subsistance à la suite du projet, que les personnes affectées soient appelées à se déplacer ou non.

Cette SO vise à garantir que les personnes qui doivent être déplacées soient traitées de façon juste et équitable, et d'une manière socialement et culturellement acceptable, qu'elles reçoivent une indemnisation et une aide à la réinstallation de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer un revenu, leurs niveaux de production et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés, et qu'elles puissent bénéficier des avantages du projet qui induit leur réinstallation.

Elle a pour but, avec l'appui du personnel compétent de la Banque, d'aider les emprunteurs ou les clients à faire face aux coûts et risques potentiels associés à la réinstallation involontaire et, ce faisant, de faciliter le développement durable.

Les objectifs spécifiques de la SO2 reflètent les objectifs de la politique sur la réinstallation Involontaire :

- ✓ Éviter la réinstallation involontaire autant que possible, ou minimiser ses impacts lorsque la réinstallation involontaire est inévitable, après que toutes les conceptions alternatives du projet ont été envisagées ;
- ✓ Assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et ont la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ;
- ✓ Assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle de

réinstallation sous le projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet ;

- ✓ Fournir aux emprunteurs des directives claires, sur les conditions qui doivent être satisfaites concernant les questions de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque, afin d'atténuer les impacts négatifs du déplacement et de la réinstallation, de faciliter activement le développement social et de mettre en place une économie et une société viables ; et,
- ✓ Mettre en place un mécanisme de surveillance de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et trouver des solutions aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent, afin de se prémunir contre les plans de réinstallation mal préparés et mal mis en œuvre.

Les exigences de cette SO2 sont les suivantes :

- *Conception du projet* : prise en considération des alternatifs possibles de conception des projets, y compris la relocalisation et le routage afin d'éviter ou d'atténuer le déplacement physique ou économique, tout en conciliant les coûts environnementaux, sociaux et financiers, et les avantages.
- *Consultation, participation et large soutien communautaire* : comprendra un avis appropriée à toutes les personnes susceptibles d'être touchées; une diffusion efficace à l'avance, par les autorités, de l'information pertinente, notamment les registres fonciers et les plans complets de réinstallation proposés, abordant spécifiquement les efforts visant à protéger les groupes vulnérables; un délai raisonnable pour l'examen public du plan proposé, les commentaires ou les oppositions à toute option s'y rapportant ; la tenue d'audiences publiques qui donnent aux personnes affectées ou à leurs représentants légalement désignés l'occasion de contester la conception et le processus d'éviction, ou qui permettent de présenter et discuter des propositions alternatives et d'articuler leurs perceptions et priorités de développement.
- *Planification de la réinstallation* : une enquête socio-économique complète comprenant un recensement de la population et un inventaire des actifs (dont les actifs naturels desquels les personnes affectées pourraient tirer une partie de leurs moyens de subsistance).
- *Plan d'Action de Réinstallation Abrégé (PARA*) : Plan d'action de réinstallation complet (PARA intégral) pour tout projet qui implique 200 personnes ou plus, ou tout projet susceptible d'avoir des impacts négatifs sur les groupes vulnérables.

- *Procédures de compensation* : Les unités ayant droit aux indemnisations (par exemple, famille, ménage et individu) sont déterminées en consultation avec ceux qui doivent être déplacés. Les personnes affectées seront indemnisées pour leurs pertes au coût intégral de remplacement, avant leur déménagement effectif ; avant la prise de terres et d'actifs connexes, ou avant le commencement des activités du projet lorsque le projet est mis en œuvre en plusieurs phases.
- *Communautés d'accueil* : analyse approfondie des communautés d'accueil pour identifier les problèmes potentiels associés à l'accueil des personnes déplacées, et pour résoudre ces problèmes de sorte que les effets néfastes les communautés soient minimisés et que celles-ci soient capables de partager les possibilités de développement offertes par le biais du processus de réinstallation.
- *Groupes vulnérables* : protection de l'intégrité physique, sociale et économique des groupes vulnérables, ainsi que de l'attention particulière aux besoins de santé, en particulier pour les femmes, y compris leur accès aux prestataires de soins de santé et de services aux femmes tels que les soins de santé reproductive, et le cas échéant, des conseils pour les sévices et autres abus sexuels.

  Un plan de développement communautaire (PDC) pour les projets qui ont un risque avéré pour les communautés vulnérables et qu'il faut gérer. Les risques spécifiques associés aux questions de terre, à la réinstallation, ou à la dégradation environnementale sont intégrés au plan d'action de réinstallation ou au PGES et les mesures d'accompagnement seront conçues et gérées en consultation avec les communautés affectées pour respecter leurs préférences culturelles.
- *Mise en œuvre, suivi et évaluation* : mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des activités énoncées dans le PARA, et tenir la Banque informée des progrès.

2.3.2 Exigences de la Norme de Performance 5 (NP5) de la SFI

La Norme de performance 5 reconnaît que l'acquisition de terres et les restrictions quant à leur utilisation par des projets peuvent avoir des impacts négatifs sur les personnes et les communautés qui utilisent ces terres. La réinstallation involontaire désigne à la fois un déplacement physique (déménagement ou perte d'un abri) et le déplacement économique (perte d'actifs ou d'accès à des actifs donnant lieu à une perte de source de revenus ou de moyens de subsistence'existence) par suite d'une acquisition de terres 2 et/ou d'une restriction d'utilisation de terres liées au projet.

La réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les personnes ou les Communautés affectées n'ont pas le droit de refuser que l'acquisition de leurs terres ou les

restrictions sur l'utilisation de leurs terres entraînent un déplacement physique ou économique. Cette situation se présente dans les cas suivants : (i) expropriation légale ou restrictions permanentes ou temporaires de l'utilisation des terres ; et (ii) transactions négociées dans lesquelles l'acheteur peut recourir à l'expropriation ou imposer des restrictions légales relatives à l'utilisation des terres en cas d'échec des négociations avec le vendeur.

Si elle n'est pas correctement gérée, la réinstallation involontaire peut entraîner des conséquences durables et l'appauvrissement des personnes et des Communautés affectées, ainsi que des dommages pour l'environnement et une tension sociale dans les régions vers lesquelles ces populations ont été déplacées. Pour ces raisons, les réinstallations involontaires devraient être évitées. Si la réinstallation involontaire est inévitable, des mesures appropriées pour minimiser les impacts négatifs sur les personnes déplacées et les communautés hôtes doivent être soigneusement préparées et mises en œuvre. Le gouvernement joue souvent un rôle central dans le processus d'acquisition de terres et de réinstallation, notamment dans la fixation des indemnisations, et est par conséquent une tierce partie importante dans bien des situations. L'expérience prouve que la participation directe du client aux activités de réinstallation peut entraîner une mise en œuvre économique, efficace et rapide, ainsi que des approches innovatrices pour améliorer les moyens de subsistence' des personnes affectées.

Les objectifs de la NP5 sont les suivantes :

- Éviter, et chaque fois que cela n'est pas possible, limiter la réinstallation involontaire en envisageant des conceptions alternatives aux projets.
- Éviter l'expulsion forcée.
- Anticiper et éviter, ou lorsqu'il n'est pas possible d'éviter, limiter les impacts sociaux et économiques négatifs résultant de l'acquisition de terres ou de restrictions de leur utilisation en : (i) fournissant une indemnisation pour la perte d'actifs au prix de remplacement et en (ii) veillant à ce que les activités de réinstallation soient accompagnées d'une communication appropriée des informations, d'une consultation et de la participation éclairées des personnes affectées.
- Améliorer ou tout au moins rétablir les moyens de subsistence' et les conditions de vie des personnes déplacées.
- Améliorer les conditions de vie des personnes physiquement déplacées par la fourniture de logements adéquats avec sécurité d'occupation5 dans les sites de réinstallation.

- *Conception du projet* : prise en considération alternatives de conception possibles pour le projet afin d'éviter ou de limiter les déplacements physiques et/ou économiques, tout en équilibrant les coûts et les avantages environnementaux, sociaux et financiers, en portant une attention particulière aux impacts sur les pauvres et les groupes vulnérables.
- *Consultation, participation et large soutien communautaire* Une planification efficace de la réinstallation exige une consultation et un engagement réguliers avec un groupe élargi de parties prenantes du projet. Dans l'esprit de la Norme de performance 5, les principaux groupes de parties prenantes comprennent les personnes déplacées physiquement et /ou économiquement et la communauté hôte, ainsi que toute partie gouvernementale ou autre chargée de l'approbation et / ou de la délivrance des plans et de l'assistance liés à la réinstallation. Une communication préalable facilite la gestion des attentes publiques concernant l'impact d'un projet et ses bénéfices attendus. Cet engagement précoce est très important lorsque la réinstallation est envisagée, pour permettre aux ménages, aux communautés et aux autres parties prenantes affectés de comprendre pleinement les implications de ces impacts sur leurs vies, pour participer activement aux processus de planification associés ou pour désigner des représentants dignes de confiance pour participer en leur nom.
- *Indemnisation et avantages pour les personnes déplacées /Déplacement économique* : Dans le cas de projets nécessitant uniquement le déplacement économique, le client mettra au pont un Plan de restauration des moyens de subsistence visant à assurer que les personnes et/ou Communautés affectées reçoivent une indemnisation ainsi que d'autres aides qui répondent aux objectifs de la présente Norme de performance. Le Plan de restauration des moyens d de subsistence fixera les droits des personnes et/ou Communautés affectées et veillera à ce que leur indemnisation soit versée de manière transparente, cohérente et équitable. L'atténuation d'un déplacement économique sera considérée comme achevée une fois que les personnes ou Communautés affectées auront reçu une indemnisation et d'autres aides conformément aux exigences du Plan de restauration des moyens de subsistence et de la présente Norme de performance, et qu'il sera considéré qu'elles auront pu bénéficier de possibilités adéquates pour rétablir leurs moyens de subsistence.
- Les personnes économiquement déplacées qui subissent la perte de biens ou de l'accès à des biens seront indemnisées pour cette perte au coût de remplacement intégral.

- *Mécanisme de règlement des griefs* Le client mettra en place un mécanisme de règlement des griefs conforme à la Norme de performance 1 dès que possible dans la phase de développement du projet. Ce mécanisme permettra au client de recevoir et de traiter en temps opportun les préoccupations précises liées à l'indemnisation et à la réinstallation soulevées par les personnes déplacées ou les membres des communautés hôtes, notamment un mécanisme de recours destiné à la résolution impartiale des litiges.
- *Planification et mise en œuvre de la réinstallation et de la restauration des moyens de subsistence*
- Lorsque la réinstallation involontaire est inévitable, à la suite soit d'un règlement négocié soit de l'expropriation, le client procèdera à un recensement pour recueillir des données socio-économiques de référence appropriées destinées à identifier les personnes qui seront déplacées par le projet, à déterminer les personnes qui auront droit à une indemnisation et à de l'aide, ainsi qu'à décourager les personnes, telles que les occupants opportunistes, qui ne sont pas admises à bénéficier de ces prestations. En l'absence de procédures établies par l'État hôte, le client fixera une date limite d'éligibilité.
- La **mise en œuvre d'un Plan de réinstallation ou d'un Plan de restauration des moyens de subsistence sera considéré** comme complète lorsque les effets négatifs de la réinstallation auront été corrigés d'une manière conforme aux objectifs cités dans le Plan pertinent ainsi qu'aux objectifs de la présente Norme de performance ou sauvegarde opérationnelle.
- *Groupes vulnérables :* Les personnes identifiées comme étant vulnérables doivent être assistées afin qu'elles puissent prendre la pleine mesure des options de réinstallation ou d'indemnisation qui leur sont proposées, et soient encouragées à choisir la solution réalisable la moins risquée.
- *Responsabilités du secteur privé dans le cadre de réinstallations prises en charge par le gouvernement*
- Lorsque l'acquisition des terres et la réinstallation sont de la responsabilité du gouvernement, le client collaborera avec l'organisme gouvernemental responsable, dans la limite permise par cet organisme, pour obtenir des résultats conformes aux objectifs de la présente Norme de performance. De plus, lorsque la capacité du gouvernement est limitée, le client jouera un rôle actif au cours de la planification, de la mise en œuvre et du suivi de la réinstallation, tel que décrit ci-après.

- Dans le cas d'acquisition de droits fonciers ou d'accès à la terre au moyen de mesures obligatoires ou de règlements négociés entraînant un déplacement physique, le client devra identifier et décrire les mesures de réinstallation prévues par le gouvernement. Si ces mesures ne répondent pas aux exigences pertinentes de la présente Norme de performance, le client préparera un Plan de réinstallation supplémentaire qui, conjointement avec les documents préparés par l'organisme gouvernemental responsable, prendra en compte les exigences pertinentes de la présente Norme de performance (les exigences générales et les exigences relatives aux déplacements physiques et économiques ci-dessus).

Tableau 2.1 : Comparaison entre la législation Tunisienne et les standards internationaux (la BAD et la SFI)

Thème	Législation Tunisienne	BAD (SO2) et SFI (NP5)	Écarts *	Mesure retenues
Réalisation d'un PAR	Élaboration d'un PAR (Législation nationale tunisienne (loi d'expropriation 2016-53 et décret du 30 mai 1922 d'occupation temporaire).	**BAD**- La SO2 requiert l'élaboration d'un plan complet de réinstallation (PCR) pour tout projet impliquant le déplacement de plus de 200 personnes, avec perte de biens ou d'accès à des biens, ou réduction de moyens de subsistance (paragraphe 3.4.6) **SFI** - NP5 - Dès qu'un projet implique un déplacement physique ou économique involontaire des personnes ou communautés du territoire donné, un PAR doit être réalisé.	**Convergence** - Élaboration d'un PAR (Législation nationale tunisienne (loi d'expropriation 2016-53 et décret du 30 mai 1922 d'occupation temporaire).	Préparation du PARA
Recensement des occupants et identification des biens à compenser	▪ La STEG met en place pour chaque projet de ligne une procédure d'identification, d'information et de compensations des propriétaires ou exploitants agricoles se trouvant sur le passage de la ligne électrique.	**BAD**- La SO2 exige un recensement des personnes à déplacer, en indiquant leur statut socioéconomique, et la valeur de leurs biens et autres moyens de subsistance (Annexe A point 6). **SFI**- NP5 requiert un recensement des données socio-économiques destinées à identifier les personnes qui seront déplacées par le Projet, à déterminer celles qui auront droit à une indemnisation et à de l'aide ainsi qu'à décourager les occupants opportunistes qui n'ont pas droit à une indemnisation (para. 12).	**Divergence** : Une enquête socio-économique des personnes affectées n'est pas exigée par la législation Tunisienne	Réalisation d'une enquête socio-économique des PAPs
Éligibilité à une compensation	**Sont éligibles à compensation :** Détenteurs de titre formel de propriété ▪ Propriété reconnue par les chefs locaux (chef secteur élu) ▪ Propriété collective reconnue par les conseils régionaux Perte de cultures	**BAD**-La SO2 prévoit un droit à indemnisation de toutes les personnes ayant subi un déplacement physique ou économique du fait du Projet (paragraphes 4.1.4 et 4.1.5). **SFI-NP5**- Toute personne déplacée physiquement ou économiquement à la suite de l'acquisition de terres liées au Projet, a droit à une indemnisation (Paragraphe 9). **SFI manuel de PAR** - une personne ne se verra pas refuser une aide à la Réinstallation du fait de ne pas détenir un titre de propriété.	**Divergence** pour les PAPs informels qui ne disposant pas de justificatif d'occupation du bien. Ils ne sont pas reconnus comme éligible à l'indemnisation selon la législation Tunisienne.	Prise en compte des personnes informelles dans le processus de compensation : ▪ Par le service d'assistance social du gouvernorat / DGF et ▪ Par le projet.

Thème	Législation Tunisienne	BAD (SO2) et SFI (NP5)	Écarts *	Mesure retenues
Compensation	La compensation monétaire est proposée	**SFI-NP5 - Indemnisation en espèce** ▪ Indemnisation correspondant au coût total de remplacement. Les niveaux d'indemnisation en espèces devront être suffisants pour remplacer les terres et autres biens perdus au coût de remplacement intégral sur les marchés locaux (paragraphe 21). **SFI- Manuel de PAR** ▪ La SFI s'attend à ce que toutes les personnes affectées par un Projet soient indemnisées au titre de la perte de biens matériels, de recettes et de revenus résultant d'un déplacement économique ou physique. ▪ Si la législation nationale ne spécifie pas déjà de dispositif à cet égard, il appartient au promoteur du Projet d'établir des méthodes transparentes pour l'évaluation de tous les biens en cause. Ces méthodes doivent inclure un processus de consultations avec des représentants des communautés concernées en vue de déterminer le caractère adéquat et acceptable des indemnisations proposées. **Compensations (en nature)** ▪ SFI-NP5- L'indemnisation en nature sera envisagée au lieu de l'indemnisation en espèces. Le client offrira aux PAPs le choix entre un logement de remplacement d'une valeur égale ou supérieure, sécurité d'occupation dans les lieux, des caractéristiques et des avantages en matière d'emplacement ou une indemnisation en espèces, le cas échéant (para. 21). SFI manuel de PAR- Si des procédures d'indemnisation ne sont pas spécifiées par la législation en vigueur dans le pays, le promoteur du Projet devra aussi définir une méthode pour le versement des indemnités (paiements en espèces ou contributions en nature, comme dans le cas de la formule d'indemnisation « terre contre terre »).	**Convergence**, la compensation monétaire est proposée dans la législation Tunisienne.	Priorité à la compensation en nature sur la compensation en espèces, en particulier pour les éleveurs (compensation en unité fourragère).

Thème	Législation Tunisienne	BAD (SO2) et SFI (NP5)	Écarts *	Mesure retenues
Supervision des Indemnisations	Non spécifié	**BAD** : Le versement des indemnités devra être supervisé et vérifié par des représentants du promoteur du Projet ainsi que par des représentants des communautés concernées, ce qui pourra inclure dans bien des cas les organisations communautaires et les ONG locales. Le promoteur et les autorités gouvernementales pourront avoir intérêt à s'assurer pour cela les services d'un cabinet d'audit accrédité. **SFI- Manuel de PAR**- Le versement des indemnités devra être supervisé et vérifié par des représentants du promoteur du Projet ainsi que par des représentants des communautés concernées, ce qui pourra inclure dans bien des cas les organisations communautaires et les ONG locales. Le promoteur et les autorités gouvernementales pourront avoir intérêt à s'assurer pour cela les services d'un cabinet d'audit accrédité.	**Divergence** : La supervision des indemnisations n'est pas spécifiée dans la législation Tunisienne.	Suivi et évaluation des activités de compensation
Participation et consultation	La loi tunisienne exige que les communautés et les propriétaires fonciers affectés soient dûment informés du processus d'acquisition des terres.	**BAD**- Les populations touchées et les communautés d'accueil doivent être associées à la conception du plan de réinstallation. La participation des communautés permet de s'assurer que les mesures d'indemnisation, les sites de réinstallation, les plans de développement et la prestation de services tiennent compte des besoins, priorités, et aspirations au développement des populations touchées et de leurs hôtes. **SFI-NP5**- L'information pertinente doit être divulguée ; la consultation des personnes affectées, incluant les communautés d'accueil, doit se faire dès le début du Projet et continuer durant le développement du Projet. Il faut également porter une attention particulière aux femmes. **SFI manuel de PAR**- La libre circulation de l'information entre les promoteurs de Projets et les parties intéressées est essentielle pour permettre un processus effectif de consultation et de participation du public et pour atteindre les	La communication du délai est trop limitée et la période de recours trop courte dans le cas du passage de lignes de transmission pour donner une réelle possibilité aux personnes affectées de participer au processus.	-

Thème	Législation Tunisienne	BAD (SO2) et SFI (NP5)	Écarts *	Mesure retenues
		objectifs visés par le plan de réinstallation.		
Groupes vulnérables	Aucune attention particulière n'est réservée à cette catégorie après expropriation. Prise en compte dans le cadre social (Assistance sociale)	**BAD**- Une attention particulière doit être accordée aux besoins des groupes défavorisés parmi les populations déplacées, en particulier ceux dont le revenu est en deçà du seuil de pauvreté, les sans-terres, les personnes âgées, les femmes et les enfants, et les minorités ethniques, religieuses et linguistiques, ainsi que ceux qui n'ont pas de titres légaux sur des biens, et les femmes-chefs de famille. Une assistance appropriée doit être apportée à ces catégories défavorisées pour qu'elles puissent faire face aux effets de la dislocation et améliorer leur condition. (Paragraphe 3.3.e). **SFI- NP 5-** Le client doit porter une attention particulière et offrir une assistance aux pauvres et aux groupes vulnérables (para. 6).	**Divergence** : Aucune attention particulière n'est réservée à cette catégorie dans la législation Tunisienne.	Prévoir des mesures spécifiques d'aide destinée aux personnes vulnérables. L'assistance particulière aux groupes vulnérables et la restauration des moyens de subsistance
Restauration des moyens de subsistance	La loi tunisienne ne prévoit pas de compensations pour la perte totale ou partielle des moyens de subsistance et n'exige pas la fourniture d'un soutien transitoire.	**BAD**- Une réflexion sérieuse doit être menée et des mesures appropriées prises pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux négatifs sur le site de réinstallation (para. 4.1.7). Les objectifs de la politique consistent à ce que les populations déplacées reçoivent une aide à la réinstallation pour qu'elles puissent améliorer leur niveau de vie. **SFI-NP5**– En sus de l'indemnisation pour perte de biens, le cas échéant (…), les personnes déplacées économiques (…) devront également bénéficier des possibilités d'amélioration ou, au moins de rétablissement de leur capacité à gagner un revenu, de leurs niveaux de production et leurs niveaux de vie. **SFI**- Manuel de PAR- Restaurer les moyens de subsistance.	**Divergence** : Pas de compensations pour la perte totale ou partielle des moyens de subsistance et d'un soutien transitoire.	Des mesures appropriées doivent être prises pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux négatifs du projet et facililiter la restauration des moyens de subsistence.
Suivi & évaluation	La législation tunisienne ne prévoit pas le suivi-évaluation. La STEG ne dispose pas d'un système de suivi.	BAD- Les activités de suivi doivent être axées sur la conformité au plan de réinstallation. Le plan et l'accord de prêt doivent spécifier les besoins en matière de suivi et d'évaluation, et leur répartition dans le temps (para. 4.3.20). Une supervision	**Divergence** : La législation tunisienne ne prévoit pas le suivi-évaluation. La STEG ne dispose pas d'un système de suivi.	Les mesures suivantes seront réalisées : ▪ Un Suivi interne chez le Promoteur ; ▪ Un Suivi externe (par des

Thème	Législation Tunisienne	BAD (SO2) et SFI (NP5)	Écarts *	Mesure retenues
		indépendante et une évaluation multidisciplinaire seront effectuées en fonction de la complexité du plan de réinstallation (para. 4.3.21). **SFI-NP5-** Le suivi et l'évaluation doivent être continus durant et après la réinstallation. La mise en œuvre d'un plan de réinstallation sera considérée comme complète lorsque les effets négatifs de la réinstallation auront été corrigés d'une manière conforme aux objectifs cités dans le Plan ainsi qu'aux objectifs de la présente de la présente norme de performance. En fonction de la taille et/ou de la complexité du déplacement physique ou économique dans le cadre d'un Projet, le client devra peut-être faire effectuer un audit externe du Plan d'action de réinstallation pour déterminer si les exigences ont été remplies (para. 15).		experts externes), et ▪ Audit final de la mise en œuvre du PARA. ▪ Un rapport trimestriel de mise en œuvre du PARA sera remis aux bailleurs de fonds (SFI et BAD) selon les canevas de rapportage de ces derniers (Au plus tard 15 jours après la fin de chaque trimestre). ▪ Audit annuel de conformité environnementale et sociale par un auditeur E&S indépendant chaque année et à soumettre aux bailleurs au plus tard le 15 mars et 6 mois après l'achèvement des travaux pour l'audit final.

3. DESCRIPTION DU PROJET, DE LA ZONE DU PROJET ET DE LA ZONE D'INFLUENCE DU PROJET

3.1 Description du projet

3.1.1 Localisation géographique

Le Projet Solaire est situé dans le secteur El Alem qui relève de la délégation de Sbikha, du Gouvernorat de Kairouan. L'agglomération la plus proche du site du Projet est Metbasta, située à environ 2,2 km au Sud du site du Projet.

3.1.2 Composante du projet

Le Projet Kairouan comporte deux composantes :

- La centrale solaire (100MW), qui sera construite et exploitée par le Promoteur (le Consortium dirigé par AMEA Power) ;
- La ligne Électrique Aérienne à Haute Tension 225 kV de 8 km de long, qui sera construite et exploitée par la STEG (Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz).

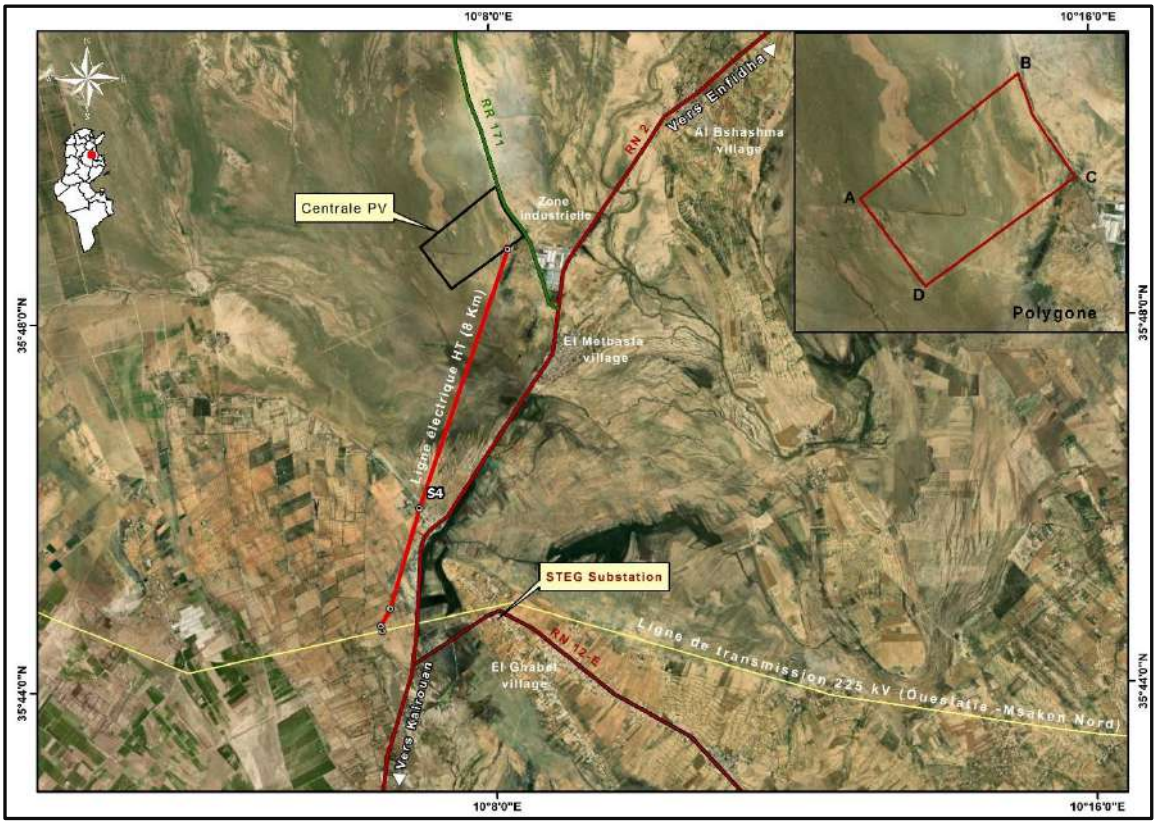


Figure 3.1: Carte de localisation du site (projet solaire et LEAHT)

Le tableau ci-dessous présente un résumé des principales composantes du Projet de 100 MW.

Tableau 3.1 : Résumé des principales composantes du projet

Composante	Description
Capacité de production	120 MWc – 100 MW
Superficie du site	2 km² (200 hectares)
Module	Modules bifaciaux monocristallins-PERC Capacité nominale : 535Wp - 545Wp*. Total des modules : 220416
Table	Modules par table : 84 Nombre de tables : 2624 Fondation de la structure : Pieux battus ou Pieux vissés
Système de suivi	Tracker à axe unique avec un angle d'inclinaison allant jusqu'à +/- 60 degrés. Total des trackers : 2624
Onduleurs	Postes d'onduleurs : 16 Modules par chaîne : 28 Les tranchées pour les câbles CC seront creusées à une profondeur de 700 mm sous le sol, conformément à la norme IEC 60364-5-52.
Sous-station sur site	La sous-station 225kV/33kV comprend un disjoncteur HT, 2 transformateurs HT/MT, une salle de commutation (Switch) MT comprenant un relais d'alimentation (Feeder) MT, un bâtiment de contrôle, des transformateurs MT/BT auxiliaires et des générateurs diesel de secours ainsi que tous les équipements associés.
Utilités	Magasin Bâtiment administratif Réservoir d'eau potable de 15 m^3
Installations associées	Une ligne électrique aérienne à haute tension (LEAHT), qui sera développée par la STEG, reliera la sous-station de la centrale au réseau national.

*Au moment de l'achat, des modules plus efficaces peuvent être disponibles. Puisque la capacité totale du projet restera de 120 MWc, la quantité totale de modules peut être réduite, ce qui à son tour réduira la quantité de tables et de trackers.

Le projet de construction d'une LEAHT double terne de 8 km pour évacuer l'énergie électrique de la centrale photovoltaïque projetée consiste en une entrée/sortie de la ligne électrique simple terne 225 kV existante qui relie les postes électriques de Oueslatia et de Msaken de la STEG.

3.1.3 Phases du projet

Les activités susceptibles d'avoir lieu pendant le développement du Projet comprennent trois (3) phases distinctes : (i) la construction, (ii) l'exploitation et (iii) le démantèlement, chacune étant résumée ci-dessous.

- Construction : elle comprend principalement le transport des divers composants du Projet vers le site, les activités de préparation du site telles que les activités de défrichage, le nivellement et les travaux d'excavation pour les fondations des tours, l'installation des composants tels que les tours à double terne, les bras transversaux et

les conducteurs, ainsi que les travaux de construction supplémentaires pour le réseau routier pour permettre l'accès des équipements et des machines au site ;

- Exploitation : cette phase se limite principalement aux activités d'entretien et de maintenance (y compris les activités d'entretien de routine, ainsi que l'entretien en cas de défaillance de l'un des composants du Projet) pour la centrale solaire lorsque cela est nécessaire ;
- Démantèlement : au terme de ses 20 ans d'exploitation, il est prévu que le Projet soit démantelé. Les activités de démantèlement comprennent le démontage des tours pour leur élimination finale.

3.2 Site d'implantation de la centrale solaire

Le terrain alloué pour la construction de la centrale photovoltaïque de Kairouan, d'une superficie de 200 hectares, relève du domaine privé de l'État. Ce terrain est l'objet du titre foncier n° 9796/20323 K qui couvre une superficie de 7323 hectares 23 ares et 47 centiares à Metbasta, délégation de Sbikha, gouvernorat de Kairouan, Tunisie.

Une convention d'occupation du terrain a été signée le 22 juin 2021 entre le gouvernement tunisien, représenté par le Ministre des Domaines de l'État et des Affaires Foncières (le Propriétaire), et le Promoteur pour sa mise à disposition exclusive du Développeur du Projet pour la construction, la propriété, l'exploitation, l'entretien et, le cas échéant, le démantèlement de la Centrale Solaire, en vue de la vente exclusive à la STEG de l'électricité nette produite par la Centrale Solaire pendant la Durée Initiale (sans préjudice de sa prolongation éventuelle).

L'ensemble de la zone du projet a toujours été la propriété de l'état et n'a pas fait l'objet d'une acquisition foncière ou d'un processus de compensation.

Par conséquent, aucun titre foncier privé ne sera directement affecté sur le site du projet.

Sur la base d'une évaluation détaillée du site du projet, il est conclu que la zone du projet est vacante et qu'aucune structure physique n'est présente sur le site solaire. En ce qui concerne les activités socio-économiques, il n'y a pas d'activité agricole sur le site solaire, mais les activités de pâturage ont été notées comme étant pratiquées dans le parcours de Metbasta et donc, pourraient être le cas dans le site de la centrale solaire.

L'image Google Earth du site de la centrale solaire et de son voisinage est présentée dans la figure suivante.

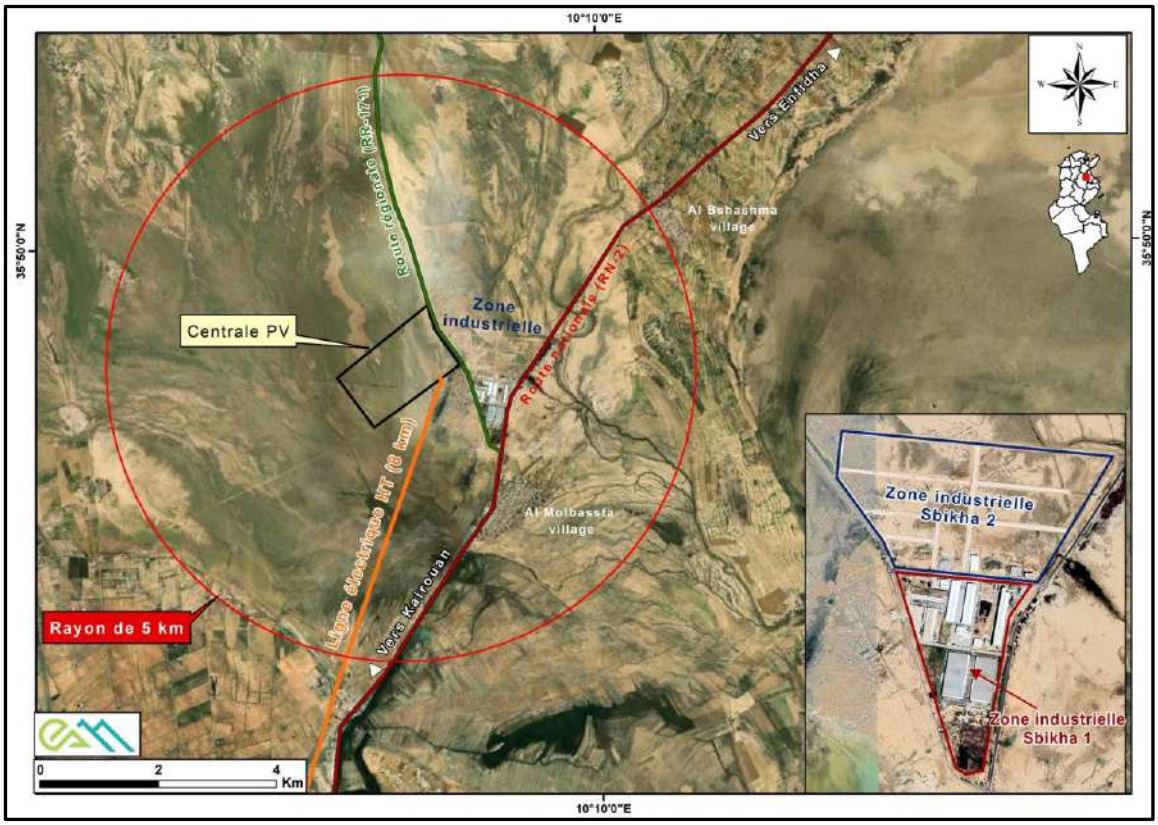


Figure 3.2: Site d'implantation de la centrale solaire

3.3 Description des composantes qui occasionnent la réinstallation

La centrale solaire sera construite sur un terrain privé de 200 hectares. Le terrain est actuellement utilisé par des éleveurs occasionnels qui fréquentent le site pendant certaines périodes de l'année avec du bétail, principalement d'ovins, de caprins et de camelins.

Le principal impact sur l'utilisation des terres pourrait être la réduction de la superficie des terres. En effet, le site sera clôturé de façon permanente et les éleveurs n'auront plus accès aux zones de pâturage qu'il contient. Bien que le pâturage se fasse dans la zone de parcours plus large de Metbasta, d'autres développements tels que le projet agricole de 400 ha en cours de développement en amont pourraient encore réduire la disponibilité des pâturages, augmenter la compétition pour les pâturages restants et conduire à une dégradation supplémentaire. Cela pourrait entraîner une perte potentielle des moyens de subsistance liés au pâturage.

Toutefois, selon la consultation des utilisateurs des terres entreprise, le pâturage n'est pas limité au site de la centrale solaire ; il est pratiqué dans d'autres zones environnantes suffisantes présentant des caractéristiques biologiques similaires au niveau du parcours de Metbasta.

Il est à noter que l'activité de pastoralisme extensif est entreprise dans les terres ouvertes de la région de Metbasta qui s'étendent sur une superficie qui dépasse les 10 000 hectares

qui font l'objet des titres fonciers 20321 Kairouan, 20523 Kairouan, 20323 Kairouan et 33767 Kairouan. L'arrondissement des forêts de Kairouan est chargée de la gestion de ce parcours (subdivision Kairouan-Nord).

Les résultats de l'enquête du CRDA (mai 2022) ont conclu que le nombre d'éleveurs utilisant potentiellement le site de la centrale solaire et une section de la LEAHT est limité à 20 éleveurs affectés (10 éleveurs de Dallousi et 10 éleveurs de Metbasta). La taille du bétail des bergers identifiés varie de 17 à 430 têtes.

À partir du moment où les clôtures de construction seront installées, l'accès aux terres à l'intérieur sera prohibé aux éleveurs. Il n'y a pas de structures résidentielles ou d'autres types de structures dans les zones à clôturer et les terres sont actuellement utilisées uniquement par les éleveurs.

Les restrictions foncières pendant la construction de la centrale solaire entraîneront une perte marginale de pâturages disponibles pour les éleveurs. Cependant, sur la base de la cartographie des habitats naturels réalisée à l'intérieur du site du projet, et à l'exception de l'unité située le long de la route Sbikha-Kairouan, qui présente un intérêt pastoral, en raison de la forte densité d'espèces annuelles, les autres unités n'ont pas ou peu d'intérêt pastoral, en raison de la nature des espèces qui les structurent (espèces annuelles consommées par le bétail).

En ce qui concerne la problématique du pâturage, seule une zone d'environ de 4,5 ha, ce qui est très faible et représente 2,5 % de l'ensemble de la couverture végétale du site du Projet, présente un intérêt pour le pâturage. Ces terres s'étendent le long de la RR171 avec une forte densité d'espèces annuelles connues pour être présentes pendant des périodes limitées de l'année et qui sont appréciées par le bétail.

4.0 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT HUMAIN ET SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'INFLUENCE DU PROJET

4.1 Découpage administrtif

La zone du Projet appartient à la délégation de Sbikha qui relève sur le plan administratif du gouvernorat de Kairouan.

4.2 Population

Selon le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014 de l'Institut National de la Statistique (INS), la délégation de Sbikha comptait 71 922 habitants regroupés 16 168 en ménages et 18 115 logements (INS, 2014).

Selon la même source, la population de la délégation de Sbikha comptait 74 464 habitants en 2018.

La structure démographique de la région de Sbikha est caractérisée par sa jeunesse, composée presque d'autant d'hommes que de femmes. En effet, en 2014, la population âgée entre 20-29 années représentait environ 17% de la population totale de la région (INS, RGPH 2014).

4.3 Taux de chômage

L'information associée au chômage indique que le taux de 15,30 % à Sbikha est inférieur à celui du gouvernorat (16,96 %) et au niveau national (14,82%) en 2014 et que les femmes sont largement plus touchées par le chômage (22,72%) que les hommes (12,41 %). De plus, il touche principalement la jeunesse (29,50 %) et spécifiquement les jeunes femmes (33,24%) (INS, 2014). Chez les diplômés, le taux de chômage est de 30,45 % avec 42,61% pour les jeunes femmes diplômées (INS, 2014).

Tableau 4.1 : Taux de chômage dans la délégation de Sbikha

Désignation	Délégation de Sbikha	Gouvernorat de Kairouan	Tunisie
Pourcentage d'activité total	42,65	40,20	46,55
Taux de chômage total	15,30	16,96	14,82
Taux d'activité des hommes	64,47	62,37	65,47
Taux de chômage masculin	12,41	12,87	11,43
Taux d'activité des femmes	22,85	19,69	28,20
Taux de chômage féminin	22,72	28,95	22,45
Taux de chômage des hommes diplômés	19,48	16,52	12,12
Taux de chômage des femmes titulaires d'un diplôme d'études supérieures	42,61	37,51	28,80
Le taux de chômage total des titulaires d'un diplôme d'études supérieures	30,45	26,63	20,06

4.4 Taux d'activité

Le taux d'activité total à Sbikha (42,65%) est supérieur à celui au gouvernorat de Kairouan (40,20%) et inférieur au taux national (46,55%).

L'activité économique de la délégation de Sbikha est centrée principalement sur trois secteurs : le secteur agriculture (44,6%), bâtiment et travaux publics (21,2%) et le secteur de l'éducation, santé et services administratifs (10,8 %) (INS, 2014).

4.5 Evolution éducationnelle

En ce qui concerne l'évolution éducationnelle de la population, on note l'importance de l'effectif de scolarisation dans la région : la scolarisation de la tranche d'âge entre 6-14 ans présente 89,21%. Cependant, il est important de noter que le taux de scolarité du supérieur est très faible, il est de l'ordre de 3,5 %. Selon les statistiques de l'INS, la délégation de Sbikha a un taux d'analphabétisme égal à 40,5 % en 2014 contre 35,01 % au niveau de tout le gouvernorat de Kairouan.

Les caractéristiques éducationnelles de la délégation de Sbikha sont illustrées dans le tableau suivant :

Tableau 4.2 : Caractéristiques éducationnelles de la délégation de Sbikha

Niveau D'instruction	Analphabète	Enseignement Primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur	Population 10 ans et plus
Mâle	26,3	43,6	26,4	3,6	27 878
Femelle	52,9	26,5	17,3	3,3	30 049
Total	40,1	34,7	21,7	3,5	57 927

4.6 Infrastructures

Suite à la visite du site, les principales infrastructures identifiées sur le site du projet ou dans son voisinage immédiat sont énumérées ci-dessous :

- Existence d'une route RR171 à 20 m de la limite du site du projet ;
- Présence d'une ligne de transmission aérienne STEG 30kV en bordure de la route régionale RR171 reliant Sbikha à Kairouan ;
- Présence d'un gazoduc de 8 pouces de diamètre qui longe la limite sud de la centrale PV pour alimenter la zone industrielle de Sbikha en gaz naturel sous une pression de 20 bars.

4.7 Zones industrielles

Pour le secteur industriel, le potentiel humain est très important, la main d'œuvre est disponible mais limitée en qualification. Le potentiel naturel est lui aussi important surtout celui de l'agro-alimentaire, de transformation, de matériaux de construction et de stockage. Un tissu industriel assez diversifié et une activité fondée autour de 178 unités industrielles

qui offrent en 2018, le nombre de 10 211 postes d'emploi.

Les zones industrielles de Kairouan sont au nombre de 6. Elles couvrent une superficie de 133,5 ha.

Zones	Surfaces aménagées (Ha)	Nbre de lots industriels	Lots vendus	Lots construits	Lots en cours de construction
Intervenant : Agence Foncière Industrielle					
Kairouan I	10	33	33	28	0
Kairouan II	26	85	66	11	7
El Hajeb	10	43	34	11	2
Sbikha	50	21	17	2	10
Total	**96**	**182**	**150**	**60**	**19**
Intervenant : Conseil Régional					
Route de Tunis	1	44	60	59	12,5
Route Elbaten	-	33	61	41	25
Total 2	-	-	-	-	37,5
Total	**1**	**77**	**121**	**100**	**133,5**

Il convient de noter que 3 zones industrielles sont programmées : la zone industrielle Oueslatia, l'extension de la zone industrielle Sbikha II et la zone industrielle Nasrallah.

4.8 Santé

Dans la zone d'étude, on note la présence d'un laboratoire médical, 14 centres de santé de base, 1 hôpital local.

5.0 IMPACTS POTENTIELS DU PROJET

5.1 Impacts positifs

Un tel projet d'énergie solaire aura des impacts positifs importants et cruciaux sur l'environnement et l'économie au niveau stratégique et national, étant donné les défis actuels auxquels le secteur de l'énergie en Tunisie est confronté, qui ont de sérieuses implications sur la sécurité énergétique de la Tunisie. Ces impacts positifs qui sont importants à souligner, à considérer et à prendre en compte peuvent se traduire comme suit :

- Contribuer à un développement durable en montrant l'engagement du gouvernement tunisien à réaliser sa stratégie énergétique et à atteindre les objectifs fixés pour les sources d'énergies renouvelables ;
- Réduire le déficit de la balance énergétique en s'appuyant sur une ressource énergétique indigène, inépuisable et majoritairement indépendante des importations. La production d'électricité de la centrale solaire est estimée à 230 GWh par an ; ce qui permettra de répondre aux besoins annuels en électricité de plus de 43 000 ménages locaux ;
- Permettre de réduire la consommation de gaz naturel utilisé dans les centrales thermiques pour la production d'électricité et de réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi que les émissions de polluants atmosphériques - le projet devrait compenser plus de 117 000 tonnes métriques de CO_2 par an ;
- Amélioration des conditions socio-économiques en offrant des opportunités d'emploi et de services.

5.2 Impacts négatifs et biens affectés par le projet

Le Projet de la centrale solaire de Metbasta présente des impacts environnementaux et sociaux négatifs. Néanmoins, ces impacts sont majoritairement d'importance mineure à moyenne, compte tenu de leurs faibles intensités, de leurs durées et de leurs faibles étendues, ainsi que des mesures d'atténuation proposées dans le plan de gestion environnementale et sociale (PGES) dans l'étude d'impact environnemental et social (EIES) relative à la construction et à l'exploitation de la centrale PV précitée.

Il est à préciser que le terrain dédié au projet est utilisé par des éleveurs occasionnels qui fréquentent le site du projet pendant certaines périodes de l'année avec du bétail, principalement des moutons, des chèvres et des chameaux, la superficie totale de terres à usage pastoral (ha) pour la centrale solaire est de 200 ha ;

Il est important de noter que les résultats de la cartographie de l'habitat naturel révèlent la

présence de trois types d'étendue de la couverture végétale comme suit : élevée sur 27 ha, moyenne sur 147 ha et sol nu sur 26 ha.

Seule une zone d'environ de 4,5 ha, ce qui est très faible et représente 2,5 % de l'ensemble de la couverture végétale du site du Projet, présente un intérêt pour le pâturage. Ces terres s'étendent le long de la RR171 avec une forte densité d'espèces annuelles connues pour être présentes pendant des périodes limitées de l'année et qui sont appréciées par le bétail.

Le principal impact sur l'utilisation des terres pourrait être la réduction de la superficie des pâturages des éleveurs. Dix (10) éleveurs de Dalloussi et dix (10) éleveurs de Metbasta qui sont identifiés comme utilisant le site du projet pour le pâturage. La taille du bétail des éleveurs identifiés varie de 17 à 430 têtes. Au total le projet va affecter 20 personnes. La liste des éleveurs est fournie en Annexe (voir annexe I).

Par conséquent, la réalisation du projet ne nécessite pas de réinstallation physique, mais plutôt un déplacement économique (pâturage) pour les 20 éleveurs de bétail identifiés.

Tableau 5.1 : Matrice de synthèse : Feuille récapitulative des données de la compensation

#	Variables	Données
A.	**Générales**	
1	Gouvernorat	Kairouan
2	Délégation	Sbikha
3	Arrondissement/Village/Quartier de ville …	Metbasta
4	Activité induisant à la perturbation des moyens de subsistance (pâturage)	Activités de construction et d'exploitation de la centrale solaire de 100MW
5	Budget du Projet	99 500 000 USD
6	Budget du PARA	477 000 USD
	Budget d'appui au PAPs vulnérables (inclus dans le CDP)	193 000USD
7	Date (s) butoir (s) appliquées	24 Février 2021
8	Dates des consultations avec les personnes affectées	17 septembre 2022
9	Dates de négociations des taux des compensations/ impenses/indemnisations	29 décembre 2023 05 janvier 2024 Février 2024
B.	**Spécifiques consolidées**	
10	Nombre de personnes affectées par le projet (PAP)	20 éleveurs
11	Nombre des ménages affectés	19 ménages
12	Nombre des femmes affectées	0 (tous les éleveurs sont des hommes)
13	Nombre de personnes vulnérables affectées	9 éleveurs
14	Nombre de PAP majeures	20 éleveurs
15	Nombre de PAP mineures	-
16	Nombre total des ayants-droits	20 éleveurs
17	Nombre de ménages ayant perdu une habitation	0
18	Superficie totale de terres à usage pastoral pour la centrale solaire (ha)	200 ha
19	Nombre de ménages ayant perdu des cultures	0

#	Variables	Données
20	Superficie totale de terres agricoles perdues (ha)	0
21	Superficie totale de terres agricoles définitivement perdues (ha)	0
22	Nombre de maisons entièrement détruites	0
23	Nombre de maisons détruites à 50%	0
24	Nombre de maisons détruites à 25%	0
25	Nombre total d'arbres fruitiers détruits	0
26	Nombre de kiosques commerciaux détruits	0
27	Nombre de vendeurs ambulants déplacés	0
28	Nombre total d'infrastructures sociocommunautaires détruites	0
29	Nombre total de poteaux téléphoniques à déplacer	0
30	Nombre total de poteaux électriques à déplacer	0
31	Nombre/longueur total de tuyaux de réseau d'adduction d'eau à déplacer	0

6.0 PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE ET CONSULTATIONS PUBLIQUES

6.1 Rappel des principes généraux de la participation citoyenne au niveau local

Avec l'introduction de la décentralisation et de la démocratie participative dans la nouvelle Constitution en 2014, l'État tunisien a développé un cadre juridique permettant de faciliter l'inclusion des habitants dans la vie politique locale et l'instauration de la participation citoyenne au niveau local. Ce cadre se compose de la nouvelle Constitution de 2014, de la révision de la Loi organique des communes, de l'élaboration participative des plans d'investissement communaux et du libre accès aux informations.

Article 139 : « Les collectivités locales adoptent les mécanismes de la démocratie participative et les principes de la gouvernance ouverte afin de garantir la plus large participation des citoyens et de la société civile à la préparation de projets de développement et d'aménagement du territoire et le suivi de leur exécution, conformément à la loi. »

Les personnes déplacées économiquement (pâturage) doivent être consultées et doivent participer à la planification et à l'exécution des programmes de réinstallation. Elles doivent être assistées dans leurs efforts pour améliorer leur niveau de vie, ou au moins pour le restaurer à son niveau d'avant le déplacement.

Les exigences de la BAD en matière d'évaluation environnementale et sociale exigent une pleine information et participation de la communauté, avec une accentuation particulière sur l'inclusion des pauvres, les populations vulnérables et/ou marginalisées dans une communauté. La raison ici n'est pas seulement que les gens ont le droit de savoir quels investissements et projets sont entrepris, mais qu'ils ont aussi une forte voix dans la réalisation de ces choix et la prise ne compte de leurs préoccupations dans le design final..

6.2 Programme d'information et de consultation des parties prenantes exécuté

Depuis le démarrage et la préparation des EIES du Projet et dans le cadre du présent PARA, l'équipe du Bureau d'étude EAM, assistée par les autorités régionales et locales, a opté pour une démarche de communication/information participative afin de faciliter l'identification des PAPs et procéder à leur implication et adhésion au processus du projet. Cette démarche favorisant le dialogue et les échanges a généré une bonne ambiance de coopération entre les PAPs et les parties institutionnelles, mais aussi au sein du groupe des PAPs.

Consultations publiques avec les entités gouvernementales régionales et locales

Gouvernorat de Kairouan, les députés du gouvernorat de Kairouan à l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP), la Direction du Développement Régional (DDR), Société

Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG), l'Agence pour la Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII), l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP), la Municipalité de Sbikha, la Direction régionale des Domaines de l'État et des Affaires Foncières (DRDEAF), le Commissariat Régional au Développement Agricole (CRDA).

- Une consultation publique a été réalisée le 27 /10/2020 afin de présenter le Projet.
- Une réunion de divulgation a été réalisée le 03/03/2022 afin de présenter les différents résultats de l'EIES.

- Des consultations avec les entités locales, Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGed), Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE), Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG), Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE), Office Nationale de l'Assainissement (ONAS) et le Commissariat Régional au Développement Agricole (CRDA), entreprises pendant la phase de due diligence environnementale et sociale en août et septembre 2021.

Consultations des communautés affectées

- Une série de consultations a eu lieu le 19 octobre 2020 dans cinq secteurs :
  - Secteur El Alem : 13 hommes et une femme
  - Secteur El Dalloussi : 10 hommes et 2 femmes
  - Secteur Bir Jdid : 7 hommes
  - Secteur El Bechechma : 10 hommes et 3 femmes
  - Secteur Metbasta : groupe d'hommes
- Une deuxième série de réunions a été menée avec des groupes de discussion de la communauté de Metbasta :
  - Groupe d'hommes (15 personnes), consulté le 04 février 2022.
  - Groupe de jeunes diplômés actifs et non actifs (8 personnes), consulté le 04 février 2022.
  - Groupe de femmes (8 personnes), consulté le 06 février 2022.

6.2.1 Consultations individuelles et directes des PAPs

Une enquête socio-économique auprès des éleveurs affectés par le projet a été menée le 17/09/2022. A noter que 19 éleveurs ont été recensés ce qui représente un pourcentage de 95% du nombre total des éleveurs

Les points suivants ont été révélés lors de la consultation par les éleveurs de bétails consultés :

- La zone de Metbasta est la principale zone d'activités de pâturage ;

- Pour les éleveurs, la quantité de fourrage distribuée par la DGF (100 kg/mois) est insuffisante et son prix de vente est élevé sur le marché.
- Absence de service vétérinaire public dans la région ;
- La situation financière est dégradée ces dernières années, les dépenses sont supérieures aux revenus, la plupart d'entre eux n'ont pas de couverture sociale ;
- Manque d'assainissement dans les secteurs de Metbasta et Dalloussi.

Les photos qui illustrent le déroulement des consultations individuelles sont présentées en annexe II, le questionnaire des éleveurs de bétails est en annexe III et le résumé du statut socio-économique des éleveurs de bétails (bergers) actifs dans la zone du projet est en annexe IV (annexe confidentiel).

6.2.2 Réunion avec les entités gouvernementales régionales et locales dans le cadre du PARA

Deux réunions avec les entités gouvernementales et locales ont eu lieu le 29/12/2023 et le 05/01/2024 au siège du gouvernorat de Kairouan en présence de : Premier Délégué chargé de la gestion des affaires courantes du gouvernorat de Kairouan, les délégués de Sbikha et de Kairouan Nord, les représentants du CRDA, les représentants de l'Office des Céréales, les représentants de l'Office de l'Élevage et des Pâturages, les représentants de la Direction des Domaines de l'État et des Affaires Foncières, pour valider le moyen d'indemnisation des éleveurs (voir Annexe VIII).

Après discussion, il a été convenu ce qui suit :

- ✓ AMEA POWER s'engage à fournir et à livrer chaque année une quantité de 40000 Unités Fourragères, équivalentes à 40000 kg d'orge ou de concentré n°05 destinée aux ovins pendant la période de construction et d'exploitation du projet dont la durée totale est estimée à 22 ans.
- ✓ La liste des éleveurs de bétail bénéficiaires dans les délégations de Sbikha et de Kairouan Nord sera mise à jour annuellement, en fonction de l'existence ou non des troupeaux, de la survivance des éleveurs et de la poursuite du pâturage.
- ✓ Une coordination sera effectuée avec les autorités régionales et locales en ce qui concerne les dates et les lieux de livraison des quantités susmentionnées.
- ✓ Une convention sera préparée et signée à cet effet par AMEA POWER et le Premier Délégué chargé de la gestion des affaires courantes du gouvernorat de Kairouan.

6.2.3 Consultation directe des PAPs pour la méthode et le type de compensation

Une réunion a été tenue en février 2024 avec les éleveurs de bétail en présence des autorités locales. Au cours de cette séance de travail, des discussions sur les mesures la méthode et

le type de compensation ont été menées avec les PAPs au siège des délégations de Sbikha et de Kairouan Nord.

La méthode de calcul de l'indemnisation des pertes subies par les éleveurs ainsi que les résultats de ces calculs en termes de quantités qui seront fournies, la méthode de distribution des fourrages proportionnelle au nombre de bétail par éleveur ont été expliqués. En plus, l'expert social a expliqué que la liste des PAPs sera actualisée annuellement portant ainsi toute modification qui peut avoir lieu sur la survivance des éleveurs de bétails et de leurs bétails pour pouvoir régler les quantités de fourrages à offrir et qu'aucun PAP identifiée (sa famille ou ménage) ne pourra pas être retiré de la liste sauf s'il ne dispose plus de bétails

En outre, il a été proposé de recevoir ces quantités de fourrage pendant la période critique de pâturage limité (novembre et décembre), lorsque les besoins en fourrage augmentent.

Compte tenu de leurs prix élevés, cela souligne l'intérêt de distribuer des indemnisations au bon moment pour les éleveurs, et aura un impact positif sur l'image de la société de projet.

Le procès-verbal de la réunion, signé par les PAPs et témoignant de leur acceptation de la méthode et du budget de compensation, est annexé au présent document (voir annexe X).

6.2.4 Résumé des activités antérieures de consultations des PAPs sur le MGP

Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) à travers lequel les membres de la communauté et les PAPs peuvent soumettre leurs requêtes ou plaintes telles que définies dans la section 12 du présent document et en lien avec le projet.

Ce mécanisme permet d'assurer que les préoccupations/plaintes venant des PAPs soient promptement écoutées, analysées, traitées dans le but de détecter les causes, de les résoudre et de prendre des actions correctives évitant ainsi une aggravation qui va au-delà du contrôle du projet. Ce mécanisme se veut rapide, efficace, participatif et accessible à toutes les parties prenantes, y compris les PAPs.

Le MGP a constitué un des sujets traités :

- Lors de la consultation des communautés affectées, tenue en octobre 2020 et en février 2022 portant sur l'information des impacts environnementaux et sociaux du projet et les attentes de la communauté par rapport au projet. La consultation s'est focalisée sur un examen de la pertinence des risques et effets environnementaux et

sociaux ainsi que les mesures d'atténuation proposées y compris le Mécanisme de Gestion des Plaintes.

- Lors de la consultation directe des PAPs et l'enquête socio-économique, tenue à la date de 17 septembre 2022. Cette consultation a porté entre autres, sur les conditions socio-économiques des PAPs, leurs attentes et le mécanisme de gestion des plaintes. (Voir annexes II, III et IV).
- Lors de la réunion de discussion de la méthode et le budget de compensation avec les éleveurs, tenue à la date du 1er et le 5 février 2024. Cette consultation a porté sur la méthode de calcul de l'indemnisation des pertes subies par les éleveurs ainsi que les résultats de ces calculs en termes de quantités de fourrage qui seront fournies aux éleveurs (voir annexe X : Acceptation des mesures compensatoires sous forme d'unités fourragères par les éleveurs).

6.2.5 Réponse du PARA aux préoccupations des PAPs

Les préoccupations émises par les PAPs et capitalisées dans le cadre des séries de consultations complétés pour les communautés affectées ainsi que durant l'enquête socio-économique effectuée ont été soulevés et discutées avec les PAPs durant la réunion de discussion des mesures de compensations et de la méthode et du budget de compensation aux prés des éleveurs et qui a lieu en février 2024.

Le tableau ci-dessous récapitule les réponses aux principales préoccupations des PAPs formulées et discutées.

Préoccupation	Réponses formulées	Commentaires
La quantité de fourrage distribuée par la DGF est insuffisante et son prix de marché est élevé.	L'indemnisation proposée peut résoudre ce problème pour la durée du projet	Acceptation par les PAPs du type et de la méthode de compensation proposés.
Absence de service vétérinaire public.	La confirmation que le service des forêts et de pâturage met à la disposition de tous les éleveurs ce service	Éviter de dupliquer des services qui sont opérationnels par les représentants du ministère de l'agriculture dans la région.
Répondre aux besoins annuels en électricité des ménages locaux.	L'électricité produite par le projet sera injectée dans le réseau de la STEG qui sera le responsable de règles les besoins des ménages	Le Plan de développement communautaire envisagera des activités de la fourniture de panneaux solaires pour les centres de santé de base et les écoles primaires et quelques

Préoccupation	Réponses formulées	Commentaires
		ménages pour agir sur les coûts de l'électricité.
Assurer le développement communautaire de la région.	Un plan de développement communautaire a été préparé	Des actions sociales aux profits des communautés.
Améliorer les conditions socio-économiques des habitants de la région en offrant des opportunités d'emploi et de service.	Des emplois directs et indirects seront fournis pendant la phase de construction et d'opération. Le processus de recrutement priorisera la population locale	
Améliorer les conditions de vie des éleveurs.	Les éleveurs et des membres de leurs familles pourront bénéficier des emplois dans le projet.	

Finalement, il s'est avéré qu'après discussion avec les éleveurs sur la méthode de compensation de leurs pertes subies, la meilleure méthode de compensation demandée et acceptée par les éleveurs de bétail serait de leur fournir du fourrage pendant la période critique (novembre et octobre), lorsque le prix du fourrage devient trop cher à l'échelle locale.

Au niveau national, les problèmes persistants d'importation d'aliments pour animaux, la hausse des prix des matières premières sur les marchés mondiaux, les lacunes du système de distribution et les défis de la production locale sont autant de facteurs qui expliquent la hausse des prix.

D'où la décision de créer un Conseil national de l'alimentation animale chargé d'identifier des solutions pour fournir des fourrages à des prix accessibles à tous les acteurs, mais des doutes subsistent quant à l'efficacité réelle de cet organisme pour résoudre un problème qui menace l'ensemble de l'industrie de l'élevage.

7.0 ETUDE SOCIOECONOMIQUE

Les études socioéconomiques revêtent une importance particulière dans le processus de d'élaboration d'un plan d'action de réinstallation abrégé. Elles permettent d'établir une ligne de référence qui servira de base à l'évaluation du succès du PARA. Elles ont pour objet :

- D'établir de façon exhaustive la liste des personnes affectées ;
- De catégoriser les personnes affectées afin de rechercher les mesures de compensations appropriées adaptées à chaque catégorie ;
- D'identifier les groupes vulnérables et de formuler les actions d'accompagnement et d'assistance spécifiques nécessaires en leur endroit ;

L'objectif de cette section est de fournir un résumé des conditions socio-économiques dans la zone du projet. Cette section est basée sur les informations recueillies lors de la préparation de l'EIES, l'enquête socio-économique qui a été menée le 17 septembre 2022 et l'enquête téléphonique menée du 28 février au 01 mars 2024 auprès des PAPs absentes le jour de la consultation du17 septembre 2022.

7.1 Général

L'élevage dans la délégation de Sbikha constitue également une activité importante. Il s'agit principalement de l'élevage traditionnel (caprin, bovin, ovin).

Les résultats de l'enquête du CRDA (mai 2022) ont conclu que le nombre d'éleveurs utilisant potentiellement le site de la centrale solaire et une section de la LEAHT est limité à 20 éleveurs affectés (10 éleveurs de Dallousi et 10 éleveurs de Metbasta). La taille du bétail des bergers identifiés varie de 30 à 400 têtes.

Il est à noter que le parcours de Metbasta qui relève du domaine privé de l'Etat est objet des titres fonciers 20323 kair et 33767 Kair. Il occupe une superficie totale de 8003 hectares, 48 ares et 57 centiares dans le secteur d'El Alem de la délégation de Sbikha et dans les secteurs d'Elbaten, Dheraa Tammar et Metabsta de la délégation de Kairouan Nord du gouvernorat de Kairouan.

7.2 Résultats de l'enquête socioéconomique des PAPs

L'enquête socio-économique a été menée le 17/09/22 et du 28 février au 01 mars 2024 par l'équipe EAM composée de 8 enquêteurs. Au total 19 éleveurs soit 95% des personnes identifiées par le CRDA ont été consultés.

L'éleveur (01) qui n'a pas été consulté a été présent le jour de l'enquête mais il a refusé de répondre au questionnaire par crainte d'être suivi par la Direction Générale des forêts pour le non-paiement de la redevance.

Les enquêtes socioéconomiques ont permis d'identifier 19 ménages qui peuvent dépendre de bétail des éleveurs.

7.3 Tranche d'âge

Tous les éleveurs sont adultes (100%), En effet, environ 69 % (13 éleveurs) sont des adultes entre 25 et 64 ans et 31 % (6 éleveurs) sont des aînés (>65 ans).

7.4 Niveau d'instruction

Il ressort des enquêtes que le niveau d'instruction des PAPs est plutôt bas. En effet 42% analphabètes ; (ii) 26% niveau primaire ; (iii) 11% niveau secondaire ; et (iv) 16% niveau supérieur et 5% en formation professionnelle.

58% des éleveurs enquêtés ne sont pas des analphabètes ; ce niveau d'instruction permet de bien négocier avec la responsabilité institutionnelle le processus de compensation et de la mise en oeuvre du PARA. Cela permet à la fois d'assimiler le projet et de bien négocier avec les parties concernées.

Environ 42 % des éleveurs enquêtés sont des analphabètes. Il est à noter que ce dernier constat n'aura pas d'incidence sur l'assimilation des informations contenues dans le PARA puisque l'intervention de la mission avait pris en compte cet éventuel cas de figure (existence de PAPs analphabètes) notamment dans le cas de la population étudiée.

En effet, dans ce souci de garantir une bonne information & implication des PAPs, des mesures méthodologiques et communicationnelles ont été adoptées par l'équipe de l'enquête. Ces mesures sont :

- Adoption d'une communication interactive lors des contacts et réunions d'informations, (questions-réponses) ; l'équipe s'est assurée de la compréhension auprès de chaque PAP en posant des questions d'évaluation de leur compréhension et d'assimilation.
- Répétition de l'information si nécessaire ;
- Un accent a été mis sur la diversification des messages (écrit et oral).

7.5 Situation familiale

L'analyse de la situation familiale montre que 95 % (18 éleveurs de bétail) sont mariés et 5% sont célibataires (un seul éleveur de bétail est célibataire).

7.6 Taille de ménage

Le nombre de personnes par ménage est de :(i) célibataire 5% (un éleveur est célibataire, 11 % lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué de 4 personnes, (ii) 32 % lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué de 5 personnes, (iii) 26% lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué de 6 personnes, (iv) 11% lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué 8 personnes et 16% lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué d'un nombre supérieur à 8 personnes.

7.7 Type de taille des logements

La majorité des logements des PAPs (éleveurs) sont de taille petite à moyenne, appartenant à la fourchette de (2-4) chambres avec la présence de WC et cuisine. Il s'agit essentiellement de logements populaires.

Ces logements sont raccordés à l'eau potable et à l'électricité. Chaque construction dispose au minimum d'un réfrigérateur, et d'une cuisinière à gaz.

7.8 Santé

26% des éleveurs ont recours au secteur privé pour l'hospitalisation, contre 74% qui ont recours aux hôpitaux publics.

7.9 Emlpoi et revenus des PAPs

- La taille du troupeau des PAPs varie entre 17 et 430 têtes (ovins et caprins) ;
- Le revenu mensuel des PAPs est plus ou moins faible, 16% ont déclaré avoir des revenus inférieur à 500 dt/mois, 26 % environ 500 dt/mois et 58% entre 500 et 1000dt.
- Les revenus des éleveurs proviennent de : (i) 84% uniquement de l'activité de pâturage (ii) 16% de l'élevage de bétail et d'autres activités.
- Les dépenses liées aux frais de pâturage (pour 100 têtes de bétails) : entre 500 et 600 DT/mois.

7.10 Avis des PAPs sur le projet et leurs attentes

Les éleveurs consultés ont exprimé leur acceptation et leur intérêt pour le projet. Ils ont également exprimé leurs attentes vis-à-vis du projet lors de l'enquête à savoir :

- Répondre aux besoins annuels en électricité des ménages locaux ;
- Assurer le développement communautaire de la région ;
- Améliorer les conditions socio-économiques des habitants de la région en offrant des opportunités d'emploi et de service.
- Améliorer les conditions de vie des éleveurs.

Il est important de noter que les éleveurs ont insisté sur le fait que le projet ne devait pas affecter leurs moyens de subsistance en termes de pâturage.

Durant la consultation de la communauté pour discuter la compensation et les résultats du PARA et informer sur les programmes complémentaires que AMEA Power a planifié de réaliser au profit des PAPs vulnérables et de la communauté dans le cadre du CDP, notamment les résultats de l'enquête sur les besoins des communautés, les éleveurs ont été présents dans les groupes des agriculteurs, éleveurs des communautés d'El Alam, Daloussi et Metbasta et étaient heureux d'entendre que le projet permettra de créer des opportunités d'emploi et ont exprimé leurs gratitudes aussi envers les dons alimentaires à distribuer à l'occasion du mois de Ramadan réalisé chaque année depuis 3 ans et qu'ils ont vu bénéficier un bon nombre de familles nécessiteuses et des groupes vulnérables de la communauté et des PAPs ce qui a imapcté positivement la réputation de la société du projet.

Distribution des dons alimentaires (Ramadan 2023)

Il a été aussi communiqué que les PAPs vulnérables bénéficieront de l'installation des panneaux solaires sur le toit de leurs maisons en vue de les aider à économiser les coûts de la facture de l'électricité et améliorer ainsi leurs revenues.

Le programme d'appui aux écoles primaires et aux centres de santé de base dans la zone de projet a été aussi communiqué aux PAPs dont le retour était positif surtout que ces PAPs qu'ils utilisent les services de santé de base locale ainsi que les écoles primaires pour l'éducation de leurs enfants et s'intéressent à ce programme d'amélioration et d'appui à ces infrastructures utiles.

Consultation d'un groupe d'éleveurs à Metbasta

7.11 Analyse de la vulnérabilité des PAPs et leurs ménages et Identification des personnes vulnérables

7.11.1 Cadre conceptuel

Le concept de vulnérabilité peut être abordé sous différents angles dépendamment du contexte. Dans le cadre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR), la vulnérabilité réfère aux difficultés que peuvent rencontrer certaines Personnes Affectées par un Projet (PAP) à s'adapter aux changements induits par le projet, à profiter pleinement des bénéfices du projet ou encore à retrouver des conditions et/ou un niveau de vie équivalents ou supérieurs à ce qui existaient avant le projet. La vulnérabilité de certaines PAP peut être de nature physique, psychologique, social et/ou économique. Le PARA vise à identifier toutes les PAP qui sont davantage à risque de rencontrer des difficultés insurmontables inhérentes à leur vulnérabilité, quelle que soit la nature de cette vulnérabilité ou son degré d'importance. L'identification des PAPs vulnérables permet de prévoir des mesures d'accompagnement qui peuvent permettre à chaque PAP de surmonter les difficultés auxquelles elle sera confrontée à cause de sa condition physique, psychologique, social et/ou économique lors de la réalisation du projet.

L'identification effectuée lors de la préparation du PARA à partir des données socioéconomiques disponibles est seulement préliminaire, puisque des entrevues individuelles avec les PAP vulnérables sont nécessaires pendant la mise en œuvre du PAR afin d'approfondir la vulnérabilité et les mesures spécifiques d'assistance aux PAP. Dans

ce cas de figure, l'entrevue permet également de préciser les difficultés auxquelles les PAP vulnérables seront confrontées et les façons de les aider à surmonter ces difficultés.

Afin d'identifier les PAP vulnérables, il est recommandé de considérer différents facteurs socioéconomiques qui sont des indicateurs de vulnérabilité dans le contexte du projet.

Dans le cas de ce projet, qui cible une population particulièrement vulnérable du fait de la nature des activités qu'elles mènent, les facteurs considérés pour identifier les PAP vulnérables sont discutés dans les sections suivantes.

7.11.2 Approche méthodologique

Le processus d'évaluation de la vulnérabilité des personnes affectées et de leurs ménages porte sur les étapes suivantes :

- Une analyse de certains aspects sociaux, qui sont souvent facteurs de vulnérabilité, est proposée en plus de ceux déjà étudiés lors de la présentation du profil démographique et socioéconomique des personnes affectées par le projet ;
- Une identification des PAP potentiellement vulnérables est faite, à partir de la base de données socioéconomiques, en utilisant des critères d'éligibilité.

Comme discuté dans le préambule du présent rapport, les PAPs pour lesquelles la vulnérabilité a été analysée sont au nombre de 19 PAPs (sur un total de 20 PAPs) ayant répondu au questionnaire socio-économique.

7.11.3 Analyse croisée de la vulnérabilité

Le profil démographique et socioéconomique des PAP analysé précédemment a fait ressortir certains aspects qui peuvent être considérés comme des facteurs de vulnérabilité. L'âge de la PAP, la taille de son ménage, sa situation matrimoniale, son niveau d'instruction, la situation de handicap, la nature de l'activité qu'elle mène, son niveau de revenu, sa capacité à faire face aux situations d'urgence, entre autres, sont autant de causes qui peuvent expliquer la situation de vulnérabilité d'une personne affectée par un projet.

Ainsi, c'est le croisement de l'ensemble de ces facteurs de vulnérabilité analysées dans les sections ci-dessous qui vont présider à l'identification des PAP potentiellement vulnérables.

a) Prise en charge du nombre de personnes en charge

La prise en compte du nombre de personnes en charge renforce l'analyse sur le niveau de vie des PAP basée sur le revenu mensuel. En effet, cette approche donne signal sur le niveau vie des PAP. L'analyse des résultats du ci-dessous permet de relever que :

- 16% de l'effectif total des PAP ont déclaré avoir des revenus inférieurs à 500 dt/mois, 26 % de l'effectif total des PAP environ 500 dt/mois et 58% de l'effectif total des PAP entre 500 et 1000dt.

Le nombre de personnes par ménage est de :(i) célibataire 5% (un éleveur est célibataire, 11 % lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué de 4 personnes, (ii) 32 % lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué de 5 personnes, (iii) 26% lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué de 6 personnes, (iv) 11% lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué 8 personnes et 16% lorsqu'il s'agit d'un ménage constitué d'un nombre supérieur à 8 personnes.

Selon la carte de la pauvreté en Tunisie (INS, Banque Mondiale, septembre 2020) :

En Tunisie, un ménage est défini comme pauvre en fonction de seuils de pauvreté spécifiques. Pour les zones rurales, les plus petites villes et les plus grandes villes, les seuils de pauvreté utilisés sont respectivement de 1 501 DTN, 1 703 DTN et 1 878 DTN par personne et par an.

Le tableau ci-dessous identifie les PAPs qui peuvent être considérées sous le seuil de pauvreté.

Codes éleveurs	Revenu par mois	Nombre de personne par ménages	Revenu/mois/personnes	Revenu/an/personnes	Nombre de personnes vulnérables
E1	700	5	140	1680	
E2	850	5	170	2040	
E3	1000	5	200	2400	
E8	450	5	90	1080	
E10	1800	0	0	0	
E12	1500	5	300	3600	
E14	800	4	200	2400	
E15	800	4	200	2400	
E16	800	5	160	1920	
E17	800	6	133	1600	
E18	1000	6	167	2000	
E19	500	6	83	1000	1
E20			0	0	
E21	500	10	50	600	2
E22	150	12	13	150	3
E23	150	8	19	225	4
E24	500	9	56	667	5
E25	500	6	83	1000	6
E26	500	6	83	1000	7
E27	500	8	63	750	8

*Seuil de comparaison adapté 1 878 DTN/ par personne et par an.

Les éleveurs considérés pauvres sont : E19, E21, E22, E23, E24, E25, E26, E27, E28.

b) Situation de Handicap chez les PAPs

Les personnes en situation de handicap pourraient être plus ou moins limitées dans leur capacité à profiter des avantages du projet. En effet, du fait de leur handicap, les personnes en situation de handicap sont susceptibles d'être les moins aptes à recevoir des informations liées au projet, à se déplacer facilement, ou à participer activement au processus de mise en œuvre du PARA. Par conséquent, ce groupe de PAP mérite un traitement particulier, d'où la nécessité d'intégrer la situation de handicap dans les critères de vulnérabilité. Les résultats de l'enquête socioéconomique indiquent que sur un effectif de 19 PAPs personnes physiques recensées, ont déclaré être en situation de handicap.

Le principal type d'handicap recensé est : maladie cardio-vasculaire, Diabète, tension artérielle, détresse respiratoire aiguë.

Le tableau ci-dessous identifie les PAPs qui peuvent être considérées sous le seuil de pauvreté.

Nature du handicap des PAP	Aucun	Handicap physique	Maladie chronique handicapante
Effectif des PAP	17	0	2*
Pourcentage	89%	0	11%

* les deux personnes ayant des maladies chroniques l'éleveur E22, l'éleveur E24

7.11.4 Processus de sélection des PAPs vulnérables

Dans le cadre du projet, la démarche utilisée pour l'identification des PAPs vulnérables a consisté à définir des critères et des indicateurs à partir des données fournies par les enquêtes socioéconomiques. L'analyse de la base de données socio-économiques a donc permis de construire une grille de sélection à partir des critères principaux et secondaires suivants.

Tableau 7.1 : Grille d'analyse de vulnérabilité

Critères d'analyse	Profil	Justificatifs
Être chef de ménage	▪ PAP Chef de ménage Mineure (moins de 18 ans) ▪ PAP chef de ménage vivant avec un Handicap ou une maladie chronique handicapante ▪ PAP homme âgé de 70 ans et plus ▪ PAP chef de ménage ne possédant pas d'autres sources de	Le statut/place ou rôle dans le ménage reste un critère déterminant dans l'évaluation de la vulnérabilité sociale. Les personnes mineures ou âgées, et celles vivant avec un handicap, du fait de leur état physique, sont des personnes qui ne disposent pas des capacités nécessaires à la reconstruction de leur environnement économique et pourraient, par conséquent, être plus affectées que d'autres par la mise en œuvre du projet. La perte de la source de revenu pour la PAP chef de ménage peut affecter grandement le bien-être d'un ménage. De plus lorsque la PAP chef de ménage n'a pas d'autres sources de revenu, sa vulnérabilité peut être renforcée. Ainsi, ces deux facteurs combinés

Critères d'analyse	Profil	Justificatifs
	revenus outre que celle procuré par le bien affecté	constituent un critère important dans l'analyse de la vulnérabilité.
Capacités financières du ménage	▪ Revenu mensuel de la PAP inférieure au revenu moyen mensuel de sa catégorie.	Le niveau de revenu est un indicateur important pour l'évaluation de la vulnérabilité économique. Lorsqu'une PAP a un niveau de revenu mensuel inférieur au revenu mensuel de sa catégorie. Elle est relativement moins dotée en ressource et donc vulnérable par rapport aux autres PAP de sa catégorie.
Nombre de personnes à charge	▪ PAP ayant un nombre de personnes à charge supérieur ou égal à 10 avec des personnes mineures ou âgées (moins de 15 ans et 65 ans et plus).	Le nombre de personnes à charge est un critère important dans l'analyse de la vulnérabilité des PAP. En effet, lorsqu'un ménage est caractérisé par sa taille élevée (supérieure à 10), avec une forte présence de membres inactifs ou vulnérables (au moins 5 personnes mineures ou âgées (moins de 15 ans et 65 ans et plus), ce ménage présente un risque important de vulnérabilité.
Niveau d'instruction	PAP Analphabète	La situation d'analphabète constitue en général un handicap majeur dans la capacité à recevoir et à tirer profit de toutes les opportunités offertes par un projet. Ainsi, les PAP analphabètes méritent toujours un traitement particulier pour s'assurer qu'elles disposent et comprennent toutes les informations liées au projet, notamment l'assistance pour la constitution de leurs dossiers individuels, la présentation de la méthode d'évaluation de leurs pertes et indemnisations et autres critères qui président à l'assistance des PAP. De ce point vu, les PAP analphabètes pourrait présenter des risques de vulnérabilité.

Ainsi, suivant l'importance du critère dans l'analyse de la vulnérabilité, des pondérations ont été affectées à chaque critère identifié avec des scores allant de 25 à 5.

Tableau *7.2* : Pondération des critères d'éligibilité à la vulnérabilité

Critères de vulnérabilité	Pondérations
Être une PAP chef de ménage vivant avec un handicap ou une maladie chronique invalidante.	25
Être une PAP chef de ménage ne possédant pas d'autres sources de revenus outre que celle procuré par le bien affecté	20
Être une PAP homme chef de ménage âgée de 70 ans et plus	10
Être une PAP chef de ménage mineure (moins de 18 ans)	10
Être une PAP ayant un revenu mensuel inférieur au revenu moyen mensuel de sa catégorie	20
Être une PAP ayant un nombre de personnes à charge supérieur ou égal à 10 avec au moins 5 personnes mineures ou âgées (moins de 15 ans et 65 ans et plus)	10
Être une PAP analphabète	5

Est considérée comme vulnérable, toute PAP ayant obtenu une note supérieure ou égale à **30** points sur **100** points.

L'examen des critères de vulnérabilité révèle que **9 PAPs** (**47%**) sont vulnérables sur un total de 19 PAPs ayant répondu au questionnaire socio-économique (voir matrice d'analyse de vulnérabilité dans la base de données socioéconomiques).

Mode de gestion/formes de compensation des groupes vulnérables

Des mesures d'appui aux PAPs vulnérables sont nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre du PARA du projet aux fins de minimiser et d'atténuer les risques sociaux auxquels elles seraient exposées.

Tous les PAPs recevront une compensation, mais pour les PAPs ayant été identifiées comme vulnérables, un appui supplémentaire qui prendra diverses formes est fourni. Cet appui sera individuel et aura pour but de s'assurer que les PAPs font reconnaître pleinement leurs droits et que les compensations auxquelles elles ont droit leur sont directement fourni et qu'elles bénéficieront des mesures appropriées à chaque cas dans le cadre du CIDP.

Les **mesures de compensation spécifiques à offrir aux personnes vulnérables identifiées** dans le cadre du processus de compensation, devront comprendre les éléments suivants :

- ✓ Compenser chaque PAP vulnérable sans discrimination ;
- ✓ S'assurer que les structures facilitatrices disposent d'une équipe dédiée à l'assistance des personnes vulnérables, afin de leur apporter un appui continu pendant tout le processus de compensation pour qu'elles puissent bien comprendre les étapes à suivre et être bien informées de leurs droits à la compensation ;
- ✓ Organiser lors de la mise en œuvre des séances d'information pour les PAPs vulnérables incluant des séances ciblées directement aux personnes vulnérables ;
- ✓ Offrir des explications claires sur les droits des PAPs vulnérables à être compensées pour leurs pertes ;
- ✓ Assister les PAPs vulnérables (analphabètes en particulier) dans le processus de réclamation (explications supplémentaires sur le processus, vérification de la compréhension du processus et des documents à remplir s'ils existent, etc.) ;
- ✓ Donner aux PAPs vulnérables la possibilité de se faire représenter par une tierce personne pour la récupération des compensations et pour le suivi des procédures administratives et autres.
- ✓ Autoriser les PAPs analphabètes à se faire accompagner par un proche lors de la signature des documents.

- ✓ S'assurer que les PAPs vulnérables bénéficient d'amélioration de leur niveau de vie en leur offrant les mesures suivantes :
  - Offrir aux PAPs une assistance médicale si nécessaire à des périodes critiques (les PAPs atteints de maladies chroniques et ne disposant pas d'une couverture sociale ou d'un revenu mensuel fixe.), aide médicale et soutien d'accès aux soins adaptés aux PAPs âgées
  - Priorisation des opportunités d'emploi pour aider à l'insertion professionnelle des jeunes, y compris les analphabètes et les fils des PAPs âgés.
  - Les programmes d'appui inclus dans le PDC et dont bénéficieront les PAPs sont :
    - Bénéficier les PAPs vulnérables des dons de Ramadan.
    - Soutenir la fourniture de panneaux photovoltaïques et leur installation en vue d'améliorer leurs niveaux de vie en allégeant la facture de l'électricité et aider ainsi à économiser les dépenses et même générer des revenus en revendant l'électricité produite.

8.0 ÉLIGIBILITÉ/DROITS À L'INDEMNISATION-RÉINSTALLATION ET DATE BUTOIR

En fonction du type de propriété foncière et de leur statut socio-économique on peut retrouver différentes catégories de personne affectée. La section suivante donne les informations nécessaires à leur identification. Les principaux droits en matière de compensation et d'appui sont repris dans la matrice de compensation.

16.1 Éligibilité

Pour la législation nationale, les populations, les communautés et toutes les personnes concernées sont les expropriés qu'ils soient propriétaires fonciers ou titulaires de droits réels immobiliers.

Concernant l'occupant de mauvaise foi, l'article 6 de la loi 2016-53 stipule qu'aucune indemnité ne sera octroyée à titre d'indemnisation des droits dus aux actes illégaux accomplis dans le but d'obtenir ladite indemnité. L'article 10 de la même loi laisse entendre que la situation de l'occupant de mauvaise foi pourra être examinée mais dans un cadre social autre que la loi sur l'expropriation.

Le législateur tunisien a admis la résolution des situations précaires des occupants de bonne foi des terres domaniales agricoles. Le décret n°2011-3336 du 27 octobre 2011, repris par le décret gouvernemental n°2015-1870 du 20 novembre 2015 est un exemple.

16.2 Personnes affectées par le projet

Dans le cadre de ce projet, les personnes les plus susceptibles d'être affectées sont :

- Les éleveurs qui seront privés de l'accès aux zones de pâturage ;
- Les groupes vulnérables identifiés Les groupes vulnérables identifiés comme une PAP chef de ménage vivant avec un handicap ou une maladie chronique invalidante, une PAP chef de ménage ne possédant pas d'autres sources de revenus outre que celle procuré par le bien affecté, une PAP homme chef de ménage âgée de 70 ans et plus, PAP chef de ménage mineure (moins de 18 ans), une PAP ayant un revenu mensuel inférieur au revenu moyen mensuel de sa catégorie, une PAP ayant un nombre de personnes à charge supérieur ou égal à 10 avec des personnes mineures ou âgées (moins de 15 ans et 65 ans et plus), une PAP analphabète.

Les résultats de l'enquête du CRDA (mai 2022) ont conclu que le nombre d'éleveurs utilisant potentiellement le site de la centrale solaire et une section de la LEAHT est limité à 20 éleveurs affectés (10 éleveurs de Dallousi et 10 éleveurs de Metbasta).

Les enquêtes socioéconomiques ont permis d'identifier 19 ménages qui peuvent dépendre de bétail des éleveurs.

16.3 Matrice d'éligibilité

La matrice d'éligibilité ci-dessous indique les différentes catégories de personnes pouvant être affectées et les compensations auxquelles elles ont droit en fonction des types de pertes.

Les personnes éligibles se retrouvent dans plusieurs catégories. La compensation est établie suivant les exigences de la SFI, la BAD et de la législation tunisienne en vigueur en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique comme validé dans le CPR.

16.4 Date butoir

La date butoir (24/02/2021) a été publiée et clairement communiquée aux populations dans le gouvernorat de Kairouan. Elle a été aussi publiée au Journal Officiel, affichée au siège du gouvernorat de Kairouan et notifiée de façon individuelle aux éleveurs (voir annexe V). D'après l'attestation d'affichage, aucun grief n'a été reçu par la population concernée.

Pour les non-titulaires, la date limite d'attribution de droits sera la date de démarrage des opérations de recensement destinées à déterminer les personnes et les biens éligibles à compensation. A partir de cette date, les personnes qui arrivent pour occuper les emprises ne seront pas éligibles à la compensation sauf les absents au moment du recensement ou autres cas s'avérant éligibles selon la réglementation nationale et/ou aux politiques de la SFI et BAD.

Tableau 8.1 : Matrice et droit d'éligibilité des PAPs

Description	Critères d'éligibilité des personnes affétées	Stratégie de compensation
Perte permanente d'accès aux zones de pâturage	• Les éleveurs (formels et informels) qui seront privés de l'accès aux zones de pâturage	• Assistance aux éleveurs pour accéder aux zones alternatives de pâturage. • Un soutien transitoire sous la forme d'une préparation des terres nouvellement louées afin qu'elles puissent être utilisées pour des cultures ou des pâturages. • Mesures de restauration des moyens de subsistance. • Autre soutien pratique nécessaire pour que les utilisateurs formels et informels des terres puissent rétablir leurs moyens de subsistance ailleurs, y compris la mise en place de mesures de restauration des moyens de subsistance.
Groupe vulnérable	• Les ménages en dessous du seuil pauvreté. • Les femmes vivant en milieu rural ayant peu ou pas d'accès à des moyens de subsistance • Les enfants déscolarisés ou en risque de déscolarisation y compris les personnes analphabètes • Les personnes au chômage que ça soit les personnes sans formation ou les jeunes diplômés au chômage • Les petits agriculteurs qui ont entre 1 et 3 hectares et qui ont un revenu très limité ; • Les agriculteurs qui n'ont pas de terres et qui exploitent les terres de l'état, leur seule source de revenus ; • Les personnes sans soutien financier et social dont les personnes âgées et atteintes de maladies chroniques ; • Les personnes handicapées et à mobilité réduite ; • Ainsi que toute autre personne qui sera considérée comme vulnérable par les futures études socio-économiques.	• Assistance technique aux projets de développement agricoles. • Fourniture de cours de renforcement des capacités sur mesure afin d'améliorer l'accès à d'autres sources de revenus grâce à de meilleures performances générales, et. • D'autres mesures, qui seront identifiées lors d'une consultation ciblée. • Accès aux soins (avoir une couverture sociale pour les soins)

9.0 ESTIMATION DES PERTES

9.1 Estimation des pertes de la centrale solaire

Les terrains affectés par le site de la centrale sont de 200 ha. L'ensemble de la zone du projet a toujours été la propriété du gouvernement et n'a pas fait l'objet d'une acquisition foncière ou d'un processus de compensation. Par conséquent, normalement aucun titre foncier privé ne sera directement affecté sur le site du projet.

Les résultats de l'enquête du CRDA (mai 2022) ont conclu que le nombre d'éleveurs utilisant potentiellement le site de la centrale solaire est 20 personnes (10 éleveurs de Dallousi et 10 éleveurs de Metbasta).

Il est important de noter que les résultats de la cartographie de l'habitat naturel révèlent la présence de trois types d'étendue de la couverture végétale comme suit : élevée sur 27 ha, moyenne sur 147 ha et sol nu sur 26 ha. Seule une zone d'environ de 4,5 ha, ce qui est très faible et représente 2,5 % de l'ensemble de la couverture végétale du site du Projet, présente un intérêt pour le pâturage. Ces terres s'étendent le long de la RR171 avec une forte densité d'espèces annuelles connues pour être présentes pendant des périodes limitées de l'année et qui sont appréciées par le bétail.

La taille du bétail des éleveurs identifiés varie de 17 à 430 têtes.

Les enquêtes socioéconomiques ont permis d'identifier 19 ménages qui peuvent dépendre de bétail des éleveurs.

Sur la base des données de la Direction Générale des Forêts de 2021, présentée en annexe VII, le parcours naturel de Metbasta produit 100 UF/ha/an et peut atteindre 300 UF/ha/an par année pluvieuse, soit une moyenne de 200 UF/ha/an.

Les pertes associées au projet de la centrale photovoltaïque de Kairouan subies par les éleveurs de bétail sont estimées à **40 000 UF/an** (200ha * 200 UF/an= 40 000 UF/an).

10.0 METHODOLOGIE, ESTIMATION DES PERTES ET LEUR INDEMNISATION

10.1 Méthodologie de compensation

Le taux de compensation doit se faire en conformité avec le coût de remplacement des pertes subies conformément aux politiques de la SFI et de la BAD. Le coût de remplacement est la méthode d'évaluation qui permet de déterminer le montant suffisant pour remplacer les pertes subies et couvrir les coûts de transaction.

10.2 Modalité de compensation proposée

10.2.1 Démarche de compensation

Pour les pertes d'accès aux services tel que le pâturage, il est difficile d'évaluer ou de compenser en termes monétaires, le Promoteur doit établir un accès à des ressources et sources de revenu équivalentes et culturellement acceptables. Pour les pertes qui ne peuvent pas être correctement évaluées ou indemnisées en termes monétaires, une indemnisation en nature peut convenir. Cette indemnité doit toutefois être effectuée en biens ou ressources d'une valeur équivalente ou supérieure à celles culturellement acceptables par la communauté.

Lorsque la législation nationale ne prévoit pas une compensation d'un niveau correspondant au coût intégral de remplacement, la compensation au titre de la législation nationale sera complétée par le promoteur pour combler l'écart avec le coût de remplacement en vigueur.

10.2.2 Détermination des coûts de compensation

Le taux d'indemnisation des biens perdus doit être calculé au prix intégral de remplacement (c'est-à-dire le prix du marché augmenté des coûts de transaction). Le processus utilisé pour déterminer les coûts d'indemnisation doit être transparent et facilement compréhensible pour les personnes affectées par le projet. Pour les pertes qui ne peuvent pas être correctement évaluées ou indemnisées en termes monétaires, une indemnisation en nature peut convenir. Cette indemnité doit toutefois être effectuée en biens ou ressources d'une valeur équivalente ou supérieure à celles culturellement acceptables par la communauté.

Selon les cas, la compensation peut être effectuée comme suit :

- En espèces : la compensation sera calculée et payée en monnaie nationale. Pour une juste évaluation, les taux seront ajustés pour prendre en compte l'inflation et couvrir le prix de remplacement du bien affecté.
- En nature : la compensation peut inclure des éléments tels que la terre, les maisons ou autres structures, les matériaux de construction, les plants, les intrants agricoles, etc.

Cette forme de compensation sera surtout indiquée pour les terres agricoles et les habitations.

La compensation peut prendre la forme d'une assistance à fournir à la PAP, pour inclure une allocation de délocalisation, de transport, d'encadrement ou de travail. Concernant la terre et les structures, les coûts de remplacement sont définis comme suit :

- Terre agricole ou terre de pâturage : la valeur marchande d'une terre présentant une capacité d'exploitation égale ou potentielle et située dans le voisinage de la terre échangée ou du nouveau site, plus le coût d'aménagement à un niveau comparable ou supérieur à celui de la terre échangée, plus les coûts de transaction comme les taxes d'enregistrement et de transfert. L'indemnisation des terres échangées contre des terres potentiellement moins productives peut empêcher la restauration des moyens de subsistance et nécessite un coût plus élevé d'intrants qu'avant le déplacement. Il convient de privilégier les stratégies de déplacement fondées sur la terre pour les personnes dont les moyens de subsistance reposent sur la terre.
- Terre en jachère : la valeur marchande d'une terre présentant une capacité d'exploitation égale située dans le voisinage de la terre échangée. Lorsque la valeur marchande ne peut pas être déterminée ou que le remplacement de la terre n'est pas possible, une indemnisation collective en numéraire est recommandée.

10.3 Modalité de compensation proposée

Le parcours de Metbasta qui relève du domaine privé de l'État est objet des titres fonciers 20323 kair et 33767 Kair. Il occupe une superficie totale de 8003 hectares, 48 ares et 57 centiares dans le secteur d'El Alem de la délégation de Sbikha et dans les secteurs d'Elbaten, Dheraa Tammar et Metabsta de la délégation de Kairouan Nord du gouvernorat de Kairouan.

La faible contribution de ce parcours naturel à l'alimentation du cheptel dans les délégations de Sbikha et de Kairouan Nord a obligé les éleveurs de faire un passage d'un système pastoral à un système agropastoral basé sur le domaine cultivé.

Pour la compensation des pertes d'usage du terrain de parcours, le Promoteur n'effectuera aucune compensation en espèce. Cette approche est la meilleure pour aider les éleveurs à conserver leur situation économique.

Deux solutions sont à considérer :

- La production de fourrage (culture d'orge en sec) sur un terrain mitoyen de la centrale PV pour servir de parcours pour le bétail ;
- La mise à la disposition des éleveurs d'une quantité des fourrages équivalente aux pertes subies.

Figure 10.1: Culture agropastorale dans la région de Metbasta à El Alem *(Source EAM, Juin 2022)*

Selon les éleveurs de bétail interrogés, le pâturage de Metbasta couvre moins de 20% de la ration alimentaire totale de leurs cheptels. La complémentation de la ration est réalisée avec le foin ou de la paille, de l'avoine, de son de blé, de grain d'orge, parfois des sous-produits de l'agriculture.

10.4 Solution de compensation retenue

Sur la base des réunions tenues dans le gouvernorat de Kairouan le 29/12/2023 et le 05/01/2024 avec les entités régionales concernées, il a été convenu **d'éviter les compensations en espèces** et de privilégier les compensations **sous forme d'unités fourragères équivalentes en quantité aux pertes subies.**

10.5 Calcul de la quantité en Unité Fourragère à compenser aux éleveurs

Sur la base des données de la Direction Générale des Forêts de 2021, présentée en annexe VII, le parcours naturel de Metbasta produit 100 UF/ha/an et peut atteindre 300 UF/ha/an par année pluvieuse, soit une moyenne de 200 UF/ha/an.

Tableau 10.1 : Estimation des pertes associées au projet de la centrale photovoltaïque

Superficie du parcours en (ha)	Production du parcours en (UF/ha/an) selon DGF	Total des pertes subies (UF/an)
200	**200**	**40 000**

Les pertes associées au projet de la centrale photovoltaïque de Kairouan subies par les éleveurs de bétail sont estimées à 40 000 UF.

Chaque année, une quantité de 40 000 UF sera distribuée aux PAPs **au prorata des effectifs des cheptels**.

10.6 Coût global de la compensation

En tenant compte du taux d'inflation du prix sur une période de 22 ans, le coût global de la compensation est estimé à 1 379 000 DT = 455 000 USD.

10.7 Coûts et budget pour la réinstallation complète

- Montant des indemnisations pour les pertes de l'activité de pâturage pour 20 éleveurs sur une période de 22 ans = **1 379 000 DT = 455 000 USD** ;
- Le montant consacré au Plan de développement communautaire est de 193000 USD.

10.8 Mise en œuvre de la compensation

AMEA POWER, en coordination avec les autorités régionales et locales déterminera la période et le lieu de livraison des desdites quantités.

Il est à noter que les représentants de l'Office des céréales, du CRDA et de l'Office de l'Élevage et des Pâturages présents à la réunion du 05/01/2024 au siège du gouvernorat ont recommandé de fournir la quantité d'orge ou de concentré de type C prévue annuellement entre le mois de novembre/décembre, période où l'accès au pâturage est limité (période critique).

Chaque année, la liste des éleveurs affectés par le projet sera actualisée par les autorités régionales et locales, en coordination avec les structures impliquées à cet effet.

Il est à noter que l'actualisation concernera toujours la liste des 20 éleveurs identifiés initialement comme éligibles à la compensation. Cette actualisation portera sur l'intérêt de ces 20 éleveurs identifiés qui demeurent en pratique du pâturage dans la zone de projet ainsi toute modification qui peut avoir lieu sur le nombre de PAPs et leurs bétails pour pouvoir régler les quantités de fourrages à offrir et qu'aucun PAP identifiée (sa famille ou ménage, ses héritiers) ne pourra pas être retiré de la liste sauf s'il ne dispose plus de bétails.

A cet effet, une **convention** incluant l'accord sur cette modalité de compensation est signée entre le Promoteur (AMEA POWER) et les autorités régionales représentées par le Premier Délégué du Gouvernorat de Kairouan (Annexes VIII et IX). Les éleveurs des délégations de Sbikha et Kairouan Nord ont signés le PV de la réunion sujet de la convention d'entente sur la compensation et leur acceptation avec leurs délégués respectives (Annexe X).

Il est à noter que la quantité d'unités fourragères mentionnée dans la convention concerne l'indemnisation des éleveurs en tant que PAPs pour la centrale solaire et la LEAHT (47.000 UF/an, dont 40.000 pour la centrale solaire et 7.000 UF/an pour le tronçon LEAHT).

* **Le PARA de la LEAHT fournit une estimation détaillée et un calcul des pertes associées à la ligne à usage pastoral.**

10.9 Mesures d'accompagnement spécifiques aux personnes vulnérables

Les mesures spécifiques aux personnes vulnérables identifiées dans le cadre du processus de compensation, devront comprendre les éléments suivants :

- ✓ Compenser chaque PAP vulnérable sans discrimination ;
- ✓ S'assurer que les structures facilitatrices disposent d'une équipe dédiée à l'assistance des personnes vulnérables, afin de leur apporter un appui continu pendant tout le processus de compensation pour qu'elles puissent bien comprendre les étapes à suivre et être bien informées de leurs droits à la compensation ;
- ✓ Organiser lors de la mise en œuvre des séances d'information pour les PAPs vulnérables incluant des séances ciblées directement aux personnes vulnérables ;
- ✓ Offrir des explications claires sur les droits des PAPs vulnérables à être compensées pour leurs pertes ;
- ✓ Assister les PAPs vulnérables (analphabètes en particulier) dans le processus de réclamation (explications supplémentaires sur le processus, vérification de la compréhension du processus et des documents à remplir s'ils existent, etc.) ;
- ✓ Donner aux PAPs vulnérables la possibilité de se faire représenter par une tierce personne pour la récupération des compensations et pour le suivi des procédures administratives et autres.
- ✓ Autoriser les PAPs analphabètes à se faire accompagner par un proche lors de la signature des documents.

S'assurer que les PAPs vulnérables bénéficieront de l'amélioration de leur niveau de vie en leur offrant les mesures suivantes :

- Priorisation des opportunités d'emploi pour aider à l'insertion professionnelle des jeunes, y compris les analphabètes et les fils des PAPs âgés.
- Aide médicale et soutien d'accès aux soins adaptés aux PAPs âgées.

Les programmes d'appui inclus dans le PDC et dont bénéficieront les PAPs sont :

- Bénéficier les PAPs vulnérables des dons de Ramadan.
- Soutenir la fourniture de panneaux photovoltaïques et leur installation en vue d'améliorer leurs niveaux de vie en allégeant la facture de l'électricité et aider ainsi à économiser les dépenses et même générer des revenus en revendant l'électricité produite.

10.10 Calendriers de distribution de la compensation aux PAPs

Il a été convenu que les quantités de fourrage seraient distribuées pendant la période critique de pâturage (novembre et décembre), lorsque les besoins en fourrage augmentent.

Activités	2024				2025				2026				2027				20XX				2046	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T3	T4
Phase construction																						
Phase exploitation																						

Photo de la réunion du 29/12/2023 au siège du gouvernorat de Kairouan

Photo de la réunion du 05/01/2024 au siège du gouvernorat de Kairouan

****Il est à mentionner que les éleveurs ont été invités à une réunion séparée avec les délégués au sujet de la convention sur la compensation.***

11.0 PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Dans l'esprit de la OS5, les principaux groupes de parties prenantes comprennent les personnes affectées physiquement et /ou économiquement et la communauté hôte, ainsi que toute partie gouvernementale ou autre chargée de l'approbation et / ou de l'assistance liées à la gestion de la compensation et du plan de développement communautaire. La communauté doit être informée dès le choix des sites du projet que ce soit pour la centrale photovoltaïque ainsi que pour le tracé de la ligne HT. Une communication préalable facilite la gestion des attentes publiques concernant l'impact d'un projet et ses bénéfices attendus. Cet engagement précoce est très important lorsque la réinstallation est envisagée, pour permettre aux ménages, aux communautés et aux autres parties prenantes affectés de comprendre pleinement les implications de ces impacts sur leurs vies, pour participer activement aux processus de planification associés ou pour désigner des représentants dignes de confiance pour participer en leur nom. Alors que la mise en place de comités de pilotage peut prendre en charge le plan de compensation et les actions de communication, il convient de prendre des mesures pour s'assurer que toutes les personnes potentiellement affectées soient informées et invitées à participer à la prise de décision liée à la compensation. Un Plan de Participation des Parties Prenantes est élaboré pour le projet (noté PEPP) qui fournit les détails des actions de communication et d'information organisées :

- Informer les personnes riveraines et les personnes directement affectées par le projet de l'impact des lignes et des câbles électriques pendant les travaux et à long terme ;
- Informer les usagers des terres affectées sur la procédure d'acquisition des terres et de compensations décrite ici ;
- Enregistrer les réunions organisées dans une base de données (fichier Excel) qui permette d'en assurer le suivi ;
- Documenter toutes les réunions organisées avec les propriétaires/exploitants par la réalisation de procès-verbaux et la signature de liste de présence par les participants.

12.0 MECANISME DE GESTION DE PLAINTE

12.1 Introduction et portée

Dans le cadre du Projet de la centrale solaire de 100 MW à Kairouan et la ligne de transmission associée, le Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) est élaboré conformément aux exigences de la BAD et de la SFI.

Ce PEPP comporte la procédure de gestion des griefs du Projet pour permettre à toutes les parties prenantes, et en particulier les personnes affectées par le Projet, de fournir leur appréciation des propositions du Projet, de canaliser leurs préoccupations, et ainsi d'accéder à des informations ou de rechercher un recours ou une résolution.

Le mécanisme de règlement des plaintes vise à résoudre les problèmes rapidement, à l'aide d'un processus compréhensible et transparent, culturellement approprié et facilement accessible, sans frais et sans représailles pour le groupe ou l'individu qui a soulevé la plainte. Le mécanisme a été conçu de manière à ne pas entraver l'accès à un futur processus judiciaire ou à un autre type de processus administratif, et comprend des dispositions visant à garantir que les détails de la plainte et de la ou les personnes qui l'ont soulevé restent confidentiels.

12.2 Objectif

L'objectif d'un mécanisme de gestion de plainte est de :

- Mettre à la disposition des PAPs un lieu où elles pourront déposer des plaintes ou des réclamations concernant des questions liées à la compensation (ex : taux de compensation, critères d'éligibilité, etc.) ;
- Établir une relation transparente et mutuellement respectueuse avec PAPs en particulier, les communautés et autres parties prenantes en général ;
- Créer un processus culturellement acceptable et accessible pour que les PAPs puissent exprimer leurs inquiétudes, préoccupations, problèmes et plaintes ;
- Mettre en œuvre un processus par lequel les plaintes pourront être résolues de manière efficace, constructive, transparente et en temps utile pour éviter les litiges de longue durée.

12.3 Divulgation

Les informations relatives au contenu du mécanisme de réclamation et à la manière dont une préoccupation peut être soulevée auprès du Promoteur doivent être divulguées de la manière suivante au cours du PARA :

- En utilisant des informations imprimées qui sont incluses dans la brochure d'information

du projet ;

- En utilisant le dépliant sur le mécanisme de règlement des griefs (voir annexe VI) ;
- En mentionnant verbalement le mécanisme de règlement des griefs lors des activités de participation des parties prenantes et consultation des PAPs.

12.4 Enregistrement et consignation des griefs

Tout groupe/individu peut soumettre un grief/une plainte au Promoteur. Toutes les plaintes seront considérées et reconnues comme une opportunité d'amélioration ou une recommandation.

Une plainte peut être déposée de l'une des manières suivantes :

- Gouvernorat de Kairouan
  - Adresse : Avenue de l'Environnement 3100, Kairouan, Tunisie
  - Tel : (+216) 77 226 777 / Fax : (+216) 77 228 450
  - E-mail Adresse : gouv.gouvkairouan@planet.tn
- Municipalité de Sbikha
  - Adresse : Rue 18 janvier 1952 Sbikha, Kairouan, Tunisie
  - Tel : (+216) 77 365 517 / Fax : (+216) 77 365 517
  - E-mail Adresse : contact@commune-sbikha.gov.tn
- En téléphonant à l'agent de liaison communautaire du développeur (Issa KALBOUSI)
- En transmettant un message par l'intermédiaire du responsable social engagé par le Promoteur pour assurer la liaison avec les plaintes et toutes les questions sociales : Donia MEJRI : email : Donia.Mejri@ameapower.com,
- Téléphone : +216 98 643 339

Après avoir pris contact avec le représentant du Promoteur, la plainte doit être enregistrée à l'aide du registre électronique des plaintes et du formulaire d'enregistrement papier, en notant les informations suivantes :

- Le nom du plaignant individuel (ou du représentant du groupe) (dans la mesure où la personne souhaite divulguer son nom), son adresse physique (le cas échéant), la communauté dans laquelle il réside ou le nom du groupe ;
- La date, l'heure et le lieu où l'incident a été vécu (lorsque la plainte porte sur un événement précis) ;
- La description de la plainte et les détails de toute société tierce impliquée ; et
- Les moyens de communication préférés pendant le processus de résolution de la plainte, en notant les préférences linguistiques, et si une personne souhaite impliquer son propre

représentant (tel qu'un leader communautaire) dans toute communication future.

La confidentialité de la plainte doit être maintenue en conservant tous les dossiers papier dans un dossier verrouillé auquel seul le personnel du développeur a accès et en utilisant un mot de passe sécurisé pour garder les dossiers électroniques confidentiels.

Le registre électronique des plaintes et les dossiers papier doivent être utilisés pour enregistrer, de manière continue, les griefs à mesure qu'ils sont signalés, évalués et résolus.

12.5 Enquête sur le grief et tentative de résolution

Après l'enregistrement d'une nouvelle plainte, le développeur doit accuser réception de la plainte dans les 2 jours qui suit. Par la suite, le développeur communiquera avec la personne ou le groupe qui a soulevé la plainte afin d'en apprendre le plus possible sur les détails. Il sera important d'écouter attentivement la personne afin de refléter le fait que le Développeur prend les griefs au sérieux, et d'essayer de construire une relation positive avec l'individu/groupe au début du processus de résolution.

Par la suite, l'agent de liaison communautaire du développeur se chargera de discuter de la plainte avec d'autres membres du personnel, du développeur et d'autres parties, le cas échéant, et proposera une solution.

L'agent de liaison avec la communauté du développeur communique ensuite la réponse à la personne ou au groupe qui a soulevé la plainte dans le but de résoudre le problème. Le délai de réponse visé entre la date de réception de la plainte et l'envoi d'une réponse de résolution est de 15 jours.

L'agent de liaison communautaire du développeur doit examiner les recommandations nécessaires pour essayer de garantir que des plaintes similaires ne se reproduisent pas à l'avenir.

Avant que la plainte ne soit classée comme "résolu", l'agent de liaison communautaire du Promoteur / STEG doit vérifier auprès de la personne ou du groupe qui a soulevé la plainte qu'il est satisfait de la réponse fournie. Il est demandé au représentant de la personne ou du groupe de signer le formulaire d'enregistrement papier pour indiquer qu'il est satisfait de la réponse. S'il n'est pas satisfait, il a le choix de faire appel de la décision

En outre, le mécanisme de règlement des griefs doit inclure des détails sur la manière dont une plainte pour exploitation, abus et harcèlement sexuels (SEAH) et violence basée sur le

genre (VBG) sera traitée. Ainsi, une procédure efficace de traitement des plaintes pour harcèlement sexuel sera mise en œuvre, visant à :

- Transmettre le message que le promoteur prend au sérieux et avec diligence tous les cas de harcèlement et qu'il est en mesure de le prévenir avec une tolérance zéro à toutes formes de représailles;
- Permettre au plaignant de signaler le harcèlement d'une personne de sexe féminin ou d'un responsable avec une garantie de confidentialité et de protection de sa vie privée;
- Garantir que les plaintes sont traitées de manière cohérente et dans un délai raisonnable et déterminé au préalable;
- Informer et alerte son personnel sur les modèles de conduite inacceptable ;
- Mettre en évidence la nécessité de stratégies de prévention ;
- En outre, en cas d'incident sur un site de projet, l'emprunteur s'engage à notifier immédiatement la Banque, au plus tard 48 heures après l'incident, à partager le rapport d'enquête de l'autorité nationale et, si la Banque le juge nécessaire, à préparer un rapport indépendant d'analyse des causes profondes qui sera approuvé par la Banque en vue de sa mise en œuvre.

Toutes les plaintes et préoccupations liées au SEAH et à la VBG doivent être traitées avec sérieux et de manière impartiale et confidentielle. De même, si une femme soulève une telle question, celle-ci doit rester confidentielle et ne pas être divulguée.

Des canaux efficaces de signalement, y compris une option anonyme, peuvent contribuer à encourager les communautés à signaler leurs plaintes ou préoccupations. Les détails de la plainte doivent être conservés sur un ordinateur sécurisé, etc.

12.6 Procédures pour la gestion des plaintes VBG/EAS/HS

Les plaintes sensibles en particulier celles liées aux VBG/EAS/HS bénéficieront donc d'un traitement et d'une prise en charge spécifiques.

En principe toute personne qui est au courant d'un cas de VBG/EAS/HS ou reçoit une plainte sensible doit l'orienter soit vers les services spécialisés (Actions social), ou vers l'Expert Social de l'UGP/Responsable Social du Promoteur ou acheminées vers les voies légales pour y apporter une réponse appropriée.

Le rôle de l'Expert Social de l'UGP/ Responsable Social du Promoteur n'est pas de prendre en charge les cas de VBG/EAS/HS, mais de faciliter le référencement de cas et promouvoir la fonctionnalité du circuit de référencement. L'enregistrement et la prise en charge des cas seront faits uniquement par les structures habilitées ou spécialisées qui seront identifiées comme acteurs VBG opérationnels dans la zone du projet, durant la mise en œuvre.

La personne plaignante bénéficiera d'un accompagnement et des appuis nécessaires (juridiques, psychologiques, médico-sociaux, test de de grosses, de IST VIH/Sida, etc.) durant toute la procédure.

S'il s'est avéré que des actes d'exploitation ou d'abus sexuels concernent le personnel ou les prestataires du projet, l'UGP/Responsable social du promoteur suspendra ou cessera immédiatement la relation contractuelle.

La non-dénonciation, l'encouragement ou la tolérance d'un délit sexuel est passible de poursuites. Toute personne qui signale un cas d'exploitation ou d'abus sexuels avéré, ou qui a coopéré dans le cadre d'une enquête sur de tels actes, bénéficiera d'une protection si nécessaire.

12.7 Choix de lancer un appel

Si la personne ou le groupe qui soulève une plainte n'est pas satisfait de la réponse initiale et souhaite poursuivre la plainte, il a le choix de faire un appel de la décision.

Une procédure d'appel sera mise en œuvre et mise en place par le comité de résolution des plaintes pour être utilisée en cas d'appel (lorsque la personne soulevant le problème n'accepte pas la réponse proposée). Afin de garantir une procédure d'appel objective et transparente, ce comité sera composé d'un groupe de personnes multipartites (Chefs de communauté, Agent de liaison communautaire (CLO), etc.) qui se réunira essentiellement pour entendre l'appel et décider de la compensation. Un représentant d'une ONG peut également être inclus pour prodiguer des conseils. En outre, le comité sera équilibré en termes de genre (membre du personnel masculin et féminin) afin d'être disponible pour recevoir et traiter les plaintes, de sorte que l'individu/groupe qui soulève un grief puisse choisir à qui il souhaite s'adresser.

La date cible pour la résolution des recours est de 15 jours supplémentaires, à compter de la date d'envoi de la réponse initiale par le développeur.

Dans le cas où le demandeur n'accepte pas la solution recommandée lors du deuxième examen, le dossier (y compris tous les documents liés à la plainte) sera renvoyé au demandeur afin qu'il soit libre de poursuivre une procédure juridique ou toute autre forme de procédure administrative.

REMARQUE : *si la personne ou le groupe qui soulève un grief souhaite obtenir une résolution judiciaire avant que la décision finale du Promoteur ne soit prise par le biais du processus d'appel, le Promoteur doit alors poursuivre le processus de résolution du grief*

en parallèle et fournir des copies de tous les documents non confidentiels et pertinents nécessaires au processus judiciaire.

12.8 Documents justificatifs

Les documents/fichiers suivants accompagnent ce mécanisme de règlement des plaintes (voir annexe VI) :

- Le journal des plaintes.
- Formulaire d'enregistrement des plaintes.

12.9 Enregistrement et classification de la plainte

Les plaintes seront enregistrées dans un système d'enregistrement officiel dont le CLO sera responsable. Le registre des plaintes sera distinct du registre des parties prenantes qui détaille les interactions avec les communautés et les parties prenantes. Les personnes peuvent enregistrer leurs plaintes en utilisant le formulaire d'enregistrement, ou en contactant directement le CLO.

La classification de la plainte dépend de sa complexité et son coût :

- **Niveau 1 : Incident social mineur ou plainte de priorité minimale** : une plainte locale, isolée et unique qui pourrait être traitée avec un effort limité. Habituellement, elle est générée et motivée par des intérêts individuels.
- **Niveau 2 : Incident social moyen ou plainte de priorité moyenne** : plaintes généralisées et/ou continues. Il s'agit d'une plainte généralisée, qui affecte probablement plusieurs personnes ou groupes. Elle est susceptible, si elle n'est pas traitée, de se dégénérer en un incident social majeur. (Par exemple, le bruit, les vibrations et la poussière pendant la construction).
- **Niveau 3 : Incident social majeur ou plainte prioritaire critique** : possibilité d'une violation significative de la législation applicable, des normes internationales, des politiques de l'entreprise et/ou d'une attention médiatique négative, de la sûreté et de la sécurité du site du projet, des employés et des parties prenantes (par exemple, abus par les forces de sécurité).

Le CLO expliquera au plaignant par écrit (ou oralement en cas de problème d'alphabétisation) le processus d'examen de la plainte, les résultats de l'enquête, tout changement d'activité qui sera entrepris pour la résoudre, et la manière dont le problème est géré pour respecter les engagements du projet et le système de gestion environnementale et sociale E&S.

Dans certains cas, il sera approprié pour le CLO de faire un suivi à une date ultérieure pour voir si la personne ou l'organisation est satisfaite de la résolution ou des actions correctives.

12.10 Schéma MGP

Ci-dessous le Schéma de mécanisme de gestion des plaintes

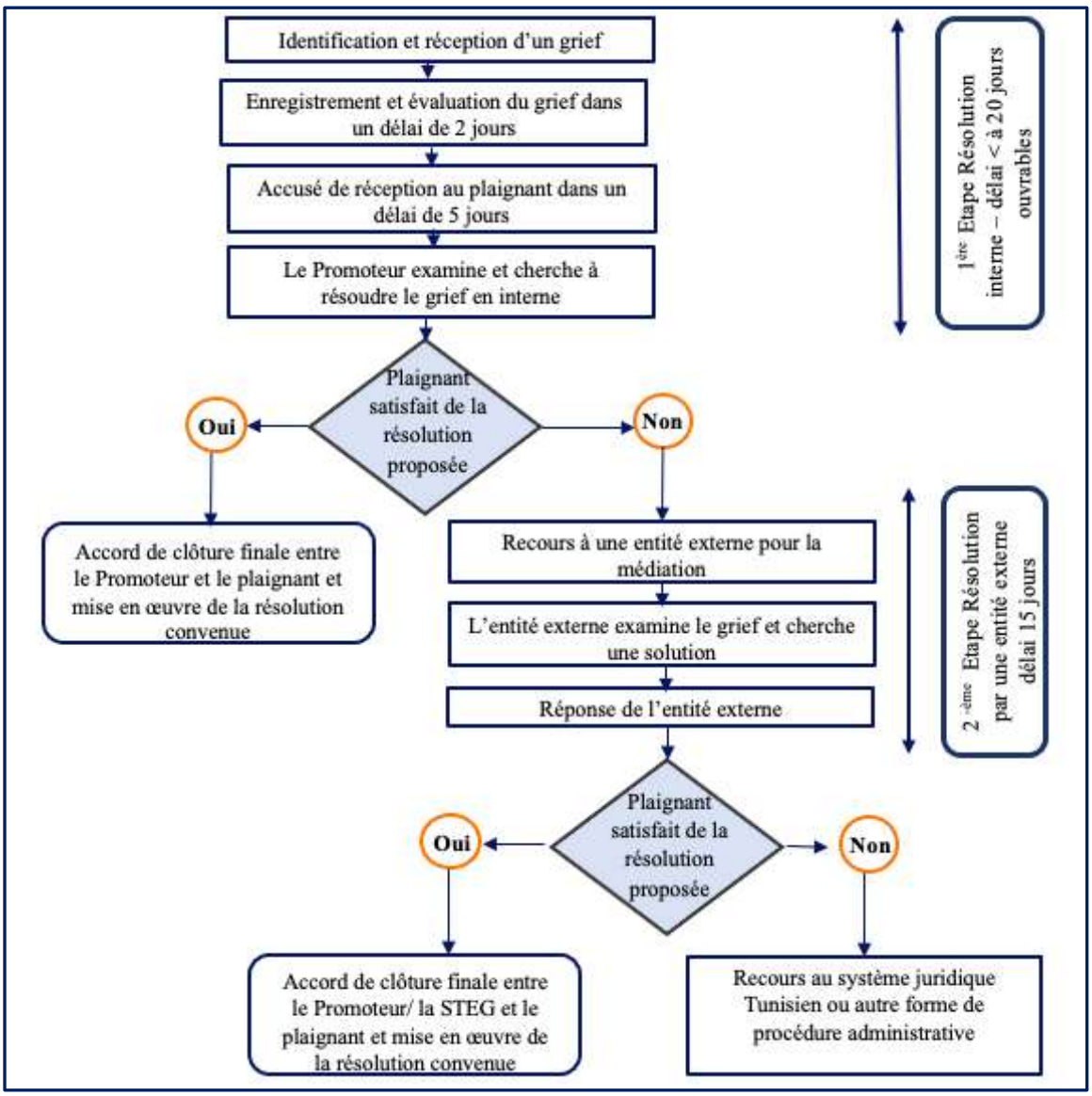


Figure 12.1: Logigramme du MGP

12.11 Surveillance et reporting

Les indicateurs de performance suivants seront utilisés pour vérifier l'efficacité de la mise en œuvre du mécanisme de règlement des griefs :

- ✓ **Utilisation** – l'objectif est que toutes les doléances (100 %) soient acheminées par le mécanisme de règlement des griefs avant que les préoccupations d'un individu, d'un

groupe ou d'une communauté ne soient portées à la connaissance d'une autre entité, telle qu'un régulateur national ou un média ;

- ✓ **Nombre** – le nombre de griefs reçus chaque mois doit être suivi de près pour identifier les tendances dans la fréquence et le type (voir ci-dessous) de griefs soulevés ;
- ✓ **Type** – le nombre de griefs associés à des sujets spécifiques (tels que l'utilisation de véhicules routiers, l'organisation de l'engagement, etc. ;
- ✓ **Sexe** – le sexe des individus qui soulèvent des griefs doit être enregistré et rapporté séparément ;
- ✓ C**ommunauté** – le nom de l'individu/groupe/communauté dans lequel il réside doit être enregistré ;
- ✓ **Délai de résolution** – l'objectif de résolution des griefs est de 15 jours, à compter de la date d'enregistrement du grief. Tous les appels à la décision du grief doivent être entièrement résolus dans un délai supplémentaire de 15 jours, à compter de la date à laquelle la réponse initiale a été fournie à la personne qui soulève le grief.
- ✓ **Répétition** – Idéalement, il ne devrait pas y avoir (ou du moins une réduction constante) de griefs soulevés sur des questions similaires au fil du temps. Cet objectif devrait être atteint en mettant en œuvre des améliorations dans les procédures de travail de l'EIES et des activités plus larges d'engagement des parties prenantes, avec l'objectif de démontrer une amélioration continue.

13.0 SUIVI ET EVALUATION

Le suivi et l'évaluation permettent de :

- Le suivi de la préparation et mise en œuvre des PARA afin de s'assurer que les procédures sont conformes aux dispositions et conditions établies ;
- Le suivi de la conformité des procédures et mesures mises en œuvre afin de répondre rapidement sur les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du PARA ;
- La mise en place d'un système d'information qui permet de faire le suivi des indemnisations et des plaintes. Ceci inclura une base de données digitale des actifs et personnes affectés.

Pour ce faire, il est recommandé :

- Un suivi interne par des spécialistes E&S de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) ;
- Un suivi et surveillance externe (par un consultant externe),
- La supervision par la BAD et la SFI.

Surveillance

- Vérifier, en particulier au démarrage du PARA, que ses spécifications détaillées sont conçues et que sa mise en œuvre est effectuée conformément au PARA validé ;
- Le Spécialiste Social de l'UGP effectuera des visites sur terrain et soumettra un rapport de suivi périodique au Coordonnateur de l'UGP, qui en enverra une copie à la BAD et à la SFI.

Rapportage du suivi de la mise en œuvre du PARA

- Un rapport trimestriel de mise en œuvre du PARA selon le canevas fourni par la BAD doit être remis à la BAD et à la SFI au plus tard 15 jours après la fin de chaque trimestre à partir de la date effective de mie en œuvre du projet (levée des conditions précédentes de déboursement) et ce jusqu'à la clôture du projet.
- Deux audits de performance de la mise en œuvre du PARA par des experts indépendants en la matière :
  - Un audit annuel de performance E&S du Projet qui porte à la fois sur la mise en œuvre du PAR et celle du PGES
  - Un audit d'achèvement de la mise en œuvre du PARA.

Le tout sera supervisé par un comité de pilotage de suivi de la mise en œuvre du PARA.

Les mesures de suivi

Le suivi de la mise en œuvre permet de vérifier que les actions prévues dans le PARA sont réalisées dans les délais et que les coûts des mesures de compensation et de restauration des moyens de subsistance sont conformes aux budgets. Le tableau ci-dessous présente les

principaux indicateurs de suivi de la mise en œuvre du PARA qui doivent être intégrées dans le programme de suivi du Promoteur.

Tableau 13.1 : Mesures de suivi du PARA

Composantes	Suivi	Calendrier	Indicateurs
Divulgation du PARA	Vérifier que les PAPs sont informées des résultats du PARA de manière transparente et détaillée.	Avant la phase de construction	- Nombre de séances de restitution organisées - Nombre de PAP ayant participé aux séances de restitution - Nombre de PAP vulnérable ayant participé aux séances de restitution - Niveau d'acception du PAR (Satisfaisant, non satisfaisant, etc..)
Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes	Vérifier la mise en place effective des différents niveaux de traitement des plaintes.	Avant la phase de construction	- Toutes les doléances (100 %) soient acheminées par le mécanisme de règlement des griefs - Résolution des griefs est les 15 jours
Négociation et signature d'accords individuels avec les PAPs	Vérifier que les documents d'accords individuels ont été produits et signés par le Promoteur et par les PAPs concernées	Avant la phase de construction	- Nombre de PAP ayant signé un accord individuel : pourcentage par rapport au nombre total de PAP
Paiement des compensations aux PAPs	Vérifier que les compensations des PAPs ont été effectuées	Avant la phase de construction et entre novembre et décembre de chaque année	- Nombre de PAP ayant perçu leur compensation : pourcentage par rapport au nombre total de PAP
Accompagnement des personnes vulnérables	Vérifier que les mesures prévues pour les personnes vulnérables ont été appliquées.	Avant la phase de construction et entre novembre et décembre de chaque année	- Nombre de PAP vulnérable ayant bénéficié d'une assistance lors de la compensation - Nombre de PAP vulnérable dont le revenu et le niveau de vie se sont améliorés après la compensation - Nombre de personnes vulnérables satisfaites de leur situation après la compensation

14.0 RESPONSABILITES ORGANISATIONNELLE DE MISE EN OEUVRE DU PARA

Le suivi et l'évaluation permettent :

- Le suivi de la préparation et mise en œuvre du PARA afin de s'assurer que les procédures sont conformes aux dispositions et conditions établies dans le présent PARA, à la législation tunisienne et aux politiques de la SFI et de la BAD ;
- Le suivi de la conformité des procédures et mesures mises en œuvre afin de répondre rapidement sur les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des plans ;
- La mise en place d'un système d'information qui permet de faire le suivi des indemnisations et des plaintes. Ceci inclura une base de données digitale des actifs et personnes affectés.

Pour ce faire, il est recommandé :

- Un Suivi interne chez le Promoteur ;
- Un Suivi externe (par des experts externes), et
- Audit final de la mise en œuvre du PARA.
- Un rapport trimestriel de mise en œuvre du PARA selon le canevas fourni par la BAD doit être remis à la BAD et à la SFI au plus tard 15 jours après la fin de chaque trimestre à partir de la date effective de mie en œuvre du projet (levée des conditions précédentes de déboursement) et ce jusqu'à la clôture du projet.
- Deux audits de performance de la mise en œuvre du PARA par des experts indépendants en la matière :
    - Un audit annuel de performance E&S du Projet qui porte sur la mise en œuvre du PARA
    - Un audit d'achèvement de la mise en œuvre du PARA.

Une description générale des entités responsables de la mise en œuvre du PARA, ainsi que de leurs rôles et responsabilités respectifs est dans le tableau suivant :

Entité	Responsabilités
Promoteur (AMEA)	Mise en place du comité de pilotage Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes Suivi interne des opérations de réinstallation Négociation et signature des certificats de compensation
Chef de projet	C'est la personne qui organise et conduit les différentes phases du projet dont il en assume entièrement le management. Le Chef de projet intervient en amont et en aval du projet, c'est à dire de l'élaboration jusqu'à l'évaluation des résultats du projet géré. Souvent en réunions et constamment à jour des dernières tendances dans son domaine. Ses principales missions consistent à l'organisation et la conduite du projet de bout en bout, la supervision des différentes phases, depuis la rédaction des spécifications fonctionnelles et techniques à la recette utilisateur voire la mise en production, ainsi que la réalisation d'un suivi auprès du client.

Entité	Responsabilités
	Dans le cadre de ce suivi, il est amené à contrôler la qualité du travail effectué par l'équipe du projet et à veiller au respect des délais et des coûts. Il communique un compte-rendu à sa hiérarchie comme à son client. Son objectif étant de boucler le projet en temps et en heure, en répondant au mieux au budget et aux attentes exprimées.
Responsable de site	Le responsable de site est chargé de l'accueil, la surveiller ainsi que de l'entretien d'un site. Avec ses équipes, qu'il coordonne, il organise des interventions techniques. Il peut aussi conseiller techniquement la direction afin de proposer de mettre en place des modifications qu'il juge nécessaires.
Un expert en sauvegardes sociales	Le Spécialiste Social dirigera et coordonnera la planification, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques sociales ainsi que l'évaluation et la gestion efficace des risques sociaux lies aux activités du projet. Cela comprend l'examen des cadres et des plans de sauvegardes sociales en collaboration avec les agences gouvernementales concernées et les groupes de bénéficiaires locaux, le traitement de la compensation, le suivi de la mise en œuvre du PGES et du PARA et le suivi de la conformité du projet aux politiques de sauvegardes tout au long de sa durée. Le Spécialiste Social veillera au respect de l'évaluation des risques et impacts sociaux du projet en collaboration avec le spécialiste de l'environnement, en se conformant aux exigences des politiques des bailleurs de fonds (BAD et SFI) en la matière et aux textes nationaux ou à défaut internationaux et notamment l'exécution du PGES et du PARA, de tous les autres instruments E&S préparés dans le cadre de ce projet, des engagements dans l'accord de prêt, de règlementation nationale et s'assurer que les contractants et sous contractants en face de même. Il a pour mission de : - Surveiller et auditer la conformité sociale dans l'ensemble du projet ; - Analyser, suivre et gérer les conséquences sociales prévues et imprévues, tant positives que négatives, des interventions planifiées (politiques, programmes, plans, projets) ; - Effectuer des inspections d'hébergement du travail et des audits sociaux ; - Veiller à la bonne mise en œuvre des mécanismes de règlement des griefs au niveau du projet ; - S'engager, selon les besoins, avec les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales en ce qui concerne les questions sociales ; - Soutenir et mettre en œuvre des activités de développement social (RSE) et des initiatives de développement durable conformément aux stratégies de l'entreprise et spécifiques aux projets ; - Avec le spécialiste environnemental, préparer et soumettre les rapports trimestriels de suivi de la mise en œuvre du PGES, du PARA et autres instruments E&S à la BAD ; - Avec le spécialiste environnemental, coordonner la préparation de l'Audit annuel de conformité environnementale et sociale par un auditeur E&S indépendant.

Entité	Responsabilités
Responsable de la liaison avec la communauté	- Agir en tant que canal local d'information entre le Promoteur et les communautés affectées ; - Aider à faire connaître le mécanisme de règlement des griefs, et faciliter l'enregistrement, l'enquête et la résolution des griefs ; - Fournir une assistance continue dans la mise en œuvre du PARA ; - Rendre compte de l'avancement de la mise en œuvre du PARA ; - Fournir toute autre assistance qui pourrait être nécessaire pour la mise en œuvre réussie du projet lorsque cela est pertinent et approprié ; - Avec les spécialistes E&S, contribuer à la préparation des rapports trimestriels de suivi de la mise en œuvre du PGES, du PARA et autres instruments E&S à la BAD ; - Avec les spécialistes E&S, contribuer à la supervision de l'Audit annuel de conformité environnementale et sociale par un auditeur E&S indépendant.

Composition du comité de pilotage pour la mise en œuvre du PARA

Il est proposé de créer un comité de pilotage de la mise en œuvre du PARA qui peut contenir en plus des autres spécialistes de l'UGP :

- Un expert en sauvegardes sociales et un expert en communication à temps plein. Ils seront responsables de guider et faire le suivi de la mise en œuvre du PARA ;
- Un agent de liaison communautaire pour assurer l'animation des consultations avec les communautés et les PAPs ;
- Un représentant du Promoteur AMEA Power ;
- Un représentant du EPC Contractor ;
- Des représentants de la Direction Juridique pour le suivi des aspects « autorisations et décret » et le traitement des doléances non résolues à l'amiable ;
- Un gestionnaire de base de données, responsable de la mise à jour des bases de données des personnes et biens recensés ;
- Un représentant des PAPs ;
- Un représentant de la société civile ;
- Un représentant de la **Commission de Reconnaissance et de Conciliation en matière d'expropriation (CRC)**, veille sur le déroulement de toutes les mesures préliminaires de l'opération d'expropriation, ainsi que les enquêtes effectuées concernant l'immeuble à exproprier, les ayants-droits et autres titulaires de droits existants sur l'immeuble à exproprier ;
- Un représentant du CRDA qui est l'entité impliquée dans l'évaluation de la superficie des terres perdues pour l'usage pastoral et des dommages qui peuvent être causés aux activités agricoles ;
- Un représentant de la DGF qui élaboré la liste définitive des PAPs en considérant la

liste initiale des PAPs identifiées (sa famille ou ménage) et actualiser le nombre de bétails pour chaque éleveur.

- Un représentant de l'Office de de l'élevage et des pâturages, il assure le rôle du conseiller et du référent technique ;
- Un représentant de l'office des céréales, responsable de l'activité de production et distribution de céréales en Tunisie et des aliments de bétails ;
- Le Gouverneur et ses représentants (Premier Délégué chargé de la gestion des affaires courantes du gouvernorat de Kairouan et les délégués de Sbikha et Kairouan Nord, ils peuvent connaître les personnes affectées par le projet et leurs conditions de vie.

Avec l'assistance des spécialistes E&S de l'UGP, les principales missions de ce comité sont les suivantes :

- Actualiser/instruire les données des enquêtes démographique, agricole et foncière ;
- Élaborer la liste définitive des PAPs ;
- Organiser la tenue des négociations sur les compensations avec les PAPs ;
- Établir et faire signer les certificats de compensation ;
- Organiser le paiement des compensations ;
- Assurer le suivi de la réinstallation des PAPs ;
- Assister de manière spécifique les groupes vulnérables avant, pendant et après le déplacement ;
- Élaborer tous les documents nécessaires à l'exécution du programme : notes et rapports, etc. ;
- Constituer l'archivage des documents du projet.

Plan de développement communautaire

Le Promoteur vise à concevoir et à mettre en œuvre un Plan de Développement Communautaire (PDC) qui vise à fournir une série de compensations indirectes aux personnes des communautés locales à proximité du projet. Ce plan inclura aussi les compensations collectives des éleveurs.

Le PDC aura les objectifs suivants :

- Établir des procédures pour répondre aux besoins de la communauté, travailler avec la communauté et d'autres partenaires, y compris le gouvernement local, planifier et mettre en œuvre des projets communautaires, et gérer les dispositions financières.
- Décrire la manière dont les informations liées au développement communautaire doivent être divulguées et partagées d'une manière culturellement appropriée.

- S'assurer que les besoins des femmes et des groupes vulnérables sont pris en compte lors de la sélection des projets de développement communautaire.
- Définir des rôles et des responsabilités claires entre les différents groupes de parties prenantes impliqués.
- Définir des procédures de suivi et de rapport qui peuvent être utilisées pour suivre la mise en œuvre dans le temps.

Ce plan comprend la description des résultats d'une enquête sur les besoins des communautés et des PAPs réalisée pour AMEA Power en février 2022. L'enquête a été menée dans les 2 délégations affectées par le projet solaire d'AMEA à Kairouan. Elle a été conçue pour identifier les besoins prioritaires des communautés et des PAPs pour fournir un ensemble de résultats solides qui peuvent être utilisés comme preuves pour justifier et concevoir une série de projets d'investissement social dans le cadre du programme plus large d'investissements de développement communautaire (CDI) d'AMEA Power en Tunisie.

L'enquête sur les besoins des communautés s'est basée sur la collecte d'informations qualitatives par le biais d'entretiens et de discussions de groupe, y compris avec les PAPs et les groupes vulnérables, sur les attentes des communautés et les perceptions des parties prenantes du projet d'AMEA Power dans les délégations affectées par les opérations du projet et les activités de construction à venir dans les communautés environnantes. En outre, l'identification des thèmes dans les délégations pour un développement socio-économique durable et la recommandation d'interventions au niveau de la communauté, pour soutenir la stratégie CDI d'AMEA, ont également été fournies (Cf. section 7.2 du plan CIDP).

Des mesures spécifiques aux personnes vulnérables identifiées dans le cadre du processus de compensation, devront comprendre les éléments suivants :

- Compenser chaque PAP vulnérable sans discrimination ;
- S'assurer que les structures facilitatrices disposent d'une équipe dédiée à l'assistance des personnes vulnérables, afin de leur apporter un appui continu pendant tout le processus de compensation pour qu'elles puissent bien comprendre les étapes à suivre et être bien informées de leurs droits à la compensation ;
- Organiser lors de la mise en œuvre des séances d'information pour les PAPs vulnérables incluant des séances ciblées directement aux personnes vulnérables ;
- Offrir des explications claires sur les droits des PAPs vulnérables à être compensées pour leurs pertes et la restaurtion de leurs moyens de subsistance;

- Assister les PAPs vulnérables (analphabètes en particulier) dans le processus de réclamation (explications supplémentaires sur le processus, vérification de la compréhension du processus et des documents à remplir s'ils existent, etc.) ;
- Donner aux PAPs vulnérables la possibilité de se faire représenter par une tierce personne pour la récupération des compensations et pour le suivi des procédures administratives et autres.
- Autoriser les PAPs analphabètes à se faire accompagner par un proche lors de la signature des documents.
- S'assurer que les PAPs vulnérables bénéficieront de l'amélioration de leur niveau de vie en leur offrant les mesures suivantes :
  - ✓ Priorisation des opportunités d'emploi pour aider à l'insertion professionnelle des jeunes, y compris les analphabètes et les fils des PAPs âgées.
  - ✓ Aide médicale et soutien d'accès aux soins adaptés aux PAPs âgées.
- Les programmes d'appui inclus dans le PDC et dont bénéficieront les PAPs sont :
  - ✓ Bénéficier les PAPs vulnérables des dons de Ramadan.
  - ✓ Soutenir la fourniture de panneaux photovoltaïques et leur installation en vue d'améliorer leurs niveaux de vie en allégeant la facture de l'électricité et aider ainsi à économiser les dépenses et même générer des revenus en revendant l'électricité produite.

14.1 Budget de compensation

Une évaluation du budget pour la mise en œuvre du PARA est fournie dans le tableau ci-après :

Description de l'article	Coût (TND)	Incertitude / Notes
Compensation de privation de pâturage pour les éleveurs qui seront privés de l'accès aux zones de pâturage. La compensation se fera sous forme d'unités fourragères équivalentes en quantité aux pertes subies. *Le Promoteur n'effectuera* ***aucune compensation en espèce****. Cette approche est la meilleure pour aider les éleveurs à conserver leur situation économique.*	1 379 000	▪ Durée de compensation : 22 ans (2 ans pour la phase construction et 20 ans pour la phase exploitation du Projet). ▪ Au total, 40 000 unités fourragères équivalant à 40 000 kg d'orge ou de concentré n° 5 pour ovins (type C) seront distribuées aux éleveurs affectés par la réalisation de la centrale solaire projetée. ▪ Ce prix est estimé sur la base de l'inflation des prix sur une période de 22 ans.
Budget de fonctionnement du comité de pilotage sur 22 ans	45 000	La durée : 2 ans de construction et 22 ans d'exploitation pour couvrir les griefs et la période d'audit PARA

Description de l'article	Coût (TND)	Incertitude / Notes
Mission de contrôle et suivi de mise en œuvre du PARA	15 000	
Audit indépendant de mise en œuvre du PARA et son achèvement	15 000	Deux (02) audits de performance de la mise en œuvre du PARA par des experts indépendants : ▪ Un audit annuel de performance E&S du Projet qui porte sur la mise en œuvre du PARA ▪ Un audit d'achèvement de la mise en œuvre du PARA.
Amélioration de la situation des personnes vulnérables	-	L'amélioration de la situation des personnes vulnérables est incluse dans le Plan de Développement Communautaire avec un budget global de 193 000 USD
Total = 1 474 000 DT		
Budget PARA: 477 000USD		

15.0 CALENDRIER D'EXÉCUTION

Le planning général de la mise en œuvre du Plan de réinstallation et d'indemnisation (PRI) est présenté dans le tableau ci-dessous :

Activités	2021				2022				2023				2024				2025				2026				20xx				2046	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Phase préparatoire																														
Acquisition des terrains																														
Réalisation de l'enquête socio-économique																														
Préparation du PARA																														
Validation du PARA par toutes les parties prenantes																														
Estimation des compensations																														
Campagne d'information																														
Mise en œuvre du PARA																														
Mise en place du Comité de pilotage (Conciliation)																														
Paiement des compensations aux PAPs *																														
Mise en œuvre des mesures de restauration des moyens de subsistance et du plan de																														

Activités	2021				2022				2023				2024				2025				2026				20xx				2046	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
développement communautaire																														
Début des travaux de construction et imposition de restrictions d'accès aux terres.																														
Activités de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du PARA																														
Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes																														
Suivi interne des opérations de réinstallation																														
Négociation et signature des certificats de compensation avec les éleveurs																														

*Il est à noter que malgré le début des travaux prévu pour la 3ème trimestre 2024, la compensation des PAPs aura lieu pendant la 4ème trimestre 2024 étant donné que suite aux réunions avec les autorités, les administrations appropriées et les éleveurs dans le cadre des discussions de la méthode et le processus de compensation, il a été convenu avec toutes les parties d'effectuer l'indemnisation relative à la distribution des quantités de fourrage destinées en termes de compensation des pertes subies pendant la période critique de pâturage (besoins très élevé en fourrage) défini aux mois de novembre – décembre et qui succèdera juste à la période de commencement de travaux de construction

16.0 CONCERTATION ET INFORMATION DU PUBLIC

Des consultations publiques seront effectuées dans le gouvernorat de Kairouan.

Les parties prenantes du projet comprennent :

1) Les institutions tunisiennes pouvant intervenir dans le processus de construction et d'exploitation sont particulièrement la STEG et le Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie. La responsabilité globale de la gestion de l'environnement incombe au Ministère de l'Environnement et aux diverses agences sous-tutelles : l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE), l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGed) et l'Office National de l'Assainissement (ONAS).
2) Les autres ministères/agences concernés par les questions environnementales sont : le Ministère de l'Agriculture, le Ministère des affaires locales, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Santé publique et le Ministère de la Culture.
3) La société civile qui comprend essentiellement les riverains du projet et les communes se trouvant dans l'aire d'influence.

Le projet devra être présenté aux institutions concernées citées ci-dessus afin qu'elles puissent exercer leur mission de vérification de la conformité du projet avec les textes réglementaires et les lois applicables en matière de protection de l'environnement et de gestion de l'énergie.

ANNEXES

ANNEXE I – Liste des éleveurs

Liste des éleveurs de bétail et des exploiteurs de la zone de pâturage de Metbasta (selon CRDA)

	Nom et prénom des éleveurs	Secteur	Effectif du cheptel
1	Mohamed Ben Salem Fatnassi	Metbasta	180
2	Farhat Fatnassi	-	182
3	Mohamed Ben Ammar	-	150
4	Khalifa Ben Mouldi Fatnassi	-	155
5	Tarek Ben Néji Fatnassi	-	250
6	Khaled Ben Mostapha Fatnassi	-	200
7	Sami Ben Sassi Fatnassi	-	170
8	Dhaw Fatnassi	-	100
9	Moustapha Farhani	-	100
10	Lazhar Fatnassi	Dhraa -Tammar	140

Liste des éleveurs de bétail dans les secteurs d'El Alem et Dalloussi (selon le CRDA de Kairouan)

	Nom et prénom des éleveurs	Secteur	C.I. N	Effectif du cheptel
1	Ahmed Ben Sassi Akari	El Alem	1902548	95
2	Abdallah Dhaou Farhani	-	-	70
3	Lassâad Abdallah Farkhani	-	-	110
4	Sofiane Ali Belgacem Farhani	-	-	70
5	Badr Eddine Mlik	-	-	70
6	Rachid Fraj Farès	-	-	150
7	Fraj Ben Aissa Farès	-	1888531	140
8	Habib Ben Mohamed Nafti	-	2098139	200
9	Mohamed Ben Nafti Ajnef	-	1902878	100
10	Taieb Habib Farhani	-	-	150

ANNEXE II : Photos lors de l'enquête socio-économique

ANNEXE III : Questionnaire des éleveurs (Confidentiel)

ANNEXE IV : Résumé du statut socio-économique des éleveurs de bétails actifs dans la zone du projet (Confidentiel)

ANNEXE V – Enquête publique et affichage de la date butoir

- Avis d'enquête
- Annonce légale du projet au public
- Attestation d'affichage

Tunisienne de l'Electricité et du Gaz projette de réaliser une ligne électrique de haute tension (225 kV), d'une longueur d'environ 8 km reliant le poste de la centrale photovoltaïque de Metbasta par la ligne existante Oueslatia - Msaken.

Le dossier technique relatif à ce projet, comprenant la liste des propriétés privées concernées par le passage de cette ligne, sera mis à la disposition du public, au siège de gouvernorat de Kairouan, à partir de la parution du présent avis d'enquête et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois (03) jours à compter de son insertion au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Les intéressés pourront prendre connaissance de ce dossier et déposer leurs observations ou réclamations éventuelles au gouvernorat concerné.

2021R00007DIVD2

Avis d'enquête

(En application du décret du 30 Mai 1922)

Ministère de l'Industrie, de l'Energie Et des Mines

Dans le cadre de la réalisation des projets de développement, la Société

وزارة الصناعة والطاقة والمناجم

إعلام ببحث

(عملا بالأمر المؤرخ في 30 ماي 1922)

في إطار تنفيذ مشاريع التنمية، تعتزم الشركة التونسية للكهرباء والغاز إنجاز خط كهربائي هوائي ذي جهد 225 كيلوفولت طوله حوالي 8 كلم يربط بين المحطة الفوطوضوئية بالمتبسطة والخط القائم الوسلاتية ـ مساكن.

يتم وضع الملف الفني المتعلق بهذا المشروع على ذمة العموم بمقر ولاية القيروان مع بيان الممتلكات الخاصة التي يمر بها الخط وذلك ابتداء من يوم صدور هذا الإعلام إلى غاية ثلاثة أيام بعد نشره بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

ويمكن لمن يهمهم الأمر الاطلاع على هذا الملف وتقديم ملاحظاتهم أو دعاويهم عند الاقتضاء إلى الولاية المعنية.

2021R00007DIVD2

وزارة الصناعة والطاقة والمناجم

إعلام ببحث

(عملا بالأمر المؤرخ في 30 ماي 1922)

في إطار تنفيذ مشاريع التنمية، تعتزم الشركة التونسية للكهرباء والغاز إنجاز خط كهربائي هوائي ذي جهد 225 كيلوفولت طوله حوالي 8 كلم يربط بين المحطة الفوطوضوئية بالمتبسطة والخط القائم الوسلاتية ـ مساكن.

يتم وضع الملف الفني المتعلق بهذا المشروع على ذمة العموم بمقر ولاية القيروان مع بيان الممتلكات الخاصة التي يمر بها الخط وذلك ابتداء من يوم صدور هذا الإعلام إلى غاية ثلاثة أيام بعد نشره بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

ويمكن لمن يهمهم الأمر الاطلاع على هذا الملف وتقديم ملاحظاتهم أو دعاويهم عند الاقتضاء إلى الولاية المعنية.

2021R00007DIVD2

Journal Officiel de la République Tunisienne

Annonces Légales, Réglementaires et Judiciaires

TRADUCTION Française

Vendredi 24 Joumada I 1442
8 Janvier 2021

N° 3

37ème année

L'administration décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Sommaire

Gestion de Sociétés
Homologation de résolutions **42**
Fonds de Commerce
Vente et location de fonds de commerce..... **49**
Associations, Partis, Syndicats et Syndics
Associations et syndics **51**
Actes Judiciaires
Ventes aux enchères publiques **52**
Convocations
Sociétés anonymes **53**
Divers
Avis au public..... **56**

GESTION DE SOCIETES

Homologation de résolutions

SOCIETES ANONYMES

Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes

SOCIETE METAL SERVICE CENTER «MSC»

SA au capital de 2 387 700 dinars

Siège social : Zone industrielle Jbel Ouest Zaghouen

I.U : 1079342F

En vertu d'un procès-verbal d'assemblée générale ordinaire en date du 14/8/2019 enregistré à la recette des finances cité administrative à Zaghouan en date du 6/9/2019 sous le numéro 19703092 quittance numéro 63600 déposé au registre national des entreprises le 13/9/2019 sous le n°201950959.

Il a été décidé ce qui suit :

«Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes BDO Tunisie, représenté par Mr Adnène Zghidi pour les exercices 2019/2020 et 2021».

2021R00013SANB2

TAV TUNISIE S.A.

Société Anonyme au capital de 245.000.000,000 DT

Rue de la Bourse, Cité les Pins, Immeuble "Horizon",

Bloc B, 3ème Etage, Les Berges du Lac II, Tunis

RNE n° 1003493G

CNSS : 00253130-57

NOTICE D'EMISSIONS DE TITRES PARTICIPATIFS

DECIDEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 23 DECEMBRE 2020

Etablie conformément aux articles 164 et 368 à 374 du Code des Sociétés Commerciales

EMISSION DE TITRES PARTICIPATIFS DE LA SOCIETE TAV TUNISIE AU PROFIT

DE TAV HAVALIMANLARI HOLDING A.S

IFC C

IFC A, AfDB, PROPARCO, OPEC, EIB

Conformément aux dispositions des articles 164 et 368 à 374 du Code des Sociétés Commerciales, l'Assemblée Générale Ordinairedu23 décembre 2020 (enregistrée à la Recette de l'enregistrement des actes de sociétés, 1er bureau le 29 décembre 2020 sous le n°20808065) a décidé de procéder à l'émission de quatre millions deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent trente-huit (4.299.438) Titres Participatifs de trois catégories comme suit :

CARACTERISTIQUES COMMUNES AUX TROIS CATEGORIES DE TITRES PARTICIPATIFS

Société émétrice: TAV Tunisie, Société Anonyme au capital social de 245.000.000,000 DT, inscrite au Registre National des Entreprise sous l'identifiant unique n°1003493G**,** ayant son siège social sis à la Rue de la Bourse, Cité les Pins, Immeuble « Horizon », Bloc B, 3ème étage, les Berges du Lac II, Tunis.

Objet Social : Les activités et opérations relatives à la conception, la construction, l'exploitation, la maintenance et le renouvellement des infrastructures aéroportuaires en Tunisie et généralement toutes les activités et opérations effectuées dans le domaine des ouvrages liés au secteur du transport aérien en Tunisie.

Durée : 99 ans.

Dépôt du Procès-verbal : Deux exemplaires du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 23 décembre 2020ont été déposés au Registre National des Entreprises le 29 décembre 2020.

Libération : Les Titres Participatifs seront libérés intégralement à la souscription.

Forme des Titres Participatifs: Les Titres Participatifs sont nominatifs. La propriété des Titres Participatifs sera établie par une inscription en compte au nom de leur titulaire dans les registres de la Société.

Période de souscription : La souscription des Titres Participatifs objet de l'émission sera réalisée dans un délai de deux mois (2) mois commençant à courir à compter de la réception de la notice par les souscripteurs ou de la parution de la présente notice au JORT.

Il est précisé que ce délai de deux mois (2) mois pourra être clôturé par anticipation dès souscription de la totalité des Titres Participatifs.

Date de jouissance : A la date de clôture de souscription.

Mode de Représentation des Porteurs de Titres Participatifs:

Les porteurs de Titres Participatifs sont réunis en Assemblée Générale Spéciale. L'Assemblée Générale Spéciale des porteurs de Titres Participatifs est soumise aux dispositions des articles 354 à 363 du Code des sociétés commerciales. Toute décision ayant pour effet la modification des droits des titulaires des Titres Participatifs n'est définitive qu'après son approbation par l'assemblée spéciale.

Modalités et délais de délivrance des Titres Participatifs :

Le souscripteur recevra dès la clôture de l'émission une attestation de propriété des Titres Participatifs souscrits délivrée par TAV Tunisie.

Mode de placement : Il s'agit d'un placement privé au profit des souscripteurs.

But de l'émission : les Titres Participatifs sont émis dans le cadre de la restructuration de la Société.

Garantie : Les Titres Participatifs ne sont pas assortis de garantie.

Apport en nature : Néant.

Avantages particuliers prévus statutairement : Néant.

Répartition du boni de liquidation : Les Titres Participatifs ne sont remboursables qu'en cas de liquidation et qu'après désintéressement de tous les autres créanciers privilégiés ou chirographaires à l'exclusion des titulaires des Titres Participatifs.

Modalités de convocation de l'Assemblée Générale Spéciale des titulaires de Titres Participatifs et lieu de réunion : La convocation de l'Assemblée Générale Spéciale aura lieu conformément aux dispositions des articles 354 et suivants du Code des Sociétés Commerciales. La réunion de l'Assemblée se tiendra dans le lieu précisé dans la convocation.

SPECIFICITES PAR CATEGORIE DE TITRES PARTICIPATIFS

1. TITRES PARTICIPATIFS DE CATEGORIE A au benefice de IFC A, AFDB, PROPARCO, OPEC, EIB

(i) IFC A

Souscripteur : La SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (**IFC**),

Nombre et valeur des Titres Participatifs Prêteur IFC A à émettre **:** Trois cent quatre-vingt-trois mille six cent huit (383.608) Titres Participatifs Prêteur IFC A d'une valeur nominale de cent Dinars Tunisiens (100 DT) chacun totalisant un montant global de trente-huit millions trois cent soixante mille huit cent Dinars Tunisiens (38.360.800,000DT) (convertis sur la base du cours de la Banque Centrale de Tunisie du 22 décembre 2020, soit 3,3258) (équivalent au jour de l'émission à onze millions cinq cent trente-quatre mille trois cent onze Euros et quarante et un centimes (11.534.311,41 €).

Rémunération :

La rémunération des Titres Participatifs Prêteur IFC A se fera à partir des DCFD et comprend une partie fixe et une partie variable calculées comme suit :

- Partie fixe égale à 0,50 % par an du montant des Titres Participatifs Prêteurs IFC A payable semestriellement ;
- Partie variable égale au DCFD moins les intérêts fixes et remboursements partiels des Titres Participatifs Prêteur IFC A, le cas échéant, payable semestriellement.

Le DCFD désigne le Droit au Cash-Flow Distribuable en rémunération des Titres Participatifs Prêteur IFC A. Il représente un pourcentage de l'excédent de trésorerie dégagé par la Société à la fin de chaque semestre après (i) paiement de tous les coûts d'exploitation, de financement et d'investissement et (ii) réservation de la trésorerie nécessaire à l'exploitation équivalente à la contrevaleur en Dinars Tunisiens d'un montant de quatre millions d'Euros (4.000.000 €), financement des comptes de réserves pour le service de la dette et d'investissements et provision pour dépenses futures.

Le pourcentage du DCFD applicable aux Titres Participatifs Prêteur IFC A sera initialement de 4,49% et sera réduit à 2,14% lorsque le total des paiements perçus au titre des Titres Participatifs Prêteur IFC C sera supérieur à la valeur nominale à l'émission des Titres Participatifs Prêteur IFC C.

La partie variable de la rémunération au titre de chaque Titre Participatif Prêteur IFC A sera pour chaque échéance égale à un pourcentage de la valeur nominale de chacun des Titres Participatifs Prêteur IFC A.

Le mode de calcul de la partie variable est en ligne avec les dispositions de l'article 369 du code des sociétés commerciales.

Modalités de souscription : Par compensation de créances.

Durée des Titres Participatifs Prêteur IFC A: De la clôture de souscription au 17 mai 2047 (sauf en cas de liquidation de la Société) avec un remboursement partiel autorisé à partir de la 8èmeannée, à l'exception d'une partie d'un montant équivalent en Dinars Tunisiens à deux cent quatre-vingt mille trois cent quarante-neuf Euros et huit centimes (280.349,08 €) qui sera remboursée à terme.

La durée des Titres Participatifs Prêteur IFC A pourra être prorogée.

Etablissements domiciliataires : Il s'agit d'un placement sans appel public à l'épargne. Le montant des souscriptions viendra en compensation des créances du Souscripteur.

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre de Titres Participatifs détenus ainsi que la tenue du registre des Titres Participatifs seront assurés durant toute la durée de vie des Titres Participatifs par TAV Tunisie.

(ii) EIB

Souscripteur : BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT (**EIB**)

Nombre et valeur des Titres Participatifs Prêteur EIB à émettre **:** Trois cent soixante-huit mille sept cent quatre-vingt et onze (368.791) Titres Participatifs Prêteur EIB d'une valeur nominale de cent Dinars Tunisiens (100 DT) chacun totalisant un montant global trente-six millions huit cent soixante-dix-neuf mille cent Dinars Tunisiens (36.879.100,000DT) (convertis sur la base du cours de la Banque Centrale de Tunisie du 22 décembre 2020, soit 3,3258) (équivalent au jour de l'émission à onze millions quatre-vingt-huit mille huit cent quatorze Euros et quatre-vingt-douze centimes (11,088,814.92 €).

Rémunération :

La rémunération des Titres Participatifs Prêteur EIB se fera à partir des DCFD et comprend une partie fixe et une partie variable calculées comme suit :

- Partie fixe égale à 0,50 % par an du montant des Titres Participatifs Prêteur EIB payable semestriellement ;

- Partie variable égale au DCFD moins les intérêts fixes et remboursements partiels des Titres Participatifs Prêteur EIB, le cas échéant, payable semestriellement.

Le DCFD désigne le Droit au Cash-Flow Distribuable en rémunération des Titres Participatifs Prêteur EIB. Il représente un pourcentage de l'excédent de trésorerie dégagé par la Société à la fin de chaque semestre après (i) paiement de tous les coûts d'exploitation, de financement et d'investissement et (ii) réservation de la trésorerie nécessaire à l'exploitation équivalente à la contrevaleur en Dinars Tunisiens d'un montant de quatre millions d'Euros (4.000.000 €), financement des comptes de réserves pour le service de la dette et d'investissements, et provision pour dépenses futures.

Le pourcentage du DCFD applicable aux Titres Participatifs Prêteur EIB sera initialement de 4,31% et sera réduit à 2,06% lorsque le total des paiements perçus au titre des Titres Participatifs Prêteur IFC C sera supérieur à la valeur nominale à l'émission des Titres Participatifs Prêteur IFC C.

La partie variable de la rémunération au titre de chaque Titre Participatif Prêteur EIB sera pour chaque échéance égale à un pourcentage de la valeur nominale de chacun des Titres Participatifs Prêteur EIB.

Le mode de calcul de la partie variable est en ligne avec les dispositions de l'article 369 du code des sociétés commerciales.

Modalités de souscription : Par compensation de créances.

Durée des Titres Participatifs Prêteur EIB : De la clôture de souscription au 17 mai 2047 (sauf en cas de liquidation de la Société) avec un remboursement partiel autorisé à partir de la 8ème année, à l'exception d'une partie d'un montant équivalent en Dinars Tunisiens à deux cent soixante-neuf mille cinq cent vingt et un Euros (269,521€) qui sera remboursée à terme. Qui sera remboursée à terme. La durée des Titres Participatifs Prêteur EIB pourra être prorogée.

Etablissements domiciliataires :

Il s'agit d'un placement sans appel public à l'épargne. Le montant des souscriptions viendra en compensation des créances du Souscripteur.

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre de Titres Participatifs détenus ainsi que la tenue du registre des Titres Participatifs seront assurés durant toute la durée de vie des Titres Participatifs par TAV Tunisie.

(iii) AfDB

Souscripteur : BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (**AfDB**)

Nombre et valeur des titres participatifs Prêteur AfDB à émettre **:**Trois cent soixante-trois mille six cent soixante-dix-neuf (363.679) Titres Participatifs Prêteur AfDB d'une valeur nominale de cent Dinars Tunisiens (100 DT) chacun totalisant un montant global de trente-six millions trois cent soixante-sept mille neuf cent Dinars Tunisiens (36.367.900,000 DT) (convertis sur la base du cours de la Banque Centrale de Tunisie du 22 décembre 2020, soit 3,3258) (équivalent au jour de l'émission à dix millions neuf cent trente-cinq mille quatre-vingt-dix-huit Euros et quatre-vingt-trois centimes (10.935.098,83€)

Rémunération :

La rémunération des Titres Participatifs Prêteur AfDB se fera à partir des DCFD et comprend une partie fixe et une partie variable calculées comme suit :

- Partie fixe égale à 0,50 % par an du montant des Titres Participatifs Prêteur AfDB payable semestriellement ;

- Partie variable égale au DCFD moins les intérêts fixes et remboursements partiels des Titres Participatifs Prêteur AfDB, le cas échéant, payable semestriellement.

Le DCFD désigne le Droit au Cash-Flow Distribuable en rémunération des Titres Participatifs Prêteur AfDB. Il représente un pourcentage de l'excédent de trésorerie dégagé par la Société à la fin de chaque semestre après (i) paiement de tous les coûts d'exploitation, de financement et d'investissement et (ii) réservation de la trésorerie nécessaire à l'exploitation équivalent à la contrevaleur en Dinars Tunisiens d'un montant de quatre millions d'Euros (4.000.000 €), financement des comptes de réserves pour le service de la dette et d'investissements et provision pour dépenses futures.

Le pourcentage du DCFD applicable aux Titres Participatifs Prêteur AfDB sera initialement de 4,25% et sera réduit à 2,03% lorsque le total des paiements perçus au titre des Titres Participatifs Prêteur IFC C sera supérieur à la valeur nominale à l'émission des Titres Participatifs Prêteur IFC C.

La partie variable de la rémunération au titre de chaque Titre Participatif Prêteur AfDB sera pour chaque échéance égale à un pourcentage de la valeur nominale de chacun des Titres Participatifs Prêteur AfDB.

Le mode de calcul de la partie variable est en ligne avec les dispositions de l'article 369 du Code des Sociétés Commerciales.

Modalités de souscription : Par compensation de créances.

Durée des Titres Participatifs Prêteur AfDB: De la clôture de souscription au 17 mai 2047 (sauf en cas de liquidation de la Société) avec un remboursement partiel autorisé à partir de la 8èmeannée, à l'exception d'une partie d'un montant équivalent en Dinars Tunisiens à deux cent soixante-cinq mille sept cent quatre-vingt-quatre Euros et quatre-vingt-deux centimes (265.784,82 €) qui sera remboursée à terme. La durée des Titres Participatifs Prêteur AfDB pourra être prorogée.

Etablissements domiciliataires : Il s'agit d'un placement sans appel public à l'épargne. Le montant des souscriptions viendra en compensation des créances du Souscripteur.

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre de Titres Participatifs détenus ainsi que la tenue du registre des Titres Participatifs seront assurés durant toute la durée de vie des Titres Participatifs par TAV Tunisie.

(iv) Proparco

Souscripteur : La SOCIÉTÉ DE PROMOTION ET DE PARTICIPATION POUR LA COOPÉRATION ECONOMIQUE (**Proparco**)

Nombre et valeur des Titres Participatifs Prêteur Proparco à émettre **:** Cent cinquante-six mille cinq cent soixante-treize (156.573) Titres Participatifs Prêteur Proparco d'une valeur nominale de cent Dinars Tunisiens (100 DT) chacun totalisant un montant global de quinze million six cent cinquante-sept mille trois cent Dinars Tunisiens (15.657.300,000DT) (convertis sur la base du cours de la Banque Centrale de Tunisie du 22 décembre 2020, soit 3,3258) (équivalent au jour de l'émission à quatre millions sept cent sept mille huit cent quarante Euros et quarante-cinq centimes (4,707,840.45 €)).

Rémunération :

La rémunération des Titres Participatifs Prêteur Proparco se fera à partir des DCFD et comprend une partie fixe et une partie variable calculées comme suit :

- Partie fixe égale à 0,50 % par an du montant des Titres Participatifs Prêteur Proparco payable semestriellement ;

- Partie variable égale au DCFD moins les intérêts fixes et remboursements partiels des Titres Participatifs Prêteur Proparco, le cas échéant, payable semestriellement.

Le DCFD désigne le Droit au Cash-Flow Distribuable en rémunération des Titres Participatifs Prêteur Proparco. Il représente un pourcentage de l'excédent de trésorerie dégagé par la Société à la fin de chaque semestre après (i) paiement de tous les coûts d'exploitation, de financement et d'investissement et (ii) réservation de la trésorerie nécessaire à l'exploitation équivalent à la contrevaleur en Dinars Tunisiens d'un montant de quatre millions d'Euros (4.000.000 €), financement des comptes de réserves pour le service de la dette et d'investissements, et provision pour dépenses futures.

Le pourcentage du DCFD applicable aux Titres Participatifs Prêteur Proparco sera initialement de 1,83% et sera réduit à 0,88% lorsque le total des paiements perçus au titre des Titres Participatifs Prêteur IFC Csera supérieur à la valeur nominale à l'émission des Titres Participatifs Prêteur IFC C.

La partie variable de la rémunération au titre de chaque Titre Participatif Prêteur Proparco sera pour chaque échéance égale à un pourcentage de la valeur nominale de chacun des Titres Participatifs Prêteur Proparco.

Le mode de calcul de la partie variable est en ligne avec les dispositions de l'article 369 du code des Sociétés Commerciales.

Modalités de souscription : Par compensation de créances.

Durée des Titres Participatifs Prêteur Proparco: De la clôture de souscription au 17 mai 2047 (sauf en cas de liquidation de la Société) avec un remboursement partiel autorisé à partir de la 8èmeannée, à l'exception d'une partie d'un montant équivalent en Dinars Tunisiens à cent quatorze mille quatre cent vingt-sept Euros et dix-huit centimes (114.427,18 €) qui sera remboursée à terme. La durée des Titres Participatifs Prêteur Proparco pourra être prorogée.

Etablissements domiciliataires : Il s'agit d'un placement sans appel public à l'épargne. Le montant des souscriptions viendra en compensation des créances du Souscripteur.

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre de Titres Participatifs détenus ainsi que la tenue du registre des Titres Participatifs seront assurés durant toute la durée de vie des Titres Participatifs par TAV Tunisie.

(v) OPEC Fund for International Development

Souscripteur :FONDS OPEC POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (**OPEC**)

Nombre et valeur des Titres Participatifs Prêteur OPEC :

à émettre **:** Quatre-vingt-quinze mille six cent soixante-dix(95.670)Titres Participatifs Prêteur OPEC d'une valeur nominale de cent Dinars Tunisiens (100 DT) chacun totalisant un montant global neuf millions cinq cent soixante-sept mille Dinars Tunisiens (9.567.000,000DT) (convertis sur la base du cours de la Banque Centrale de Tunisie du 22 décembre 2020, soit 3,3258) (équivalent au jour de l'émission à deux millions huit cent soixante-seize mille six cent dix Euros et trente-neuf centimes (2.876.610,39 €).

Rémunération :

La rémunération des Titres Participatifs Prêteur OPEC se fera à partir des DCFD et comprend une partie fixe et une partie variable calculées comme suit :

- Partie fixe égale à 0,50 % par an du montant des Titres Participatifs Prêteur OPEC payable semestriellement ;

- Partie variable égale au DCFD moins les intérêts fixes et remboursements partiels des Titres Participatifs Prêteur OPEC, le cas échéant, payable semestriellement.

Le DCFD désigne le Droit au Cash-Flow Distribuable en rémunération des Titres Participatifs Prêteur OPEC. Il représente un pourcentage de l'excédent de trésorerie dégagé par la Société à la fin de chaque semestre après (i) paiement de tous les coûts d'exploitation, de financement et d'investissement et (ii) réservation de la trésorerie nécessaire à l'exploitation équivalent à la

contrevaleur en Dinars Tunisiens d'un montant de quatre millions d'Euros (4.000.000 €), financement des comptes de réserves pour le service de la dette et d'investissements, et provision pour dépenses futures.

Le pourcentage du DCFD applicable aux Titres Participatifs Prêteur OPEC sera initialement de 1,12% et sera réduit à 0,54% lorsque le total des paiements perçus au titre des Titres Participatifs Prêteur IFC C sera supérieur à la valeur nominale à l'émission des Titres Participatifs Prêteur IFC C.

La partie variable de la rémunération au titre de chaque Titre Participatif Prêteur OPEC sera pour chaque échéance égale à un pourcentage de la valeur nominale de chacun des Titres Participatifs Prêteur OPEC.

Le mode de calcul de la partie variable est en ligne avec les dispositions de l'article 369 du Code des Sociétés Commerciales.

Modalités de souscription :

Par compensation de créances.

Durée des Titres Participatifs Prêteur OPEC: De la clôture de souscription au 17 mai 2047 (sauf en cas de liquidation de la Société) avec un remboursement partiel autorisé à partir de la 8ème année, à l'exception d'une partie d'un montant équivalent en Dinars Tunisiens à soixante-neuf mille neuf cent dix-sept Euros et quatre-vingt-douze centimes (69.917,92 €) qui sera remboursée à terme. La durée des Titres Participatifs Prêteur OPEC pourra être prorogée.

Etablissements domiciliataires : Il s'agit d'un placement sans appel public à l'épargne. Le montant des souscriptions viendra en compensation des créances du Souscripteur.

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre de Titres Participatifs détenus ainsi que la tenue du registre des Titres Participatifs seront assurés durant toute la durée de vie des Titres Participatifs par TAV Tunisie.

2. TITRES PARTICIPATIFS DE CATEGORIE C

Souscripteur : La SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (**IFC**),

Nombre et valeur des Titres Participatifs Prêteur IFC C :

à émettre **:** Un million cent soixante-huit mille quatre cent quarante-trois (1.168.443) Titres Participatifs Prêteur IFC C d'une valeur nominale de cent Dinars Tunisiens (100 DT) chacun totalisant un montant global de cent seize millions huit cent quarante-quatre mille trois cent Dinars Tunisiens (116.844.300,000 DT) (convertis sur la base du cours de la Banque Centrale de Tunisie du 22 décembre 2020, soit 3,3258) (équivalent au jour de l'émission à trente-cinq millions cent trente-deux mille sept cent dix-huit Euros et quatre-vingt-seize centimes (35.132.718,96 €).

Rémunération :

La rémunération des Titres Participatifs Prêteur IFC C se fera à partir des DCFD et comprend une partie fixe et une partie variable calculées comme suit :

- Partie fixe égale à 0,50 % par an du montant des Titres Participatifs Prêteur IFC C payable semestriellement ;

- Partie variable égale au DCFD moins les intérêts fixes et remboursements partiels des Titres Participatifs Prêteurs IFC C, le cas échéant, payable semestriellement.

Le DCFD désigne le Droit au Cash-Flow Distribuable en rémunération des Titres Participatifs Prêteurs IFC C. Il représente un pourcentage de l'excédent de trésorerie dégagé par la Société à la fin de chaque semestre après (i) paiement de tous les coûts d'exploitation, de financement et d'investissement et (ii) réservation de la trésorerie nécessaire à l'exploitation équivalent à la contrevaleur en Dinars Tunisiens d'un montant de quatre millions d'Euros (4.000.000 €), financement des comptes de réserves pour le service de la dette et d'investissements, et provision pour dépenses futures.

Le pourcentage du DCFD applicable aux Titres Participatifs Prêteur IFC C sera initialement de 8,50% et sera réduit à 2,35% lorsque le total des paiements perçus au titre des Titres Participatifs Prêteur IFC C sera supérieur à la valeur nominale à l'émission des Titres Participatifs Prêteur IFC C.

La partie variable de la rémunération au titre de chaque Titre Participatif Prêteur IFC C sera pour chaque échéance égale à un pourcentage de la valeur nominale de chacun des Titres Participatifs Prêteur IFC C.

Le mode de calcul de la partie variable est en ligne avec les dispositions de l'article 369 du Code des Sociétés Commerciales.

Modalités de souscription :

Par compensation de créances.

Durée des Titres Participatifs Prêteur IFC C : De la clôture de souscription au 17 mai 2047 (sauf en cas de liquidation de la Société) avec un remboursement partiel autorisé à partir de la 8ème année, à l'exception d'une partie d'un montant équivalent en Dinars Tunisiens à un million d'Euros (1.000.000 €) qui sera remboursée à terme.

La durée des Titres Participatifs Prêteur IFC C pourra être prorogée.

Etablissements domiciliataires :

Il s'agit d'un placement sans appel public à l'épargne. Le montant des souscriptions viendra en compensation des créances du Souscripteur.

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre de Titres Participatifs détenus ainsi que la tenue du registre des Titres Participatifs seront assurés durant toute la durée de vie des Titres Participatifs par TAV Tunisie.

3. TITRES PARTICIPATIFS ACTIONNAIRE

Souscripteur : TAV Havalimanları Holding A.Ş (**TAV HOLDING**)

Nombre et valeur des Titres Participatifs TAV Holding :

à émettre **:** Un million sept cent soixante-deux mille six cent soixante-

quatorze (1.762.674) Titres Participatifs TAV Holding d'une valeur nominale de cent Dinars Tunisiens (100 DT) chacun totalisant un montant global de cent soixante-seize millions deux cent soixante-sept mille quatre cents Dinars Tunisiens (176.267.400,000 DT) (convertis sur la base du cours de la Banque Centrale de Tunisie du 22 décembre 2020, soit 3,3258) (équivalent au jour de l'émission à cinquante-trois millions d'Euros (EUR 53,000,000).

Rémunération :

La rémunération des Titres Participatifs TAV Holding se fera à partir des DCFD et comprend une partie fixe et une partie variable calculées comme suit :

- Partie fixe égale à 4,00 % par an du montant des Titres Participatifs TAV Holding payable semestriellement ;

- Partie variable égale au DCFD moins les intérêts fixes et remboursements partiels des Titres Participatifs Prêteur IFC C, le cas échéant, payable semestriellement.

Le DCFD désigne le Droit au Cash-Flow Distribuable en rémunération des Titres Participatifs TAV Holding. Il représente un pourcentage de l'excédent de trésorerie dégagé par la Société à la fin de chaque semestre après (i) paiement de tous les coûts d'exploitation, de financement et d'investissement et (ii) réservation de trésorerie nécessaire à l'exploitation équivalent à la contrevaleur en Dinars Tunisiens d'un montant de quatre millions d'Euros (4.000.000 €), financement des comptes de réserves pour le service de la dette et d'investissements, et provision pour dépenses futures.

Le pourcentage du DCFD applicable aux Titres Participatifs Prêteur IFC C sera initialement de 75,50% et de 90,00% lorsque le total des paiements perçus au titre des Titres Participatifs Prêteur IFC C sera supérieur à la valeur nominale à l'émission des Titres Participatifs Prêteur IFC C.

La partie variable de la rémunération au titre de chaque Titre Participatif TAV Holding sera pour chaque échéance égale à un pourcentage de la valeur nominale de chacun des Titres Participatifs TAV Holding.

Le mode de calcul de la partie variable est en ligne avec les dispositions de l'article 369 du Code des Sociétés Commerciales.

Modalités de souscription : en numéraire.

Durée des Titres Participatifs TAV Holding: De la clôture de souscription au 17 mai 2047 (sauf en cas de liquidation de la Société) avec un remboursement partiel autorisé à partir de la 8ème année, à l'exception d'une partie d'un montant équivalent en Dinars Tunisiens à huit million d'Euros (8.000.000 €) qui sera remboursée à terme.

La durée des Titres Participatifs Prêteur TAV Holding pourra être prorogée.

Etablissements domiciliataires : Il s'agit d'un placement sans appel public à l'épargne. Le montant de la souscription est émis en numéraire. Conformément à l'autorisation n° P000-D-2020-1993 de la Banque Centrale de Tunisie en date du 22 décembre 2020 un montant équivalent en Dinars Tunisiens à dix-sept millions six cent quarante trois mille six cent soixante neuf Euros et trente centimes (17.643.669,27 €) sera directement versé à la Société au moyen d'une importation de devises, le reliquat de trente-cinq millions trois cent cinquante-six mille trois cent trente Euros et soixante-treize centimes (35.356.330,73 €) sera directement payé aux bailleurs de fonds de la Société.

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre de Titres Participatifs détenus ainsi que la tenue du registre des Titres Participatifs seront assurés durant toute la durée de vie des Titres Participatifs par TAV Tunisie.

2020402787SANB2

Société COURANT FORT ET FAIBLE "C2F"

SA au capital de 100.000.000 DT

Rue Maouia Ibn Abi Sofien n°24 Belvédère Tunis

MF : 510633S/A/M/000

En vertu du procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration signé le 24/10/2020 et enregistré à la recette des finances Cité El Mahrajène Tunis le 7/12/2020, enreg. n°20806478, Q n°75514/521 et d'un procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 12/12/2020 et enregistré à la RF le 7/12/2020 sous le n°20806479, Q n°775515/520. Il a été décidé comme suit :

- Arrêté des comptes de l'exercice 2019

- Lecture des rapports du conseil d'administration

- Convocation de l'assemblée générale ordinaire

Le bureau de l'assemblée a été ainsi composé :

- Mr Adnène Negra : En sa qualité de président de l'assemblée

- Mr Slah Gribaa : Premier secrétaire

- Mr Habib Bouziri : Deuxième secrétaire

- Mr Mohamed Louati est désigné secrétaire de la séance

- Mr Walid Negra : Commissaire aux comptes.

A été déposé au RNE daté du 21/12/2020 dossier n°2020122078.

2020402793SANB2

Augmentation de capital 3 640 000 dinars

Société "Pacha Invest" S.A.

MF : 1346746 QAM000

CNSS : 574346-9

Adresse : 45, Avenue Mohamed V - Tunis

En vertu du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire réunie le 20 juin 2015, enregistré à la recette de l'enregistrement des actes de sociétés 1er Bureau - Tunis le 23 juin 2015 sous le n° 15506815, quittance n°8511, et dont deux exemplaires ont été déposés au greffe du tribunal de première

instance de Tunis le 11 septembre 2015, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de :

1/ Lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes relatif à l'augmentation de capital de 3 640 000 Dinars et approbation des dits rapports

2/ L'assemblée générale extraordinaire a décidé l'augmentation de capital de 3 640 000 Dinars et de porter ainsi de 520 000 Dinars à 4 160 Dinars, et ce, par la création de 3 640 actions nouvelles de 1 000 DT chacune à souscrire en numéraires et à libérer totalement lors de la souscription à la valeur nominale

3/ Renonciation au droit préférentiel de souscription, les actionnaires renoncent expressément à leur droit préférentiel de souscription

4/ L'assemblée générale extraordinaire donne par le présent tous les pouvoirs à Monsieur Samir Mhiri, PDG de la Société, pour accomplir toutes les formalités légales nécessaires pour la réalisation de cette augmentation de capital.

5/ En conséquence de l'augmentation de capital, l'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'Article 6 des statuts comme suit :

Article 6 : Apport capital social

Le capital social est fixé à la somme de quatre millions cent soixante mille (4160 000) Dinars divisé en quatre mille cent soixante (4160) actions nominative de mille (1000) Dinars chacune totalement libéré.

2021400001SANB2

SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE

Société FARAH TRADING

S.A.R.L. au capital de 150 000 Dinars

Siège social : Z.I. Borj Cédria - Bir El Bey 2055

Matricule fiscal : 01230824XAM000

R.C. : B2413742012

Identifiant unique : 1230824X

En vertu du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire en date du 30 novembre 2020 enregistré à la recette des finances de Hammam Chat le 3/12/2020 sous le n°20801596-Quittance n°M028631, dont un exemplaire a été déposé au Registre National des Entreprises en date du 22/12/2020-dossier n°2020122554, et publié au Bulletin Officiel du Registre National des Entreprises n°310. Annonce n°2020122554 en date du 25/12/2020, il a été décidé la nomination de la Société d'Audit et de commissariat aux comptes «SACOM» représentée par son Gérant Mr Amine Feki, inscrit à l'ordre des Experts Comptables de Tunisie, en tant que Commissaire aux Comptes pour les exercices 2020 et 2021, et ce, en remplacement du commissaire aux comptes feu Youssef Ennouri.

2021R00001SRLB2

Société L'ILYADE

S.A.R.L. au capital de 100 000 Dinars

Siège social : Z.I. Borj Cédria - Bir El Bey 2055

Matricule fiscal : 1119452KAM000

R.C : B01168532009

Identifiant unique : 1119452K

En vertu du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire en date du 30 novembre 2020 enregistré à la recette des finances de Hammam Chat le 3/12/2020 sous le n°20801597, Quittance n°M028640, dont un exemplaire a été déposé au Registre National des Entreprises en date du 22/12/2020-dossier n°2020122558, et publié au Bulletin Officiel du Registre National des Entreprises n°310. Annonce n°2020122558 en date du 25/12/2020, il a été décidé la nomination de la Société d'Audit et de commissariat aux comptes «SACOM» représentée par son Gérant Mr Amine Feki, inscrit à l'ordre des Experts Comptables de Tunisie, en tant que commissaire aux comptes pour les exercices 2020 et 2021, et ce, en remplacement du commissaire aux comptes feu Youssef Ennouri.

2021R00002SRLB2

Société : COM MANIA

Siège social : Immeuble Sara, Boulevard principal, 1053 les Berges du Lac

Identifiant unique : 1406236E

Suite à la décision du gérant en date du 21 juillet 2020, enregistrée à la recette des finances Les Berges du Lac, en date du 12 Août 2020, sous le numéro 2070427, quittance M056792, dont une copie est déposée au registre national des entreprises de la zone urbaine nord Tunis en date du 26 Août 2020, sous le numéro d'enregistrement 202066507, il a été décidé ce qui suit :

- Transférer le siège social de la société COM MANIA Sarl de Immeuble Harthouma, rue Lac Liment, 1053, les Berges du Lac à Immeuble sarra, Boulevard principal, 1053 les Berges du Lac.

2021R00009SRLB2

Immobilière Echaarika

SARL au capital de 1.150.000 dinars

Matricule fiscal : N°1081547N

Registre de commerce : N°B242402009

Selon procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 17 février 2020, enregistré à la recette des finances de Mégrine en date du 28 février 2020 quittance n°M017816 sous le n°20700925, les associés décident :

1- Quitus pour la gérante durant toute la durée de sa gestion.

2- Renouvellement du mandat de la gérante pour une durée d'un an renouvelable.

3- Différents sujets.

Un exemplaire du procès-verbal ci-dessus cité a été déposé au guichet du registre national des entreprises en date du 4 mars 2020 sous le n°202018368.

2021R00010SRLB2

La Société «2 M.D.»

S.A.R.L au capital de 1 000 dinars

Siège social : Centre «Babel» - rue Lac Turkana 1053 - Les Berges du Lac - Tunis

Identifiant unique : N°995382J

Matricule fiscal : 995382 J/A/M/000

En vertu du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 octobre 2009 enregistré le 9 novembre 2009 à la recette des finances Le Lac, sous le n°09705715 quittance 64203, il a été décidé de transformer la forme juridique de la société, ajouter une activité secondaire à l'objet de la société et fixation de la Rémunération du gérant.

Et en vertu du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 14 décembre 2020 enregistré le 22 décembre 2020 à la recette des finances Le Lac, sous le n°2077868 quittance 3262 il a été décidé, l'approbation de cession de parts sociales, nomination et reconduction du gérant et adoption de nouveaux statuts après transformation.

Un exemplaire de chaque procès-verbal a été déposé au Registre National Des Entreprises en date du 31/12/2020 (Récépissé de dépôt de dossier n°2020126721).

2021400002SRLB2

FONDS DE COMMERCE

Ventes de fonds de commerce

Vente d'un fonds de commerce

Suivant acte sous seing privé en date du 30/12/2020 enregistré à la recette des finances Bardo le 31/12/2020 sous le n°20204104 quittance n°78491 monsieur Alhassan Jarraya titulaire de la cin n°8337476 du 7/11/2019 a vendu et cédé à la société Meubles jarraya MF 095288M ancien RC B0318992006 la totalité du fonds de commerce avec tous ses éléments corporels et incorporels exploité au local 10 avenue de l'Indépendance Khaznadar Bardo exploité vente des meubles.

Les oppositions doivent se faire sous la forme requise par la loi dans un délai de 20 jours à partir de la date de parution du présent avis au journal officiel de la République Tunisienne entre les mains de la société Meubles jarraya à l'adresse 10 avenue de l'indépendance Khaznadar Bardo.

2021T00004FCCC2

Vente d'un fonds de commerce

Suivant A.S.S.P en date du 30/12/2020 enregistré à la recette des finances rue de paradis le 4/01/2021 sous le n°22200006 Mr Nait Zouhou Lahcen représenté par Mr Nait Zouhou Omar demeurant 79 Dar Fadhal Soukra, a vendu à M Nejmeddine Dguachi demeurant jardin Aouina Immeuble «la perle» appartement 021, la totalité du fonds de commerce sis n°79 Dar Fadhal Soukra, au prix de quinze milles dinars (15.000 TND).

Toutes oppositions devront être formulées, dans un délai de 20 jours à partir de la date d'insertion de cet avis au JORT, entre les mains de l'acheteur du fonds de commerce.

Annonce publiée au journal le quotidien du 6/01/2021.

2021T00006FCCC2

Vente d'un fonds de commerce

Suivant actede vente sous seing privé non daté, enregistré à la recette des finances de la Rue Habib Thameur Tunis le 25/12/2020, quittance n°M060716, enregistrement n°20203220, Mme Saima El Mouadhene a vendu à Mme Boukthir Mouldia tout le fonds de commerce d'un local commercial réservé pour commerce de gros de feuilles de matériel de bureau et d'école, amidon, glucose, épices et matériel de conserve, sis à la rue Lavalat, numéro 4 Tunisie avec tous les éléments corporels et incorporels.

Toute opposition doit être déposée à l'adresse du fonds de commerce dans vingt jours à partir de la date de la publication au JORT.

Cette annonce a été publiée dans le journal Achourouk le 31/12/2020.

2021R00003FCCC2

Cession d'un fonds de commerce

Suivant acte sous seing privé en date du 29/12/2020 enregistré à la recette des finances Boumhel le 29/12/2020, quittance n°M052311 Fathi Djoubi a vendu à Kadhem Arfaoui le fonds de commerce de vente de produits alimentaires exploité à 29, avenue Mohamed 5 Bassatine, Boumhel.

Les oppositions seront reçues dans les 20 jours de la publication légale à l'adresse du vendeur du fonds de commerce demeurant au 9, rue des Jardins Bassatine Boumhel.

Cette publication a été publiée au journal Achourouk le 1/1/2021.

2021R00005FCCC2

Donation d'un fonds de commerce

Suivant acte notariale du 9/12/2020 rédigé par Le Notaire maître Samiha Trifi et maître Aida Ben Abdallah son bureau sis à Immeuble orange 2ème étage bureau 8 Chouchet Radés Mégrine Ben Arous enregistré à la recette des finances de Mégrine le 14/9/2020 quittance n°M066489 Mme Wassila Bent Omar Akacha Slama donne à Mme Amel Bent Omar Akacha Slama tout le fonds de commerce exploité entant que tout commerce avec tous ses éléments corporels et incorporels sis à l'avenue Ali Belhouene n°2 Beb Khadra Tunis.

Les oppositions sont acceptées au local du fonds de commerce dans les délais de 20 jours à partir de la publication du présent avis au J.O.R.T.

Cette annonce a été publiée dans les deux journaux Achorouk et le Quotidien le 31/12/2020.

2021R00008FCCC2

Vente d'un fonds de commerce

Suivant acte de vente d'un fonds de commerce signé à la municipalité de Kairouan du 15/12/2020, enregistré à la recette des finances Khaouarezmi à Kairouan le 31/12/2020, sous n°5269679, quittance M076431. L'Union Régionale des Non-voyants, représentée par Mr Mohamed El Hédi Khadhraoui, a vendu et cédé à Mr Sid Ben Abdenabi Saanouni, la totalité du fonds de commerce du local destiné vente prêt à porter sis à l'Av. 14 Janvier - La Médina Kairouan.

Les oppositions se font entre les mains de l'acheteur à son siège sis à l'Av. 14 Janvier - La Médina Kairouan, dans un délai de 20 jours de la parution de cette annonce au JORT.

2021S00003FCCC2

Donation d'un fonds de commerce

Suivant acte notarié daté du 16 décembre 2020, enregistré à la recette des finances Sakiet Eddaier Sfax le 16/12/2020 quittance n°M050395. Monsieur Ismaïl Ben Bechir Ben Mohamed Khamis titulaire de la CIN n°13406929 demeurant au 50 route El Ain km 2.5 Impasse Ghorbel Sfax, a fait une donation à sa femme Sana Bent Mokhtar Elkhorcheni titulaire de la CIN n°06560938 un fonds de commerce exploité pour le fast-food et préparation de beignets sis à la route El Ain km 3 Sfax.

Les oppositions seront déposées dans un délai maximum de 20 jours après publication au journal officiel entre les mains à l'adresse du fonds de commerce.

Cette annonce a été publiée au journal "le Temps" en date du 1/1/2021 sous le numéro PS200659.

2021X00004FCCC2

Vente d'un fonds de commerce

Suivant contrat en date de 23/12/2020 enregistré à la recette des finances Takilssa le 25/12/2020 quittance n°M009168 enregistrement n°20200488. Mme Zouhour Bent Abdelmajid Ben Kilani Al Bakouch a vendu tout le fonds de commerce d'un magasin municipal sis dans le quartier commercial et exploité dans le commerce des fruits secs en détails (HAMASS), situé au 4 Sidi Jebali 2080 Ariana à 17 Al Hay Attijari Bir Marwa Takilssa - Nabeul à Mme. Leila Bent Marighni Ben Salah Hajri.

Les oppositions doivent être présentées entre les mains de l'acheteur à l'adresse du fonds de commerce dans un délai de 20 jours à partir de la publication de cet avis au JORT.

Cet article a été déposé au journal le quotidien du 7/01/2021.

2021400008FCCC2

Location gérance libre

Location d'un fonds de commerce

Suivant acte de la location d'un fonds de commerce à la date de 17/12/2020 signé et légalisé à la date de 17/12/2020 enregistré à la recette des finances de Béja le 22/12/2020 quittance n°MO54505 enregistrement n°20306689.

Mr. Oueslati Sadok C.I.N n°02174903 de 15/8/2011 propriétaire du fonds de commerce enregistré au tribunal de 1ère instance de Béja n°A05138982014. A loué à Mr Aymen Ben Mohamed Ben Hédi Haboubi CIN n°08538250 du 25/3/2019 demeurant à 33 cité Omel Ksar Bardo à Béja Nord. Le fonds de commerce destiné commerce en détail légumes et fruits sis à 151 cité des jardins Béja Nord pendant une année renouvelable du 15/12/2020 au 14/12/2021 avec ces éléments corporels et incorporels.

Les oppositions seront requises dans les 20 jours à partir de celte annonce au cabinet de maître Mme Bouthaina Zouabi avocat à la rue Ali Bach Hamba Béja.

2021T00001FCCC3

Location d'un fonds de commerce

Suivant acte S.S.P en date du 17 décembre 2020 enregistré à la recette des finances Habib Thameur Tunis le 22/12/2020 sous le n°25303161 madame Rim Ben Sassi a loué à la société «Armel» S.A.R.L enregistrée au registre de commerce sous le n°H1141952, la totalité du fonds de commerce exploité dans le local sis à la rue Charles De Gaulle n°24 Tunis, pour la vente des souliers, avec tous ses éléments corporels et incorporels et ce pour une période de deux ans non renouvelables allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Le présent avis est publié au journal «Echourouk» du 4/01/2021.

2021T00003FCCC3

Location d'un fonds de commerce

En vertu d'un acte sous seing privé signé le 11/5/2018 et enregistré à la recette des finances Menzel Bouzelfa le 18/11/2018 quittance n°M331114 sous le n°1831929 Mr Mohsen Mraa Titulaire de la CIN n°0508189 a loué le fonds de commerce sis à l'Avenue 18 Janvier Menzel Bouzelfa 8010 et dont l'activité café 1ère catégorie nommé café 14 Janvier à Mr Wassim Bouanen titulaire de la CIN n°06447293.

Cette annonce a été publiée dans le journal Achorouk le 7/01/2020.

2021R00017FCCC3

Location d'un fonds de commerce

«Gérance Libre»

Suivant acte SSP en date du 28/12/2020, enregistré à la recette des finances le 29/12/2020 sous n°20301703 Quittance n°M029409. Mr Aladin Amamou, titulaire de la CIN n°06784027 et demeurant à la Rue Mohamed Ali - Sahline - Monastir, a loué à la société «Adam Hajjej de Conception Electronique» Société encours de constitution représentée par son gérant Mr Mohamed Mahmoud Abdeladhim Hajjej, titulaire de la carte de résidence n°000010407 valable au 9/01/2021, la totalité du fonds de commerce du local commercial sise Avenue Habib Bourguiba Sahlina - Monastir.

Les oppositions se font entre les mains du locataire au local concerné, dans un délai de 20 jours de la parution de cette annonce au JORT.

Cet avis a été publié au journal «Echourouk» du 4/01/2021.

2021S00004FCCC3

Location d'un fonds de commerce

Suivant acte sous seing privé en date du 29 décembre 2020 enregistré à la recette de l'enregistrement des actes de sociétés à Sousse en date du 31 décembre 2020 quittance n°M004763 Enregistrement n° 20304399, madame Nourhene Ibn Ali titulaire de la CIN n°08434057 a loué à la société «REBAI SIGN PUB» Suarl titulaire de I.U : 1699635R représentée par son gérant Mehdi Rebai CIN n°08257538, la totalité du fonds de commerce sis à la route de cité Erriadh Laouina Sousse et précisément route de Moureddine rond-point M'Saken cité Ettaamir Sousse destiné pour tous commerce.

Les oppositions sont recevables dans un délai de 20 jours au siège de la société.

Cette annonce a été publiée aux journaux Echourouk et Le Quotidien en date du 5/01/2021.

2021S00006FCCC3

Location d'un fonds de commerce

Suivant acte de location d'un fonds de commerce en date du 18/12/2020 rédigé par l'avocat Jamel Abdenasser sise au bureau Rue 22 Janvier Sousse enregistré à la recette des finances de Victor Hugo Sousse le 21/12/2020 sous n°20303438, quittance M055614. Location du fonds de commerce de monsieur Mohamed Ben Bakar Ben Abderahmen Birayana qui a été acquis suite contrat verbal de la propriété de madame Samira Gribaa pour l'exploiter dans la vente de Volailles et dérivés sise à Mongi Slim Corniche Sousse.

2021S00009FCCC3

Location d'un fonds de commerce

En vertu d'un acte sous seing privé enregistré à la recette des finances de Trocadéro Sousse le 16 décembre 2020 quittance numéro 055324 enregistrement numéro 0303390 ;

Monsieur Hamdi Eloukil de nationalité tunisienne demeurant à la rue Hassen Ben Said Khezema Ouest Sousse titulaire de la carte d'identité nationale numéro 05549314 et de l'identifiant unique numéro 1094017 a mis en location son fonds de commerce à la société My gâteaux représentée par sa gérante Madame Olfa Eloukil demeurant au 41 rue Hassen Ben Said Khezema Ouest Sousse; titulaire de la carte d'identité nationale numéro 08450053 sous le nom de My gâteaux identifiant unique numéro 1094017 sis à la rue Hassen Ben Said Khezema Ouest Sousse.

Pour toute opposition dans un délai de vingt jours à partir de la publication du présent avis au journal officiel de la République Tunisienne s'adresser au locataire madame Olfa Loukil gérante de la société My gâteaux à l'adresse du fonds de commerce sis à 41 rue Hassen Ben Said Khezema Ouest Sousse.

2021S00010FCCC3

Gérance libre

Suivant acte SSP du 9/9/2020, enregistré à la recette des finances à la route de Tunis Sfax le 23/12/2020, enregistrement n°20303937, reçu n°M086227, Mr Moez Feki a donné une gérance libre à Mr Wajdi Terai pour l'exploitation de sa station de services sis route Mahdia km 0,5 rue Bagdad Sfax.

Cette annonce a été publiée aux journaux Achourouk et le Quotidien le 6 janvier 2021.

2021X00002FCCC3

Location d'un fonds de commerce

En vertu d'un acte sous seing privé enregistré à la recette des finances rue de la Gare le 27-11-2020 sous le n°20306023.

Monsieur Moncef Bhar titulaire de la CIN n°00126094 domicilié au 74 rue du 18 janvier 1952 a loué le fonds de commerce exploité dans le local sis au 76 rue du 18 Janvier 1952 Tunis comme quincaillerie à la société quincaillerie 18 janvier titulaire du matricule fiscal n°1698088/G représentée par sa gérante dame Yussr Nafti titulaire de la CIN 07163961.

La publication de la présente annonce exempt Monsieur Moncef Bhar de toute responsabilité.

Le présent avis a été publié dans le journal Echourouk du 01-01-2021.

2021400007FCCC3

Location d'un fonds de commerce

Suivant contrat en date de 23/5/2019 enregistré à la recette des finances Mégrine le 17/3/2020 quittance n°M023809 enregistrement n°20301197 Mr. Ilyes Ben Amor Fadhil a loué tout le fonds de commerce d'un magasin destiné pour la vente des fruits secs, situé au 99 rue Habib Bourguiba Mégrine - Ben Arous à Mr. Mohamed Dhahibi.

Les oppositions doivent être présentées entre les mains de locataire à l'adresse du fonds de commerce dans un délai de 20 jours à partir de la publication de cet avis au JORT.

Cet article a été déposé au journal le quotidien du 7/01/2021.

2021400010FCCC3

ASSOCIATIONS, PARTIS, SYNDICATS ET SYNDICS

Constitutions

Syndicat des Copropriétaires de La Cité Jinene El Maamoura

En vertu des décisions émanantes de l'assemblée générale du Syndic des copropriétaires de la cité Jinène El Maamoura du 15 août 2020, enregistrées au bureau d'ordre de la municipalité de Maamoura le 4 septembre 2020 et au bureau de la recette des finances de Beni Khiar le 14 septembre 2020 quittance numéro 26978 sous le numéro 20801248, le bureau du syndic a renouvelé sa confiance au bureau suivant :

Président : Mr. Ing. Fethi Touati

Vice-présidente : Mme. Samia Mouakhar Kraiem

Secrétaire Général : Mr. Faouzi Khadhraoui

Trésorière : Mme. Hajer Amine Chatti.

2021R00012APSF1

Constitution d'une association

Nom : Famille leader.

Adresse : N°11 rue Ksar Hlel Mégrine Chacker.

Objectifs :

- Contribuer à enrichir la vie culturelle.

- Contribuer à la réalisation d'activités récréatives et culturelles.

- Contribuer à diriger et guider les femmes dans les domaines professionnels culturels et scientifiques.

Président : Khammassi Moufida.

Secrétaire général : Khammassi Boutheina.

Trésorier : Khammassi Marwa.

2021R00022APSF1

Syndicat des Copropriétaires
Résidence DALIA
Route El Afrane Km 5 - Sfax

En vertu du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive

tenue le 01 novembre 2020 enregistré à la recette des finances Abou Kacem Chebbi Sfax le 9 décembre 2020 (enregistrement n°20803940; Quittance n°M110519) l'assemblée générale a décidé de :

Constituer un Syndicat dénommé «Syndicat des copropriétaires résidence Dalia», avec désignation des membres de syndicat :

Mr Farid Borji : Président

Mr Rached Ellouz : Vice président

Mr Souhail Fakhfakh : Trésorier

Mr Ahmed Hammami : Secrétaire général

Mr Mounir Bouchhima : Membre

Mme Amira Kotti Drira : Membre.

2020X01863APSF1

ACTES JUDICIAIRES

Ventes aux enchères publiques

Vente aux enchères publiques

Etude de Maître Hidri Faten

Avocate à la cour de cassation

58 Rue Al Djazira Tunis

71.326.657

Partie poursuivante : BH BANK (banque de l'habitat précédemment) en la personne de son représentant légal, S.A. inscrite au registre national des entreprises sous le n°W0024588 ayant son siège social 21 Avenue Kheireddine Pacha - Tunis, en sa qualité de créancière hypothécaire.

Partie poursuivie : Naji Ben Hassen Dridi; CIN n°00302742 Demeurant à 8 rue Marrakech la Goulette Tunis; ou app n°119 immeuble 14 rue 10637 cité Ibn Sina el Ouardia, ou rue Suède lotissement n°87 cité el Amri Mhamdia et aussi n°87 Type L 2 cité el Hana el Elmi Mhamdia en sa qualité de débiteur hypothécaire.

L'avocat poursuivant : Maître Hidri Faten, avocate à la cour de cassation, 58 rue Al Djazira - Tunis MF 114576/S

Immeuble saisi et mis en vente : Il s'agit de la propriété faisant l'objet du Titre foncier 22518 Ben Arous dénommé (menzel dridi) d'une superficie de 322 m² sise à la rue Suède Mhamdia sur laquelle est bâtie une maison de 32 m² composée d'un salon et une chambre, cuisine, toilette et un jardin.

Mise à prix : La mise à prix est de 90.000.000 dinars, outre les frais de l'adjudication.

Date et lieu de l'adjudication : Reporté selon l'article 433 cpcc pour le jeudi 28/01/2021 à partir de 9h du matin devant la chambre des criées du tribunal de première instance de en Arous, Chouchet Radés Ben Arous.

La visite est possible tous les jours.

2021T00005VEPA1

Vente aux enchères publiques sur saisie immobilière

Partie poursuivante : la société tunisienne de recouvrement des créances en la personne de son représentant légal demeurant à son siège social sis à l'avenue Habib Bourguiba Tunis.

Partie saisie : Lotfi Ben Ayed Massous, demeurant à la Rue Bahri Brigui n°8 Bekalta.

Avocat poursuivant : Maître Adel Mabrouk, route touristique, Hammam Sousse.

Désignation de l'immeuble saisi : la totalité du titre foncier n°72117 Monastir d'une superficie de 4408 m² dénommé «AICHA 1» sis à Bekalta qui consiste à,

Mise à prix : La mise à prix est fixée après le rabais de 40 % à la somme de 66 120 D 000 prix auquel s'ajoutent les frais de l'adjudication.

Date et lieu de l'adjudication : L'adjudication aura lieu le Mercredi 10/02/2021 à partir de 9 heures à la chambre des criées du tribunal de première instance de Monastir.

Condition de visite de l'immeuble : Chaque jour de 9H à 17H.

2021S00007VEPA1

Vente aux enchères publiques sur saisie immobilière

Partie poursuivante : La SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE en la personne de son représentant légal demeurant à son siège social sis à la rue Hédi Nouira Tunis.

Partie saisie :

La Société Agro-Frech, en la personne de son représentant légal demeurant à son siège social sis à la rue Ibn Sina n°24 Monastir.

Avocat poursuivant : Maître Adel Mabrouk, route touristique, Hammam Sousse.

Désignation de l'immeuble saisi : la totalité des parts indivises qui sont de l'ordre de 8442 / 8850 parts du titre foncier n°77 Monastir d'une superficie de 8850 m² dénommé «ERRMADA» sis à Sahline.

Mise à prix : La mise à prix est fixée après le rabais de 40 % à la somme de 740263DT 240 auquel s'ajoutent les frais de l'adjudication.

Date et lieu de l'adjudication : L'adjudication aura lieu le mercredi 3/02/2021 à partir de 9 heures à la chambre des criées du tribunal de première instance de Monastir.

Conditions de visite de l'immeuble :

Chaque jour de 9h à 17h.

2021S00008VEPA1

Vente aux enchères publiques

Suite un jugement de licitation et décisions d'ajournement

En vertu de l'article 425 cpcc (affaire du n°3194)

L'adjudication aura lieu à la chambre des ventes immobilières au tribunal de 1ère instance de Monastir le mercredi 3/02/2021 à 9 h du matin.

Le poursuivant :

Mr Kamel Ben Hassan Doss CIN n°04192343 délivrée le 17/7/2014 demeurant à la rue 9 Avril Ksar Hellal.

L'avocat poursuivant :

Maître Imed Atig Avocat prés la cour de cassation, immeuble chraka bureau n°5 Monastir CIN n° 02949579 M.F n°000PA415734/M

Partie poursuivie :

Mme Sondos Bent Fawzi Gafsia CIN n°06799141 délivrée le 12/8/2017 demeurant à la Rue el Mahri Cité Sokra Ksar Hellal.

Le titre exécutoire :

Le jugement rendu par le tribunal de 1ère instance de Monastir sous le n°18367 du 27/12/2019 ordonnant la licitation de l'immeuble mis aux enchères.

L'immeuble mis en licitation :

Il s'agit d'une villa construite sur le terrain objet du TF n°74700 Monastir se composant d'un rez-de-chaussée comprenant 2 salons et un escalier vers le 1er étage ainsi qu'une salle à manger, et une cuisine et une salle d'eau couvrant une superficie de 158 m², il y'a aussi un garage et des toilettes au coin sud Est d'une superficie de 34 m², le 1er étage se compose de 4 chambres et une salle de bain et une salle d'eau et 3 balcons sa superficie est 158 m² tout le terrain est d'une superficie de 412 m² et il est limité au Nord Est par la voie publique et Est ouest par Adel Marnay et au Sud Nord par Lassad Mamay.

Les charges : le Terrain est grevé d'une hypothèque au profit de l'UIB pour un montant de 45000 dinars - frais Taxes de la procédure jusqu'à l'audience de 21/10/2020 : 2.327,593 dinars en sus des frais de la 2ème enchère.

Mise à prix : la mise à prix sera faite avec un montant de 446700 rabaissé de 40% soit 268020.000 dinars et chaque personne désirante de participer aux enchères doit consigner le tiers du montant le présenter certifié dans un chèque ou bien présenter une caution bancaire à hauteur du tiers du montant de la mise à prix. Pour les étrangers obligation de présenter une autorisation du gouverneur.

Visite et autres conditions : La visite peut se faire sans restrictions spéciales et pour plus amples informations contacter Maître Atig Imed l'avocat poursuivant ou le greffe du tribunal de 1ère instance de Monastir.

2021S00011VEPA1

Vente aux enchères publiques

Maître Ahmed Ben Ali Salem annonce qu'il va vendre aux enchères publiques le mercredi 3/02/2021 à 10h un fonds de commerce exploité comme boutique de vente de fruits secs au nom «Classico» sis à la rue Ali Belhaouane Sousse.

Le saisissant : Société Général Recouvrement, sise à la rue Abou Elhassen Lakhmi immeuble laberla 1er étage n°13 Sfax.

Le saisi : Yamna Rejab, titulaire du fonds de commerce, C.I.N 02890738 et le seul identifiant n° 01957620.

La mise à prix : Quatre vingt mille cinq cent dinars(80.500,000D) ; Nul n'est admis à participer aux enchères s'il n'a pas avancé le dixième de la mise à prix annoncée.

2021S00012VEPA1

CONVOCATIONS

Sociétés anonymes

Convocation à l'assemblée générale ordinaire

SOCIETE ENTREPOTS FRIGORIFIQUES NOUR JELMA

Société anonyme

Au capital de 370.000 Dinars

Siège social : Route nationale 3 - 9110 - Jelma

Identifiant unique : 1081813M

Messieurs les actionnaires de la Société ENTREPOTS FRIGORIFIQUES NOUR JELMA sont invités à se réunir en assemblée générale ordinaire qui se tiendra le vendredi 29 janvier 2021 à 11h au siège de la société sis à la route nationale 3 - 9110 - Jelma, à l'effet de délibérer sur :

1- Entérinement des modalités et des délais de convocation de l'assemblée générale ordinaire.

2- Lecture et approbation, s'il y a lieu, des rapports du conseil d'administration relatif aux exercices 2018 et 2019.

3- Lecture des rapports généraux et spéciaux du commissaire aux comptes relatifs aux exercices 2018 et 2019.

4- Examen et approbation, s'il y a lieu, des états financiers arrêtés au 31/12/2018 et 31/12/2019.

5- Approbation des conventions relevant de l'application des articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales.

6- Affectation des résultats des exercices 2018 et 2019.

7- Quitus aux administrateurs.

8- Fixation du montant des jetons de présence.

Messieurs les actionnaires sont avisés que les documents destinés à cette assemblée, sont tenus à leur disposition au siège de la société.

2021T00009SANB3

Convocation à l'assemblée générale ordinaire du jeudi 28 janvier 2021

Société Tunisienne d'Aviculture

Société anonyme

Au capital de 5.460.000 Dinars

Siège social : Avenue de la Jeunesse Borj Cédria Ben Arous

Identifiant unique : 0012572Y

N° d'affiliation à la CNSS : 66575-33

Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne d'Aviculture "SOTAVI" sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le jeudi 28 Janvier 2021 à 11 H du matin au siège social, Avenue de la Jeunesse Borj Cédria, avec la possibilité de participer à distance à travers la salle réservée à cet effet au siège de la société, et ce à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Entérinement du retard de la tenue de l'assemblée générale,

2. Renouvellement du mandat des membres du conseil d'administration,

3. Lecture et approbation du rapport de gestion du conseil d'administration relatif à l'exercice 2019,

4. Lecture des rapports général et spécial du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019,

5. Approbation des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2019,

6. Approbation des conventions réglementées prévues par l'article 200 du code des sociétés commerciales,

7. Affectation des résultats de l'exercice 2019,

8. Quitus aux administrateurs,

9. Fixation du montant des jetons de présence à allouer aux membres du conseil d'administration au titre de l'exercice 2019,

10. Nomination du commissaire aux comptes pour les années 2020, 2021 et 2022,

11. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

N.B :

- Pour pouvoir participer en vidéo conférence à la réunion de l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires sont invités à envoyer une demande d'inscription et ce au plus tard trois (3) jours avant la tenue de l'assemblée à l'adresse suivante :

dg@sotavi.com.tn

- Tous les documents afférents à cette assemblée sont mis à la disposition des actionnaires au siège social de la société durant le délai légal.

2021R00015SANB3

Convocation à l'assemblée générale ordinaire

SOCIETE REGIONALE DE TRANSPORT DU GOUVERNORAT DU KEF - S.A

Capital social : 333 MD

RC : B126371997

Matricule fiscal : 014603WAM000

Messieurs les actionnaires de la société régionale de transport du gouvernorat du Kef sont convoqués à la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu le vendredi 29 janvier 2021 à 9h à hôtel Darna cité eddire le Kef, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Entérinement du retard dans la tenue de l'assemblée.

2. Lecture et approbation du rapport du conseil d'administration relatif à l'exercice 2018.

3. Lecture des rapports général et spécial du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2018.

4. Approbation des états financiers relatif à l'exercice 2018.

5. Affectation des résultats relatif à l'exercice 2018.

6. Quitus aux administrateurs relatif à l'exercice 2018.

7. Fixation du montant des jetons de présence.

8. Approbation des états financiers consolidés de la SRT Kef et SRT Siliana relatif à l'exercice 2017.

9. Questions diverses.

2021R00016SANB3

Convocation à l'assemblée générale ordinaire

SOCIETE ACADEMIE DES BANQUES ET FINANCES

Société anonyme

Au capital de 500.000 Dinars Tunisiens

R.C. : B01163382010

M.F : 1166455/C/A/M/000

Siège social : 13, Rue Omar Ibn Kaddeh Montplaisir - Tunis - 1073

Messieurs, les actionnaires de la société «Académie des Banques et Finances», sont invités pour assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mercredi 27 Janvier 2021 à 14h à son siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Cooptation du nouveau Président du Conseil d'Administration de l'ABF.

2. Désignation d'un nouveau membre au Conseil d'Administration.

3. Lecture des rapports du Commissaire aux comptes.

4. Approbation des Etats Financiers arrêtés au 31 Décembre 2019.

5. Approbation des conventions relevant de l'article 200 du code des sociétés Commerciales.

6. Quitus aux administrateurs.

7. Lecture et approbation du rapport du Conseil d'Administration relatif à la gestion de l'exercice 2019.

8. Affectation des résultats au titre de l'année 2019.

9. La distribution de jetons de présences aux membres du conseil d'administration.

10. Pouvoir pour accomplissement des formalités.

2021R00023SANB3

Convocation à l'assemblée générale ordinaire le vendredi 29 janvier 2021

Société Houda Invest

Société anonyme

Au capital de 8.445.000 dinars

Siège social : Hôtel Houda Dkhila Monastir

Registre de commerce : 1540352006

Matricule fiscal : 000 M A 969060/T

Messieurs les actionnaires de la Société Houda Invest sont priés d'assister à la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le vendredi 29 janvier 2021 à 11h au siège de la société sis à Dkhila Monastir, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1- Ratification de la tenue tardive de l'assemblée générale ordinaire.

2- Examen et approbation du rapport d'activité du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice clos au 31/12/2019.

3- Lecture des rapports de commissaire aux comptes sur l'exercice clos au 31/12/2019.

4- Approbation des états financiers clos au 31/12/2019.

5- Affectation de résultat.

6- Approbation des conventions réglementées prévues par l'article 200 du code des sociétés commerciales.

7- Examen de la phase de redressement judiciaire

8- Quitus aux administrateurs.

9- Fixation des jetons de présence.

10- Pouvoirs.

2021S00001SANB3

Convocation à l'assemblée générale ordinaire

Vendredi 29 janvier 2021

Société Hôtel Medi Golf

Société anonyme

Au capital de 6 424 000 dinars

Siège social Hammamet Sud

RC : B138431998

MF : 538954D/AM/000

Messieurs les actionnaires de la Société Hôtel Medi Golf sont priés d'assister à la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le vendredi 29 janvier 2021 à 14h au siège de la société sis à Dkhila Monastir, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1- Examen et approbation du rapport d'activité du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice clos au 31/12/2019.

2- Lecture des rapports de commissaire aux comptes sur l'exercice clos au 31/12/2019.

3- Approbation des états financiers clos au 31/12/2019.

4- Affectation de résultat.

5- Approbation des conventions réglementées prévues par l'article 200 du code des sociétés commerciales.

6- Renouvellement de mandat du commissaire aux comptes

7- Examen de déroulement de la phase de redressement judicaire.

8- Quitus aux administrateurs.

9- Fixation des jetons de présence.

10- Pouvoirs.

2021S00002SANB3

Convocation à l'assemblée générale extraordinaire

Société GOLDENCIN SA

Société anonyme

Au capital de 378.000 Dinars

Siège social : Rue Hédi Chaker, Espace Nour Centre, 2ème étage, Bureau C 12, 7100, Le Kef

MF : 1473984L/A/M/000

RC : B11175872016

Les actionnaires de la Société GOLDENCIN SA sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra jeudi 28 janvier 2021 à 10h au Bureau de la Société sis au C517, Résidence Mariem, Avenue de l'Indépendance - Ariana, à l'effet de délibérer sur les questions portées sur l'ordre du jour suivant :

- Discussion des perspectives de la Société

- Décision sur la continuité d'exploitation de la Société

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

En cas d'empêchement, tout actionnaire peut se faire représenter par un mandataire, muni d'un pouvoir.

2021400003SANB3

Convocation à l'assemblée générale ordinaire

Société ITTEC SA

Société anonyme

Au capital de 300.000 Dinars

Siège social : 50, rue de l'Artisanat, 2035 Charguia 2

Identifiant fiscal : 47958B/A/M/000

Les actionnaires de la société ITTEC SA sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le jeudi 4 février 2021 à 10 heures au siège de la société à l'effet de délibérer de l'ordre du jour suivant :

- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice 2020 et affectation du résultat de l'exercice.

- Approbation des rapports du commissaire aux comptes

- Quitus aux administrateurs et du Président Directeur Général pour la gestion du dit exercice

- Questions diverses.

2021400005SANB3

Société La Tunisienne des Toiles Industrielles «TTI»

Société anonyme

Au capital de 800.000 Dinars

Siège social : 34 Rue des Métiers - Zone Industrielle Charguia II - Ariana - Tunisie

Identifiant Unique : 869776T

1/ Messieurs les actionnaires de la Société La Tunisienne des Toiles Industrielles «TTI», sont invités à se réunir en assemblée générale ordinaire le samedi trente janvier 2021, à dix heures au siège de la société Comptabilité Financière et Traitement de l'Information «CFTI» sis au 44, Rue de Cordoue El Manar 1-2092 Tunis, en vue de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Autorisation de dépassement des délais impartis pour la tenue de l'assemblée annuelle de l'exercice 2019.

2. Lecture et approbation du rapport du conseil d'administration pour l'exercice 2019.

3. Lecture des rapports du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2019.

4. Examen et approbation des états financiers de l'exercice 2019.

5. Approbation des conventions réglementées prévues par l'article 200 du code des sociétés commerciales.

6. Affectation des résultats de l'exercice 2019.

7. Quitus aux membres du conseil d'administration.

8. Nomination des administrateurs.

9. Application des dispositions des articles 192 et 209 du code des sociétés commerciales.

10. Questions diverses.

11. Pouvoirs pour formalités.

2/ Messieurs les actionnaires de la Société La Tunisienne des Toiles Industrielles «TTI» sont invités à se réunir en assemblée générale extraordinaire le samedi trente janvier 2021 à onze heures au siège de société Comptabilité Financière et Traitement de l'Information «CFTI» sis au 44, Rue de Cordoue El Manar 1-2092 Tunis, en vue de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Transfert du siège social.

2. Modification de l'article 04 des statuts.

3. Délégation de pouvoirs pour l'accomplissement de formalités.

4. Questions diverses.

2021400006SANB3

Convocation à l'assemblée générale ordinaire

du 28 janvier 2021

SBA WORKFORCE

Société Anonyme

Au capital de 1 504 990 Dinars

Siège social : Green Center, rue du Lac Constance, C3-1, Les Berges du Lac - 1053 Tunis - Tunisie

MF : 1382628M/A/M/000

RC : B01101042015

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de «SBA WORKFORCE» sont priés d'assister à la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le vendredi 28 janvier 2021 à 11 h au siège de la société sis à Green Center C 3.1 - Rue du Lac Constance - 1053 Les Berges du Lac - Tunis, à l'effet de délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2019

2. Lecture du rapport Général et Spécial du commissaire aux comptes sur l'exercice 2019

3. Lecture et Approbation des états financiers de l'exercice 2019

4. Affectation des résultats de l'exercice 2019

5. Quitus aux Administrateurs

6. Examen et approbation d'une Convention Réglementée

7. Pouvoir aux porteurs.

2021400009SANB3

DIVERS

Avis au public

Perte du titre de propriété

M. Abdul Hafidh B. Taieb Rizgui Farihi, titulaire de la carte d'identité n°04601937, délivrée le 13/5/2000, déclare la perte d'un titre de propriété n°09/3275 objet du titre Foncier n°27759 Ariana situé à cité Ettadhamen, nommé Dar Essaada.

Une attestation de perte a été délivrée par la Police d'Ettadhamen le 24/12/2020 sous le numéro 245.

2021T00007DIVD2

Avis d'enquête

(En application du décret du 30 Mai 1922)

Ministère de l'Industrie, de l'Energie Et des Mines

Dans le cadre de la réalisation des projets de développement, la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz projette de réaliser une ligne électrique de haute tension (225 kV), d'une longueur d'environ 8 km reliant le poste de la centrale photovoltaïque de Metbasta par la ligne existante Oueslatia - Msaken.

Le dossier technique relatif à ce projet, comprenant la liste des propriétés privées concernées par le passage de cette ligne, sera mis à la disposition du public, au siège de gouvernorat de Kairouan, à partir de la parution du présent avis d'enquête et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois (03) jours à compter de son insertion au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Les intéressés pourront prendre connaissance de ce dossier et déposer leurs observations ou réclamations éventuelles au gouvernorat concerné.

2021R00007DIVD2

Perte d'un acte de propriété

Mme Leila Tarmiz, titulaire de la CIN n°02946850, déclare la perte de son acte de propriété n°45484 objet du titre foncier n°131886 Sousse sis au Gouvernorat de Sousse. Une attestation de perte a été délivrée sous n°06 le 4/01/2021 par le poste de police de Sousse Nord.

2021S00005DIVD2

الرّائد الرّسميّ للجُمْهُوريّة التونسية

إعلانات قانونية وشرعية وعدلية

الجمعة 24 جمادى الأولى 1442
8 جانفي 2021

عدد 3

السنة 37

لا تتحمل الإدارة أية مسؤولية من حيث محتوى الإعلانات المدرجة

المحتـوى

التصرف في شركات
مصادقة على تقارير 42
أصول تجارية
بيع أصول تجارية 48
كراء أصول تجارية 50
جمعيات وأحزاب ونقابات
تكوين 51
إجراءات عدلية
بيوعات بالمزاد العلني 51
استدعاءات
شركات خفية الإسم 53
مختلفات
إعلانات للعموم 56

التصرف في شركات

مصادقة على تقارير

شركات خفية الإسم

تجديد مهام مراقب الحسابات

شركة مركز خدمات الحديد

شركة خفية الإسم

رأس المال : 2.387.700

المقر الإجتماعي : المنطقة الصناعية بجبل الوسط – زغوان

م.و : 1079342 F

بمقتضى محضر جلسة عادية بتاريخ 14 أوت 2019 مسجل بالقباضة المالية بالحي الإداري بزغوان بتاريخ 06 سبتمبر 2019 تحت عدد 19703092 ووصل عدد 63600، تمّ إيداعه بالسجل الوطني للمؤسسات بزغوان بتاريخ 13 سبتمبر 2019 تحت عدد 201950959.

تقرّر ما يلي :

"تجديد مهام مراقب الحسابات شركة BDO Tunisie في شخص ممثلها القانوني السيد عدنان الزغيدي لسنوات 2019، 2020 و2021".

2021R00013SANB2

شركة تاف تونس

شركة خفية الاسم

TAV Tunisie S.A.

شركة خفية الاسم

رأس مالها : 245.000.000,000 دينار تونسي

نهج البورصة، حي الصنوبر عمارة "الأفق" مدرج"ب" الطابق الثالث

ضفاف البحيرة 2، تونس

مرسمة بالسجل الوطني للمؤسسات تحت رقم 1003493G

رقم التسجيل بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي : 57-00253130

اشعار اصدار سندات مساهمة

مقررة من طرف الجلسة العامة العادية المنعقدة بتاريخ 23 ديسمبر 2020

طبقا لأحكام الفصول 164 و368 الى 374 من مجلة الشركات التجارية

إصدار سندات مساهمة

شركة TAV Tunisie

لفائدة شركة تاف القابضة للمطارات TAV HAVALIMANLARI HOLDING A.S،

مؤسسة التمويل الدولية (س)،

مؤسسة التمويل الدولية (أ)،

البنك الافريقي للتنمية،

مؤسسة النهوض والمشاركة للتعاون الاقتصادي

(بروباركو للإستثمار)

صندوق التنمية الدولية لمنظمة الدول المصدرة للنفط الأوروبي للإستثمار IFC C

IFC A, AfDB, BEI, PROPARCO,

عملا بأحكام الفصول 164 و368 الى 374 من مجلة الشركات التجارية، قررت الجلسة العامة العادية المؤرخة في الثالث والعشرون من ديسمبر لسنة الفين وعشرون (2020/12/23) (المسجلة بقباضة تسجيل عقود الشركات المكتب الاول بتاريخ 2020/12/29 تحت رقم 20808065) إصدار أربعة ملايين ومائتي وتسعة وتسعون ألف وأربعمائة وثمانية وثلاثون (4.299,438) سندات مساهمة لثلاث أصناف تكون مجزأة على النحو التالي :

الخصائص المشتركة بين الأصناف الثلاث للسندات

الشركة المصدرة: شركة تاف تونس، شركة خفية الاسم، رأس مالها 245.000.000,000 دينار تونسي، مرسمة بالسجل الوطني للمؤسسات تحت المعرف الوحيد رقم 1003493G مقرها الرئيسي كائن بنهج البورصة، حي الصنوبر، عمارة ''الأفق'' مدرج ''ب'' الطابق الثالث، ضفاف البحيرة 2، تونس.

الغرض الاجتماعي: الأنشطة والعمليات المتعلقة بتصميم وتشييد وتشغيل وصيانة وتجديد الهياكل الأساسية بالموانئ الجوية وبصفة عامة جميع الأنشطة والعمليات المنجزة في مجال الأعمال المتصلة بالملاحة الجوية في تونس.

المدة المقررة للشركة: 99 سنة.

إيداع محضرالجلسة: تم إيداع نظيرين من محضر اجتماع الجلسة العامة العادية بتاريخ 2020/12/23 في السجل الوطني للمؤسسات في 2020/12/29.

التسديد: سيتم تسديد سندات المساهمة بالكامل عند الاكتتاب.

نموذج سندات المساهمة: تكون سندات المساهمة اسمية. تدرج ملكية سندات المساهمة إثر التسجيل بحساب باسم مالكها في دفاتر الشركة.

مدة الاكتتاب: يمكن اجراء عملية اكتتاب سندات المساهمة موضوع الإصدار في غضون شهرين بداية من تاريخ إعلام المكتتب أو اصدار هذه النشرة بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

مع إمكانية ختم هذه الآجال (شهران) مسبقا عند إتمام اكتتاب جميع سندات المساهمة.

تاريخ الانتفاع: يوم اختتام الاكتتاب.

طريقة تمثيل مالكي السندات: يجتمع مالكو السندات في جلسة عامة استثنائية. تخضع الجلسة العامة الاستثنائية لحاملي السندات لأحكام المواد 354 إلى 363 من مجلة الشركات التجارية. ولا يتخذ أي قرار بشأن تعديل حقوق مالكي السندات إلا بعد موافقة صادرة من الجلسة العامة الاستثنائية.

طرق وآجال إصدار السندات: يحصل كل مكتتب عند اختتام الاكتتاب على شهادة ملكية سندات المساهمة المسجلة تصدرها شركة تاف تونس.

طريقة الاستثمار: هذا التوظيف خاص لفائدة مكتتبي سندات المساهمة.

الغرض من الإصدار: يتم اصدار سندات المساهمة في إطار إعادة هيكلة الشركة.

الضمانات: ليس هناك ضمانات لسندات المساهمة.

المساهمة العينية :

لا شيء.

المزايا الخاصة التي ينص عليها القانون:

لا شيء.

توزيع فائض التصفية: يمكن استرداد سندات المساهمة فقط في حالة التصفية وبعد دفع جميع الدائنين المميزين أو غير المضمونين باستثناء حاملي سندات المساهمة.

إجراءات الدعوى للحضور في الجلسة العامة الاستثنائية لمالكي سندات المساهمة ومكان الاجتماع: سيتم عقد الجلسة العامة الاستثنائية وفقًا لأحكام المادة 354 وما يليها من مجلة الشركات التجارية. ستعقد الجلسة العامة في المكان المحدد في الإشعار.

المواصفات حسب صنف سندات المساهمة

1. سندات المساهمة صنف (أ) لفائدة مؤسسة التمويل الدولية (AIFC)، البنك الإفريقي للتنمية (AfDB)، ومؤسسة النهوض والمشاركة للتعاون الاقتصادي (بروباركو للإستثمار) (PROPARCO)، وصندوق التنمية الدولية لمنظمة الدول المصدرة للنفط (OPEC)، والبنك الأوروبي للإستثمار (EIB)

(أ) مؤسسة التمويل الدولية (أ) (IFCA):

المكتتب : مؤسسة التمويل الدولية (IFC)

عدد وقيمة سندات المساهمة التي سيتم إصدارها من قبل مؤسسة التمويل الدولية (أ): ثلاثمائة وثلاثة وثمانون ألف وستمائة وثمانية (383.608) سندات مساهمة من قبل مؤسسة التمويل الدولية (أ) (IFC A) بقيمة إسمية مائة دينار تونسي (100 دينار تونسي) لكل منها ويبلغ مجموع قيمتها ثمانية وثلاثون مليون وثلاثمائة وستون ألفاً وثمانمائة دينار تونسي (38.360.800,000 دينار تونسي) (تم تحويلها على أساس سعر البنك المركزي التونسي في 22 ديسمبر 2020، أي 3,3258) (ما يعادل في يوم الإصدار أحد عشر مليونًا وخمسمائة وأربعة وثلاثين ألفًا وثلاثمائة وأحد عشر يورو وواحد وأربعين سنتًا (11.534.311,41 يورو).

مكافآت سندات المساهمة:

يتم اسناد مكافآت سندات المساهمة (أ) لمؤسسة التمويل الدولية (IFC A) حسب استحقاق التدفق النقدي القابل للتوزيع DCFD وتتضمن جزءًا ثابتًا وجزءًا متغيرًا يتم احتسابه على النحو التالي :

- الجزء الثابت الذي يساوي 0.50٪ سنويًا من مبلغ سندات المساهمة (أ) لمؤسسة التمويل الدولية (IFC A) المستحقة الدفع كل سداسية؛

- جزء متغير يساوي DCFD تطرح منه الفائدة الثابتة والسداد الجزئي لسندات المساهمة (أ) لمؤسسة التمويل الدولية (IFCA) واجبة الدفع، إن أمكن، كل سداسية.

يشير DCFD إلى حق التدفق النقدي القابل للتوزيع مكافأة لسندات المساهمة (أ) لمؤسسة التمويل الدولية (IFCA)، ويمثل نسبة مئوية من الفائض النقدي الناتج عن الشركة في نهاية كل سداسية بعد (1) دفع جميع تكاليف التشغيل والتمويل والاستثمار و(2) الاحتفاظ بالنقد اللازم للتشغيل بما يعادل قيمته بالدينار التونسي بمبلغ أربعة ملايين يورو (4.000.000 يورو)، تمويل الحسابات الاحتياطية لخدمة الديون والاستثمارات وتوفير احتياط النفقات المستقبلية.

تكون نسبة DCFD المطبقة على سندات المساهمة (أ) لمؤسسة التمويل الدولية (A IFC) في البداية 4.49٪ ثم يتم تخفيضها إلى 2.14٪ عندما يكون إجمالي الدفوعات التي يتم تلقيها من مؤسسة التمويل الدولية (IFC C) بعنوان سندات المساهمة (س) أكبر من قيمتها الاسمية عند الإصدار.

يكون الجزء المتغير من المكافأة بعنوان كل سندات المساهمة (أ) لمؤسسة التمويل الدولية (A IFC)، عند تاريخ كل استحقاق، مساويًا لنسبة مئوية من القيمة الاسمية لكل سند مساهمة للمؤسسة المالية الدولية (A IFC).

تتماشى طريقة احتساب الجزء المتغير مع أحكام المادة 369 من مجلة الشركات التجارية.

شروط الاكتتاب: عن طريق تعويض الديون المالية.

مدة سندات المساهمة للمقرض من مؤسسة التمويل الدولية (أ) (IFC A): من تاريخ إغلاق الاكتتاب حتى 17 ماي 2047 (باستثناء حالة تصفية الشركة) مع سداد جزئي مرخص به ابتداء من السنة الثامنة، باستثناء جزء يعادل بالدينار التونسي مائتين وثمانين ألفاً وثلاثمائة وتسعة وأربعين يورو وثمانية سنتا (280.349,08 يورو) يتم سداده في الوقت المحدد.

يمكن تمديد سندات المساهمة لمؤسسة التمويل الدولية (أ) (IFC A).

توطين المؤسسات: يتعلق الأمر هنا بالاستثمار بدون طرح للمساهمة العامة. سيتم استخدام مبلغ السندات لتعويض الديون المالية للمكتتب.

و يتم إنشاء وإصدار الشهادات المتعلقة بعدد سندات المساهمة من قبل تاف تونس التي تتولى حفظ سجل سندات المساهمة طوال مدة صلاحيتها.

(ب) البنك الأوروبي للإستثمار (EIB):

المكتتب: البنك الأوروبي للإستثمار

عدد وقيمة سندات المساهمة للبنك الأوروبي للإستثمار التي سيتم إصدارها: ثلاثمائة وثمانية وستون ألفاً وسبعمائة وواحد وتسعون (368.791) سندات مساهمة للبنك الأوروبي للإستثمار بقيمة إسمية مائة دينار تونسي (100 دينار تونسي) لكل منها بمبلغ إجمالي قدره ستة وثلاثون مليون وثمانمائة وتسعة وسبعون ألفاً ومائة دينار تونسي (36.879.100,000 دينار تونسي) (تم تحويلها على أساس سعر البنك المركزي التونسي في 22 ديسمبر 2020، أي 3,3258) (ما يعادل في يوم الإصدار أحد عشر مليونًا وثمانية وثمانين ألفًا وثمانمائة وأربعة عشر يورو واثنين وتسعين سنتًا (11,088,814.92 يورو).

مكافآت سندات المساهمة:

يتم اسناد مكافآت سندات المساهمة للبنك الأوروبي للإستثمار حسب استحقاق التدفق النقدي القابل للتوزيع DCFD وتتضمن جزءًا ثابتًا وجزءًا متغيرًا يتم احتسابه على النحو التالي :

- جزء ثابت يساوي 0.50٪ سنويًا من مبلغ سندات المساهمة للبنك الأوروبي للإستثمار المستحقة الدفع كل سداسية؛

- جزء متغير يساوي DCFD تطرح منه الفائدة الثابتة والسداد الجزئي لسندات المساهمة للبنك الأوروبي للإستثمار واجبة الدفع، إن أمكن، كل سداسية.

يشير DCFD إلى الحق في التدفق النقدي القابل للتوزيع مكافأة لسندات المساهمة للبنك الأوروبي للإستثمار. ويمثل نسبة مئوية من الفائض النقدي الناتج عن الشركة في نهاية كل سداسية بعد (1) دفع جميع تكاليف التشغيل والتمويل والاستثمار و(2) الاحتفاظ بالنقد اللازم للتشغيل بما يعادل قيمته بالدينار التونسي بمبلغ أربعة ملايين يورو (4.000.000 يورو)، تمويل الحسابات الاحتياطية لخدمة الديون والاستثمارات وتوفير احتياط النفقات المستقبلية.

تكون نسبة DCFD المطبقة على سندات المساهمة للبنك الأوروبي للإستثمار في البداية 4,31٪ ثم يتم تخفيضها إلى 2.06٪ عندما يكون إجمالي الدفوعات التي يتم تلقيها من مؤسسة التمويل الدولية (IFC C) بعنوان سندات المساهمة (س) (C) أكبر من قيمتها الاسمية عند الإصدار..

يكون الجزء المتغير من المكافأة بعنوان كل سندات المساهمة للبنك الأوروبي للإستثمار، عند تاريخ كل استحقاق، مساويًا لنسبة مئوية من القيمة الاسمية لكل سند مساهمة للبنك الأوروبي للإستثمار.

تتماشى طريقة احتساب الجزء المتغير مع أحكام المادة 369 من مجلة الشركات التجارية.

شروط الاكتتاب: عن طريق تعويض الديون المالية.

مدة سندات المساهمة **للبنك** الأوروبي **للإستثمار**: من تاريخ إغلاق الاكتتاب حتى 17 ماي 2047 (باستثناء حالة تصفية الشركة) مع سداد جزئي مرخص به من السنة الثامنة، باستثناء جزء يعادل بالدينار التونسي مائتين وتسعة وستين ألفًا وخمسمائة وواحد وعشرين يورو (269,521 يورو) يتم سداده في الوقت المحدد.

يمكن تمديد سندات المساهمة لسندات المساهمة للبنك الأوروبي للإستثمار.

توطين المؤسسات: يتعلق الأمر هنا بالاستثمار بدون طرح للمساهمة العامة. سيتم استخدام مبلغ السندات لتعويض الديون المالية للمكتتب.

و يتم إعداد وإصدار الشهادات المتعلقة بعدد سندات المساهمة من قبل تاف تونس التي تتولى حفظ سجل سندات المساهمة طوال مدة صلاحيتها.

(ت) البنك الإفريقي للتنمية:

المكتتب: البنك الإفريقي للتنمية (AfDB)

عدد وقيمة سندات المساهمة التي سيتم إصدارها للبنك الإفريقي للتنمية: ثلاثمائة وثلاثة وستون ألف وستمائة وتسعة وسبعون (363.679) سندات مساهمة للبنك الإفريقي للتنمية بقيمة إسمية مائة دينار تونسي (100) لكل منها بمبلغ إجمالي قدره ستة وثلاثون مليونًا وثلاثمائة وسبعة وستون ألفًا وتسعمائة دينار تونسي (36.367.900,000 دينار تونسي) (تم تحويلها على أساس سعر البنك المركزي التونسي في 22 ديسمبر 2020، أي 3,3258) (ما يعادل في يوم الإصدار عشرة ملايين وتسعمائة وخمسة وثلاثين ألفًا وثمانية وتسعين يورو وثلاثة وثمانين سنتًا (10.935.098,83 يورو).

مكافآت سندات المساهمة:

يتم اسناد مكافآت سندات المساهمة للبنك الإفريقي للتنمية حسب استحقاق التدفق النقدي القابل للتوزيع DCFD وتتضمن جزءاً ثابتًا وجزءاً متغيرًا يتم احتسابه على النحو التالي :

- الجزء الثابت الذي يساوي 0.50٪ سنويًا من مبلغ سندات المساهمة للبنك الأفريقي للتنمية المستحقة الدفع كل سداسية؛

- جزء متغير يساوي DCFD تطرح منه الفائدة الثابتة والسداد الجزئي لسندات المساهمة للبنك الإفريقي للتنمية واجبة الدفع، إن أمكن، كل سداسية.

يشير DCFD الى الحق في التدفق النقدي القابل للتوزيع مكافأة لسندات المساهمة للبنك الإفريقي للتنمية. ويمثل نسبة مئوية من الفائض النقدي الناتج عن الشركة في نهاية كل سداسية بعد (1) دفع جميع تكاليف التشغيل والتمويل والاستثمار و(2) الاحتفاظ بالنقد اللازم للتشغيل بما يعادل قيمته بالدينار التونسي بمبلغ أربعة ملايين يورو (4.000.000 يورو)، تمويل الحسابات الاحتياطية لخدمة الديون والاستثمارات وتوفير احتياط النفقات المستقبلية. تكون نسبة DCFD المطبقة على سندات المساهمة للبنك الإفريقي للتنمية في البداية 4,25٪ ثم يتم تخفيضها إلى 2,03٪ عندما يكون إجمالي الدفوعات التي يتم تلقيها من من مؤسسة التمويل الدولية (IFC C) بعنوان سندات المساهمة (س) (C) أكبر من قيمتها الاسمية عند الإصدار. يكون الجزء المتغير من المكافأة بعنوان كل سندات المساهمة للبنك الإفريقي للتنمية، عند تاريخ كل استحقاق، مساويًا لنسبة مئوية من القيمة الاسمية لكل سند مساهمة للبنك الإفريقي للتنمية.

تتماشى طريقة احتساب الجزء المتغير مع أحكام المادة 369 من مجلة الشركات التجارية.

شروط الاكتتاب: عن طريق تعويض الديون المالية.

مدة سندات المساهمة للمقرض البنك الافريقي للتنمية: من تاريخ إغلاق الاكتتاب حتى 17 ماي 2047 (باستثناء حالة تصفية الشركة) مع سداد جزئي مرخص به من السنة الثامنة، باستثناء جزء يعادل بالدينار التونسي مائتان وخمسة وستون ألفًا وسبعمائة وأربعة وثمانون يورو واثنان وثمانون سنتًا (265.784,82 يورو) يتم سداده في الوقت المحدد.

يمكن تمديد سندات المساهمة للبنك الإفريقي للتنمية.

توطين المؤسسات: يتعلق الأمر هنا بالاستثمار بدون طرح للمساهمة العامة. سيتم استخدام مبلغ السندات لتعويض الديون المالية للمكتتب.

ويتم إعداد وإصدار الشهادات المتعلقة بعدد سندات المساهمة من قبل تاف تونس التي تتولى حفظ سجل سندات المساهمة طوال مدة صلاحيتها..

(ج) مؤسسة النهوض والمشاركة للتعاون الاقتصادي (بروباركو للإستثمار) (PROPARCO) المكتتب : مؤسسة النهوض والمشاركة للتعاون الاقتصادي (بروباركو) **(PROPARCO)**

عدد وقيمة سندات المساهمة التي سيتم إصدارها لبروباركو PROPARCO: مائة وستة وخمسون ألفًا وخمسمائة وثلاثة وسبعون (156.573) سندات مساهمة لبروباركو PROPARCO بقيمة إسمية مائة دينار تونسي (100 دينار تونسي) لكل منها بمبلغ إجمالي قدره خمسة عشر مليونًا وستة مائة وسبعة وخمسون ألفًا وثلاثمائة دينار تونسي (15.657.300,000 دينار تونسي) (تم تحويلها على أساس سعر البنك المركزي التونسي في 22 ديسمبر 2020، أي 3,3258) (ما يعادل يوم الإصدار بمبلغ أربعة ملايين وسبعمائة وسبعة آلاف وثمانمائة وأربعين يورو وخمسة وأربعين سنتًا (4,707,840.45 يورو).

مكافآت سندات المساهمة:

يتم اسناد مكافآت سندات المساهمة لبروباركو PROPARCO حسب استحقاق التدفق النقدي القابل للتوزيع DCFD وتتضمن جزءًا ثابتًا وجزءًا متغيرًا يتم احتسابه على النحو التالي :

- الجزء الثابت الذي يساوي 0.50٪ سنويًا من مبلغ سندات المساهمة لبروباركو PROPARCO المستحقة الدفع كل سداسية؛

- جزء متغير يساوي DCFD تطرح منه الفائدة الثابتة والسداد الجزئي لسندات المساهمة لبروباركو PROPARCO واجبة الدفع، إن أمكن، كل سداسية.

يشير DCFD الى الحق في التدفق النقدي القابل للتوزيع مكافأة لسندات المساهمة لبروباركو PROPARCO. ويمثل نسبة مئوية من الفائض النقدي الناتج عن الشركة في نهاية كل سداسية بعد (1) دفع جميع تكاليف التشغيل والتمويل والاستثمار و(2) الاحتفاظ بالنقد اللازم للتشغيل بما يعادل قيمته بالدينار التونسي بمبلغ أربعة ملايين يورو (4.000،000 يورو)، تمويل الحسابات الاحتياطية لخدمة الديون والاستثمارات وتوفير احتياط النفقات المستقبلية.

تكون نسبة DCFD المطبقة على سندات المساهمة لبروباركو PROPARCO في البداية 1.83٪ ثم يتم تخفيضها إلى 0.88٪ عندما يكون إجمالي الدفوعات التي يتم تلقيها من مؤسسة التمويل الدولية (C IFC) بعنوان سندات المساهمة (س) (C) أكبر من قيمتها الاسمية عند الإصدار.

يكون الجزء المتغير من المكافأة بعنوان كل سندات المساهمة لبروباركو PROPARCO، عند تاريخ كل استحقاق، مساويًا لنسبة مئوية من القيمة الاسمية لكل سند مساهمة لبروباركو PROPARCO.

تتماشى طريقة احتساب الجزء المتغير مع أحكام المادة 369 من مجلة الشركات التجارية.

شروط الاكتتاب: عن طريق تعويض الديون المالية.

مدة سندات المساهمة لبروباركو PROPARCO: من تاريخ إغلاق الاكتتاب حتى 17 ماي 2047 (باستثناء حالة تصفية الشركة) مع سداد جزئي مرخص به من السنة الثامنة، باستثناء جزء يعادل بالدينار التونسي مائة وأربعة عشر ألف وأربعمائة وسبعة وعشرين يورو وثمانية عشر سنتاً (114.427,18يورو) يتم سداده في الوقت المحدد.

يمكن تمديد سندات المساهمة لبروباركو PROPARCO.

توطين المؤسسات: يتعلق الأمر هنا بالاستثمار بدون طرح للمساهمة العامة. سيتم استخدام مبلغ السندات لتعويض الديون المالية للمكتتب.

ويتم إعداد وإصدار الشهادات المتعلقة بعدد سندات المساهمة من قبل تاف تونس التي تتولى حفظ سجل سندات المساهمة طوال مدة صلاحيتها.

(د) صندوق التنمية الدولية لمنظمة الدول المصدرة للنفط (OPEC)

المكتتب: صندوق التنمية الدولية لمنظمة الدول المصدرة للنفط (OPEC)

عدد وقيمة سندات المساهمة التي سيتم إصدارها لـ OPEC: خمسة وتسعون ألف وستمائة وسبعون (95.670) سندات مساهمة لـ OPEC بقيمة اسمية مائة دينار تونسي (100 دينار تونسي) لكل منها بمبلغ إجمالي قدره تسعة ملايين وخمسمائة وسبعة وستون ألفًا دينار تونسي (9.567.000,000 دينار تونسي) (تم تحويلها على أساس سعر البنك المركزي التونسي بتاريخ 22 ديسمبر 2020، أي 3,3258) (ما يعادل يوم الإصدار مليونان وثمانمائة وستة وسبعون ألف وستمائة وعشرة يورو وتسعة وثلاثون سنتًا (2.876.610,39 يورو))

مكافآت سندات المساهمة

يتم اسناد مكافآت سندات المساهمة لـOPEC حسب استحقاق التدفق النقدي القابل للتوزيع DCFD وتتضمن جزءًا ثابتًا وجزءًا متغيرًا يتم احتسابه على النحو التالي :

- الجزء الثابت الذي يساوي 0.50٪ سنويًا من مبلغ سندات المساهمة لـOPEC المستحقة الدفع كل سداسية؛

- جزء متغير يساوي DCFD تطرح منه الفائدة الثابتة والسداد الجزئي لسندات المساهمة لـ OPEC واجبة الدفع، عند الاقتضاء، كل سداسية.

يشير DCFD إلى الحق في التدفق النقدي القابل للتوزيع في تعويض سندات المساهمة لـ OPEC. ويمثل نسبة مئوية من الفائض النقدي الناتج عن الشركة في نهاية كل سداسية بعد (1) دفع جميع تكاليف التشغيل والتمويل والاستثمار و(2) الاحتفاظ بالنقد اللازم للتشغيل بما يعادل قيمته بالدينار التونسي بمبلغ أربعة ملايين يورو (4.000،000 يورو)، تمويل الحسابات الاحتياطية لخدمة الديون والاستثمارات وتوفير احتياط النفقات المستقبلية.

تكون نسبة DCFD المطبقة على سندات OPEC في البداية 1.12٪ ثم يتم تخفيضها إلى 0.54٪ عندما يكون إجمالي الدفوعات التي يتم تلقيها من مؤسسة التمويل الدولية (IFC C) بعنوان سندات المساهمة (س) (C) أكبر من قيمتها الاسمية عند الإصدار.

يكون الجزء المتغير من المكافأة لكل سند مساهمة بعنوان كل سندات المساهمة لـ OPEC، عند تاريخ كل استحقاق، مساويًا

لنسبة مئوية من القيمة الاسمية لكل سند مساهمة لـ OPEC.

تتماشى طريقة احتساب الجزء المتغير مع أحكام المادة 369 من مجلة الشركات التجارية.

شروط الاكتتاب: عن طريق تعويض الديون المالية.

مدة سندات المساهمة لـ OPEC: من تاريخ إغلاق الاكتتاب حتى 17 ماي 2047 (باستثناء حالة تصفية الشركة) مع سداد جزئي مرخص به من السنة الثامنة، باستثناء جزء يعادل بالدينار التونسي تسعة وستين ألف وتسعمائة وسبعة عشرة يورو وتسعين سنتا (69.917,92 يورو) يتم سداده في الوقت المحدد.

يمكن تمديد سندات المساهمة لـOPEC.

توطين المؤسسات: يتعلق الأمر هنا بالاستثمار بدون طرح للمساهمة العامة. سيتم استخدام مبلغ السندات لتعويض الديون المالية للمكتتب.

ويتم إعداد وإصدار الشهادات المتعلقة بعدد سندات المساهمة من قبل تاف تونس التي تتولى حفظ سجل سندات المساهمة طوال مدة صلاحيتها.

2. سندات المساهمة صنف **(س) لفائدة** مؤسسة التمويل الدولية **(IFC C)**

المكتتب: مؤسسة التمويل الدولية **(IFC)**

عدد وقيمة سندات المساهمة التي سيتم إصدارها لمؤسسة التمويل الدولية (IFC C): مليون ومائة وثمانية وستون ألف وأربعمائة وثلاثة وأربعون (1.168.443) سندات مساهمة لمؤسسة التمويل الدولية (IFC C) بقيمة اسمية مائة دينار تونسي (TD 100) لكل منها بمبلغ إجمالي قدره مائة وستة عشر مليون وثمانمائة وأربعة وأربعون ألف وثلاثمائة دينار تونسي (116.844.300,000 دينار تونسي) (تم تحويلها على أساس سعر البنك المركزي التونسي في 22 ديسمبر 2020، أي 3.3258) (ما يعادل في يوم الإصدار خمسة وثلاثين مليون ومائة واثنين وثلاثين ألفًا وسبعمائة وثمانية عشر يورو وستة وتسعين سنتًا (35.132.718,96 يورو))

مكافآت سندات المساهمة:

يتم اسناد مكافآت سندات المساهمة لمؤسسة التمويل الدولية (IFC C) حسب استحقاق التدفق النقدي القابل للتوزيع DCFD وتتضمن جزءاً ثابتًا وجزءاً متغيرًا يتم احتسابه على النحو التالي :

- الجزء الثابت الذي يساوي 0.50٪ سنويًا من مبلغ سندات المساهمة لمؤسسة التمويل الدولية (IFC C) المستحقة الدفع كل سداسية؛

- جزء متغير يساوي DCFD تطرح منه الفائدة الثابتة والسداد الجزئي لسندات المساهمة لمؤسسة التمويل الدولية (IFC C) واجبة الدفع، إن أمكن، كل سداسية.

يشير DCFD الى حق التدفق النقدي القابل للتوزيع مكافأة لسندات المساهمة (س) لمؤسسة التمويل الدولية (IFC C)، ويمثل نسبة مئوية من الفائض النقدي الناتج عن الشركة في نهاية كل سداسية بعد (1) دفع جميع تكاليف التشغيل والتمويل والاستثمار و(2) الاحتفاظ بالنقد اللازم للتشغيل بما يعادل قيمته بالدينار التونسي بمبلغ أربعة ملايين يورو (4.000.000 يورو)، تمويل الحسابات الاحتياطية لخدمة الديون والاستثمارات وتوفير احتياط النفقات المستقبلية.

تكون نسبة DCFD المطبقة على سندات المساهمة لمؤسسة التمويل الدولية (س) (FCC I) في البداية 8.50٪ ثم يتم تخفيضها إلى 2.35٪ عندما يكون إجمالي الدفوعات التي يتم تلقيها من من مؤسسة التمويل الدولية (IFC C) بعنوان سندات المساهمة (س) (C) أكبر من قيمتها الاسمية عند الإصدار.

يكون الجزء المتغير من المكافأة لكل سند بعنوان كل سندات المساهمة (س) (C) لمؤسسة التمويل الدولية (IFC C)، عند تاريخ كل استحقاق، مساويًا لنسبة مئوية من القيمة الاسمية لكل سند مساهمة (س) (C) لمؤسسة التمويل الدولية (IFC C).

تتماشى طريقة احتساب الجزء المتغير مع أحكام المادة 369 من مجلة الشركات التجارية.

شروط الاكتتاب: عن طريق تعويض الديون المالية.

مدة سندات المساهمة **لمؤسسة** التمويل الدولية **(IFC C)**: من تاريخ إغلاق الاكتتاب حتى 17 ماي 2047 (باستثناء حالة تصفية الشركة) مع سداد جزئي مرخص به من السنة الثامنة، باستثناء جزء يعادل بالدينار التونسي مليون يورو (1.000.000 يورو) يتم سداده في الوقت المحدد.

يمكن تمديد سندات المساهمة لمؤسسة التمويل الدولية (IFC C).

توطين المؤسسات: يتعلق الأمر هنا بالاستثمار بدون طرح للمساهمة العامة. سيتم استخدام مبلغ السندات لتعويض الديون المالية للمكتتب.

و يتم إعداد وإصدار الشهادات المتعلقة بعدد سندات المساهمة من قبل تاف تونس التي تتولى حفظ سجل سندات المساهمة طوال مدة صلاحيتها.

3. سندات المساهمة لتاف القابضة للمطارات

المكتتب : شركة تاف القابضة للمطارات TAV Havalimanları Holding A.Ş

عدد وقيمة سندات المساهمة التي سيتم إصدارها لتاف القابضة للمطارات: مليون وسبعمائة واثنان وستون ألفًا وستمائة وأربعة وسبعون (1.762.674) **لتاف القابضة للمطارات** للمشاركة بقيمة اسمية مائة دينار تونسي (100 دينار تونسي) لكل منها بمبلغ إجمالي قدره مائة وستة وسبعون مليون ومائتان وسبعة وستون ألفًا وأربعمائة دينار تونسي (176.267.400,000 دينار تونسي) (تم تحويلها على أساس سعر البنك المركزي التونسي في 22 ديسمبر 2020، أي 3.3258) (ما يعادل في يوم الإصدار ثلاثة وخمسين مليون يورو (53,000,000,00 يورو))

مكافآت سندات المساهمة:

يتم اسناد مكافآت سندات المساهمة لتاف القابضة للمطارات حسب استحقاق التدفق النقدي القابل للتوزيع DCFD وتتضمن جزءاً ثابتًا وجزءاً متغيرًا يتم احتسابه على النحو التالي:

- الجزء الثابت الذي يساوي 4٪ سنويًا من مبلغ سندات المساهمة لتاف القابضة للمطارات المستحقة الدفع كل سداسية؛

- جزء متغير يساوي DCFD تطرح منه الفائدة الثابتة والسداد الجزئي لسندات المساهمة صنف (س) لفائدة مؤسسة التمويل الدولية (IFC C) واجبة الدفع، إن أمكن، كل سداسية.

يشير DCFD إلى حق التدفق النقدي القابل للتوزيع مكافأة لسندات المساهمة لتاف القابضة للمطارات، ويمثل نسبة مئوية من الفائض النقدي الناتج عن الشركة في نهاية كل سداسية بعد (1) دفع جميع تكاليف التشغيل والتمويل والاستثمار و(2) الاحتفاظ بالنقد اللازم للتشغيل بما يعادل قيمته بالدينار التونسي بمبلغ أربعة ملايين يورو (4.000.000 يورو)، تمويل الحسابات الاحتياطية لخدمة الديون والاستثمارات وتوفير احتياط النفقات المستقبلية.

تكون نسبة DCFD المطبقة على سندات المساهمة لتاف القابضة للمطارات في البداية 75.50٪ ثم 90٪ عندما يكون إجمالي التي يتم تلقيها من من مؤسسة التمويل الدولية (C IFC) بعنوان سندات المساهمة (س) (C) أكبر من قيمتها الاسمية عند الإصدار.

ويكون الجزء المتغير من المكافأة لكل سند مساهمة تاف القابضة للمطارات معادلا لنسبة مئوية من القيمة الاسمية لكل من سندات المساهمة لتاف القابضة للمطارات.

تتماشى طريقة احتساب الجزء المتغير مع أحكام المادة 369 من مجلة الشركات التجارية.

شروط الاكتتاب: نقدا.

مدة **سندات المساهمة لتاف القابضة للمطارات**: من تاريخ إغلاق الاكتتاب حتى 17 ماي 2047 (باستثناء حالة تصفية الشركة) مع سداد جزئي مرخص به ابتداء من السنة الثامنة، باستثناء جزء من المبلغ يعادل بالدينار التونسي ثمانية ملايين يورو (8.000.000 يورو) والتي سيتم سدادها في الوقت المحدد.

يمكن تمديد فترة سندات المساهمة لتاف القابضة للمطارات.

توطين المؤسسات: يتعلق الأمر هنا بالاستثمار بدون طرح للمساهمة العامة. يتم إصدار سندات المساهمة نقدًا. بناءً على التفويض رقم : P000-D-2020-1993 الصادر عن البنك المركزي التونسي بتاريخ 22 ديسمبر 2020، مبلغ يعادل بالدينار التونسي سبعة عشر مليونًا وستمائة وثلاثة وأربعين ألفًا وستمائة وتسعة وستين يورو وسبع وعشرون سنتًا (17.643.669,27 يورو) يتم دفعه مباشرة إلى الشركة عن طريق استيراد العملة الأجنبية، وسيتم دفع الباقي خمسة وثلاثون مليونًا وثلاثمائة وستة وخمسون ألفًا وثلاثمائة وثلاثون يورو وثلاثة وسبعون سنتًا (35.356.330,73 يورو) مباشرة إلى ممولي الشركة.

ويتم إعداد وإصدار الشهادات المتعلقة بعدد سندات المساهمة من قبل تاف تونس التي تتولى حفظ سجل سندات المساهمة طوال مدة صلاحيتها.

2020402787SANB2

شركة التيار القوي والضعيف

شركة خفية الاسم

رأس مالها : 100.000.000 د

نهج معاوية بن أبي سفيان عدد 24 البلفدير تونس

م.ج : 510633S/A/M000

بمقتضى محضر اجتماع أعضاء مجلس الإدارة مؤرخ في 24 أكتوبر 2020 مسجل بالقباضة المالية حي المهرجان تونس بتاريخ 7 ديسمبر 2020 تحت عدد 20806478، وصل عدد 521/75514 ومحضر الاجتماع العام العادي المؤرخ في 12 ديسمبر 2020 ومسجل بالقباضة المالية تحت عدد 20806479 بتاريخ 7 ديسمبر 2020 وصل عدد 20806479 وصل عدد 520/75516 تقرر ما يلي :

- استدعاء للاجتماع العام العادي
- تلاوة تقارير الهيئة الإدارية
- إقفال الحسابات للسنة المالية 2019.

أعضاء مجلس الإدارة :

- عدنان نقرة : رئيس الجلسة.
- صلاح قريبع : سكرتير أول
- حبيب بوزيري : سكرتير ثاني
- محمد اللواتي : كاتب الجلسة
- وليد نقرة : مدقق حسابات

وتم إيداع نسخة لدى المركز الوطني لسجل المؤسسات بتاريخ 21 ديسمبر 2020 ملف عدد 2020122078.

2020402793SANB2

الترفيع في رأس المال بمبلغ قدره 3.640.000 دينار

شركة "باشا إنفاست"

شركة خفية الإسم

معرف جبائي عدد : 1346746QAM 000

المقر : 45 شارع محمد الخامس، تونس

رقم الإنخراط بالصندوق الوطني للضمان الإجتماعي عدد : 9-574346

بمقتضى محضر جلسة عامة خارقة للعادة المؤرخ في 20 جوان 2015 والمسجل بقباضة تسجيل عقود الشركات بالمكتب الأول –تونس بتاريخ 23 جوان 2015 تسجيل عدد 15506815، وصل رقم 8511، والذي تمّ إيداع نسختين منه بكتابة السجل التجاري بالمحكمة الإبتدائية بتونس يوم 11 سبتمبر 2015، تقرّر ما يلي :

- تلاوة تقرير مجلس الإدارة وتقرير مراقب الحسابات المتعلق بالترفيع في رأس المال الشركة بمبلغ 3.640.000 دينار وإعتماد التقارير المذكورة والمصادقة عليها.

- تقرّر الترفيع في رأس المال الشركة بمبلغ قدره 3.640.000 دينار وبالتالي الترفيع في رأس المال من 520.000 دينار إلى 4.160.000 دينار، من خلال إحداث 3640 سهما إسميا بقيمة 1.000 دينار للسهم الواحد. تكتتب نقدا ويتعين تسديدها كاملة عند الإكتتاب بالقيمة الإسمية.

- تقرر التنازل عن حقوق الإكتتاب التفاضيلية، ويتنازل المساهمون صراحة عن حقوق الإكتتاب التفضيلية.

- تمنح الجمعية العامة غير العادية بموجب هذا جميع الصلاحيات للسيد سمير المهيري، الرئيس المدير العام للشركة، لإستكمال جميع الإجراءات القانونية اللازمة لإستكمال هذا الترفيع في رأس المال الشركة.

- نتيجة لزيادة في رأس مال الشركة قررت الجلسة العامة الخارقة للعادة تحوير الفصل 6 من القانون الأساسي للشركة على النحو التالي، الفصل 6 : رأس المال الإجتماعي للشركة يصبح رأس المال قدره أربعة ملايين ومائة وستين ألف دينار تونسي (4.160.000) دينار مقسمة إلى أربعة آلاف ومائة وستين (4160) سهما إسميا بقيمة ألف دينار (1000) دينار للسهم الواحد مدفوعة ومحررة بالكامل.

2021400001SANB2

شركات ذات مسؤولية محدودة

شركة فرح التجارية "تريدينغ"

شركة ذات مسؤولية محدودة

رأس مالها : 150.000 دينار

المقر الإجتماعي : المنطقة الصناعية برج السدرية – 2055 بئر الباي

المعرف الجبائي : 01230824 MAX000

السجل التجاري : B 2413742012

المعرف الوحيد : 1230824 X

بمقتضى محضر الجلسة العامة العادية المنعقدة يوم 30 نوفمبر 2020 والمسجل بالقباضة المالية بحمام الشط بتاريخ 03 ديسمبر 2020 تحت عدد 20801596 وصل عدد 2020122554، والذي تمّ إيداع نسخة منه بالسجل الوطني للمؤسسات – ملف عدد M028631، بتاريخ 22 ديسمبر 2020 والإعلان بالجريدة الرسمية للسجل الوطني للمؤسسات عدد 310 – إعلان عدد 2020122554 بتاريخ 25 ديسمبر 2020، تقرّر تسمية شركة التدقيق ومراقبة الحسابات "ساكوم" في شخص ممثلها السيد أمين الفقي عضو بهيئة الخبراء المحاسبين للبلاد التونسية، كمراقب للحسابات لسنوات 2020 و2021 وذلك لتعويض مراقب الحسابات المرحوم يوسف النوري.

2021R00001SRLB2

شركة إيلياد

شركة ذات مسؤولية محدودة

رأس مالها : 100.000 دينار

المقر الإجتماعي : المنطقة الصناعية برج السدرية –2055 بئر الباي

المعرف الجبائي : MAK1119452000

السجل التجاري : B01168532009

المعرف الوحيد : 1119452 K

بمقتضى محضر الجلسة العامة العادية المنعقدة يوم 30 نوفمبر 2020 والمسجل بالقباضة المالية بحمام الشط بتاريخ 03 ديسمبر 2020 تحت عدد 20801597 وصل عدد M028640، والذي تمّ إيداع نسخة منه بالسجل الوطني للمؤسسات – ملف عدد 2020122558، بتاريخ 22 ديسمبر 2020 والإعلان بالجريدة الرسمية للسجل الوطني للمؤسسات عدد 310 – إعلان عدد 2020122558 بتاريخ 25 ديسمبر 2020، تقرّر تسمية شركة التدقيق ومراقبة الحسابات "ساكوم" في شخص ممثلها السيد أمين الفقي عضو بهيئة الخبراء المحاسبين للبلاد التونسية، كمراقب للحسابات لسنوات 2020 و2021 وذلك لتعويض مراقب الحسابات المرحوم يوسف النوري.

2021R00002SRLB2

شركة كومانيا

إقامة سارة الشارع الرئيسي 1053

ضفاف البحيرة تونس

المعرف الوحيد : 1406236E

بمقتضى قرار الوكيل بتاريخ 21 جويلية 2020 المسجل لدى القباضة المالية بالبحيرة تحت عدد 20704247 بتاريخ 12 أوت 2020، عدد الوصل M056792 والمودع نظيرا منه لدى السجل الوطني للمؤسسات بالمركز العمراني الشمالي بتاريخ 26 أوت 2020 تحت عدد التسجيل 202066507 تقرر ما يلي :

. نقل المقر الاجتماعي من عمارة حرثومة، نهج بحيرة ليمون 1053 ضفاف البحيرة إلى إقامة سارة، الشارع الرئيسي 1053 ضفاف البحيرة.

2021R00009SRLB2

عقارية الشارقة

شركة ذات مسؤولية محدودة

رأس مالها : 1.150.000 دينار

المعرف الجبائي عدد : 1081547 N

السجل التجاري عدد : B 242402009

بمقتضى محضر جلسة عامة خارقة للعادة مؤرخ في 17 فيفري 2020، مسجل بقباضة مقرين بتاريخ 28 فيفري 2020 وصل عدد M017816 تحت عدد 20700925، قرّر الشركاء :

1 – تبرئة ذمة الوكيلة السيدة نجوى بن حميدة طيلة مدة تصرفها.

2 – تعيين السيدة نجوى بن حميدة من جديد وكيلة للشركة لمدة سنة قابلة للتجديد.

3 – مسائل مختلفة.

أودع نظير من المحضر المذكور أعلاه بالشباك الموحد التجاري للسجل الوطني للمؤسسات بتاريخ 04 مارس 2020 تحت عدد 202018368.

2021R00010SRLB2

شركة "2 أم.د"

شركة ذات مسؤولية محدودة

رأس مالها : 1000 ألف دينار

المقر الإجتماعي : مركز "بابل" نهج بحيرة ترخانة – 1053 – ضفاف البحيرة – تونس

المعرف الوحيد : 0995382 J

المعرف الجبائي : 995382 J/A/M/000

بمقتضى محضر جلسة عامة خارقة للعادة مؤرخ في 30 أكتوبر 2009 ومسجل بالقباضة المالية البحيرة بتاريخ 09 نوفمبر 2009 تحت عدد 09705715 وصل عدد 64203 تقرّر تغيير الشكل القانوني للشركة وإضافة نشاط ثانوي وتحديد أجر الوكيل.

وبمقتضى محضر جلسة عامة خارقة للعادة مؤرخ في 14 ديسمبر 2020 ومسجل بالقباضة المالية البحيرة بتاريخ 22 ديسمبر 2020 تحت عدد 2077868 وصل عدد 3262 تقرّر : المصادقة على بيع حصص إجتماعية وتبني قانون أساسي جديد بعد تحول شكل الشركة وتجديد مهام الوكيل.

وقع إيداع نظير من كل محضر بالسجل الوطني للمؤسسات بتاريخ 31 ديسمبر 2020 (وصل إيداع ملف عدد 2020126721).

2021400002SRLB2

أصول تجارية

بيع أصول تجارية

بيع أصل تجاري

بمقتضى كتب بخط اليد ممضى في 30 ديسمبر 2020 ومسجل بالقباضة المالية باردو بتاريخ 31 ديسمبر 2020 وصل عدد 78491 تسجيل عدد 20204104 باع السيد الحسن الجراية صاحب بطاقة التعريف الوطنية عدد 08337476 الصادرة بتونس في 7 نوفمبر 2019 لشركة موبيليات الجراية في ش م ق معرفها الجبائي 095288M س ت القديم B0318992006 جميع الأصل التجاري المستغل بالمحل الكائن بـ 10 شارع الاستقلال خزندار باردو المستغل بيع موبيليا وذلك بيعا صحيحا ناجزا باتا.

تقبل الاعتراضات بين يدي شركة موبيليات الجراية في ش م ق بالعنوان الكائن بـ 10 شارع الاستقلال خزندار باردو وذلك في أجل أقصاه عشرون يوما من تاريخ نشر هذا الإعلام بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

نشر هذا الإعلان بجريدتي الشروق ولوكوتيديان بتاريخ 6 جانفي 2021.

2021T00004FCCC2

بيع أصل تجاري

بمقتضى عقد خطي مؤرخ في 30 ديسمبر 2020 ومسجل بالقباضة المالية نهج الجنة أريانة بتاريخ 04 جانفي 2021 تسجيل عدد 22200006 وصل عدد 000155 باع السيد حسن بن طيب نايت زوهو يمثله في الإمضاء عمر نايت زوهو القاطن بدار فضال سكرة أريانة إلى السيد نجم الدين الدقاشي القاطن بحدائق العوينة عمارة "اللؤلؤة" شقة عدد 21 جميع الأصل التجاري الكائن بعدد 79 دار فضال سكرة أريانة بثمن جملي قدره 15 ألف دينار.

تقبل الإعتراضات لدى المشتري بمقره المذكور أعلاه في أجل 20 يوما من تاريخ إشهار البيع بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

نشر هذا الإعلان بجريدة الشروق بتاريخ 06 جانفي 2021.

2021T00006FCCC2

بيع أصل تجاري

بمقتضى عقد بيع غير مؤرخ والمسجل بالقباضة المالية نهج الحبيب ثامر تونس في 25 ديسمبر 2020 بوصل عدد M060716 تسجيل عدد 20203220 باعت السيدة سيماء المؤذن للسيدة مولدية بوكثير جميع الأصل التجاري المعد لتجارة الوراقة بالجملة في المواد المكتبية والمدرسية وتجارة مواد النشاء والجلوكوز والتوابل والمصبرات بأنواعها الكائن بزاوية نهج لافايات عدد 4 تونس وذلك بجميع عناصره المادية والمعنوية.

تقبل الإعتراضات بمقر الأصل التجاري في أجل أقصاه 20 يوما من تاريخ صدور هذا الإعلان بالرائد الرسمي.

وقع النشر بجريدة الشروق يوم 31 ديسمبر 2020.

2021R00003FCCC2

بيع أصل تجاري

أنّه بمقتضى عقد بيع مؤرخ في 29 ديسمبر 2020 مسجل في 29 ديسمبر 2020 بالقباضة المالية ببومهل وصل عدد M052311 وعدد التسجيل 20203250 باع فتحي بن حموده بن محمود دجبي والقاطن بـ 9 نهج الحدائق البساتين بومهل إلى السيد كاظم بن كمال الدين بن محمد العرفاوي القاطن بـ 7 نهج فلسطين حي التضامن أريانة الأصل التجاري المعد لبيع المواد الغذائية بالمحل الكائن بـ 29 شارع محمد الخامس البساتين بومهل.

وتوجه الإعتراضات إلى البائع السيد فتحي دجبي بمقره بـ 9 نهج الحدائق البساتين بومهل في ظرف عشرون يوما من تاريخ الإعلان بالرائد الرسمي وقد أودع لديه نظيرا من عقد البيع للإطلاع عليه.

نشر هذا الإعلان بجريدة الشروق بتاريخ 1 جانفي 2021.

2021R00005FCCC2

هبة أصل تجاري

بمقتضى كتب عدلي حررته العدل إشهاد الأستاذة سميحة الطريفي والأستاذة عائدة بن عبد الله الكائن مكتبهما 4 نهج السرور عمارة البرتقال الطابق الثاني المكتب عدد 8 شوشة رادس مقرين بن عروس بتاريخ 09 ديسمبر 2020 ومسجل بالقباضة المالية بمقرين في 14 ديسمبر 2020 وصل عدد M066489 وهبت السيدة وسيلة بنت عمر بن عكاشة سلامة إلى السيدة آمال بنت عمر بن عكاشة سلامة جميع الأصل التجاري المعد لجميع أنواع التجارة بجميع عناصره المادية والمعنوية والكائن شارع علي بلهوان عدد 02 باب الخضراء تونس.

تقبل الإعتراضات بمقر الأصل التجاري في أجل 20 يوما بداية من تاريخ نشر هذا الإعلام بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

وقد نشر هذا الإعلان بجريدتي الشروق وLe Quotidien يوم 31 ديسمبر 2020.

2021R00008FCCC2

بيع أصل تجاري

بمقتضى الكتب الخطي المعرف عليه بالإمضاء ببلدية القيروان بتاريخ 15 ديسمبر 2020 والمسجل بالقباضة المالية الخوارزمي القيروان في 31 ديسمبر 2020 حسب الوصل عدد M076431 التسجيل عدد 5269679 باع الاتحاد الجهوي للمكفوفين بالقيروان في شخص ممثله القانوني السيد محمد الهادي الخضراوي إلى السيد : سيد بن عبد النبي الصعنوني جميع الأصل التجاري المتمثل في دكان لبيع الملابس الجاهزة الكائن بشارع 14 جانفي داخل أسوار المدينة العتيقة بالقيروان. تقبل الاعتراضات بين يدي الشاري حائز الثمن بمقره الكائن بشارع 14 جانفي المدينة العتيقة القيروان خلال العشرين يوما من صدور هذا الإعلان بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

2021S00003FCCC2

هبة أصل تجاري

بمقتضى حجة عادلة مؤرخة في 16 ديسمبر 2020 مسجلة بالقباضة المالية بساقية الدائر بتاريخ 16 ديسمبر 2020 وصل عدد M050395 وهب السيد إسماعيل بن البشير بن محمد خميس صاحب بطاقة تعريف وطنية عدد 13406929 قاطن بطريق العين كلم 2.5 زنقة غربال صفاقس لزوجته سناء بنت المختار الخرشاني صاحبة بطاقة تعريف وطنية عدد 06560938 والقاطنة بطريق العين كلم 2.5 زنقة غربال صفاقس أصل تجاري المعد للأكلة الخفيفة والحلويات الرمضانية بالمحل الكائن بطريق العين كلم 3 صفاقس. تقبل الإعتراضات في أجل أقصاه 20 يوما من تاريخ نشر هذا الإعلان لدى مقر الأصل التجاري بالعنوان المذكور أعلاه.

تمّ إشهار هذا الإعلان بجريدة الصباح بتاريخ 01 جانفي 2021 تحت عدد PS200659.

2021X00004FCCC2

بيع أصل تجاري

بمقتضى عقد ممضى بتاريخ 23 ديسمبر 2020 مسجل بالقباضة المالية بتاكلسة بتاريخ 25 ديسمبر 2020 توصيل عدد M009168 تسجيل عدد 20200488 باعت السيدة زهور بنت عبد المجيد بن الكيلاني البكوش جميع الأصل التجاري بالمحل البلدي عدد 17 الكائن بالحي التجاري ببئر مروة بتاكلسة ولاية نابل والمستغل في تجارة الفواكه بالتفصيل (حماص) إلى السيدة ليلى بنت المارغني بن صالح حجري.

تقبل جميع الإعتراضات بين يدي المشتري بعنوان الأصل التجاري خلال أجل 20 يوما من تاريخ نشر هذا الإعلان بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

وقع نشر هذا الإعلان بجريدة الشروق الصادرة بتاريخ 07 جانفي 2021.

2021400008FCCC2

كراء أصول تجارية

كراء أصل تجاري

بمقتضى عقد كراء أصل تجاري المؤرخ في 17 ديسمبر 2020 الممضى والمعرف به بتاريخ 17 ديسمبر 2020 والمسجل بالقباضة المالية بتاريخ 22 ديسمبر 2020 وصل عدد MO54505 عدد التسجيل 20306689. سوغ السيد الصادق بن عمر الوسلاتي الحامل لبطاقة تعريف وطنية عدد 02174903 والصادرة بتاريخ 15 أوت 2011 جميع الأصل التجاري المتمثل في بيع الخضر والغلال بجميع عناصره المادية والمعنوية والمسجل بالسجل التجاري بالمحكمة الإبتدائية بباجة تحت عدد A05138982014 الكائن بحي الحدائق عدد 151 باجة الشمالية إلى السيد أيمن بن محمد بن الهادي الحبوبي القاطن بحي عين عمال قصر باردو باجة الشمالية حسب بطاقة التعريف الوطنية عدد 08538250 الصادرة بتاريخ 25 مارس 2019 لمدة سنة قابلة للتجديد بدايتها 15 ديسمبر 2020 ونهايتها 14 ديسمبر 2021.

تقع جميع الإعتراضات المحتملة لدى الأستاذة المحامية بثينة الزوابي الكائن مكتبها بنهج علي باش حامبة باجة في ظرف عشرين يوما من تاريخ صدور هذا الإعلان وإلا فإنها تعتبر ملغاة.

2021T00001FCCC3

وكالة حرة

بمقتضى عقد وكالة حرة مؤرخ في 17 ديسمبر 2020 ومسجل بتونس القباضة المالية الحبيب ثامر تونس في 22 ديسمبر 2020 تحت عدد 25303161 سوغت السيدة ريم بن ساسي لشركة "أرمال" المسجلة بالسجل التجاري تحت عدد H 1141952 بجميع عناصره المادية والمعنوية لكامل المدة ما بين غرة جانفي 2021 إلى موفى ديسمبر 2023.

وقد تمّ نشر هذا الإعلان بجريدة "الشروق" ليوم 04 جانفي 2021.

2021T00003FCCC3

كراء أصل تجاري

بمقتضى عقد كراء أصل تجاري متمثل في مقهى من الصنف الأول ممضى بتاريخ 11 ماي 2018 مسجل بالقباضة المالية بمنزل بوزلفة تحت عدد الوصل M331114 عدد التسجيل 1831929 بتاريخ 18 نوفمبر 2018 سوغ محسن المرعي صاحب بطاقة تعريف وطنية عدد 0508189 إلى السيد وسيم بوعنان صاحب بطاقة تعريف وطنية عدد 06447293 أصل تجاري مستغل كمقهى من الصنف الأول تحت عنوان مقهى 14 جانفي والكائن بشارع 14 جانفي منزل بوزلفة 8010.

تم نشر هذا الإعلان بجريدة الشروق ليوم 7 ديسمبر 2020.

2021R00017FCCC3

كراء أصل تجاري

بمقتضى كتب خطي مؤرخ 28 ديسمبر 2020 ومسجل بالقباضة المالية بتاريخ 29 ديسمبر 2020 تحت عدد الوصل MO29409 عدد التسجيل 20301703 سوغ السيد علاء الدين عمامو ب ت وطنية عدد 06784027 قاطن بنهج محمد علي الساحلين ولاية المنستير للسيد محمد محمود عبد العظيم حجاج وكيل شركة آدم حجاج لتصاميم الالكترونيك شركة في طور التأسيس بطاقة إقامة عدد 000010407 والصالحة إلى 9 جانفي 2021 جميع الأصل التجاري المتمثل في محل معد للتجارة والكائن بشارع الحبيب بورقيبة بالساحلين من ولاية المنستير.

تم نشر هذا الإعلان بجريدة "الشروق" اليومية بتاريخ 4 جانفي 2021.

2021S00004FCCC3

كراء أصل تجاري

بموجب كتب خطي مؤرخ في 29 ديسمبر 2020 المسجل بقباضة تسجيل عقود الشركات بسوسة في 31 ديسمبر 2020 وصل عدد M004763، تسجيل عدد 20304399 سوغت السيدة نورهان إبن علي صاحبة ب.ت.و. عدد 08434057 إلى شركة ربيعي ساين بوب ش.ش.و.م.م صاحبة المعرف الوحيد R 1699635 في ش.م.ق مهدي الربيعي صاحب ب.ت.و عدد 08257538 جميع الأصل التجاري الكائن بطريق حي الرياض العوينة سوسة وبالتحديد طريق الموردين مفترق مساكن حي التعمير سوسة والمتمثل في جميع أنواع التجارة.

تقبل الإعتراضات في ظرف 20 يوما بمقر الشركة.

تمّ نشر هذا الإعلان بجريدتي الشروق وLe Quotidien في 05 جانفي 2021.

2021S00006FCCC3

كراء أصل تجاري

بمقتضى عقد كراء مؤرخ في 18 ديسمبر 2020 والمحرر بواسطة الأستاذ جمال ناصر المحامي الكائن مكتبه بنهج 22 جانفي بسوسة والمسجل بالقباضة المالية نهج فيكتور هيقو بسوسة بتاريخ 21 ديسمبر 2020 تحت عدد 20303438 بالوصل عدد MO55614. تم كراء الأصل التجاري من السيد محمد بن بكار بن عبد الرحمان بالريانة والذي اكتسبه بموجب عقد كراء شفاهي وتواصل استغلاله واكتسب حق الملك التجاري الذي يرجع بالملكية للسيدة سميرة قريبع، ليتم استغلاله في تجارة الدواجن ومشتقاتها دون سواها الكائن بنهج المنجي سليم الكرنيش سوسة.

2021S00009FCCC3

كراء أصل تجاري

بمقتضى الكتب الخطي المعرف عليه بالإمضاء بتاريخ 16 ديسمبر 2020 والمسجل بالقباضة المالية فيكتور هيقو سوسة في 16 ديسمبر 2020 وصل عدد 055324 تسجيل عدد 0303390، سوغ السيد حمدي بن عبد العزيز الوكيل، تونسي الجنسية، قاطن 41 شارع حسن بن سعيد خزامة الغربية سوسة ولاية سوسة، صاحب بطاقة تعريف وطنية عدد 05549314، صاحب المعرف الوحيد عدد 1094017، إلى شركة ماي قاتو في شخص ممثلها القانوني السيدة ألفة بنت عبد العزيز الوكيل حرم عادل بن يوسف، تونسية الجنسية، قاطنة 41 شارع حسن بن سعيد خزانة الغربية سوسة ولاية سوسة صاحبة بطاقة تعريف وطنية عدد 08450053، جميع الأصل التجاري المتمثل في محل لممارسة جميع أنواع التجارة المستغل بالمحل التجاري الكائن 41 شارع حسن بن سعيد خزامة الغربية سوسة ذو المعرف الوحيد عدد 1094017.

تقبل الاعتراضات لدى المتسوغ شركة ماي قاتو في شخص ممثلها القانوني السيدة ألفة بنت عبد العزيز الوكيل أين عنوان الأصل التجاري الكائن قاطنة 41 شارع حسن بن سعيد خزامة الغربية سوسة في أجل عشرون يوما من تاريخ نشر هذا الإعلان بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

2021S00010FCCC3

وكالة حرة

بموجب كتب خطي بتاريخ 09 سبتمبر 2020 مسجل بالقباضة المالية طريق تونس صفاقس بتاريخ 23 ديسمبر 2020 تحت عدد 20303937 وصل عدد M086227، أسند السيد معز الفقي إلى السيد وجدي الترعي وكالة حرة يتصرّف بموجبها في محطة لغسل وتزويق السيارات كائنة بطريق المهدية كلم 0.5 شارع بغداد صفاقس. وقد تمّ نشر هذا الإعلان بجريدتي الشروق والكوتيديان بتاريخ 6 جانفي 2021.

2021X00002FCCC3

تسويغ أصل تجاري

بمقتضى كتب خطي مسجل بقباضة المالية بشارع المحطة تونس في 27 نوفمبر 2020 تحت عدد 20306023 سوغ السيد منصف بن جمعة بحر صاحب بطاقة التعريف الوطنية عدد 00126094 القاطن بـ 74 نهج 18 جانفي 1952 لشركة 18 جانفي المواد الحديدية صاحبة المعرف الجبائي عدد 1698088/G في شخص وكيلتها يسر النفطي صاحبة بطاقة التعريف الوطنية عدد 07163961. جميع الأصل التجاري المستغل بالمحل التجاري الكائن بـ 76 نهج 18 جانفي 1952 والمعد لتعاطي نشاط الإتجار في المواد والآلات الصناعية وما يتبعها.

وبصدور هذا الإعلان يعفى المسوغ في شخص السيد المنصف بحر من كل مسؤولية تتعلق بنشاط الشركة المذكور.

ولقد وقع نشر هذا الإعلان بجريدة الشروق بتاريخ 1 جانفي 2021.

2021400007FCCC3

كراء أصل تجاري

بمقتضى عقد ممضى بتاريخ 23 ماي 2019 مسجل بالقباضة المالية بمقرين بتاريخ 17 مارس 2020 توصيل عدد MO23809 تسجيل عدد 20301197 سوغ السيد إلياس بن عمر الفاضل جميع الأصل التجاري بالمحل المستغل في تجارة الفواكه الجافة إلى السيد محمد ذهيبي والكائن بشارع الحبيب بورقيبة عدد 99 مقرين ولاية بن عروس.

تقبل جميع الإعتراضات بين يدي المكتري بعنوان الأصل التجاري خلال أجل 20 يوما من تاريخ نشر هذا الإعلان بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

وقع نشر هذا الإعلان بجريدة الشروق الصادرة بتاريخ 07 جانفي 2021.

2021400010FCCC3

جمعيات وأحزاب ونقابات

تكويـــن

نقابة المالكين بحي جنان المعمورة

انبثق عن الجلسة العامة العادية لنقابة المالكين بحي جنان المعمورة المنعقدة بتاريخ 15 أوت 2020 والمسجلة بمكتب الضبط ببلدية المعمورة يوم 4 سبتمبر 2020 وبمكتب الجباية ببني خيار يوم 14 سبتمبر 2020 وصل رقم 26978 وعدد التسجيل 208901248 قرر المكتب إعادة تجديد الثقة على الهيئة المسيرة كالآتي :

الرئيس : السيد فتحي التواتي

نائبة الرئيس : السيدة سامية المؤخر كريم

الكاتب العام : السيد فوزي الخضراوي

أمينة المال : السيدة هاجر أمين الشطي.

2021R00012APSF1

تكوين جمعية

إسم الجمعية : الأسرة الرائدة

المقر : عدد 11 نهج قصر هلال مقرين شاكر

الأهداف :

- المساهمة في إثراء الحياة الثقافية.

- المساهمة في القيام بالأنشطة الترفيهية والثقافية.

- المساهمة في توجيه وإرشاد النساء في المجال الحرفي والثقافي والعلمي.

رئيس : مفيدة الخماسي.

الكاتب العام : بثينة الخماسي.

أمين المال : مروى الخماسي.

2021R00022APSF1

نقابة مالكي إقامة "داليا"

طريق الأفران كم 5 صفاقس

عملا بمحضر الجلسة العامة التأسيسية المنعقدة يوم 01 نوفمبر 2020 والمسجل بالقباضة المالية أبو القاسم الشابي صفاقس يوم 09 ديسمبر 2020 (تسجيل عدد 20803940، وصل عدد M110519) قررت الجلسة العامة :

تأسيس نقابة مالكين مشتركين يطلق عليها إسم "نقابة المالكين المشتركين بإقامة داليا"وإنتخاب هيئة مسيرة للنقابة :

السيد فريد البرجي : رئيس نقابة

السيد راشد اللوز : نائب رئيس

السيد سهيل الفخفاخ : أمين مال

السيد أحمد الحمامي : كاتب عام

السيد منير بوشحيمة : عضو

السيدة أميرة قطي دريرة : عضو

2020X01863APSF1

إجراءات عدلية

بيوعات بالمزاد العلني

بيع عقار مسجل بالمزاد العلني

مكتب الأستاذة فاتن الحيدري

المحامية لدى التعقيب 58 نهج الجزيرة تونس

الهاتف : 71.326.657

الدائن القائم بالتتبع : BH بنك (بنك الإسكان سابقا)، في شخص ممثله القانوني، شركة خفية الإسم مرسمة بالسجل الوطني للمؤسسات المعرف الوحيد 0024588W والكائن مقره الاجتماعي بعدد 21 شارع خير الدين باشا تونس بوصفه دائنا مرسما.

المدين المعقول عنه والمباع ضده : السيد : ناجي بن حسن الدريدي صاحب بطاقة التعريف الوطنية عدد 00302742 مقره بعدد 8 نهج مراكش حلق الوادي تونس وعند الاقتضاء بالشقة عدد 119 عمارة 14 نهج 10637 حي ابن سينا الوردية وأيضا نهج السويد مقسم عدد 87 حي العمري المحمدية وكذلك عدد 87 نوع ل 2 حي الهناء العلمي المحمدية بوصفه مدين راهن.

المحامية القائمة بالتتبع : الأستاذة فاتن الحيدري المحامية لدى التعقيب والكائن مكتبها بعدد 58 نهج الجزيرة تونس المعرف الجبائي 114576/S.

تشخيص العقار المجراة عليه العقلة : هو عقار مسجل موضوع الرسم العقاري عدد 22578 بن عروس المسمى "منزل الدريدي" والذي يمسح 322 م م والكائن بنهج السويد المحمدية والمتمثل في قطعة أرض شيد عليها محل سكنى يمسح 32 م م

تقريبا يتكون من قاعة استقبال وغرفة ومطبخ ودورة مياه وأرضيتها مبلطة بالجليز وأبوابها ونوافذها من الخشب العادي وحديقة مسيجة.

الثمن الافتتاحي : (90.000.000 دينار) دون المصاريف التي سيقع الإعلان عنها يوم الجلسة.

المحكمة وجلسة التبتيت : مؤجلة طبقا لأحكام الفصل 433 من م م م ت ليوم الخميس 28 جانفي 2021 وعلى الساعة التاسعة صباحا وما يليها بدائرة البيوعات العقارية لدى المحكمة الابتدائية ببن عروس الكائن مقرها بشوشة رادس بن عروس يمكن زيارة العقار كامل أيام الأسبوع.

2021T00005VEPA1

بيع عقار بالمزاد العلني إثر عقلة عقارية

الدائن العاقل : الشركة التونسية لاستخلاص الديون شركة خفية الاسم مرسمة بالسجل التجاري بتونس تحت عدد 196131999 ب في شخص ممثلها القانوني مديرها العام القاطن بمقرها الاجتماعي الكائن بنهج الحبيب بورقيبة تونس.

المدين المعقول عليه : لطفي بن عياد مسوس، مدير بشركة، والقاطن بشارع البحري البريقي عدد 8 البقالطة، صاحب بطاقة التعريف الوطنية عدد 04041447.

المحامي القائم بالتتبع : الأستاذ عادل المبروك القاطن بمكتبه الكائن بالطريق السياحية بحمام سوسة الهاتف : 325420 (73).

تعيين العقار : كامل الرسم العقاري عدد 72117 المنستير المسمى "عائشة 1"، الذي يمسح 4408 م م والكائن بالبقالطة الغربية، وهو عبارة عن قطعتي أرض مشجرة زيتونا القطعة الأولى بالجانب الجوفي تمسح 1708 م م وتحتوي على 17 أصل زيتون والقطعة الثانية بالجانب القبلي وتمسح 2700 م م وتحتوي على عدد 19 أصل زيتون، يحدها جوفا المختار زيان وغربا المختار زيان وعبد السلام بالرابعة كل في طائفة وقبلة ورثة علي قرمة وشرقا ورثة علي قرمة والمختار زيان كل في طائفة.

التحملات الموظفة على العقار :

* رهن اختياري لفائدة الشركة التونسية لاستخلاص الديون قدره 000ر 000 200 سند العقلة.

الثمن الافتتاحي : وقع الحط من الثمن بنسبة 40 % وتعيين الثمن الافتتاحي للبيع بـ 000ر120 66 تضاف إليه المصاريف المسعرة.

تاريخ التبتيت ومكانه : يتم البيع لدى دائرة البيوعات العقارية بالمحكمة الابتدائية بالمنستير يوم الأربعاء الموافق لـ 10 فيفري 2021 على الساعة التاسعة صباحا وما يليها وذلك بمقر المحكمة بقصر العدالة بالمنستير.

زيارة العقار : يمكن زيارة العقار كامل أيام الأسبوع.

ملاحظة : لزيادة الاسترشاد يمكن الاطلاع على كراس الشروط سواء بمكتب المحامي المكلف بالتبتيت الأستاذ عادل المبروك الكائن بعنوانه المذكور أعلاه، أو بكتابة المحكمة الابتدائية بالمنستير أين وقع إيداع نسخة منه، وعلى الراغب في المشاركة في عملية التبتيت أن يؤمن ثلث الثمن الافتتاحي بالخزينة العامة للبلاد التونسية، وعلى الأجانب أن يحصلوا على رخصة الولاية.

2021S00007VEPA1

بيع عقار بالمزاد العلني إثر عقلة عقارية
الأستاذ عادل المبروك
المحامي لدى التعقيب
الطريق السياحية بحمام سوسة
الهاتف : 420 325 (73)

الدائن العاقل : الشركة التونسية للبنك في شخص ممثلها القانوني القاطن بمقرها الاجتماعي الكائن بنهج الهادي نويرة تونس.

المدين المعقول عليه : شركة اقرو فريشك Société Agro- Frech، شركة خفية الاسم، مرسمة بالسجل التجاري لدى المحكمة الابتدائية بالمنستير تحت عدد B12482003، في شخص ممثلها القانوني، القاطنة بمقرها الكائن بنهج ابن سينا عدد 24 المنستير معرف جبائي عدد M822062.

المحامي القائم بالتتبع : الأستاذ عادل المبروك القاطن بمكتبه الكائن بالطريق السياحية بحمام سوسة معرف جبائي عدد 371670X رقم الهاتف 73325210.

العقار المعروض للبيع : كامل مناب المطلوبة بالرسم العقاري عدد 77 المنستير المسمى "الرمادة" الذي يمسح 8850 م م، وهو عبارة على عقار شاسع كائن بحدود مدينة الساحلين ومسجد عيسى على مستوى ضفة الطريق الرابطة بين بلدة مسجد عيسى ومدينة الوردانين بالقرب من الثكنة العسكرية وقدره 8442 جزء من تجزئة الكامل إلى 8850 جزء، والعقار موضوع العقلة هو مهيأ كمصنع للتبريد وخزن المنتوجات الغلالية وعبارة عن ثلاثة بناءات : بناية أولى رئيسية مساحتها المغطاة 1220 م² وهي في شكل مصنع للتبريد وخزن المنتوجات الغلالية ويتكون من فضاء أمامي للإدارة وشرفة وفضاء للتبريد جميع جدرانه وسقفه من الشاربونت والورق العازل وبناية ثانية مساحتها المغطاة 360 م م مقامة على مستوى الهيكل من جدران خارجية من الآجر وسقفها شاربونت جزء منها مغطى بالألواح العازلة وبناية ثالثة مساحتها 100 م م، كما يشمل هذا العقار على ساحة أمامية مجلزة يتخللها عمود كهربائي مجهز ب 3 مولدات كهربائية كما يشمل العقار على فضاء صغير لبيت الغاز الطبيعي جميعه محاط بسياج من الآجر في ارتفاع 50 ر 1م، يحدها قبلة الطريق الرابطة بين مسجد عيسى والوردانين وشرقا وجوفا وغربا ملك الغير.

التحملات الموظفة على المنابات موضوع العقلة :

- رهن اختياري لفائدة البنك الوطني الفلاحي قدره 000ر000 280.
- رهن اختياري لفائدة الشركة التونسية للبنك قدره 000ر000 280.
- رهن اختياري لفائدة الشركة التونسية للبنك قدره 000ر000 5.
- رهن اختياري لفائدة الشركة التونسية للبنك قدره 000ر000 45.
- رهن اختياري لفائدة الشركة التونسية للبنك قدره 000ر000.100.
- إحداث منطقة سقوية عمومية لجميع العقار من الوكالة العقارية الفلاحية.
- رهن اختياري لفائدة الشركة التونسية للبنك قدره 000ر000 740 وهو سند العقلة الحالية.

الثمن الافتتاحي : وقع الحط من الثمن بنسبة 40 % وتعيين الثمن الافتتاحي للبيع بـ 240ر263 740 تضاف إليه مصاريف التبتيت المسعرة.

تاريخ التبتيت ومكانه : يتم البيع لدى دائرة البيوعات العقارية بالمحكمة الابتدائية بالمنستير يوم الأربعاء الموافق لـ 3 فيفري 2021 على الساعة التاسعة صباحا وما يليها وذلك بمقر المحكمة بقصر العدالة بالمنستير.

شروط زيارة العقار : يمكن زيارة العقار كل يوم.

لمزيد الإرشادات يمكن الاطلاع على كراس الشروط المودعة بالمحكمة الابتدائية بالمنستير، أو بمكتب المحامي القائم بالتتبع.

2021S00008VEPA1

بيع عقار مشترك صفقة بالمزاد بموجب بتة مؤجلة على معنى الفصل 425 م م م ت

القضية عدد 3194

عماد عتيق المحامي

الطالب القائم بإجراءات التبتيت : كمال بن حسن الدوس، إطار بشركة، حامل لبطاقة تعريف وطنية عدد 04192343 مسلمة في 17 جويلية 2014 قاطن بنهج 9 أفريل قصر هلال المنستير.

المحامي القائم بالتتبع : الأستاذ عماد عتيق المحامي لدى التعقيب الكائن مكتبه بعمارة الشراقة مدرج "د" مكتب رقم 5 المنستير معرفه الجبائي عدد 000PA415734/M.

الشريك في العقار المعروض بالبيع (مبتت ضدها) : السيدة سندس بنت فوزي قفصية، صاحبة بطاقة تعريف وطنية عدد 06799141 مسلمة في 12 أوت 2017 قاطنة بنهج المعري حي سكرة قصر هلال.

العقار المعروض للبيع : جميع المنزل العصري (فيلا) من صنف DUPLEX مقامة بمدينة قصر هلال موضوع الرسم العقاري عدد 74700 المنستير ومتكونة من طابق أرضي يشتمل على عدد 2 بيت استقبال بها مدرج داخلي حيث الصعود للطابق العلوي الأول وغرفة طعام ومطبخ ومرحاض وبيت استحمام مساحتهم الجملية 158 م م كما يوجد مستودع ومرحاض بالركن الجنوبي الشرقي مساحتهم 34 م م أما الطابق العلوي فيحتوي على عدد 4 غرف وبيت استحمام وبيت ماء وعدد 3 شرفة مساحة ذلك 158 م م ويفتح العقار على مستوى الطريق العام بالناحية الشمالية المساحة الجملية 412 م م ويحد جميع ذلك :

ـ من الجهة الشرقية الشمالية : طريق عام ـ من الجهة شرقية الغربية ـ عادل مماي ـ من الجهة الجنوبية الشمالية : لسعد مماي.

السند التنفيذي : الحكم الابتدائي عدد 18367 صادر بتاريخ 27 ديسمبر 2019 عن المحكمة الابتدائية بالمنستير والقاضي نصه بما يلي : "قضت المحكمة ابتدائيا بعدم قابلية محل النزاع موضوع الرسم العقاري عدد 74700 المنستير المشخص بتقرير الخبيرين السيدين عز الدين حمودة وحاتم الديماسي المؤرخ في 14 أكتوبر 2019 والأمثلة البيانية المرافقة له للقسمة والإذن بتصفيقه للبيع وقسمة المتحصل من ثمنه على الطرفين المدعى والمدعي عليه الأول كل حسب نصيبه في المشترك وحمل المصاريف القانونية عليهما كل حسب قيمة منابه مع حفظ حق المدعي عليه الثاني بوصفه دائنا مرتهنا".

الثمن الافتتاحي : أربعمائة وستة وأربعون ألف وسبعمائة دينارا (446.700,000د) حسب تقرير الخبيرين عز الدين حمودة وحاتم الديماسي المؤرخ في 14 أكتوبر 2019 والذي تم الحط منه بنسبة 40 بالمائة أي يصبح الثمن الافتتاحي 268.020،000 دينارا.

التحملات : رهن اختياري لفائدة الاتحاد الدولي للبنوك بمبلغ خمسة وأربعون ألف دينارا مرسم في 17 جوان 2010 المجلد 3/10 العدد 1/4908 ـ المصاريف المسعرة بجلسة 21 أكتوبر 2020 وقدرها 2327.593 دينارا يضاف إليها المصاريف المسعرة للبتة الثانية.

تاريخ البتة : سيقع تبتيت العقار بدائرة البيوعات العقارية بالمحكمة الابتدائية بالمنستير يوم الأربعاء الموافق للثالث من شهر فيفري لسنة ألفين وواحد وعشرون (3 فيفري 2021) على الساعة التاسعة صباحا وما يليها.

زيارة العقار : يمكن زيارة العقار كل يوم من الساعة الثامنة صباحا إلى السادسة مساء دون تحديد خاص ولمزيد الإرشادات يمكن الاتصال بمكتب المحامي القائم بالتتبع أو بكتابة المحكمة حسب شروط الفصل 413 م م م ت.

2021S00011VEPA1

بيع بالمزاد العلني

مكتب الأستاذ

أحمد بن علي سالم

العدل المنفذ

شارع 3 أوت عدد 24 سوسة

الهاتف والفاكس : 73227505

إنه في يوم الأربعاء الموافق للثالث (3) من شهر فيفري (2) سنة واحد وعشرون وألفين (3 فيفري 2021) وعلى الساعة العاشرة صباحا وما يليها بمقر الأصل التجاري الكائن بنهج علي البلهوان سوسة سيقع بيع بالمزاد العلني لآخر مزايد يعرض الثمن الأوفر لـ :

الأصل التجاري المعد لبيع الفواكه الجافة المسمى "كلاسيكو" بجميع عناصره المادية والمعنوية.

العناصر المادية : عارضة للمبردات + ثلاجة صغيرة نوع ويرلبول + بلازما صغيرة الحجم نوع Samsung +فواكه مختلفة الأنواع مجففة.

العناصر المعنوية : حق الإيجار، السمعة التجارية والحرفاء

لفائدة : الشركة العامة للاستخلاص في شخص ممثلها القانوني، شركة الشخص الواحد، مرسمة بالسجل التجاري تحت عدد B2512252009 الكائن مقرها بنهج أبو الحسن اللخمي عمارة لابارلا الطابق الأول عدد 13 صفاقس، نائبها الأستاذ سليم الشبشوبي المحامي بصفاقس.

ضد : يامنة رجب، تاجرة، معرفها الوحيد عدد 0195762Q، صاحبة بطاقة تعريف عدد 02890738، مالكة الأصل التجاري المعد لبيع الفواكه الجافة المسمى "كلاسيكو" الكائن مقرها بنهج علي البلهوان سوسة.

الثمن الافتتاحي : ثمانون ألف وخمسمائة دينارا (80.500.000 د) وعلى الراغب في الشراء تأمين 10 % من الثمن الافتتاحي.

البيع بالحاضر مع إضافة المصاريف والرفع حالا، وفي صورة عدم الإيفاء بمقتضيات الشراء يعاد البيع على مقتضى ما جاء به قانون إعادة البيوعات وما يتبعها من نتائج قانونية ضد من تسبب فيها.

ولمن يرغب في معاينة الأصل التجاري الاتصال بالعدل المنفذ.

2021S00012VEPA1

استدعاءات

شركات خفية الإسم

استدعاء للجلسة العامة العادية

شركة مخازن تبريد نور جلمة

Société entrepôts frigorifiques Nour Jelma

شركة خفية الإسم

رأس مالها : 670.000 دينار

المقر الاجتماعي : الطريق الوطنية رقم 3 ـ 9110 ـ جلمة

المعرف الوحيد : 1081813M

إن السادة المساهمين في رأس مال شركة مخازن تبريد نور جلمة مدعوون لحضور الجلسة العامة العادية التي ستنعقد يوم الجمعة 29 جانفي 2021 على الساعة الحادية عشر صباحا بالمقر الاجتماعي

للشركة الكائن بالطريق الوطنية رقم 3 ـ 9110 ـ جلمة وذلك للتداول في المسائل التالية :

1) المصادقة على إجراءات وآجال استدعاء الجلسات العامة العادية.

2) تلاوة تقرير مجلس الإدارة عن نشاط السنوات المالية 2018 و2019 والمصادقة عليهم.

3) تلاوة تقارير مراقب الحسابات العام والخاص للسنوات المالية 2018 و.2019

4) المصادقة على القوائم المالية الفردية والمجمعة للشركة المختومة بتاريخ 31 ديسمبر 2018 و31 ديسمبر 2019.

5) المصادقة على الاتفاقيات المتعلقة بالفصلين 200 و475 من مجلة الشركات التجارية.

6) تخصيص نتائج السنوات المالية 2018 و2019.

7) إبراء ذمة أعضاء مجلس الإدارة.

8) تحديد قيمة منحة الحضور.

إن الوثائق المتعلقة بهذه الجلسة موجودة على ذمة السادة المساهمين بمقر الشركة.

2021T00009SANB3

إستدعاء للجلسة العامة العادية

ليوم الخميس 28 جانفي 2021

الشركة التونسية للدواجن

Société Tunisienne d'Aviculture

شركة خفية الإسم

رأس مالها : 5.460.000 دينار

المقر الإجتماعي : شارع الشباب برج السدرية –بن عروس

المعرف الوحيد : Y 0012572

رقم الإنخراط بالصندوق الوطني للضمان الإجتماعي : 33 – 66575

إن السادة المساهمين في الشركة التونسية للدواجن "سوتا في" مدعوون لحضور الجلسة العامة العادية للسنة المحاسبية 2019 التي ستنعقد يوم الخميس 28 جانفي 2021 على الساعة الحادية عشرة صباحا بالمقر الإجتماعي للشركة الكائن بشارع الشباب برج السدرية، مع إمكانية المشاركة عن بعد عبر القاعة المعدة للغرض بمقر الشركة وذلك للتداول في المسائل المدرجة في جدول الأعمال التّالي :

1 – تقبل التأخير الحاصل لإنعقاد الجلسة العامة العادية.

2 – تجديد عضوية أعضاء مجلس إدارة الشركة.

3 – تلاوة تقرير مجلس الإدارة حول تصرف سنة 2019 والمصادقة عليه.

4 – تلاوة التقريرين العام والخاص لمراقب الحسابات للسنة المالية المختومة بتاريخ 31 ديسمبر 2019.

5 – المصادقة على القوائم المالية المختومة بتاريخ 31 ديسمبر 2019.

6 – المصادقة على الإتّفاقيات المتعلّقة بالفصل 200 من مجلة الشركات التجارية.

7 – تخصيص نتائج السنة المحاسبية 2019.

8 – إبراء ذمة أعضاء مجلس الإدارة لتصرف سنة 2019.

9 – تحديد مبلغ منحة الحضور لأعضاء مجلس الإدارة لسنة 2019.

10 – تعيين مراقب حسابات الشركة لسنوات 2020 و2021 و2022.

11 – منح الصلاحيات للقيام بإجراءات التسجيل والإشهار وكل ما تنص عليه القوانين الجاري بها العمل.

ملاحظات :

-المساهمون الراغبون في المشاركة في الجلسة العامة العادية عن بعد مدعوون إلى تقديم مطلب تسجيل في الغرض على الرابط التالي : dg@sotavi.com.tn

وذلك ثلاثة (3) أيام قبل موعد الجلسة العامة.

-كل الوثائق التي تخص الجلسة العامة العادية موضوعة بالمقر الإجتماعي للشركة على ذمة المساهمين وذلك طيلة الآجال القانونية.

2021R00015SANB3

إستدعاء للجلسة العامة العادية

للشركة الجهوية للنقل بالكاف

شركة خفية الإسم

رأس مالها : 333 ألف دينار

السجل التجاري : س.ت.ش B 126371997

المعرف الجبائي : 000 W/A/M 0014603

إن السادة المساهمين في رأس مال الشركة الجهوية للنقل بولاية الكاف مدعوون لحضور الجلسة العامة العادية وذلك يوم الجمعة 29 جانفي 2021 على الساعة التاسعة صباحا بقاعة الإجتماعات بنزل دارنا بحي الدير الكاف، وذلك للتداول في جدول الأعمال الآتي :

1 – المصادقة على التأخير الحاصل في إنعقاد الجلسة العامة العادية.

2 – الإطلاع والمصادقة على تقرير مجلس الإدارة لسنة 2018.

3 – الإطلاع على التقرير العام والخاص لمراقب الحسابات لسنة 2018.

4 – المصادقة على القوائم المالية لسنة 2018.

5 – تبويب النتائج لسنة 2018.

6 – تبرئة ذمة أعضاء مجلس الإدارة عن تصرفهم لسنة 2018.

7 – تحديد منحة الحضور.

8 – المصادقة على القوائم المالية المجمعة بين الشركة الجهوية للنقل بالكاف والشركة الجهوية للنقل بسليانة لسنة 2017.

9 – مسائل مختلفة.

2021R00016SANB3

استدعاء الجلسة العامة العادية

شركة أكاديمية البنوك والمالية

شركة خفية الاسم

رأس المال : 500 000 دينار

السجل التجاري : B01163382010

المعرف الجبائي : 000/M/A/1166455C

13 نهج عمر بن القداح ـ مونبليزير ـ تونس 1073

السادة المساهمون في الشركة الخفية الاسم شركة أكاديمية البنوك والمالية مدعوون لحضور الجلسة العامة التي ستنعقد يوم 27 جانفي 2021 على الساعة الثانية بعد الزوال بالمقر الاجتماعي للشركة وذلك قصد التداول حول جدول الأعمال التالي :

1. تعيين رئيس مجلس إدارة جديد للأكاديمية.
2. تعيين عضو جديد في مجلس الإدارة.
3. تلاوة تقرير مراقب الحسابات.
4. المصادقة على القوائم المالية المقفلة في 31 ديسمبر2019.
5. المصادقة على الاتفاقيات المتعلقة بالفصل 200 بالشركات التجارية.
6. إبراء ذمة مجلس الإدارة.
7. تلاوة والمصادقة على تقرير مجلس الإدارة المتعلقة بالتصرف لسنة 2019.
8. تخصيص النتائج سنة 2019.
9. توزيع منح حضور لأعضاء مجلس الإدارة.
10. تفويض نفوذ.

2021R00023SANB3

إستدعاء للجلسة العامة العادية للجمعة 29 جانفي 2021

شركة هدى للإستثمار

شركة خفية الإسم

برأس مال : 8.445.000 دينار

مقرها الإجتماعي الرئيسي : نزل هدى الدخيلة، المنستير

السجل التجاري : B1540352006

المعرف الجبائي : 969060 T/A/M/000

السادة المساهمين بشركة نزل هدى للإستثمار مدعوون للحضور للجلسة العامة العادية التي ستنعقد يوم الجمعة 29 جانفي 2021 على الساعة الحادية عشرة صباحا بالمقر الإجتماعي الكائن بنزل هدى الدخيلة المنستير للنظر في جدول الأعمال :

1 – المصادقة على الإنعقاد المتأخر للجلسة العامة العادية.

2 – مراجعة تقرير نشاط مجلس الإدارة عن السنة المالية في 31 ديسمبر 2019.

3 – قراءة تقرير مراقب الحسابات للسنة المختومة 31 ديسمبر 2019.

4 – المصادقة على القوائم المالية للسنة المختومة 31 ديسمبر 2019.

5 – تخصيص النتائج.

6 – المصادقة على الإتّفاقيات المنظمة بموجب المادة 200 من قانون الشركات التجارية.

7 – مراقبة سير مرحلة التسوية القضائية.

8 – إبراء ذمة أعضاء مجلس الإدارة.

9 – تحديد رسوم الحضور.

10 – السلط.

2021S00001SANB3

استدعاء للجلسة العامة العادية الجمعة 29 جانفي 2021

شركة نزل ميدي قولف

شركة خفية الإسم

رأس مال : 6 424 000 دينار

مقرها الاجتماعي ياسمين الحمامات

السجل التجاري : B138431998

المعرف الجبائي : 538954D/A/M/000

السادة المساهمين بشركة نزل ميدي قولف مدعوون للحضور للجلسة العامة العادية التي ستنعقد يوم الجمعة 29 جانفي 2021 على الساعة الثانية بعد الزوال بالمقر الاجتماعي الكائن بنزل هدى الدخيلة المنستير للنظر في جدول الأعمال.

1 ـ مراجعة تقرير نشاط مجلس الإدارة عن السنة المالية في 31 ديسمبر 2019.

2 ـ قراءة تقرير مراقب الحسابات للسنة المختومة 31 ديسمبر 2019.

3 ـ المصادقة على القوائم المالية للسنة المختومة 31 ديسمبر 2019.

4 ـ تخصيص النتائج.

5 ـ المصادقة على الاتفاقيات المنظمة بموجب المادة 200 من قانون الشركات التجارية.

6 ـ تجديد مهام مراقب الحسابات.

7 ـ مراقبة سير مرحلة التسوية القضائية.

8 ـ إبراء ذمة أعضاء مجلس الإدارة.

9 ـ تحديد رسوم الحضور.

10 ـ السلط.

2021S00002SANB3

دعوة للجلسة العامة الخارقة للعادة

الشركة الذهبية للترفيه والسينما

شركة خفية الاسم

رأس مالها : 378.000 دينار

المقر الاجتماعي : شارع الهادي شاكر ، فضاء نور سنتر الطابق الثاني مكتب عدد 12 الكاف 7100

السجل التجاري : B11175852016

المعرف الجبائي : L/A/M/0001473984

السادة مساهمي الشركة الذهبية للترفيه والسينما مدعوون لحضور الجلسة العامة الخارقة للعادة المقرر انعقادها يوم الخميس 28 جانفي 2021 على الساعة العاشرة صباحا بمقر الشركة الكائن بإقامة مريم المكتب ت 517 شارع الاستقلال أريانة وذلك للتداول في جدول الأعمال التالي :

ـ مناقشة آفاق الشركة.

ـ اتخاذ القرار بشأن مواصلة أو إنهاء النشاط.

ـ تفويض للقيام بالإجراءات.

2021400003SANB3

استدعاء للجلسة العامة العادية

العالمية للتجارة والتكنولوجيا

شركة خفية الاسم

رأس مالها : 300.000 د

المقر الاجتماعي : 50 نهج الصناعات التقليدية 2035 الشرقية 2

المعرف الوحيد : 47958B/A/M000

إن السادة المساهمين مدعوون للحضور بالجلسة العامة العادية المقرر انعقادها يوم الاثنين 4 فيفري 2021 على الساعة العاشرة صباحا بمقر الشركة وذلك للمداولة حول جدول الأعمال التالي :

ـ المصادقة على الموازنة والحسابات المالية لسنة 2020 وتخصيص نتائجها.

ـ المصادقة على تقارير مراقب الحسابات.

ـ إبراء الذمة من أعضاء مجلس الإدارة والرئيس المدير العام لتصرف السنة المالية 2020.

ـ مسائل مختلفة.

2021400005SANB3

الشركة التونسية للأقمشة الصناعية

شركة خفية الإسم

رأس مالها : 800.000 دينار

المقر الاجتماعي : 34، نهج الحرف المنطقة الصناعية الشرقية 2 أريانة

المعرف الوحيد : 869776T

1/ إن السادة المساهمين في رأس مال شركة التونسية للأقمشة الصناعية مدعوون لحضور الجلسة العامة العادية التي ستنعقد يوم السبت الموافق للثلاثين من شهر جانفي 2021 على الساعة العاشرة صباحا بشركة المحاسبة المالية ومعالجة المعلومة الكائنة بـ 44 نهج قرطبة المنار 1 ـ 2092 تونس وذلك قصد النظر في جدول الأعمال التالي :

1. الترخيص في فوات آجال انعقاد الجلسة العامة لسنة 2019.

2. التلاوة والمصادقة على تقرير مجلس الإدارة حول تصرف سنة 2019.

3. تلاوة تقرير مراقب الحسابات حول سنة 2019.

4. المصادقة على القوائم المالية لسنة 2019.

5. المصادقة على الاتفاقات المنظمة المنصوص عليها بالفصل 200 من مجلة الشركات التجارية لسنة 2019.

6. تخصيص نتائج سنة 2019.

7. إبراء ذمة أعضاء مجلس الإدارة.

8. تعيين أعضاء مجلس إدارة.

9. تطبيق أحكام الفصلين 109 و192 من مجلة الأحكام التجارية.

10. مسائل مختلفة.

11. منح نفوذ للقيام بالإجراءات.

2/ إن السادة المساهمين في رأس مال شركة التونسية للأقمشة الصناعية مدعوون لحضور الجلسة العامة الخارقة للعادة التي ستنعقد يوم السبت الموافق للثلاثين من شهر جانفي 2021 على الساعة الحادية عشر صباحا بشركة المحاسبة المالية ومعالجة المعلومة الكائنة بـ 44 نهج قرطبة المنار 1 ـ 2092 تونس وذلك قصد النظر في جدول الأعمال التالي :

1. تحويل المقر الاجتماعي

2. تنقيح الفصل 4 من العقد التأسيسي.

3. منح نفوذ للقيام بالإجراءات.

4. مسائل مختلفة.

2021400006SANB3

الدعوة إلى إجتماع عام عادي في 28 جانفي 2021

شركة أس ب أوركفورس

شركة خفية الإسم

رأس المال : 1.504.990د

المقر الإجتماعي : قرين سنتر نهج بحيرة كنستانس 1053 ضفاف البحيرة تونس

المعرف الجبائي : 000 MAM 1382628

السجل التجاري : B 01101042015

يرجى من مساهمي شركة أ.س.ب.وركفورس الحضور إلى جلسة عامة عادية بالمقر الإجتماعي للشركة قرين سنتر وذلك بتاريخ 28 جانفي 2021 على الساعة الحادية عشر قصد النظر في جدول الأعمال التالي :

- قراءة وإعتماد تقرير مجلس الإدارة لسنة 2019.

- قراءة التقرير العام والخاص لمدقق الحسابات في سنة 2019.

- قراءة الموافقة على البيانات المالية لسنة 2019.

- منح النتائج لسنة 2019.

- شهادة براءة الذمة للمسيرين.

- مراجعة وإعتماد الإتّفاقيات المنظمة.

- منح الصلاحيات للقيام بالإجراءات.

2021400009SANB3

مختلفات

إعـلانات للعمـوم

ضياع سند الملكية

يعلم السيد عبد الحفيظ بن الطيب الرزقي فريحي صاحب بطاقة التعريف الوطنية عدد 04601937 مستخرجة بتونس في 13 ماي 2000 العموم أنّه أضاع سند الملكية عدد 09/3275 مستخرج من الإدارة الجهوية للملكية العقارية بأريانة موضوع العقار المسمى دار السعادة الكائن بالتضامن ولاية أريانة ومعرف رسمه العقاري 27759 وعدد تسجيله بالملكية العقارية 21123 بتاريخ 24 أكتوبر 2002 وذلك حسب شهادة ضياع صادرة عن مركز الأمن الوطني بالتضامن تحت عدد 245 بتاريخ 24 ديسمبر 2020.

2021T00007DIVD2

وزارة الصناعة والطاقة والمناجم

إعلام ببحث

(عملا بالأمر المؤرخ في 30 ماي 1922)

في إطار تنفيذ مشاريع التنمية، تعتزم الشركة التونسية للكهرباء والغاز إنجاز خط كهربائي هوائي ذي جهد 225 كيلوفولت طوله حوالي 8 كلم يربط بين المحطة الفوطوضوئية بالمتبسطة والخط القائم الوسلاتية ـ مساكن.

يتم وضع الملف الفني المتعلق بهذا المشروع على ذمة العموم بمقر ولاية القيروان مع بيان الممتلكات الخاصة التي يمر بها الخط وذلك ابتداء من يوم صدور هذا الإعلام إلى غاية ثلاثة أيام بعد نشره بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

ويمكن لمن يهمهم الأمر الاطلاع على هذا الملف وتقديم ملاحظاتهم أو دعاويهم عند الاقتضاء إلى الولاية المعنية.

2021R00007DIVD2

ضياع سند ملكية

تعلن السيدة ليلى طرميز، صاحبة بطاقة تعريف وطنية عدد 02946850 بفقدانها لسند ملكية عدد 45484 موضوع الرسم العقاري 131886 سوسة والكائن بولاية سوسة بموجب شهادة ضياع صادرة عن رئيس مركز الأمن الوطني بسوسة الشمالية تحت عدد 06 بتاريخ 04 جانفي 2021.

2021S00005DIVD2

الجمهورية التونسية
وزارة الداخلية
ولاية القيروان
وحدة الإحاطة بالمستثمرين

34/706

القيروان في 17 فيفري 2021

2021 جوان 09

DGETE
رئيس الديوان
حسن منصوري

من والـــي القيروان

إلى السيـــد وزيـــر الصناعة والطاقة والمناجم
تحت إشراف السيد وزير الداخلية

كتابة ديوان وزير الداخلية
وارد
16 فيفري 2021
ضمن تحت عدد 21192

الموضوع: حول إنجاز خط كهربائي هوائي ذي جهد 225 كيلوفولت بالمتبسطة

المرجع : -مراسلتكم عدد 137 بتاريخ 28 ديسمبر 2020

المصاحيب : شهادة تعليق

و بعد ، تبعا للمراسلتكم المشار إليها بالمرجع أعلاه و المتعلقة بأنجاز خط كهربائي هوائي ذي جهد 225 كيلوفولت يربط بين الخط القـــائم " الوسلاتية -مساكن " و المحطة الفوطوضونية المزمع إنجازها بالمتبسطة ، أتشرف بإعلامكم و أنه تم تعليق الإعلام بالبحث (الصيغة العربية و المترجمة) بكل من مقر الولاية و مقر المعتمدية و تم وضع الملف الفني على ذمة العموم و لم نتقبل أي إعتراض في الغرض .

وزارة الصناعة والطاقة والمناجم
مكتب الضبط المركزي
24 فيفري 2021
ضمن تحت عدد

وتقبلو سيدي فائق عبارات الشكر والتقدير .

والســـــلام

الـــــوالي

محمد بورقيبة

وزارة الداخلية
16.02.21 200758
مكتب الضبط المركزي
الـــوارد

GM 0748

الجمهورية التونسية

وزارة الداخلية

ولاية القيروان

شـــــهادة تـــــعليق

يشهد والي القيروان و أنه:

تم تعليق الإعلام ببحث المتعلق بانجاز خط كهربائي هوائي ذي جهد 225 كيلوفولت يربط بين الخط القـــائم " الوسلاتية -مساكن " و المحطة الفوطوضونية المزمع إنجازها بالمتبسطة في الصيغة العربية و المترجمة بمقر الولاية و مقر معتمدية القيروان الشمالية ولم نتلقى أي إعتراض في الآجال المنصوص عليها.

القيروان في :

الـــــوالي

محمد بورقيبة

ANNEXE VI – Mécanisme de règlement des griefs

- Dépliant sur le mécanisme de règlement des griefs
- Journal des plaintes
- Formulaire d'enregistrement des plaintes

Grievance Log

		Recording Actions							Response Actions				Preventing Reoccurrences
Grievance Ref No.	*Status (see colour coding)*	*Date received*	*Name and preferred contact details of the person/group raising the grievance (if not anonymous)*	*Gender*	*Community*	*Summary of the frievance*	*Date an acknowledgement was sent*	*Identity of other parties involved (contractors,etc.)*	*Response/actions taken (i.e.compensation meeting,etc.)*	*Date and type of response actions (i.e.letter, phone call,etc.)*	*Has the satisfaction pf the response been checked?*	*Paper record form completed ?*	*Description of the actions taken to prevent a recurrence (i.e. change in working procedures, etc.)*

Colour Coding	
Ongoing	
Closed -out	
Appeal process	

Annex 3: RECORD GRIEVANCE FORM

Community name:	**Community Relations Officer name:**	**Date completed:**
Name of person raising grievance (if not anonymous):	**Method of complaint**	
	Verbal (in person)	
	Verbal (telephone)	
	Written (personally handed)	
	Written (mailed)	
	Other (state)	
Address:		
Telephone number:		
Preferred method of communication:	**Location where grievance was recorded:**	

DETAILS OF THE GRIEVANCE

Signature of person making the grievance:…..... Date: ….....

RESPONSE

AMEA rep.name:…..... Signature:…..... Position :…..... Date response given:….....

VAMLIDATION OF RESPONSE (by AMEA)

Follow up actions to check the response provided was satisfactory:
Closed out:(date)..... Signature:.....

ACKNOWLEDGEMENT OF RESPONSE (by the person raising grievance)

Name:.....
Signature: ..... Date:.....

FORMULAIRE D'ENREGISTREMENT DES GRIEFS

Nom de la communauté:	**Nom du responsable des relations avec la communauté :**	**Date d'achèvement :**
Nom de la personne qui soulève le grief (s'il n'est pas anonyme) :	**Méthode de plainte**	
	Verbal (en personne)	
	Verbal (par téléphone)	
	Écrit (remis en mains propres)	
	Écrit (posté ou par email)	
	Autre (précisez)	
Adresse :		
Numéro de téléphone :		
Méthode de communication préférée :	**Lieu où le grief a été enregistré :**	

LES DÉTAILS DE LA PLAINTE

Signature du plaignant:…..... Date: ….....

REPONSE

Nom du représentant d'AMEA:…..... Signature:….....
Position :…..... Date de réponse :….....

VALIDATION DE LA RÉPONSE

Des actions de suivi pour vérifier que la réponse fournie était satisfaisante : :
Date de la réponse : ..... Signature:.....

RECONNAISSANCE DE LA RÉPONSE (par le plaignant)

Nom:.....
Signature: ..... Date:.....

ANNEXE VII – Donnée de la Direction Générale des Forêts (DGF)

الجمهورية التونسية

وزارة الفلاحة
والموارد المائية والصيد البحري

وزارة الفلاحة والموارد المائية والصيد البحري
مكتب الضبط بالإدارة العامة للغابات
3 - جوان 2021
2145

من المدير العام للغابات
إلـــى السيدة المديرة العامة
لشركة العناية والتقييم بالبيئة

الموضـوع: حول طلبكم معطيات خاصة بالنشاط الرعوي بمنطقة المتبسطة من ولاية القيروان

المرجـــع : مراسلتكم الواردة علينا بتاريخ 24 ماي 2021 تحت عدد 2959

وبعد،

تبعا لمراسلتكم المذكورة بالمرجع أعلاه والمتعلقة بطلب معطيات حول النشاط الرعوي بمنطقة المتبسطة من ولاية القيروان، أتشرف بمدكم بالمعطيات المتوفرة وهي كما يلي :

- المساحة الجملية للمرعى : حوالي 2000 هك
- الوضعية العقارية : ملك الدولة الخاص خاضع لنظام الغابات تابع للرسم العقاري عدد 20321 و 20523 القيروان.
- القدرة الإنتاجية :يترواح الإنتاج من 100 إلى 300 وحدة علفية في السنوات الممطرة بالمراعي الطبيعية بينما تتروح من 350 الى 700 وحدة علفية في المراعي المحسنة
- حاجيات القطيع : حوالي وحدة علفية لكل رأس من المجترات الصغرى في اليوم
- طريقة الاستغلال :يتم إستغلال المراعي الغابية المحسنة بدفع معلوم شهري وذلك حسب نوعية الحيوانات (المجترات الصغرى 800 مليما والأبقار 1000 مليما للرأس الواحد) وأما بالنسبة للمراعي الغابية غير محسنة فيكون المرعى مفتوح كامل السنة لكل المربين
- عدد مربي الماشية :حوالي 50عائلة لعدد 3000 رؤوس أغنام.
- التصرف في المرعى : دائرة الغابات بالقيروان

والسلام./.

المدير العام للغابات
عبد الحميد بوفروة

وزارة الفلاحة والموارد المائية والصيد البحري 30 نهج الأن سافاري 1002 تونس الهاتف 71786833
الفاكس 71780391/71799457 البريد الإلكتروني : mag@ministeres.tn
موقع الواب : www.agriculture.tn

ANNEXE VIII – Réunions avec les entités gouvernementales et locales le 29/12/2023 et le 05/01/2024

- Lettre au gouverneur
- Feuille de présence

KIOA
محطة القيروان للطاقة الشمسية
KAIROUAN SOLAR PLANT

Gouvernorat de Kairouan
Avenue de l'Environnement,
3100 Kairouan

Tunis, le 20 décembre 2023

A l'attention de : Monsieur le premier Délégué du Gouvernorat de Kairouan

Sujet : Discussion et consentement des résultats du Plan d'Action de Réinstallation du projet de la centrale solaire de 100 MW de Metbasta

Monsieur le Premier Délégué,

Nous faisons référence à la Convention de Concession signée le 22 Juin 2021 (« Convention de Concession ») par AMEA Power Ltd et l'État Tunisien représenté par le Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines (le « Concédant »), ainsi que le Contrat d'Achat d'Électricité signé le 22 Juin 2021 (« PPA ») entre le Consortium et la Société Tunisienne d'Électricité et de Gaz (« STEG »), et à la publication des Études d'impact environnemental et social relatifs à la réalisation d'un projet solaire photovoltaïque de 100MWac à Metbasta (le « Projet ») et à son ouvrage de raccordement.

Nous faisons également référence à l'accord de novation en date du 26 Septembre 2023 conclu entre le Concédant, le Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières, le Promoteur du Projet, la société de droit tunisien Kairouan Solar Plant S.a.r.l (la « Société du Projet »), et la STEG (l'« Accord de Novation »).

Nous souhaitons tout d'abord, vous remercier pour votre collaboration continue et nous vous exprimons tout notre engagement et notre bonne volonté à délivrer ce projet dans les plus brefs délais.

Nous souhaitons porter à votre connaissance que dans le cadre du Plan d'Action de Réinstallation « PAR » du Projet réalisé et publié précédemment, et ce conformément aux dispositions et aux règles prévus par la Convention de Concession, incluant notamment les ayants droits à la compensation, la Société Financière Internationale (SFI) ainsi que la Banque Africaine de Développement (BAD) conjointement (les « Bailleurs de Fonds ») ont requis l'obtention d'un consentement des personnes affectés ainsi que des Autorités,

KAIROUAN SOLAR PLANT

Monsieur le Premier Délégué,

Considérant que l'obtention de ce consentement est une condition préalable à la réalisation du Bouclage Financier final (décaissement de la dette), donc aux lancements des travaux, nous vous demandons de bien vouloir nous accorder une entrevue à votre convenance la semaine du 25 décembre 2023 afin de discuter de ce sujet.

Nous vous remercions et nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.
Nous vous prions d'agréer, Monsieur le premier Délégué, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

Kairouan Solar Plant
31 Av Alain Savary
Belvédère 1002
MF:1783471/A/M/000

Sofiane Ben Chaabane

Co-Gérant

2	عبد الله ضو فرحاني	
3	لسعد عبد الله الفرحاني	
4	سفيان علي بلقاسم فرحاني	العلم
5	بدر الدين مليك	
6	رشيد فرج فارس	
7	فرج بن عيسى فارس	
8	حبيب بن مجد النفطي	
9	مجد بالنفطي الأجنف	
10	الطيب حبيب فرحاني	

110	
70	
70	
150	
140	1888531
200	2098139
100	1902878
150	

وعنهم السيخة :
شوقي سالم

الجمهورية التونسية

وزارة الفلاحة والموارد المائية والصيد البحري

الديوانية الجهوية للتنمية الفلاحية بقابس

المركز الوطني للتكوين بالمرزوقي والتربية

الصفاقس في 2023/12/19

قائمة اسمية لمربي الأغنام الأكثر عددا والمستقلين للمرعى الغابي بالمنيطة

ع/	اسم ولقب المربي	العمادة	عدد القطيع
1	محمد بن سالم القطناسي	المنيطة	180
2	فرجات القطناسي	"	182
3	محمد بن عمار	"	150
4	خليفة بن المولدي القطناسي	"	155
5	طارق بن ناجي القطناسي	"	250
6	خالد بن مصطفى القطناسي	"	200
7	سامي بن سامي القطناسي	"	170
8	عمر القطناسي	"	100
9	مصطفى الفرجاني	"	100
10	[illegible] القطناسي	نزاع الثمار	140

رئيس مصلحة الإرشاد الفلاحي

بالمنيطة

[illegible]

الجمـــهورية التونسية
وزارة الداخلية
ولاية القيروان
وحدة الإحاطة بالمستثمرين

بطاقة حضور

جلسة: جلسة حول تهيئة الظروف الملائمة لإنطلاق مشروع إنتاج الطاقة بهنشير السعدية معتمدية السبيخة

التاريخ : 2023/12/29

الإسم و اللقب	الصفة	الهيكل	الهاتف	البريد الإلكتروني	الإمضاء
المختار بن علي	مدير أملاك الدولة		54343940		
زينب مباركي	كاهية مدير	إدارة أملاك الدولة	98451380		
كامل السبري	رئيس مصلحة	أملاك الدولة	50868132	Kamelsbri2@yahoo.fr	
الهادي الخلفي	رئيس دائرة التهيئة	مندوبية الفلاحة	97154647		
خلود الحلاوي	مهندسة بيئة	مكتب الدراسات EAM	23162025	Khaoulaelhlaoui@eamtunisia.com	
الأزهر خواجة	مدير عام	مكتب دراسات EAM	98363051	Cabinet.khedraji@gmail.com	
سعيدان بن عياد	مدير	AMEA POWER	22881219	Sfiaa.benchaabane@amapower.com	
دنيا الماجري	مسيرة بيئة واجتماع	AMEA Power	98643339	donia.mejri@ameapower.com	
محمد التونسي	رئيس مصلحة الاعتمادات	مندوبية الفلاحة	54275231	belgacem.mabrouk@gmail.com	
سامي بن عياد	رئيس قسم المياه	مندوبية الفلاحة	98242823	samibenayed20@gmail.com	
المهدي السبري	المدير الجهوي لديوان التربية المائية وتوفير المرعى	ديوان التربية المائية وتوفير المرعى	98236489	mmagri@planet.tn	
عبد الوهاب عبد القادر	معتمد السبيخة		53466136		

Liste de présence

- **Date : Vendredi 05 janvier 2024**
- **Lieu : Siège du Gouvernorat de Kairouan**
- **Objet : Consultation pour mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation Abrégé (PARA) relatif aux pertes subies par les éleveurs de bétail associées au projet de la centrale solaire de 100 MW à Kairouan.**

N°	Nom et Prénom	Organisme	Position	Téléphone	E-mail	Signature
1	KHOUAJA TAHAR	EAM	Directeur Général	98363051	tahar.khouaja@eamtunisia.com	
2	Sfiane Bouchamoui	AMEA	MANAGER	22851219	sfiane.bouchamoui@amea-power.com	
3	CHAKROUN Ghazi	OFFICE DES CEREALES	Directeur Régional	97254777	inspecteur.kairouan@oc.com.tn	
4	Sebri Metoui	O.E.P	Directeur regional	98236489	smagri@planet.tn	
5	Jouini Kamel	CRDA/Kair	Directeur DRPS	98204940	Ingkamel@yahoo.fr	
6	Khelifi lotfi	CRDA/A/Sol Kairouan	chef A/Sol	97154647	lotfikhelifi2000@yahoo.fr	
7	Mokhtar Benhelima	direction Régionale de forêts et affaires foncières de Kairouan	Directeur Régionale.	54343940	—	
8	Mbarki Taieb		sous directeur	98451380		
9	Kamel Nasri		D.K.N	21882970		
10	Abdelwahab Abdelkader		D. Stratégie	53466136		
11	Khaoula Maalaoui	EAM	Ingénieur environnement	23162095		

ANNEXE IX– Convention d'accord sur la méthode de compensation entre le premier délégué de Kairouan et AMEA POWER

الجمهورية التونسية
وزارة الداخلية
******
ولاية القيروان
معتمدية القيروان الشمالية
عدد 39

القيروان :
01 فيفري 2024

محضر جلسة

الموضوع : حول مساعدة فلاحين من طرف شركة " AMEA Power " لإنتاج الطاقة
المكان و الزمان : مقر معتمدية القيروان الشمالية 01 فيفري 2024 الساعة العاشرة صباحا
المصاحيب: بطاقة حضور

في إطار إشعاع شركة " AMEA Power " لإنتاج الطاقة المزمع تركيزها بالمنطقة الصناعية المتبسطة أشرف السيد " **كمال نصير** " معتمد القيروان الشمالية على جلسة عمل خصصت لإنطلاق مشروع إنتاج الطاقة .

استهل السيد المعتمد الجلسة بالترحيب بالسادة الحضور مؤكدا على ضرورة توفير كل الظروف الملائمة لحسن انطلاق المشروع مبينا على أهميته في إنتاج الطاقة و انعكاساته الإقتصادية و البيئية و الإجتماعية.

كما ثمن المجهودات المبذولة من طرف السلط المحلية في دعم المشروع مبينا أن هناك شروط متفق عليها من الجهات الممولة وجب إحترامها وتطبيقها خاصة منها الواردة بالدراسة الخاصة بالتأثيرات البيئية و الإجتماعية المتعلقة بالتعويض لمربي الأغنام القاطنيين بمحيط المشروع بكمية من الأعلاف تتمثل في 47 ألف وحدة علفية أي ما يعادل 47 ألف كغ من الشعير أو العلف المركب رقم 05 المخصص للأغنام سنويا من طرف الشركة المعنية.

وبعد النقاش تم الإتفاق على ما يلي:

- تتعهد الشركة بتوفير و إيصال كمية 47 ألف وحدة علفية ما يعادل 47 ألف كغ من الشعير أو العلف المركب رقم 05 المخصص للأغنام سنويا و ذلك طوال مدة إنجاز و استغلال المشروع و المقدرة بـ22 سنة.
- يتم إعداد قوائم المنتفعين من مربي الأغنام من معتمدية القيروان الشمالية من طرف السلط المحلية و بالتنسيق مع الهياكل المتدخلة في الغرض.
- يتم التنسيق بين الشركة والسلط الجهوية و السلط المحلية حول آجال و مكان إيصال الكميات المذكورة.

ورفعت الجلسة على الساعة الحادية عشر صباحا.

والسلام

المعتمد
كمال نصير

إتفـــــــــــــــاقـــية

في إطار إنجاز مشروع للطاقة الشمسية 100 ميجاوات كهروضوئية وتطبيقاً لتوصيات دراسات التأثير البيئي والاجتماعي المعدة من طرف شركة AMEA Power Ltd. لحساب الشركة الفرعية Kairouan Solar Plant sarl.، وتبعا لمخرجات الجلسة المنعقدة بمقر ولاية القيروان بتاريخ 05 جانفي 2024 ومنها التعويض العيني عن خسائر الأعلاف التي لحقت بمربي الماشية نتيجة تخصيص مساحة 235 هكتارا من مرعى المتبسطة لانجاز مشروع محطة توليد الطاقة الكهروضوئية بالقيروان والخط الكهربائي المرتبط بها، تم الإتفاق على ما يلي:

تتعهد شركة Kairouan Solar Plant sarl.، الخاضعة للقانون التونسي بتوفير وإيصال كمية 47 ألف وحدة علفية ما يعادل 47 ألف كغ من الشعير أو العلف المركب رقم 05 المخصص للأغنام سنويا وذلك طوال مدة إنجاز وإستغلال المشروع و المقدرة ب22 سنة .

- يتم إعداد وتحيين قوائم المنتفعين من مربي الأغنام من معتمدية كل من السبيخة و القيروان الشمالية من طرف السلط الجهوية و المحلية و بالتنسيق مع الهياكل المتدخلة في الغرض
- يتم التنسيق بين الشركة والسلطة الجهوية و المحلية حول آجال و مكان ايصال الكميات المذكورة
- يتم توزيع تلك الكميات على المنتفعين مجانا وحسب عدد القطيع
- في حالة حدوث قوة قاهرة، مثل حصول تغير جذري في الوضع الاقتصادي يجعل من غير الممكن الوفاء بالالتزامات التي تم التعهد بها، يتعهد الطرفان بإعادة التفاوض بحسن نية على شروط هذه الاتفاقية.

القيروان في : 22 جانفي 2024

المعتمد الأول المكلف بتسيير ولاية القيروان
الشاذلي الجهيناوي

الممثل القانوني لشركة Kairouan Solar Plant sarl
سفيان بن شعبان

Kairouan Solar Plant
037,Av. Alain
Mf:1703478/X/A/M/000

ANNEXE X – Acceptation des mesures compensatoires sous forme d'unités fourragères par les éleveurs

- PV de réunion et signature des PAPs Kairouan Nord
- PV de réunion et signature des PAPs Sbikha

الجمهورية التونسية
وزارة الـــــداخليـــــة
.....
ولاية القيروان
معتمدية القيروان الحمائية

القيروان في : 01 أوت 2024

بطاقة حضـــــــور

ع/ر	الاسم و اللقب	الصفة	الامضاء
1	مرجان الغابري	عضو المتدخل بالنيابة	
2	محمد المعزوقي	عضو زراع التمار	
3	ياسين بن مباني الطنابي	فلاح	
4	محمد بن عمار	فلاح	
5	عبد الله مصطفى الطنابي	فلاح	
6	سيف الدين الزرعاني	فلاح	
7	طارق بن ناجي الطنابي	فلاح	
8	عمر الفضلاني	فلاح	
9	مرجان الطنابي	فلاح	
10	مفيدة بن الطاهر الطنابي	فلاح	
11	الأزهر بن سالم الطنابي	فلاح	
12	محمد سالم الطنابي	فلاح	

الجمهورية التونسية
وزارة الداخلية
******
ولاية القيروان
معتمدية القيروان الشمالية

القيروان : 01 فيفري 2024

عدد 39

محضر جلسة

الموضوع : حول مساعدة فلاحين من طرف شركة " AMEA Power " لإنتاج الطاقة
المكان و الزمان : مقر معتمدية القيروان الشمالية 01 فيفري 2024 الساعة العاشرة صباحا
المصاحبون: بطاقة حضور

في إطار إشعاع شركة " AMEA Power " لإنتاج الطاقة المزمع تركيزها بالمنطقة الصناعية المتوسطة أشرف السيد " **كمال نصير** " معتمد القيروان الشمالية على جلسة عمل خصصت لإنطلاق مشروع إنتاج الطاقة.

استهل السيد المعتمد الجلسة بالترحيب بالسادة الحضور مؤكدا على ضرورة توفير كل الظروف الملائمة لحسن انطلاق المشروع مبينا على أهميته في إنتاج الطاقة و انعكاساته الإقتصادية و البيئية و الإجتماعية.

كما ثمن المجهودات المبذولة من طرف السلط المحلية في دعم المشروع مبينا أن هناك شروط متفق عليها من الجهات الممولة وجب إحترامها وتطبيقها خاصة منها الواردة بالدراسة الخاصة بالتأثيرات البيئية و الإجتماعية المتعلقة بالتعويض لمربي الأغنام القاطنين بمحيط المشروع بكمية من الأعلاف تتمثل في 47 ألف وحدة علفية أي ما يعادل 47 ألف كغ من الشعير أو العلف المركب رقم 05 المخصص للأغنام سنويا من طرف الشركة المعنية.

وبعد النقاش تم الإتفاق على ما يلي:

- تتعهد الشركة بتوفير و إيصال كمية 47 ألف وحدة علفية ما يعادل 47 ألف كغ من الشعير أو العلف المركب رقم 05 المخصص للأغنام سنويا و ذلك طوال مدة إنجاز و استغلال المشروع و المقدرة بـ22 سنة.
- يتم إعداد قوائم المنتفعين من مربي الأغنام من معتمدية القيروان الشمالية من طرف السلط المحلية و بالتنسيق مع الهياكل المتدخلة في الغرض.
- يتم التنسيق بين الشركة و السلط الجهوية و السلط المحلية حول آجال و مكان إيصال الكميات المذكورة.

ورفعت الجلسة على الساعة الحادية عشر صباحا.

والسلام

المعتمد
كمال نصير

ولاية القيروان
معتمدية السبيخة

محضـــر جلســة

في إطار حرص السلطة المحلية بمعتمدية السبيخة على المساهمة في دفع عجلة الاستثمار بالمنطقة اشرف السيد معتمد السبيخة يوم الاثنين 2024/02/05 على الساعة العاشرة صباحا بمقر المعتمدية على جلسة عمل خصصت لمتابعة ملف إحداث مشروع محطة توليد الكهرباء بواسطة الطاقة الشمسية الذي ستتولى مؤسسة AMEA POWER إنجازه على مساحة 200 هك بهنشير السعدية الكائن بعمادة العلم معتمدية السبيخة وقد حضر الجلسة السيد عمدة العلم وعدد من مربي الماشية من أبناء الجهة.

استهل السيد المعتمد الجلسة مرحبا بالحضور ثم تولى تقديم المشروع مبينا أهميته على المستويين الاقتصادي و الاجتماعي معربا عن امله في ان تعمل كل الأطراف على دعم هذا المشروع في إطار الضوابط القانونية المسموح بها.

ثم تولى رئيس الجلسة اعلام الحضور ان شركة AMEA POWER قد تعهدت بتوفير كمية من العلف تقدر بـ47 الف وحدة علفية كل سنة و على امتداد 22 سنة و هي مدة استغلال المشروع، **و ذلك في إطار التعويض الذي ستقدمه الشركة المذكورة للفلاحين الذين تعودوا رعي اغنامهم بالأرض التي سيقام عليها المشروع.** و سيشمل هذا التعويض فلاحي المتبسطة و العلم.

وسيتم توزيع الكميات المذكورة من قبل السلطة المحلية وذلك بالتنسيق مع السلطة الجهوية وفق قائمات اسمية يتم اعدادها في الغرض.

هذا ولقد عبر الحضور عن استعدادهم لدعم هذا المشروع لما فيه خير الجهة معبرين عن أملهم في ان يساهم في امتصاص البطالة بالجهة وتوفير مواطن شغل كريمة لابناءهم وبناتهم و ابدوا موافقتهم على التعويض المقترح من قبل الشركة.

اختتمت الجلسة على الساعة الحادية عشرة صباحا من نفس اليوم.

المعتمد
عبد الوهاب عبد القادر

الجمهورية التونسية

وزارة الداخلية

ولاية القيروان

بطاقة حضور

التاريخ 2024/02/05

المكان مقر معتمدية الشبيكة

الموضوع: حول مساعدات مؤسسة " AMEA POWER" من المواد العلفية لفائدة مربي الماشية من عمادة العلم الذين تعوّدوا الرعي بهشير السعدية

الإسم الثلاثي	الصفة	رقم بطاقة التعريف	رقم الهاتف	الإمضاء
أحمد بن مبارك العكاري		09025648	22.684.615	
عبد الله فرحاني متوفي يمثله ابنه		01885150	23525149	
لمرحوم عبد الله فرحاني		07692483	23525149	
سفيان طفلة يلقصر فرحاني		07558363	21897669	
رشيد فرج عميرة		07565653	97531849	
فرج عيسى فارس		01888531		
حبيب بن محمد نعظمي		06981139	99826741	
محمد بن نعظمي الأخضر		09027978	94926741	
طيب حبيب الفرحاني		07661420	23126838	
بدر الدين مليك		11939077	29.582.105	